

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix-Travail- Patrie

REGION DE L'EXTREME-NORD

DEPARTEMENT DU MAYO-SAVA

COMMUNE DE TOKOMBERE



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work-Fatherland

FAR NORTH REGION

MAYO-SAVA DIVISION

TOKOMBERE COUNCIL

## PLAN COMMUNAL DE DEVELOPEMENT (PCD) DE LA COMMUNE DE TOKOMBERE



REALISE AVEC L'APPUI TECHNIQUE DE CADEPI SUR FINANCEMENT DU PROGRAMME NATIONAL  
DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF (PNDP)



Novembre 2013



## TABLE DES MATIERES

<b>TABLE DES MATIERES.....</b>	<b>ii</b>
<b>RESUME DU PCD .....</b>	<b>v</b>
<b>Liste des abréviations.....</b>	<b>vii</b>
<b>Liste des tableaux .....</b>	<b>ix</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
<b>CHAPITRE I : METHODOLOGIE.....</b>	<b>4</b>
2.1- Préparation de l'ensemble du processus .....	5
2.1.1- La préparation pédagogique.....	5
2.1.2- La préparation administrative .....	5
2.1.3- Préparation dans les unités de planification.....	6
2.2- Collecte des données et traitement.....	6
2.2.1 Collecte des données.....	6
2.2.2- Traitement des données.....	7
2.3- Consolidation des données des diagnostics et de cartographie .....	8
2.4- Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation.....	8
2.4.1- Préparation de l'atelier de planification .....	8
2.4.2- Exécution de l'atelier de planification .....	9
2.5- Mise en place de mécanisme de suivi de mise en œuvre du PCD .....	9
<b>CHAPITRE II : PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE.....</b>	<b>10</b>
3.2- Milieu biophysique .....	11
3.2.1- Le climat.....	11
3.2.2- Le relief .....	11
3.2.3- Les sols.....	12
3.2.4- L'hydrographie .....	12
3.2.5- La faune .....	13
3.2.6- La flore et végétation .....	13
3.2.7- Les ressources minières .....	13
3.3.- Milieu socioéconomique.....	14
3.3.1- Milieu social.....	14
3.4- Activités économiques .....	20
3.4.1- - Agriculture.....	20
3.4.2-Elevage .....	21
3.4.3- Artisanat.....	22
3.4.4- Exploitation des ressources forestières .....	22
3.4.5- Activités commerciales.....	22
3.4.6- Autres activités.....	22
3.5- Principaux services de l'espace communal.....	23
3.5.1- Education de base.....	23
3.5.2- Enseignement secondaire .....	23
3.5.3- Santé publique :.....	24
3.5.4- Infrastructures socioculturelles et sportives .....	25
3.5.5- Eau et assainissement .....	25
3.5.6- Electricité .....	26
3.5.7- Commerce .....	26
3.5.8- Communication et télécommunication.....	26
3.5.9- Tourisme et loisirs .....	27
3.5.10- Réseau routier .....	27
<b>CHAPITRE III : SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC .....</b>	<b>29</b>
4.1- Synthèse du DIC et DEUC.....	29
4.1.1- Les ressources humaines.....	31
4.1.2- Les ressources financières .....	38
4.1.3- Le patrimoine .....	49

4.1.4- Les relations .....	53
4.1.5- Forces, faiblesses .....	55
4.1.6- Axes de renforcement des capacités .....	58
4.2- Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur .....	<b>7069</b>
<b>CHAPITRE IV : PLANIFICATION STRATEGIQUE.....</b>	<b>9190</b>
5.1- Vision et objectifs du PCD .....	<b>9190</b>
5.1.1 Vision de Commune .....	9291
5.1.2 Objectif du PCD .....	9291
5.2- Cadre logique par secteur.....	<b>9291</b>
5.3.- Coût estimatif du PCD .....	<b>139138</b>
5.4.- Esquisse de plan d'utilisation et de gestion des terres et de l'espace communal .....	<b>140139</b>
<b>6. - PROGRAMMATION .....</b>	<b>144143</b>
6.1.- Classification des villages par ordre de financement.....	144143
6.4.- Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) de la Commune de Tokombéré .....	154153
6.5.-Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT .....	157156
6.6.- Plan d'Investissement Annuel (PIA) .....	162161
6.7.- Plan de Passation des marchés du PIA .....	164163
<b>CAHPITRE V : MECANISME DE SUIVI-EVALUATION.....</b>	<b>166165</b>
<b>8- PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD .....</b>	<b>172174</b>
8.1.- Les différents acteurs et leurs rôles dans la mise en œuvre du plan .....	172174
8.2- Etapes de la mise en œuvre .....	174172
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>180178</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>181179</b>
Annexe 1 : Fiches d'identification des projets .....	183181
Annexe 2 : Arrêté mettant en place le COPIL .....	202200
Annexe 3 : Arrêté mettant en place le CS de PCD.....	203201
Annexe 4 : Les feuilles des présences aux différents ateliers .....	204202
<u>Feuilles des présences aux différents ateliers de validations .....</u>	

Mis en forme : Français (France)

Carte de localisation de la Commune de Tokombéré



## RESUME DU PCD

Dans le cadre de la politique de décentralisation initiée par le gouvernement camerounais et afin de mieux lutter contre la pauvreté, l'Etat a confié aux collectivités territoriales (Loi N°2004/018 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux Communes et série des décrets de 2010 qui transfère certaines compétences aux Collectivités), la mission d'accompagner les communautés vers le développement local et l'amélioration de leurs cadre et conditions de vie. Pour impulser un véritable développement participatif et réduire la pauvreté au sein des populations, les Communes sont appelées à élaborer leur Plan Communal de Développement (PCD). C'est dans cette optique que la Commune de Tokombéré avec l'appui financier de PADDL/GTZ avait élaboré en 2006 son plan de développement communal (PDC). Aujourd'hui, ce PDC âgé de huit ans ne répond plus aux préoccupations des populations de la commune de Tokombéré. Ceci justifie la décision du maire de l'actualiser afin de le transformer en PCD suivant une démarche qui prend en compte d'autres aspects notamment : le développement de l'espace urbain, l'amélioration des services rendus aux populations à travers le renforcement de la Commune après le DIC, le développement des villages grâce aux besoins réellement exprimés par les populations lors du diagnostic dans leurs villages respectifs, le développement de l'économie locale et enfin les changements climatiques et la petite enfance devenus de plus en plus les préoccupations mondiales.

Ce plan Communal de développement de Tokombéré a été réalisé grâce aux efforts de la Commune de Tokombéré avec l'appui financier du PNDP et l'accompagnement technique de CADEPI. Il est élaboré après des multiples entretiens pendant la collecte des données, des rencontres d'analyse avec les bénéficiaires, des diagnostics à plusieurs niveaux sur le territorial communal et d'une projection collective avec tous les acteurs (élus locaux, partenaires de développement, autorités administratives, autorités traditionnelles, ONG et associations) de développement de la Commune de Tokombéré ainsi que les Services techniques Déconcentrés de l'Etat.

Différents diagnostics à savoir le DIC, DNPV et DEUC ont été effectués durant le processus de planification qui a abouti à l'élaboration de 31 cadres logiques, outils de base pour la planification et la programmation. Pour opérationnaliser ce processus, la Commune devra s'appuyer sur des atouts et potentialités existantes et les partenaires au développement. Elle pourra également compter sur les ressources transférées de l'Etat à travers la décentralisation pour mieux optimiser la réalisation des objectifs de ce plan.

Le caractère très participatif de ce processus par rapport à celui déroulé lors de l'élaboration du PDC en 2006 lui permettra de mobiliser facilement les ressources pour la mise en œuvre des actions planifiées dont le coût global s'élève à **28 841 932 000 F CFA**. Les activités à

réaliser à court et moyen termes ont été consignées dans une programmation triennale estimée à **465 500 000 F CFA** dont le plan d'investissement de la première année ( 2014) s'élèvera à **254 500 000 F CFA**. Un dispositif de suivi de la mise en œuvre des activités planifiées et programmées mis en place par arrêté municipal permettra de rendre compte aux populations des problèmes et difficultés rencontrées par la commune pendant tout le processus de mise en œuvre et de s'approprier ce processus une fois le PNDP et l'OAL partis pendant que le plan de communication qui lui est rattaché permettra la lisibilité des activités exécutées.

## Liste des abréviations

<b>AA</b>	Autorité Administrative
<b>APEE</b>	Association des Parents d'Elèves et Enseignants
<b>A/F</b>	Animateur /Facilitateur
<b>ARMP</b>	Agence de Régulation des Marchés Publics
<b>AGR</b>	Activité Génératrices de Revenu
<b>ARTOK</b>	Artisan de Tokombéré
<b>AT</b>	Administration Territoriale
<b>CAC</b>	Centime Additionnelle Communale Autorité Traditionnelle
<b>CADEPI</b>	Cellule d'Appui au Développement local Participatif Intégré
<b>CDV</b>	Comité de Développement Villageois
<b>CDMT</b>	Cadre de dépenses à Moyen Terme
<b>CES</b>	Collège d'Enseignement Secondaire
<b>CETIC</b>	Collège d'Enseignement Technique Industriel et Commercial
<b>COGES</b>	Comité de Gestion
<b>COPARMO</b>	Coopérative des Artisans de Mayo- Ouldémé
<b>COPIL</b>	Comité de Pilotage
<b>CPFF</b>	Centre de Promotion de la Femme et de la Famille
<b>CS</b>	Comité de Suivi
<b>CSI</b>	Centre de Santé Intégré
<b>CTD</b>	Collectivité Territoriale Décentralisée
<b>CZV</b>	Centre Zootechnique et Vétérinaire
<b>DAEPIA</b>	Délégation d'Arrondissement de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales Centre Zootechnique et Vétérinaire
<b>DAADER</b>	Délégation d'Arrondissement de l'Agriculture et du Développement Rural
<b>DAO</b>	Dossier d'Appel d'Offre
<b>DDESEC</b>	Délégation Départementale de l'Enseignement Secondaire
<b>DEUC</b>	Diagnostic de l'Espace Urbain Communal
<b>DIC</b>	Diagnostic de l'Institution Communale
<b>DPNV</b>	Diagnostic Participatif au Niveau Village
<b>EC</b>	Exécutif Communal
<b>EMF</b>	Etablissement de micro finance
<b>ESA</b>	Projet Eau-Sol-Arbre
<b>FMO</b>	Forces de Maintien de l'Ordre
<b>FCFA</b>	Francs de la Communauté Financières d'Afrique
<b>FEICOM</b>	Fonds d'Equipement et d'Intervention inter- Communale
<b>GAMTOK</b>	Groupement des Agriculteurs modernes de Tokombéré
<b>GIC</b>	Groupe d'Initiative Commune
<b>IAEB</b>	Inspection d'Arrondissement de l'Education de Base
<b>IDE</b>	Infirmier Diplômé d'Etat
<b>MINADER</b>	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
<b>MINAC</b>	Ministère des Arts et Culture
<b>MINAS</b>	Ministère des Affaires Sociales
<b>MINATD</b>	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation

<b>MINCOMMERCE</b>	Ministère de Commerce
<b>MINDCAF</b>	Ministère du Domaine, du Cadastre et des Affaires Foncières
<b>MINEDUB</b>	Ministère de l'Education de base
<b>MINEPIA</b>	Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
<b>MINEPDED</b>	Ministère de l'Environnement, Protection de la Nature et Développement Durable
<b>MINEPAT</b>	Ministère de l'Economie, la Planification et de l'Aménagement du Territoire
<b>MINJUSTICE</b>	Ministère de la Justice et Garde de Sceaux
<b>MINEE</b>	Ministère de l'Eau et de l'Energie
<b>MINESEC</b>	Ministère de l'Enseignement Secondaire
<b>MINESUP</b>	Ministère de l'Enseignement Supérieur
<b>MINFOF</b>	Ministère de Forêt et de la Faune
<b>MINJEC</b>	Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique
<b>MINHDU</b>	Ministère du Développement Urbain et de l'Habitat
<b>MINMESA</b>	Ministère des petites et moyennes entreprises, de l'économie sociale et de l'artisanat
<b>MINIMIDT</b>	Ministère des Mines, Industries et du Développement Technologique
<b>MINPOSTEL</b>	Ministère de Poste et Télécommunication
<b>MINRESI</b>	Ministère de la Recherche Scientifique et Innovation
<b>MINSANTE</b>	Ministère de la Santé
<b>MINSEP</b>	Ministère du Sport et de l'Education Physique
<b>MINPROFF</b>	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
<b>MINT</b>	Ministère de Transport
<b>MINTOUR</b>	Ministère du Tourisme
<b>MINTP</b>	Ministère des Travaux Publics
<b>MINTESS</b>	Ministère de Travail et de Sécurité Sociale
<b>OP</b>	Organisation Paysanne
<b>OMD</b>	Objectifs du Millénaire pour le Développement
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>OSC</b>	Organisation de la Société Civile
<b>PCD</b>	Plan Communal de Développement
<b>PADDL/GIZ</b>	Programme d'Appui à la Décentralisation et au Développement Local/Coopération Technique Allemande
<b>PNUD</b>	Programme Des Nations Unies pour le Développement
<b>PV</b>	Procès-Verbal
<b>RN</b>	Ressources Naturelles
<b>RFC</b>	Ressources Financières de la Commune
<b>SDE</b>	Service Déconcentré de l'Etat
<b>SG</b>	Secrétaire Général
<b>SEPO</b>	Succès-Echecs-Potentialités-Obstacles
<b>SNV</b>	Société Néerlandaise de Développement
<b>TDR</b>	Termes De Référence

## Liste des tableaux

Tableau 1: Répartition de la population par tranche d'âge .....	14
Tableau 2: Couches vulnérables.....	16
Tableau 3: Acteurs de développement de la Commune .....	19
Tableau 4: Rendement par spéculation .....	20
Tableau 5: Données sur l'élevage.....	21
Tableau 6: Données sur l'éducation de base.....	23
Tableau 7: Données sur l'enseignement secondaire.....	23
Tableau 8: Données sur la santé .....	24
Tableau 9: Infrastructures marchandes .....	26
Tableau 10: Potentialités/atouts et contraintes rencontrées par la Commune .....	28
Tableau 11: Les ressources humaines de la Commune .....	31
Tableau 12: Politique de gestion des ressources humaines .....	32
Tableau 13: Organisation des commissions techniques .....	34
Tableau 14: Information sur le conseil municipal .....	35
Tableau 15: Attributions des adjoints au Maire.....	36
Tableau 16: Ressources financières durant les trois dernières années .....	39
Tableau 17: Etat des ressources propres et externes de la Commune .....	42
Tableau 18: Compte administratif sur les trois derniers exercices .....	44
Tableau 19: Biens Meubles.....	49
Tableau 20: Biens immeubles .....	50
Tableau 21: Appréciation de la relation entre la Commune et ses partenaires.....	53
Tableau 22: Tableau des forces et faiblesses de la Commune .....	55
Tableau 23: Tableau des axes de renforcement.....	58
Tableau 24:matrices des opportunités et difficultés pour les corps de métiers de Tokombéré .....	61
Tableau 25: Synthèse sur les populations vulnérables .....	6766
Tableau 26 Tableau des problèmes, causes, effets et besoins .....	7170
Tableau 27: Cadre logique agriculture .....	9392
Tableau 28: Cadre logique élevage, pêche et industries animales .....	9493
Tableau 29:Cadre logique Domaine, cadastre et affaires foncières.....	9594
Tableau 30:Cadre logique habitat et Développement urbain .....	9695
Tableau 31: Cadre logique environnement, protection de la nature et développement durable ..	9796
Tableau 32: Cadre logique administration territoriale, décentralisation, sécurité et maintien de l'ordre.....	9998
Tableau 33 : Cadre logique enseignement supérieur.....	10099
Tableau 34: Cadre logique travail et sécurité sociale .....	102401
Tableau 35: Cadre logique poste et télécommunication .....	103402
Tableau 36: Cadre logique Forêt et faune.....	104403
Tableau 37: Cadre logique Education de base.....	105404
Tableau 38: Cadre logique Enseignement secondaire.....	107406
Tableau 39: Cadre logique Santé Publique.....	109408

Code de champ modifié

Tableau 40: Cadre logique Eau, assainissement et énergie .....	<u>111410</u>
Tableau 41: Cadre logique Travaux Publiques.....	<u>112411</u>
Tableau 42: Cadre logique Affaires sociales.....	<u>113412</u>
Tableau 43: Cadre logique Promotion de la femme et de la famille.....	<u>114413</u>
Tableau 44: Cadre logique Jeunesse.....	<u>115414</u>
Tableau 45: Cadre logique Sport et éducation physique .....	<u>116415</u>
Tableau 46: Cadre logique Transport.....	<u>117416</u>
Tableau 47: Cadre logique Emploi et formation professionnelle .....	<u>118417</u>
Tableau 48: Cadre logique Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat ..	<u>120419</u>
Tableau 49: Cadre logique Recherche scientifique et innovations.....	<u>121420</u>
Tableau 50: Cadre logique Tourisme et loisir .....	<u>122421</u>
Tableau 51: Cadre logique Art et culture .....	<u>123422</u>
Tableau 52: Cadre logique de l'Industrie, des Mines, et du développement technologique ....	<u>124423</u>
Tableau 53: Cadre logique Commerce .....	<u>125424</u>
Tableau 54: Cadre logique Communication .....	<u>126425</u>
Tableau 55: Cadre logique Diagnostic Institutionnel Communal .....	<u>128427</u>
Tableau 56: Cadre logique Changements climatiques .....	<u>130429</u>
Tableau 57: Cadre logique Petite enfance .....	<u>132431</u>
Tableau 60: Projets prioritaires de la Commune .....	<u>145444</u>
Tableau 61: Ressources mobilisables.....	<u>153452</u>
Tableau 62: Cadre de Dépenses à Moyen Terme de la Commune.....	<u>154453</u>
Tableau 63: Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT.....	<u>157456</u>
Tableau 64: Plan de sommaire de gestion de l'environnement .....	<u>161460</u>
Tableau 65: Programmation annuelle des projets prioritaires .....	<u>162461</u>
Tableau 66: Plan de passation des marchés .....	<u>164463</u>
Tableau 67: Plan de communication pour la mise en œuvre de PCD .....	<u>176474</u>

### Liste des photos

Photo 1: Relief de Tokombéré.....	11
Photo 2: Végétation .....	13
Photo 3: Habitat en matériaux provisoires.....	
Photo 4 Habitat en matériaux définitifs .....	18
Photo 5: Elevage bovin.....	21
Photo 6 : Transformation du mil.....	22
Photo 7: Séance de transect      Photo 8: Travail en groupe.....	<u>144443</u>

Code de champ modifié



**INTRODUCTION**

### **1.1. Contexte et justification**

Dans le cadre de la réforme constitutionnelle de janvier 1996, le Cameroun a choisi la voie de la décentralisation comme un élément clé de la démocratie. Depuis lors, les pouvoirs publics travaillent sans cesse sur les projets de textes y relatifs. La loi d'orientation de la décentralisation (loi N°2004/017 du 22 juillet 2004) stipule en son article 4 que « les conseils des collectivités territoriales ont pour mission de promouvoir le développement économique, social, éducatif, culturel et sportif des populations de ces collectivités ». C'est dire que la loi d'orientation de la décentralisation confère aux collectivités territoriales décentralisées (CTD) et aux citoyens un rôle central dans le processus de développement local. C'est dans cette optique que la Commune de Tokombéré avec l'appui financier de PADDL/GTZ a élaboré en 2006 son tout premier Plan de Développement. Cependant, l'analyse de ce plan a révélé que les aspects spécifiques aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) n'avaient pas été pris en compte suffisamment lors de son élaboration d'où sa révision en vue de son arrimage aux OMD en 2008 avec l'appui technique de CADEPI sous l'encadrement institutionnel, technique et financier du MINEPAT, du PNUD et de la SNV. En 2013, cinq ans après son arrimage aux OMD ce plan est entré dans une phase d'actualisation. Et la commune de Tokombéré avec l'appui du PNDP dans sa phase II, a une fois de plus contractualisé avec l'OAL CADEPI pour l'accompagner dans l'actualisation de son PDC qui s'appuie sur trois diagnostics : le Diagnostic Institutionnel de la Commune (DIC), le Diagnostic Participatif au Niveau Village (DPNV) et le Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC). Ceux-ci constituent les grandes étapes essentielles pour l'élaboration du Plan Communal de Développement qui doit prendre en compte l'état des lieux de la Commune (résultats des diagnostics) en tant que espace et des solutions envisagées pour son développement.

Les acteurs impliqués dans l'élaboration de ce plan sont le Conseil Municipal, les autorités administratives et traditionnelles, les leaders communautaires, les leaders politiques, les élites, la société civile, les prestataires, les populations bénéficiaires, les bailleurs de fonds, les Services Déconcentrés de l'Etat (SDE) et tous les autres partenaires au développement intervenant dans la Commune de Tokombéré. Ce plan constitue un outil de mobilisation et de valorisation des ressources locales et de gestion équitable et participative des biens et services communaux afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs pour l'émergence du Cameroun à l'horizon 2035.

## **Objectifs du PCD**

L'objectif visé par la commune de Tokombéré à travers l'actualisation de son PCD est

d'améliorer le cadre de vie et les conditions socioéconomiques culturelles et environnementales des population à travers une identification des besoins réels des différentes couches sociales la constituant et la programmation efficace des solutions qui prennent en compte les spécificités locales et la capacité de mobilisation des ressources de la commune.

De manière spécifique il s'agit pour la Commune avec l'appui de l'OAL CADEPI de :

- Faire un état des lieux,
- Elaborer une planification stratégique sectorielle y compris l'économie locale, la petite enfance et les changements climatiques,
- Programmer les actions prioritaires à réaliser à court et à moyen terme,
- Mettre en place un mécanisme de suivi de la mise en œuvre des actions programmées et,
- Elaborer une stratégie de communication pour accroître la lisibilité des actions programmées.

### **1.2. Structure du document**

Afin de faciliter son exploitation, le document a été articulé autour des points ci-après :

- 1- Méthodologie adoptée,
- 2- Présentation de la Commune de Tokombéré,
- 3- Synthèse des résultats du diagnostic,
- 4- Planification stratégique,
- 5- Programmation,
- 6- Mécanisme de suivi-évaluation,
- 7- Plan de communication pour la mise en œuvre du PCD

CHAPITRE I : **APPROCHE**  
METHODOLOGI**QUE-ADOPTEE**

## **1.1- Préparation de l'ensemble du processus**

L'objectif de la préparation est d'assurer la participation massive des populations et des autres personnes ressources aux rencontres en tenant compte de la représentativité des différentes couches sociales. Ce processus a débuté par la formation des OAL à Yagoua tenu du 05 au 18 février 2013 à laquelle CADEPI a pris part et qui avait pour finalité d'outiller les OAL sur la démarche de planification.

Cette préparation du processus se décline en deux étapes :

- La préparation pédagogique
- La préparation administrative

### **1.1.1- La préparation pédagogique**

Après la formation des OAL à Yagoua, une séance de restitution a été organisée à l'intention de tout le staff de la structure qui sera impliqué dans ce processus d'accompagnement de la Commune dans l'élaboration de son PCD. A l'issue de cette restitution, les activités ci-après ont été menées :

- La constitution de quatre équipes pluridisciplinaires ayant à leur tête un chef d'équipe,
- La préparation des différentes fiches de collecte des données,
- L'harmonisation des différents outils à utiliser,
- La préparation logistique qui a consisté à s'assurer de la quantité et de la qualité des différents matériels du travail notamment les matériels didactiques et les matériels roulants devant servir dans le cadre de ce travail.

Par ailleurs, des descentes ont été organisées dans le village zéro après la restitution afin d'harmoniser les points de vue des différents membres de groupes pour leur permettre d'avoir le même niveau de compréhension et éviter des erreurs lors des descentes effectives.

### **1.1.2- La préparation administrative**

Elle a commencé dans un premier temps par la prise de contact avec l'exécutif communal, pour la présentation et la validation des membres des différentes équipes de planification, une brève présentation de la méthodologie du travail de l'OAL, l'élaboration du chronogramme détaillé et la sollicitation d'un local devant servir de bureau de l'OAL. Au cours de cette même rencontre, l'importance de la mise en place du comité de pilotage et les critères de choix de ses membres ont également été expliqués à l'exécutif communal, ainsi que la négociation portant sur les modalités d'organisation de l'atelier de lancement de la planification dans la Commune.

### 1.1.3- Préparation dans les unités de planification

Elle a consisté à adresser les correspondances aux chefs traditionnels annonçant le passage des équipes de planificateurs dans leurs villages respectifs. En plus des correspondances, les membres du comité de pilotage et l'OAL ont effectué des descentes d'information et de sensibilisation sur l'importance du processus de planification et du calendrier de passage des équipes. Par ailleurs, le Sous-préfet a instruit aux forces de maintien de l'ordre d'assurer la sécurité durant le processus de planification.

## 1.2- Collecte des données et traitement

### 1.2.1 Collecte des données

#### 1.2 .1.1- Diagnostic au niveau village

Ce diagnostic a été organisé dans 35 villages que compte la Commune de Tokombéré.

Ce processus s'est effectué en trois jours pour chaque village. Il a consisté à la tenue des assemblées villageoises suivi des travaux en groupe et des restitutions en plénière. Les différents outils utilisés sont entre autre: la cartographie, le transect, le Diagramme de venn, le profil historique, la carte de mobilité, l'ISS, SEPO

- **La cartographie** : Cet outil permet de présenter sur une carte la perception qu'ont les communautés de leur espace, de localiser les différentes ressources, infrastructures et les différentes unités de paysage de leurs villages afin d'en dégager les potentialités, atouts, contraintes et problèmes.
- **Transect** : C'est une visite exploratoire qui permet de vérifier et de compléter les données collectées à travers les autres outils.
- **Le diagramme de Venn** : Il fait ressortir les différentes organisations et institutions existantes dans le village, les différentes activités menées ainsi que les inter actions entre elles.
- **Profil historique** : Il a permis de faire ressortir les événements historiques importants qui ont marqué de manière positive ou négative et leur différents impacts dans la vie du village.
- **Carte de mobilité** : Il a été utilisé pour faire ressortir la nature et les différents flux migratoires des personnes et des biens avec les localités environnantes.
- **L'interview semi-structurée** : Il a été utilisé au niveau de tous les autres outils de planification avec pour finalité de faire ressortir de manière exhaustive les atouts, les potentialités, contraintes et les problèmes.
- **SEPO** : Il a permis de compléter le travail d'identification des potentialités/atouts, contraintes/obstacles.

Les fiches de collecte des données au niveau village, les matrices de potentialités/atouts, contraintes/obstacles et problèmes des unités de paysage ont permis de compléter les informations manquantes.

Parallèlement aux équipes du diagnostic une équipe spéciale a été responsabilisée pour le pointage au GPS des infrastructures au niveau de chaque village et espace urbain de la Commune.

#### **1.2.1.2- Diagnostic de l'espace urbain**

Cette étape a consisté au préalable avec l'appui de la Commune à identifier 27 corps de métier et trois couches vulnérables qui ont fait l'objet du diagnostic. La fiche d'enquête socioéconomique a été le principal outil utilisé en plus des autres outils déroulés au niveau du DPNV. Ce diagnostic a consisté à des échanges entre les membres de l'OAL et les représentants des corps de métier/couches vulnérables suivi des séances de restitution en vue de leur examen et validation.

#### **1.2.1.3- Diagnostic de l'institution communale**

Il a consisté à l'analyse de la situation structurelle et organisationnelle de la Commune à travers une démarche participative mettant à contribution l'exécutif communal, les conseillers, le personnel communal et quelques personnes ressources. Les fiches de collecte des données et la revue documentaire ont constitué la base du travail, en plus des interviews bilatérales, les focus groups, le brainstorming avaient permis d'approfondir la collecte des données.

Des séances de restitution ont été organisées pour l'examen et validation des données par les différentes parties prenantes. La suite du travail a permis de faire ressortir les forces et les faiblesses dans les aspects des ressources humaines, financières, le patrimoine communal et la gestion de relation.

#### **1.2.2- Traitement des données**

Il s'agit ici de faire un travail de triangulation par rapport aux différentes données et informations obtenues auprès des différents acteurs et en faire pour chaque diagnostic un document final. C'est à partir de ces documents qu'on avait synthétisé les résultats des différents diagnostics pour obtenir un document dit consolidé.

**Ce paragraphe sur le traitement des données est à revoir car rien dans ce paragraphe ne dit comment les données ont été traitées et quels ont été les outils de traitement de ces données.**

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

### 1.3- Consolidation des données des diagnostics et de cartographie

Cette étape a consisté à la synthèse des données du diagnostic participatif au niveau village et des données, de l'espace urbain communal. Les données synthétisées du DPNV et du DEUC ont été mises en commun avec les résultats du DIC afin d'obtenir le premier draft du PCD consolidé suivi de celle de l'institution communale.

Pour mener à bien cette activité, plusieurs outils ont été utilisés notamment :

- Le tableau de synthèse des problèmes, causes/effets, besoins par secteur,
- La liste des microprojets prioritaires par village,
- Les fiches de consolidation des données du DPNV, DEUC, pour les infrastructures socioéconomiques (Etats et besoins à partir du PROADP),
- La matrice consolidée des ressources naturelles de la Commune,
- La matrice de synthèse sur le changement climatique

Toutes les données collectées et consolidées ont été validées par le COPIL, l'exécutif municipal et les sectoriels.

Par ailleurs la liste des problèmes consolidés par secteur a permis d'élaborer les projets des cadres logiques qui ont été soumis à l'appréciation des sectoriels. Les différentes données consolidées citées ci-dessus ont constitué les éléments de préparation de l'atelier de planification.

### 1.4- Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation

#### 1.4.1- Préparation de l'atelier de planification

Elle s'est effectuée à deux niveaux :

- **Au niveau de l'OAL** : Elle a consisté dans un premier temps à élaborer les termes de référence ensuite la constitution de l'équipe des animateurs de l'atelier et enfin la mobilisation des matériels.
- **Au niveau de la Commune** : Ici plusieurs activités ont été conduites par l'exécutif avec l'appui de l'OAL à savoir :
  - La proposition de la date de la tenue de l'atelier qui devra être validée par la tutelle,
  - L'identification de la qualité des participants,
  - L'élaboration des invitations et leur ventilation,
  - L'établissement de l'ordre de financement des villages.

#### **1.4.2- Exécution de l'atelier de planification**

L'atelier s'est déroulé en trois jours du 25 au 27 novembre 2013.

Au premier jour, cinq groupes thématiques ont été constitués et ont procédé à l'examen des différents tableaux des synthèses de problèmes par secteur et trente-deux (32) cadres logiques suivi les séances de restitution et de validation en plénière jusqu'aux premières heures de la matinée du deuxième jour.

Au deuxième jour, la programmation des actions prioritaires à court et à moyen terme ~~a ont~~ été ~~faite élaboré~~ sur la base des ressources mobilisables, du tableau de synthèse des microprojets prioritaires des villages et de la liste de l'ordre de financement des villages validé~~e~~ par le conseil municipal sur proposition du maire.

Le troisième jour a été consacré à l'élaboration du plan de passation des marchés du PIA, du cadre sommaire de la gestion socio environnementale et de la désignation des membres de comité de suivi de la mise en œuvre du PCD.

#### **1.5- Mise en place de mécanisme de suivi de mise en œuvre du PCD**

Le suivi de la mise en œuvre de Plan Communal de Développement est un aspect important dans le processus de l'exécution d'un plan, c'est pour cette raison que la Commune avec l'appui de l'OAL avait mis en place le comité de suivi de son plan. Dans le but de mettre en place un comité efficace, le conseil avait procédé par la lecture des différents postes à pourvoir puis à la définition des critères de choix des membres. C'était ainsi qu'à la fin de la concertation et de manière consensuelle les membres de ce comité ont été choisis.

**CHAPITRE II : PRESENTATION SOMMAIRE  
DE LA COMMUNE**

## 2.1- Localisation de la commune

Créée par décret N°82/455 du 20 septembre 1982, la Commune de Tokombéré a une superficie de 552 km<sup>2</sup>.

Située dans le département du Mayo-Sava région de l'extrême- Nord, la commune de Tokombéré est limitée :

- Au Nord par la Commune de Mora,
- Au Sud par la commune de Méri ,
- A l'Ouest par la commune de Soulédé-Roua
- Et à l'Est par la commune de Pétté.

## 2.2- Milieu biophysique

### 2.2.1- Le climat

Il est du type sahélo-soudanien avec une longue saison sèche de huit (8) mois (octobre à mai) et une courte saison pluvieuse de quatre (4) mois (Juin à septembre). La pluviométrie annuelle varie de 600 à 1 100 mm avec une moyenne de 700 mm. Les températures minimales oscillent autour de 20°C avec une maximale de 35°C et une moyenne annuelle de 30°C. La période couvrant les mois de juillet à octobre est la plus douce et correspond à la saison des pluies. Celle allant de novembre à février à une température qui atteint son point le plus bas, avec un froid sec favorable aux infections pulmonaires et à d'autres maladies opportunistes. Par contre les mois de mars-avril-mai et parfois juin présentent les températures les plus élevée allant jusqu'à 45°C, cette partie de l'année est celle qui est la plus la mauvaise du fait des difficultés liées notamment à la chaleur suivi du manque d'eau dans la plupart des villages et quartiers de la ville de Tokombéré pour les humains et les animaux.

Le vent dominant est l'harmattan qui souffle du nord au sud pendant près de sept ou huit mois. Il est chaud et sec.

Pendant les mois d'avril et mai des tourbillons viennent arracher les toits des habitats.

La mousson est un vent humide (soufflant du sud au nord) qui ne souffle que pendant peu de temps (juillet-septembre) au cours de l'année.

### 2.2.2- Le relief

La Commune de Tokombéré est caractérisée par les types de relief suivant :

- Les montagnes entaillées par de dépressions aux pentes abruptes : il faut noter que ces montagnes représentent près de deux tiers de la superficie de la Commune, elles sont très accidentées rocheuses à dominance granitique. Ce relief montagneux représente un facteur important d'érosion des sols en plaine.
- Les plaines : La Commune présente une grande plaine argilo sableuse. Cette plaine est jalonnée des pentes raides facteur d'érosion



Photo 1: Relief de Tokombéré qui

prennent leur source dans les montagnes et provoquent des inondations régulières dans le chef-lieu de la Commune.

- Les bas-fonds : Ils sont constitués de terres généralement noires et riches issus des alluvions. Ils servent aux maraîchages et aux cultures de contre saison (karal).

### **2.2.3- Les sols**

- La Commune présente une diversité de sols en fonction de la géomorphologie de la zone. En zone de plaine, les sols argilo-sableux sont plus dominants. Ces sols sont très recherchés pour les activités agricoles. Cependant, en raison de leur position sur les pentes, ils sont fréquemment exposés à l'érosion hydrique qui entraîne des pertes en terre énormes conduisant parfois à la formation des ravins.
- Dans les zones d'habitations (piémonts), les sols sont sablo-limoneux du fait de dépôt des matières provenant du sommet des montagnes. Ces sols sont fertiles et présentent une stabilité assez bonne.
- En montagnes, le sol est ferrugineux connaissant une forte pression érosive. Cette érosion est facilitée par l'absence des aménagements anti-érosifs. La population de l'UPP valoriserait mieux son sol, si elle met en place des dispositifs antiérosifs appropriés.

### **2.2.4- L'hydrographie**

Le réseau hydrographique de la Commune est constitué de plusieurs petits mayos qui ont pris naissance dans les massifs et sont les affluents des différentes rivières réparties un peu partout sur son territoire. En saison des pluies, les eaux de ruissellement serpentent les champs puis laissent place aux mayos ensablés en saison sèche. La Commune de Tokombéré est traversée par un cours d'eau saisonnier (mayo de Makilingaï) et un cours d'eau permanent (Mayo-Ouldémé) qui servent d'une manière ou d'une autre aux activités de maraîchage tout le long de l'année.

Cette Commune dispose également de trois mini-barrages de retenue d'eau (Bzoukoudou, Kotouma et Galga). Autour du mini-barrage de Bzoukoudou les populations pratiquent la culture de canne à sucre, la tomate et les légumes (cas spécifique de Bzoukoudou et Kotouma).

### 2.2.5- La faune

La faune de la Commune est diversement variée selon que l'on se trouve sur la montagne ou sur la plaine.

- Sur la montagne, les espèces les plus nombreuses sont les damans, les oiseaux, les singes, les porcs épiques, les pangolins et les babouins. Les deux dernières espèces font des grands dégâts dans les champs agricoles. Il est à noter que ces animaux sont moins attaqués par les chasseurs et autres ennemis. D'autres espèces telles que les panthères sont en nombre réduit et sont en voie de disparition.
- Sur la plaine l'on se rencontre des écureuils, des lièvres, des couleuvres, des vipères, des lapins, des hérissons tous sous la menace des chasseurs et des feux de brousse. Des oiseaux s'y trouvent aussi en nombre impressionnant.

### 2.2.6- La flore et végétation

La végétation de la Commune présente les types de végétation suivante et selon les endroits:

- Les montagnes, sont couvertes par une savane herbeuse qui malheureusement connaît les feux de brousse chaque année. Les principales espèces végétales rencontrées sont *Acacia albida*, *Acacia nilotica*, *Azadirachta indica*, *Zizyphus mauritiana*.
- Les piémonts où existent les habitations, la végétation est dominée par les arbres de type domestiqué à dominance de *Neem (Azadirachta indica)*. Ces arbres servent d'ombrage dans les ménages qui les ont plantés. Les espaces des piémonts où il n'existe pas des habitations sont généralement couverts par les *faidherbia albida* facteur de la fertilité de sols.
- La plaine et zone agricole est couverte par une végétation arbustive à dominance de *zizyphus* et de *faidherbia*. Ces espèces sont généralement laissées sur le sol en vertu de leur pouvoir fertilisant. Cependant, elles connaissent une forte pression des éleveurs nomades à la quête des fourrages pour leurs animaux. Quelques lianes (ipomées) plantées pour lutter contre l'érosion et la dégradation des berges de mayos sont aussi rencontrées. La plaine profonde est une steppe à épineuses à dominance de *nilotica*. La Commune dispose d'une forêt expérimentale située à Makilingaï et mise en place par l'Institut de Recherche Agronomique pour le Développement (IRAD).



Photo 2: Végétation

### 2.2.7- Les ressources minières

Aucune prospection du sous-sol n'ayant été faite au niveau de la commune de Tokombéré, il n'existe aucune information sur la richesse du sous-sol en ressources minières. Cependant en surface, l'on trouve en abondance des grands gisements de sable, de gravier et de moellon utilisés dans les travaux de construction des maisons et de génie civil.

## 2.3.- Milieu socioéconomique

### 2.3.1- Milieu social

#### 2.3.1.1- L'histoire de la Commune

La Commune Tokombéré a été créée par décret N°82/455 du 20 septembre 1982. Avant sa création elle faisait partie de la Commune de Mora, Plusieurs Maires nommés ont dirigés cette Commune, Jusqu'en 1995 et ce n'est qu'en 1996 qu'a eu la première élection municipale qui a ouvert la porte de la commune aux maires élus.

Tokombéré a vu le jour vers les années 60 avec l'arrivée des missionnaires catholiques. Sa dénomination provient de Kudumbar en Zoulgo qui veut dire le lieu de combat. Toutes les ethnies qui constituent cette Commune sont autochtones en dehors de quelques rares Mandara et peuhls rencontrés dans la ville de Tokombéré.

#### 2.3.1.2- La démographie

La population totale de Tokombéré d'après le recensement générale de la population du Cameroun de 2005 est estimée à 91 256 habitants dont 47 070 femmes soit 51,58% et 44 186 hommes soit 48,42%. Cette population est répartie dans les 35 villages que compte la Commune avec une forte densité dans l'espace urbain.

#### 2.3.1.3- Taille et structure de la population

Pyramide des âges et commentaires

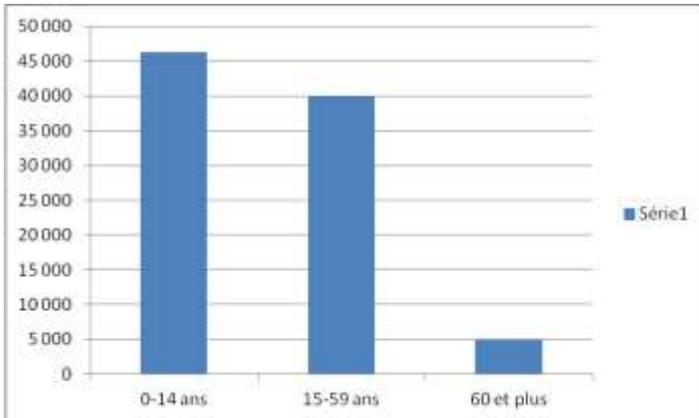
La taille et la structure de cette population se présente comme suit dans le tableau ci-après :

Tableau 1: Répartition de la population par tranche d'âge

Tranche d'âge	Homme	Femme	Total
Moins de 15 ans	22 421	23 887	46 313
15-59 ans	19 338	20 601	39 944
60 et plus	2 420	2 579	4 999
<b>TOTAL</b>	<b>44 229</b>	<b>47 117</b>	<b>91 256</b>

Le taux appliqué est de 50,8% pour la tranche d'âge entre 0 et 14 ans, 43,8% pour la tranche entre 15 et 59 ans et enfin 5,5% pour la tranche d'âge comprise entre 60 et plus. Ces informations sont tirées du rapport général de recensement de 2005.

Il ressort de ce tableau que cette population est constituée majoritairement des adolescents ayant un âge compris entre 0 et 15 ans soit 46 358 âmes. La population allant au-delà de 60 ans est très faible soit un total de 5019 personnes.



Ce graphique présente la répartition de la population par tranche d'âge.

#### 2.3.1.4- Groupes ethniques et relations interethniques :

Plusieurs groupes ethniques vivent dans la Commune dont les plus importants sont: les Mada, les Zoulgo, les mouyeng, les Molko, les Mandara, les Gemjeck, les Guiziga, les oudémé, les Bokou et les Bornoua. Les différents groupes ethniques entretiennent de bonnes relations entre elles et avec l'autorité administrative.

#### 2.3.1.5- Les religions :

Les religions dominantes sont le christianisme, l'animisme et l'islam. Les pratiquants de ces religions se tolèrent mutuellement et entretiennent également une bonne collaboration avec l'administration.

#### 2.3.1.6- Mobilité des populations :

Les populations de Tokombéré se déplacent vers les Communes voisines pour des buts précis.

On note ce déplacement :

- Vers la Commune de Mora pour le marché (Mora, Mémé et quelques rares fois Magdemé) et les événements heureux ou malheureux, elles traversent également cette Commune pour aller vers le pays voisin le Nigérian pour les achats des produits de contrebande,
- Méri,: les populations traversent cette Commune pour le marché de Dalazoulgo mais aussi le marché de cette même Commune de Méri ou de Maroua. D'autres raisons sont aussi les événements heureux ou malheureux,
- Soulédé-roua pour le marché et les événements heureux ou malheureux.

### 2.3.1.7- Caractérisation des couches vulnérables

Les différentes couches vulnérables rencontrées dans la Commune et les activités puis les difficultés rentrées sont présentées dans le tableau ci-après :

Tableau 22: Couches vulnérables

Couches vulnérables	Nbre d'impliqués/nbre de présents à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la commune	Activités pratiquées	Difficultés rencontrées par rapport à leur situation	Opportunités liées à leur vulnérabilité	Attentes exprimées vis-à-vis de la commune
<b>Enfant de la rue et orphelins</b>	152/07	Nul	Bonne	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La mécanique auto et moto ;</li> <li>- Le petit commerce ;</li> <li>- L'agriculture ;</li> <li>- L'élevage ;</li> <li>- Le call box</li> </ul>	Difficultés d'accès à l'éducation et aux soins de santé à cause du manque des moyens financiers	Existence du service des affaires sociales au niveau local (Tokombéré)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appui organisationnel ;</li> <li>- Appui à la mise en œuvre des AGR</li> </ul>
<b>Personnes vivantes avec le VIH/SIDA</b>	28/01	Bon	Pas bonne	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elevage ;</li> <li>- Petit commerce ;</li> <li>- Stockage et vente des céréales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficulté de se prendre en charge ;</li> <li>- Victime de la discrimination</li> </ul>	- Existence d'un service de district de santé pour leur prise en charge	- Appui financier
<b>Handicapés moteurs</b>	30/03	Assez bien	Pas bonne	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Artisanat ;</li> <li>- Couture ;</li> <li>- Petit commerce ;</li> <li>- Elevage ;</li> <li>- Call box ;</li> <li>-</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des moyens pour l'accès à la scolarité ;</li> <li>- Manque des moyens de déplacement appropriés ;</li> <li>- Non prise en charge par l'Etat</li> </ul>	- Existence d'un centre social	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Soutien de la Commune, des Elites et de l'Etat ;</li> <li>- Améliorer le niveau d'organisation des handicapés moteurs.</li> </ul>

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

En valorisant les informations continues dans ce tableau, on se rend compte que les différentes couches vulnérables de la Commune sont confrontées à plusieurs difficultés qui se résument en quatre points forts à savoir :

- la difficulté d'accès à l'éducation et aux soins de santé primaire,
- Le faible niveau de revenus de ces groupes sociaux,
- Le Faible niveau d'encadrement par la Commune et l'Etat et enfin
- Ces couches sociales sont victimes d'une discrimination généralisée.

Pour lutter contre ces difficultés identifiées, ces couches pensent que les services de la Commune et de l'Etat doivent de plus en plus se rapprochés d'elles, c'est ainsi qu'elles envisagent solliciter les appuis de ces acteurs impliqués dans le développement pour subvenir à leurs besoins. De manière spécifique, ces besoins tournent au tour de :

- Des appuis organisationnels pour leur permettre d'être solidaires pour mieux prendre en main leur destin,
- Des appuis financiers auprès de la Commune, de l'Etat et des élites afin de lutter efficacement contre la pauvreté,
- La mise en place d'un mécanisme de suivi et d'accompagnement pour rendre plus solide les initiatives de développement entreprises par ces couches sociales vulnérables.

***Cette partie en rouge ne fait pas partie de ce chapitre il faut la retirer***

Mis en forme : Police :16 pt

#### 2.3.1.8- Organisation sociale :

Il existe dans la Commune 6 chefferies traditionnelles de deuxième degré (Mada, Serawa, Makilingai, Ouldémé, Mouyengué et Palbara) à la tête desquelles se trouve un chef de canton. Chaque canton est constitué des villages placés sous l'autorité de Lawane. Les villages sont subdivisés en quartiers dirigés par un Blama. Les Blama rendent compte aux Lawanes et eux à leur tour aux chefs de cantons. Tous ces chefs traditionnels sont les auxiliaires de l'administration et rendent compte chacun en ce qui le concerne à son supérieur hiérarchique.

#### 2.3.1.9- L'habitat :

Dans la Commune on rencontre Les Habitats construits en matériaux définitifs et semi-définitifs Habitats construits en matériaux provisoires non durables. Généralement ces habitations en matériaux provisoires sont faites à partir de la terre battue ou des briques en terre et le toit en paille qui est attaqué par les termites un jour plus tard après la mise en place. Il relève que ces habitations ont une durée d'en moyenne d'une à deux ans. Ces habitants sont appelés à construire leur maison presque toute la durée de leur vie.

Celles dites en matériaux semi-définitifs sont construites à partir des briques en terre et les joints en ciments. Ces habitas ont une durée de vie plus au moins longue. Les propriétaires sont généralement plus au moins riches.

Par contre les habitations en matériaux définitifs sont construites

Entièrement en ciment, de la fondation aux murs. Ces genres d'habitations sont construits par des personnes nanties.



Photo 3 Habitat en matériaux définitifs

#### 2.3.1.10- Système foncier

Le mode d'accès à la propriété foncière (achat, héritage ou accès lib des femmes aux fonciers et d'autres couches sociales vulnérables dépend d'un clan à un autre, d'une famille à une autre. Si non de manière générale dans tous les villages, les chefs sont les responsables coutumiers et ont le pouvoir sur tous les espaces, sauf les cas exceptionnels des héritages. Pour le cas de l'héritage, la gestion dépend de ceux qui ont hérité, ils ont le droit de donner leur champ à qui ils veulent contre de l'argent ou toute autre chose d'une valeur importante, dans ce cas le chef de canton devient le témoin et rend plus authentique l'achat ou le troc entre les deux personnes.

### 2.3.1.11- Les acteurs de développement local

Le tableau ci-après présente les différents acteurs intervenant dans le développement de la Commune :

Tableau 3: Acteurs de développement de la Commune

Institution/ Organisation	Activités menées	Importance
PNDP	Appui pour l'élaboration et l'actualisation du plan de développement communal et communautaire, financement des ouvrages sociaux, mise à disposition de la Commune des agents communaux de développement et financier.	Moyenne
GIZ/PADDL	Apport des appuis dans le domaine de la gestion durable des ressources locales, apport en renforcement des capacités des acteurs dans les services de l'éducation et de l'eau	Moyenne
SNV	Contribue à l'amélioration des services de santé	Faible
CARE	Réhabilitation de 10 forages (Maholalan, Wolordé, Tindrimé, Akabarama, CSI Mada Kolkoch, Mayo-plata marché, Tokombéré mandara, Bijé, Hondjok et chiga) et creusage de 2 (Lalawaï et Blar)	Moyenne
PNUD	Adduction d'eau dans la ville de Tokombéré et aménagement de la voirie urbaine	Moyenne
FEICOM	Financement des ouvrages sociaux et le fonctionnement de la Commune.	Elevée
Maison du Paysan	Appui pour la formation des paysans ainsi que l'accès à certains intrants agricoles.	
Bar le crédit	Prête ses services à la commune	Faible
Mission catholique, adventiste, Islam	Appui dans les sensibilisations, formation et éducation de la population	Passable
COPRESA_SA	Hygiène de l'eau et de péril fécale ; pérennisation des infrastructures communautaires ; réhabilitation des pistes rurales ; octroi des microcrédits en partenariat avec le PREPAFEN ; accompagnement des producteurs en filière (maïs) et la formation des jeunes en agropastoral.	Moyenne
GAMTOK	Contribuent au financement local de la commune, renforcent la synergie entre les acteurs pour une meilleure participation au actions de développement de la Commune	Passable
Association des commerçants, Réseau des femmes et l'Union des GIC		

L'exploitation de ce tableau nous laisse voir que la Commune dispose des opportunités et des atouts importants quant aux acteurs de développement. Il revient donc à cette institution de

valoriser ces différentes relations existantes pour poser les bases réelles de son développement. Les grandes organisations internationales telles que GIZ, SNV, PNUD et CARE méritent d'être mises à profit de manière systématique si la Commune veut atteindre son objectif défini ci-haut. De l'autre côté, la Commune a intérêt à impliquer d'avantage les organisations locales existantes dans les actions de développement, étant donné que ces organisations n'attendent que cette confiance. La meilleure méthode pour les impliquer c'est d'abord de les écouter, leur faire part de la gestion des affaires communautaires (rendre compte) et de les associer dans la planification, le suivi et l'évaluation.

#### 2.4. Activités économiques

Les principales activités économiques identifiées dans la Commune sont : l'agriculture, l'élevage, l'artisanat, la transformation des produits agricoles, et le petit commerce.

##### 2.4.1- Agriculture

Elle constitue la première source de revenus et de survie des populations. Dans le rayon communal les agriculteurs constituent 90 % de la population active (Rapport d'activité de la DAADER Tokombéré 2012). Les principales spéculations cultivées sont: céréale (sorgho de saison de pluies, sorgho de saison sèche, maïs), coton, oignon, canne à sucre, arachides, niébé et vouandzou

Il est important de noter que quelques poches de cultures maraîchères existent dans la zone montagneuse (plateau Zoulgo) et dans certains villages de la plaine (Makilingäi, Dobiko, Baka, etc.).

L'agriculture est extensive, elle se pratique sur des petites superficies avec les outils rudimentaires, et une faible utilisation d'intrants.

Tableau 4: Rendement par spéculation

Année	Sorgho pluvial			Niébé			Arachide		
	Superf* (ha)	Prod** (Tonne)	Rend*** (kg/ha)	Superf (ha)	Prod (tonne)	Rend (kg/ha)	Superf (ha)	Prod (tonne)	Rend (kg/ha)
2009	16181	13793	850	5740	5797	1010	6424	6102	950
2010	16209	15884	980	6145	5530	900	6195	5265	850
2011	17950	16422	1093	6203	4807	775	7523	7726	1027
2012	12835	12385	1000	6575	4405	670	7673	7519	980
2013	17287	25930	1500	5334	3733	700	6101	6101	1000

\*Superf: superficie

\*\*Prod: production

\*\*\*Rend: rendement

Source: Délégation d'Arrondissement de l'Agriculture et du Développement Rural de Tokombéré

Une grande partie des produits agricoles est destinée à la consommation et l'excédent à la commercialisation. Les cultures de rente sont constituées de coton et oignon et font l'objet de la vente une fois récoltées.

#### 2.4.2-Elevage

Le tableau ci-après donne les informations sur l'élevage dans la Commune

Tableau 5: Données sur l'élevage

Année	Bovins	Ovins	Caprins	Porcins	Volaille	Equins	Asins
2009	3350	5300	9100	1226	10550	37	34
2010	3350	5300	9100	1226	10550	37	34
2011	3350	5300	9100	1226	10550	37	34
2012	3350	5300	9100	1226	10550	37	34
2013	3350	5300	9100	1226	10550	37	34

Source: Délégation d'Arrondissement de l'élevage, des pêches et des industries animales de Tokombéré.

L'élevage représente un secteur important dans la vie économique de la Commune. Huit (8) personnes sur dix (10) pratiquent l'élevage (2008, CADEPI). Les principales espèces élevées sont les bovins, les ovins, les porcins, les caprins et la volaille. La Commune dispose de trois (3) Centres Zootechniques et Vétérinaires qui encadrent les éleveurs dans la protection sanitaire des animaux. L'élevage sédentaire est le plus pratiqué, mais quelques éleveurs effectuent la transhumance vers l'Est de Mayo-Tsanaga, le plateau de la Commune et vers la zone de Kolofata entre les mois de décembre et mai. Ce système permet aux animaux de valoriser généralement les résidus culturels laissés sur place. Il faut signaler que jusqu'aujourd'hui l'élevage est pratiqué de manière traditionnelle malgré l'existence des centres zootechniques et vétérinaires.



Les produits de l'élevage sont principalement destinés à la vente. Ils sont commercialisés dans les grands marchés de la Commune (Tokombéré, mayo-plata, dalla zoulgo pour les petits rurr volaille) et d'autres marchés environnants (mémé surtout).

#### **2.4.3- Artisanat**

L'artisanat est également développé avec l'existence de deux coopératives artisanales à Mayo-Ouldémé (COPARMO) et à Tokombéré (ARTOK). Cet artisanat repose sur la vannerie, le tissage, la poterie et la forge. Cette activité est menée à une échelle très réduite du fait de l'insuffisance de l'encadrement ces artisans.

Les produits de l'artisanat (les nattes, houes, faucilles, tabourets, canaris) sont destinés à la commercialisation. Ces produits sont vendus généralement dans les marchés hors de la Commune.

#### **2.4.4- Exploitation des ressources forestières**

Il n'existe pas dans la Commune une forêt digne du nom, mais l'on rencontre quand même quelques peuplements naturels et des plantations des particuliers qui constituent les ressources forestières ligneuses. Les populations exploitent et commercialisent les ressources ligneuses comme bois de chauffe, bois de services (piquets et perches) pour la construction des hangars et des toitures des maisons.

Les fruits (tamarin, jujube), feuilles et écorces de certaines espèces sont utilisés comme plantes médicinales et commercialisés.

#### **2.4.5- Activités commerciales**

Les activités commerciales sont dominées par les petits commerces des produits agricoles et des produits manufacturés. Elles se font sur les différents marchés périodiques suivants: Dala-Zougo et Gadoua (respectivement les lundis et les dimanches sur le massif zoulgo), Tokombéré, Mada-Kolkoch et Mayo-Plata (respectivement les mardis, les mercredis et les samedis). Les équipements marchands sont presque inexistants. Seul le marché de Tokombéré dispose des hangars en matériaux définitifs et d'une aire d'abattage. Ces différents marchés sont fréquentés par les populations venues des autres Communes du département et des autres parties de la Régions de l'Extrême-Nord.

#### **2.4.6- Autres activités**

La transformation de certains produits (mil, arachide, haricot, melon, fruits, oseille, lait des bœufs...) constitue d'autres activités commerciales. Il faut noter que ces transformations tournent autour de la fabrication de bil-bil à base de mil, Cette pratique artisanale est une source d'utilisation importante de mil estimé à près d'un tiers de la production totale. La photo ci-après montre ce produit issu de la transformation de mil et apprécié par un bon nombre des populations. Les arachides permettent d'obtenir de l'huile végétale et du tourteau qui servent à la consommation humaine. Le haricot vulgairement appelé niébé quant à lui et le melon sont transformés en beignets grâce à l'huile obtenue des autres produits agricoles. Le jus de l'oseille de Guinée généralement appelé hoyoro est obtenu grâce à la transformation des fruits de cette plante annuelle.



Photo 5 : Transformation du mil

## 2.5- Principaux services de l'espace communal

Les services existants dans la Commune tournent autour de l'éducation, de la santé, des infrastructures socioculturelles et sportives, de l'eau et assainissement, de l'électricité ; du commerce, de la communication, du tourisme et loisir, et de réseau routier.

### 2.5.1- Education de base

L'offre de l'éducation de base dans la Commune est constituée de plusieurs établissements scolaires repartis sur l'ensemble du territoire de cette institution, le tableau ci-après donne les informations sur ces services :

**Tableau 6:** Données sur l'éducation de base

Nombre d'école				Salle de classe				Nombre d'élèves			Enseignants			Table-bancs
PUB	PRI	EP	T	BAN	SD	D	T	F	G	T	MP	CTR	FON	
42	04	08		20	5	208	233	12 137	14 942	27 079	64	209	60	5 760

En faisant des simples calculs, nous constatons que ce service rencontre des insuffisances sur plusieurs plans, notamment les insuffisances en salles de classe, en table-bancs et en enseignants surtout puisque ce sont ces éléments qui constituent l'essentiel dans l'enseignement. En termes de salles de classe, présentement, par salle il y a 116 élèves qui équivalent également à un enseignant pour cet effectif au lieu de 60 tel que prévoient les normes éducationnelles au Cameroun. De même, il y a plus de quatre élèves par table-banc au lieu de deux. Pour améliorer l'éducation, il faut que la Commune s'engage à doter ces établissements en plus de ce qui existe de 218 salles de classe plus les 25 existantes en matériaux provisoires soit un total de 243 ; d'au moins 81 enseignants qualifiés et de 7779 table-bancs. La Commune doit prendre également l'engagement de doter toutes les écoles sans forage (43) d'un point d'eau.

### 2.5.2- Enseignement secondaire

La Commune dispose au total de huit établissements secondaires, le tableau ci-après précise les informations y relatif :

**Tableau 7:** Données sur l'enseignement secondaire

Etablissement	Nbre	Salle de classe	Nombre d'élève			Enseignants	Table-bancs
			G	F	T		
Lycée	06	34	3169	710	3879	93	960
CETIC	01	0	31	17	48	01	0
CES	01	06	334	124	458	08	200
<b>Total</b>	<b>08</b>	<b>40</b>	<b>3 534</b>	<b>851</b>	<b>4385</b>	<b>102</b>	<b>1 160</b>

- La Commune dispose de deux établissements secondaires techniques : un lycée technique et un CETIC. On note dans ces établissements que très peu d'infrastructures existent et beaucoup des besoins sont exprimés. Si l'on prend le cas du CETIC de Dala Zoulgo, aucune salle de classe n'est

construite et aucun table-banc n'est disponible. Cet établissement est logé dans une école primaire locale. Un seul enseignant formé fait fonctionner cet établissement, il s'agit du directeur. Au niveau du lycée technique de Tokombéré, certes quelques salles de classe existent mais pas suffisantes, des besoins sont exprimés pour l'augmentation des salles de classe et des salles pouvant abriter les ateliers spécifiques. En plus il y a moins d'enseignants pour couvrir normalement toutes les spécialités pourvues.

- Quant aux établissements secondaires d'enseignement général, on rencontre les mêmes difficultés que les établissements techniques : il y a l'insuffisance des enseignants, des table-bancs, des salles de classe et des autres infrastructures permettant leur bon fonctionnement. Le récapitulatif en termes des besoins exprimés : 33 salles de classe à construire, 1032 table-bancs à fabriquer et au moins 40 enseignants qualifiés à affecter dans les différentes matières dispensées dans les établissements secondaires pour couvrir les besoins au niveau de l'enseignement secondaire dans la Commune.

Tous ces établissements (techniques comme générales) ont besoin d'être clôturés, car aucun de ces établissements en dehors du Collège Baba Simon n'en bénéficie de cette infrastructure aussi importante pour la protection des salles de classe et les différents équipements que comptent ces établissements ainsi que la sécurité de tout genre.

### 2.5.3- Santé publique :

Le tableau ci-après donne les informations sur la santé publique dans la Commune de Tokombéré :

Tableau 8: Données sur la santé

Statut	Nbre	Personnel						Inf	Labo	Lit	Mat.	Phcie
		Med	IDE	IB	AS	Mte	COMIS					
Hôpital	01	04	07	09	12	01	01	06	01	132	01	01
CSI	09	0	03	07	11	0	07	20	06	128	07	07
<b>Total</b>	<b>10</b>	<b>04</b>	<b>10</b>	<b>16</b>	<b>23</b>	<b>01</b>	<b>08</b>	<b>26</b>	<b>07</b>	<b>260</b>	<b>08</b>	<b>08</b>

Le tableau relatif au service de santé publique montre qu'il y a un aspect qui est plus au moins développés, le personnel, il y a dans tous les centres au moins une personne formée responsable dotés d'une pharmacie mais qui ne respecte pas la norme prévue par l'Etat (nombre de médecin/personne). Ces centres possèdent au moins une salle qui sert pour le service.

Finalement, pour tous ces centres, il faut en plus de ce qui existe :

- En termes du personnel qualifié, il faut en plus de quatre (04) médecins existant 5 autres s'il faut tenir compte des normes sectorielles qui est d'1 médecin pour 10 000 âmes pour satisfaire le besoin de 91 256 personnes que compte la commune de Tokombéré ; 06 infirmiers diplômés d'Etat, 03 Aides-soignants: 13 commis

- Les infrastructures quant à elles, en plus des bâtiments qui existent il faut réhabiliter 13 et construire 16 nouveaux bâtiments pour satisfaire les besoins exprimés par les responsables en charge de ces centres de santé et la construction des logements du personnel dans tous ces centres et hôpital,
- En équipements, il faut doter 5 centres de laboratoire, 03 centres de pharmacie et 03 centres de maternités et 04 réfrigérateurs,
- Les autres besoins exprimés au niveau des centres sont entre autre : la construction de 09 latrines, la clôture de 09 centres, faire de reboisement dans 08 centres de santé et le besoin en renforcement des capacités des membres de comité de gestion et des comités de santé pour mieux faire fonctionner ces comités.

#### **2.5.4- Infrastructures socioculturelles et sportives**

La Commune dénombre un (01) centre de promotion de la femme et de la famille construit par l'Etat camerounais et un foyer des jeunes construit par les missionnaires catholiques dans la ville de Tokombéré. Quelques mini foyers existent à Bzazogo, Dallazoulgo, Bzejeskawa etc... construits de même par les missionnaires catholiques.

Un terrain municipal existe dans la ville de Tokombéré, il sert aux grandes manifestations au niveau de la Commune (les activités des journées nationales, les compétitions footballistiques initiées par les acteurs locaux). D'autres petits terrains existent dans presque tous les villages de la Commune, ils appartiennent généralement aux établissements scolaires (primaires et secondaires)

#### **2.5.5- Eau et assainissement**

La commune dispose 119 forages et 07 puits plus au moins modernes. Il faut noter que sur les 119 forages, il y a 31 qui sont non fonctionnels dont il faut programmer leur réparation. En considérant la population de la Commune qui est de 91 256 âmes, on se rend compte que pour satisfaire en eau cette population, il faut en plus des forages existants construire 185 nouveaux points d'eau potable en prenant les valeurs sectoriels d'un forage pour 300 personnes. Il faut signaler les activités de l'adduction d'eau dans la ville de Tokombéré et ses alentours qui pourra peut-être donner un ouf de soulagement.

En ce qui concerne les latrines publiques, les résultats des différents diagnostics ne font pas mention de leurs existences, or ce sont des infrastructures d'une importance capitale dans la vie d'une société dans la mesure où elles permettent de mettre les populations à l'abri de beaucoup des maladies.

### 2.5.6- Electricité

Sur le plan énergétique, seulement 07 sur 157 villages (Tokombéré-Centre, Mada-Kolkoch, Mayo-Ouldémé, Makilingai, Mayo-Plata, Tindirmé et Mambeza) bénéficient de l'énergie électrique soit un taux de couverture de 4,45 %. Des efforts considérables doivent encore être faits pour permettre aux populations de jouir de l'éclairage public.

### 2.5.7- Commerce

Parlant du service commercial, on constate que presque tous les villages de la Commune possèdent un marché hebdomadaire, ces marchés ne sont généralement pas considérés par la Commune, du fait de leur apport en recette presque nul. Ces marchés sont créés par autorisation de la Commune après avis de la chefferie traditionnelle locale, ils sont créés pour la vente des produits de première nécessité (sel, poisson, savon etc...) et surtout le bil-bil et du harki (vin local) fait à partir de céréale qui constituent dans certains marchés les produits essentiels et les plus recherchés par les populations.

Certaines grandes agglomérations de la Commune possèdent des marchés qui sont plus au moins équipés en infrastructures marchandes grâce à l'appui de cette institution.

Tableau 9: Infrastructures marchandes

Village	Marché	Boutique	hangar	
Gadoua	Périodique	4	0	
Palbara		0	1	
Dalazoulgo		11	0	
Kotraba		3	0	
Mbéllé Ndouba		0	0	
Géréfawa		0	0	
Delder		0	0	
Tokombéré EU		20	2	
Makilingai		2	0	
Mayo-plata		0	0	
Mada-kolkoch		0	0	
<b>TOTAL</b>			<b>40</b>	<b>3</b>

Il faut signaler aussi l'existence des magasins dans certains villages, ces infrastructures sont construites avec l'appui de bailleurs de fonds extérieurs et l'apport des populations locales. Ces bailleurs sont notamment : CDD, PDRM, GTZ, Maison du Paysan, INADES Formation, PREPAFEN etc...au total on dénombre 35 magasins construits. La Commune n'a pas encore construit un magasin au profit des communautés mais la construction de quelques magasins est planifiée pour les années en cours et prochaines cette fois avec l'appui de PNDP.

### 2.5.8- Communication et télécommunication

Les moyens de communication et d'information existant sur le rayon communal sont : deux sociétés de téléphonie mobile MTN-Cameroun et Orange alimentent quelques zones de la Commune sur le plan de la téléphonie mobile ; Les masses médias sont les Radios FM SAVA, CRTV FM Maroua, Poste National CRTV Radio et TV, RFI FM captées dans quelques localités de l'espace communale.

### **2.5.9- Tourisme et loisirs**

La Commune ne dispose pas d'hôtel ni de campement municipal. Un campement (le campement le Kridi) à vocation touristique existe mais appartient à un particulier. Des potentiels touristiques existent mais non répertoriés en totalité et non valorisés (Montagnes, barrages, chutes d'eau, chefferies traditionnelles, Musée d'art local...).

### **2.5.10- Réseau routier**

La route en terre Tokombéré -Makilingai est la plus importante en raison du fait qu'elle relie la Commune de Tokombéré aux métropoles régionale et départementale (Maroua et Mora). C'est également la voie du transit des produits maraîchers de Makilingai, Baka et Mangavé. Cependant elle n'est pas praticable en saison pluvieuse à cause de sa nature argileuse. Elle nécessiterait des grands travaux de réhabilitation. Les autres routes en terre relient les localités suivantes:

- Tokombéré-Mayo-Ouldémé ;(5 km)
- Tokombéré-Mayo-Plata (8 km);
- Tokombéré-Kolkoch (3km);
- Tokombéré-Meri (12);
- Tokombéré -Dala-Zoulgo (25 km).

Les axes qui relient Tokombéré à Mayo-Ouldémé, Mayo-Plata et Tokombéré-Madakolkoch-Bala sont bitumés sur une longueur d'environ 20 km.

## 2.6- Principales potentialités/atouts, problèmes/contraintes de la Commune ;

La Commune de Tokombéré dispose de plusieurs potentialités/atouts et ressources notamment :

Tableau 10: Potentialités/atouts et contraintes rencontrées par la Commune

Potentialités/atouts	Contraintes
<ul style="list-style-type: none"><li>- La présence des ressources naturelles telle les carrières de sable, les montagnes</li><li>- Populations laborieuses et jeunes</li><li>- Sols fertiles</li><li>- Existence des centres de formation des jeunes et des adultes,</li><li>- La proximité de Nigéria favorable au commerce,</li><li>- Existence de la nationale N°1 favorable aux transactions économiques,</li><li>- Existence de nombreuses élites</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- L'érosion fluviale qui accélère le ravinement de la ville de Tokombéré,</li><li>- Faible implication des populations dans le développement de la Commune,</li><li>- La déforestation accélérée de l'environnement,</li><li>- Faible organisation de la population à la base,</li><li>- La mauvaise gestion des ressources existantes,</li><li>- Le ravinement de la ville de Tokombéré</li></ul>

## CHAPITRE III : SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC

Mis en forme

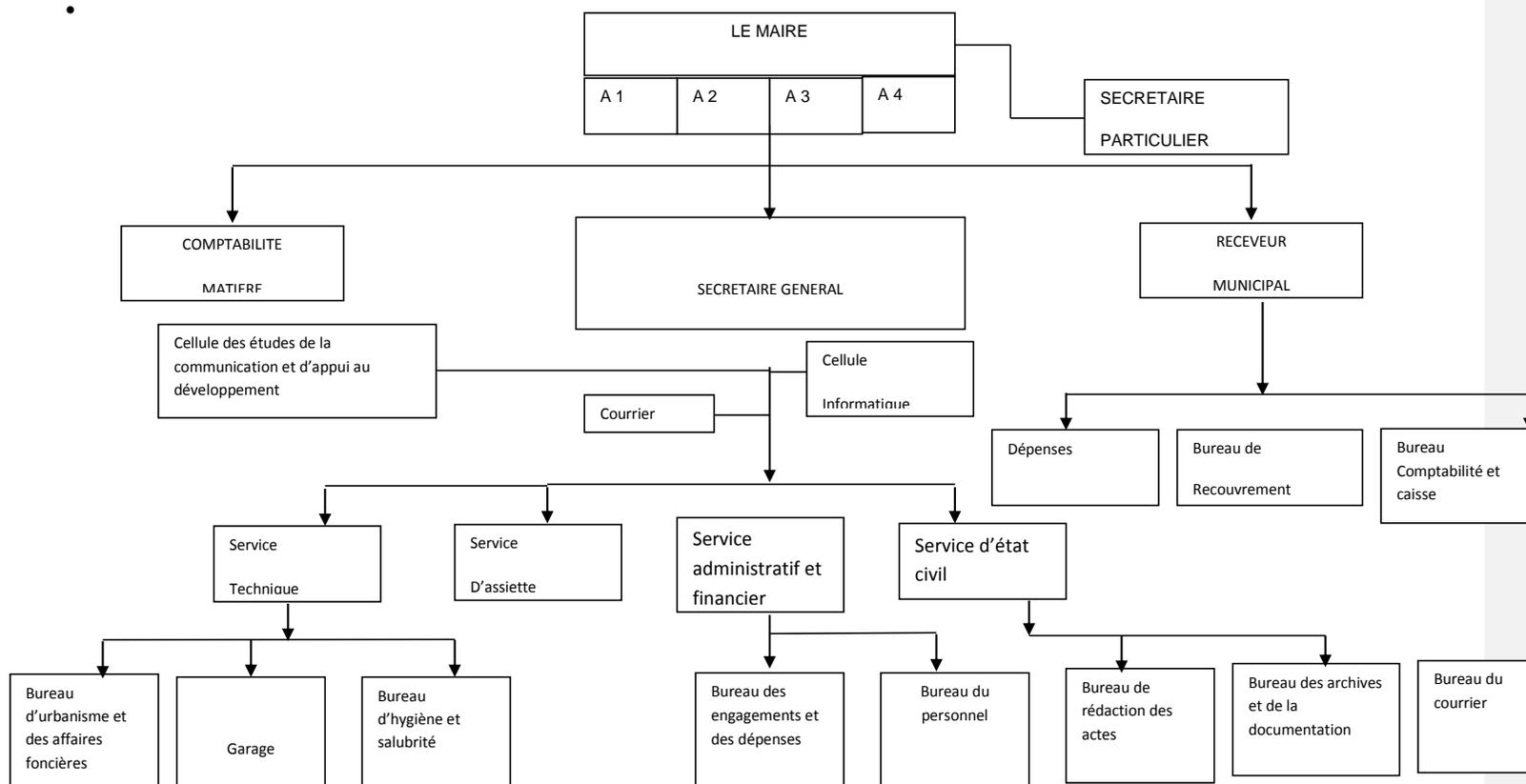
Mis en forme : Normal, Retrait : Gauche : 0 cm

### 3.1- Synthèse du DIC et DEUC Synthèse DIC

Le Diagnostic de l'Institution communal a été effectué autour de quatre éléments essentiels à savoir les ressources humaines, ressources financières, le patrimoine communal et la gestion des relations. Les résultats synthétisés de ce diagnostic présentent l'état des lieux et les différents axes de renforcement des capacités ainsi qu'il suit :

#### 3.1.1- Les ressources humaines

## Organigramme schématisé de la Commune



La Commune dispose d'un organigramme saturé mais tous les postes de responsabilité prévus ne sont occupés, surtout les postes se trouvant au niveau inférieurs. Il faut souligner quand même que les services rattachés au secrétariat général et à la comptabilité matière sont normalement assurés vus la capacité des chefs de service en poste.

### Personnel de la Commune

Tableau 11: Les ressources humaines de la Commune

Type du personnel	Nombre	Sexe (M/F)		Tranche d'âge (2 ou 3)		Qualification					Formations reçues
		M	F	29-45	46-62	(Sans diplôme)	CEPE	BEPC	BAC	plus	
Temporaires	0	0	0	0		0	0	0	0	0	La plus part n'a reçu aucune formation mais une minorité maîtrise l'outil informatique
Agents décisionnaires	19	17	02	06	13	04 (1 décédé)	09	03	0	0	
Cadre contractuel	02	01	01	02	0	0	0	0	0	02	Formation sur la décentralisation
Fonctionnaire	01	01	0	0	01	0	0	01	0	0	Formation en administration municipale
<b>Total</b>	<b>22</b>	<b>19</b>	<b>03</b>	<b>08</b>	<b>14</b>	<b>04</b>	<b>09</b>	<b>04</b>	<b>0</b>	<b>02</b>	

Le tableau ci-après montre que la Commune dispose d'un nombre important du personnel mis aux services des populations. Mais ce personnel est constitué majoritairement des agents décisionnaires qui n'ont aucune formation professionnelle pour lui permette d'être à la hauteur de la tâche qui lui est confiée. En plus du manque de professionnalisme de ce personnel, prêt de la moitié ne possède que le certificat d'étude primaire élémentaire et environ un quart n'a aucun diplôme.

Plus de la moitié (63,36%) de ce personnel a un âge compris entre 46 et 62 ans, un âge qui ne permet plus de rendre efficacement un service. Ces chiffres expliquent la qualité du service rendu aux populations. En plus, la commune ne respecte pas l'aspect genre dans le recrutement de son personnel, ceci s'explique par le fait qu'il n'y a que 13% des femmes sur l'ensemble du personnel.

### Politique de gestion des ressources humaines

Tableau 12: Politique de gestion des ressources humaines

Etat des lieux	Modalité	Oui/non	Observation
Existence d'un profil de carrière		NON	
Existence d'un document formel et officiel (ex : règlement intérieur)	Attribution et textes législatifs	OUI	
Mise en œuvre du document en question		OUI	
Le profil de carrière concerne seulement quelques catégories		OUI	Les contractuels
Système d'évaluation et de motivation du personnel	Recherche de l'efficacité		Il n'existe pas un système d'évaluation du personnel
	Effet de suivisme		
	Complaisance		
	Autres		
Recrutement		OUI	décision du conseil, gré à gré

Planification des ressources humaines	Existence d'un organigramme	OUI	-Nécessité de service -Planifier
Mode d'avancement	Discrétionnaire		Une commission d'avancement siège lorsqu'il y a urgence sur le tableau d'avancement
	Concours interne		
	Ancienneté	OUI	
	Liées aux ressources		
	Autres (bulletin de note)		
Pouvoir de décision des avancements	Maire	OUI	Le maire propose et la commission décide
	Maire et ses adjoints		
	Le conseil municipal		
	Autres		

## Les commissions

- **Organisation des commissions techniques**

Tableau 13: Organisation des commissions techniques

	Fonctions	Composition	Fonctionnement				
			Nombre réunions	Thèmes discutés	Activités réalisées	Activités en cours	Moyens
<b>1. Commission finance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appui le service d'assiette,</li> <li>- Etudie les documents financiers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 président,</li> <li>- 1 rapporteur,</li> <li>- les membres</li> </ul>	02 fois/an	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Vérification des avant projets,</li> <li>- Présentation de la situation financière au conseil</li> </ul>	Rien	Rien	Documents comptables
<b>2. Commission grands travaux</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Propose les besoins en grands investissements</li> <li>- Donne la priorité,</li> <li>- Fait le suivi</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 président,</li> <li>- 1 rapporteur,</li> <li>- les membres</li> </ul>	02 fois/an	Recensement des grands projets prioritaires	Suivi des activités d'investissements réalisés par la Commune	Rien	logistiques
<b>3. Commission des affaires sociales</b>	Recense les besoins sociaux et soumettent à l'exécutif après étude	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 président,</li> <li>- 1 rapporteur,</li> <li>- les membres</li> </ul>	02 fois/an	Vérification des avants projets	Rien	Rien	Rien

- **Conseil municipal**

**Tableau 14:** Information sur le conseil municipal

N°	Nom et Prénom	N°	Nom et Prénom	N°	Nom et Prénom	N°	Nom et Prénom
1	S.M BOUKAR TIKIRE	12	ELIE MOURA	23	VELE MOUSSA	34	HADAMA
2	LARABA ETIENNE	13	NDIGWA AUGUSTIN	24	OUMATE BLAMA DOUGDJE	35	NAINAI Epse MATAKOUNDEL
3	NABA HANS	14	NGABA KLEF	25	BOUBA SAMUEL DAOUDA	36	MOUSTAPHA LAWANE
4	AISSA PODOKO	15	MBAGA	26	ADELE TEME	37	ETIENNE MADAGOULCHE
5	S.M MAMDI BOUKAR	16	AISSATOU VERONIQUE	27	SATIMA MALIKI	38	ISSIKOU
6	ALHADJI LIMAN	17	GISELE ALIANCE	28	ZLOMBORMA JACQUES	39	DEUNDJEU ELISABETHE
7	KARI DEGUER	18	HAWA YAHANGAR	29	CHETIMA	40	DAGALAK
8	EMPLEY NGUILEW	19	DELEMECHE	30	SEMBE TOSSOLAI	41	ISAIE AZAGAWAI
9	DEBBO GAOYA	20	ZELAO TCHOULOUMDAR	31	KOKOF DIEUDONNE		
10	AYIMBA PAUL	21	HAMZA AGOULA	32	HAMIDOU WARITA JOSUE		
11	DINA CHRISNE	22	TALBA LAZARD	33	33-ADJAFANG VERONIQUE		

Pour assurer aisément le service qui leur est confié par l'Etat, l'exécutif municipal a mis en place un système de répartition des tâches entre le Maire et ses adjoints. Cette répartition se présente comme suit dans le tableau ci-après:

**Tableau 15:** Attributions des adjoints au Maire

N°	Nom et prénom	Titre	Attributions
01	LARABA ETIENNE	1 <sup>er</sup> adjoint	<p>(1) Dans le cadre de la protection de l'environnement, il est chargé de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- De l'exécution de toutes les mesures d'hygiène et de salubrité publique et notamment de la lutte contre les taudis, l'entretien des points d'eau (puits, forages) et d'abreuvement du bétail (retenue d'eau et marres artificielles).</li> <li>- De la protection de l'environnement et de la préservation des écosystèmes</li> <li>- De promouvoir le changement de comportement et attitudes des populations à travers des campagnes de sensibilisations et d'animation avec les partenaires au développement de la Commune.</li> <li>- Coordonner toute initiative en faveur de la lutte contre la désertification notamment par le reboisement des lieux publics et des agglomérations urbaines.</li> </ul> <p>(2) En outre le 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire est chargé dans le cadre de la mobilisation des ressources financières de la Commune :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du suivi des collectes d'impôt libérateur sur les revenus agricole.</li> <li>- Du règlement à l'amiable des contentieux.</li> <li>- De veiller au rendement de taxe de transhumance et de transit.</li> <li>- Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et la mise en œuvre du PCD, il veillera à la promotion des contrats de participation des populations aux activités de la Commune par le biais des associations d'une part et d'autre part les unités de planifications participatives (UPP) de la Commune.</li> </ul> <p>(3) Enfin sur le plan protocolaire le 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire est chargé de conduire les conseillers dans les manifestations publiques et cérémonies officielle ; en cas d'empêchement, les autres Adjoints dans l'ordre de préséance.</p>
02	NABA HANS	2 <sup>ème</sup> Adjoint	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Du recensement fiscal et démographique</li> <li>- Du rendement des percepteurs des taxes communales indirectes en collaboration avec le secrétariat général notamment : droits de place sur les marchés, droit sur permis de bâtir ou d'implantation droit de fourrière, taxe d'abattage du bétail et le ticket de quai et le maintien de l'ordre dans les marchés</li> <li>- En outre, il suivra le recouvrement des produits de patentes et licences des débits de boisson.</li> <li>- De l'exécution de toutes les mesures d'hygiène et de salubrité publique sur la place des marchés et sur les voies publiques dans la ville de Tokombéré.</li> <li>- Des affaires socio-culturelles notamment de l'assistance sociale aux victimes abandonnées, malades mentaux, personnes âgés démunies, malades du</li> </ul>

			VIH/SIDA etc... - De promouvoir les axes d'une politique culturelle et sportive ambitieuse. - De la programmation et de l'organisation des manifestations socioculturelles et sportives. - De la recherche de sponsoring. - De la relation avec le monde des arts et de la culture.
03	AISSA PODOKO	3 <sup>ème</sup> Adjoint	Elle est chargé de : - De la lutte contre la divagation des bêtes. - Du suivi de l'action des percepteurs des droits de place sur le marché dans le marché périodique des Mayo-Plata - Du suivi des grands travaux d'infrastructures (route, école, centre de santé). - Du reboisement des massifs montagneux.
04	MAMADI BOUKAR	4 <sup>e</sup> Adjoint	Il est chargé de : - De promouvoir aux mesures d'hygiène et de salubrité dans le canton de Palbara - De la lutte contre la divagation des bêtes - Du recouvrement des taxes communales indirectes et de l'impôt libératoire sur les revenus agricoles. - Du suivi de l'action des percepteurs des marchés dans les marchés périodiques de HOMPATAK et LAHMA. - Du maintien de l'ordre dans le Marchés

### 3.1.2- Les ressources financières

Le budget est élaboré à la fin de chaque exercice budgétaire, en l'occurrence avant le 30 novembre de chaque année. Le conseil municipal décide de son élaboration aidé en cela par le secrétaire général et le receveur municipal. Le projet de budget est élaboré sous le contrôle des 03 commissions (lesquelles ?). Pour élaborer le budget, les services techniques et les commissions procèdent à la collècte des informations, à la priorisation et à l'étude de faisabilité. Le projet de budget ainsi élaboré est alors transmis à la tutelle (préfet) qui l'examine et l'approuve. Il est enfin publié par la tutelle et le Maire et devient alors exécutoire. Le budget est exécuté du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de l'année N. Il est suivi par le Maire, le secrétaire général, le receveur municipal, les conseillers municipaux et la tutelle. Le conseil municipal est l'organe de délibération en matière de budget. Il peut amender, réfuter ou adopter le budget et les comptes municipaux qui lui sont présentés. Il suit l'exécution du budget à travers les différentes commissions mises en place et les différentes sessions. Le conseil est très peu impliqué dans l'élaboration du budget ainsi que le suivi direct des réalisations. La population quant à elle est presque absente s'il faut parler de son implication dans la gestion des affaires communales.

Le tableau ci-dessus présente la situation des ressources financières durant les trois dernières années :

Tableau 16: Ressources financières durant les trois dernières années

Éléments du budget	Exercice 2010				Exercice 2011				Exercice 2012			
	Prévu		Réalisé	Tx de réal.	Prévu		Réalisé	Tx de réal.	Prévu		Réalisé	Tx de réal.
Total recettes	285 915 007		289 063 765	101,1	550 404 272		472 201 641	85,79	589 513 923		413 194 848	70,09
Total dépenses	281 484 480		279 545 986	99,31	547 897 772		390 152 954	71,2	589 513 923		313 073 703	53,1
Excédent d'exercice			9 537 779				82 048 677				100 117 703	
Taux d'exécution			96,39				82,62				75,76	
<b>Recettes</b>	Prévu	% sur total	Réalisé		Prévu	% sur total	Réalisé		Prévu	% sur total	Réalisé	
Fonctionnement	285 320 853	99,8	288 489 611	101,11	242 064 577	43,12	203 623 102	84,12	313 392 210	92,05	183 513 916	58,55
Investissement	594 154	0,17	594 154	100	305 833 195	39,50	186 529 862	60,99	276 121 719	10,48	129 559 787	46,92
Recettes propres P	6 837 000	0,83	2 409 135		5 427 000	0,38	1 827 000		17 100 000		1 525 000	
Recettes extérieures E	112 148 853	38,16	110 320 853	98,37	460 000 000	98,4	464 685 491		75 320 000	17,50	72 320 000	96,01
CAC	145 000 000	59,81	172 895 948	119,23	226 000 000	62,9	297 405 819	131,59	222 664 924	61,8	255 497 396	114,7

										3		4
Recettes fiscales	18 230 000	0,48	1 399 675	7,67	79 825 024	11,07	52 279 823	65,49	116 615 637	12,29	50 819 062	43,57
Taxes communales indirectes	3 857 200	0,83	2 409 135	62,45	5 801 700	0,38	1 827 000	31,4	7 315 700	0,6	2 750 775	37,6
Recettes totales/ ht	3133,1		3167,61		6031,43		5174,47		6460		4527,87	
Recettes propres/ht.	74,92		26,39		59,47		82,36		187,38		16,71	
<b>Dépenses</b>		% sur total				% sur total				% sur total		
Fonctionnement	285 913 007	49,5	143 220 633		420 404 272	98,94	467 201 641	111,13	313 392 210	92,05	183 513 916	58,55
Investissements	494 154	47,1	136 325 353		130 000 000	1,05	5 000 000	3,8	276 121 719	7,94	129 559 787	46,92
Fonctionnement/ht	3133,08		1569,4		4606,86		5119,6		3434,2		2010,97	
Investissements/ht	5,41		1493,87		1424,56		54,79		3025,79		1419,73	
<b>Fonctionnement</b>												
Dépenses liées au personnel-P	32 935 772	11,05	31 961 536	97,04	39 513 094	7,47	35 303 152	89,34	46 256 094	7,46	30 847 176	66,68
Dépenses pour l'équipe municipale-	17 961 408	6,19	17 900 063	99,65	52 622 483	8,83	41 712 796	79,26	58 607 000	9,54	39 426 649	67,27

M												
Dépenses du fonctionnement courant-F	145 026 573	49,54	143 220 633	98,74	242 064 577	43,12	203 623 102	84,11	313 392 210	44,41	183 513 916	58,55
Entretien du patrimoine communal-C	13 400 000	4,63	13 397 500	99,98	43 450 000	5,52	26 096 200	60	77 017 366	9,32	38 525 355	50,02
Subvention aux tiers-S	17 150 000	5,93	17 150 000	100	9 700 000	1,9	8974998	92,52	22 500 000	2,25	9 300 000	41,33
Participation au fonctionnement d'autres structures-A	11 174 600	3,83	11 074 600	99,1	10 202 000	3	14 167 000	138,86	28 987 366	1,6	6 625 000	22,85
<b>Investissement</b>												
Engins-E	–		–		–		–		–		–	
Bâtiments-B	111 675 501		110 867 446		244 455 000		153 533 662		187 824 358		87 734 432	
Equipement divers-V	21 675 501		21 675 501		34 450 000	32,5	153 533 662		77 017 366		38 525 355	
Terrain-T	8 700 000	1,9	5 700 000		13 406 078	0,8	4 000 000		300 000		300 000	
Nombre d'habitants	91 256											

### Etat des ressources propres et externes de la commune

La situation des ressources propres et des ressources externes de la commune de Tokombéré pour les trois dernières années se présente de la manière suivante :

Tableau 17: Etat des ressources propres et externes de la Commune

ANNEE	Libellés	Prévus	Poids sur le total des prévisions (%)	Réalisées	Poids sur le total des réalisations (%)	Taux de réalisations
2010	<b>1. RECETTES TOTALES</b>	285 915 007		289 063 765	101,1	101,1
	1.1 Excédent des recettes			9 537 779		
	1.2 Recettes propres	6 837 000	2,39	2 409 135	0,83	
	1.3 Recettes externes	112 148 853	39,22	110 320 853	38,16	
	CAC	145 000 000	50,71	172 895 948	59,81	
	<b>2. DEPENSES TOTALES</b>	281 484 480	<b>98,45</b>	279 545 986	96,70	
	2.1 fonctionnement	285 913 007	99,99	143 220 633	49,54	
	2.2 investissement	494 154	0,1	136 325 353	47,16	
	<b>3. RECETTES TOTALES</b>	550 404 272		472 201 641	85,79	85,79
	1.1 Excédent des recettes			82 048 677		
	1.2 Recettes propres	5 427 000	0,98	1 827 000	33,66	

2011	1.3 Recettes externes	460 000 000	83,57	464 685 491	101	
	CAC	226 000 000	41,06	297 405 819	59,17	
	<b>4. DEPENSES TOTALES</b>	547 897 772	<b>99,54</b>	390 152 954	82,62	
	2.1 fonctionnement	420 404 272	76,38	467 201 641	98,94	
	2.2 investissement	130 000 000	23,61	5 000 000	1,05	
2012	<b>5. RECETTES TOTALES</b>	589 513 923		413 194 848	70,09	70,09
	1.1 Excédent des recettes			100 117 703		
	1.2 Recettes propres	17 100 000	2,9	0,36		
	1.3 Recettes externes	75 320 000	12,77	72 320 000	17,5	
	CAC	222 664 924	37,77	255 497 396	61,83	
	<b>6. DEPENSES TOTALES</b>	589 513 923	100	313 073 703	75,76	
	2.1 fonctionnement	431 554 309	73,2	380 375 233	92,05	
2.2 investissement	157 819 615	26,77	32 819 515	10,48		

## Tableau sur le compte administratif

### Structure des comptes administratifs sur trois exercices

Tableau 18: Compte administratif sur les trois derniers exercices

N°	SITUATION GENERALE	2010	2011	2012
1.	Total Recettes	289 063 765	472 201 641	413 194 848
2.	Total dépenses	279 545 986	390 152 954	313 073 703
3.	Excédent exercice	9 537 779	82 048 677	100 117 703
4.	Taux d'exécution	96,36	82,62	75,76
	Recettes			
5.	Fonctionnement	288 489 611	203 623 102	183 513 916
6.	Investissement	594 154	186 529 862	129 559 787
7.	Recettes propres-P	2 409 135	1 827 000	1 525 000
8.	Recettes extérieures-E	110 320 853	464 685 491	72 320 000
9.	CAC	172 895 948	297 405 819	255 497 396
10.	Recettes fiscales	1 399 675	52 279 823	50 819 062
11.	Taxes communales indirectes	2 409 135	1 827 000	2 750 775
12.	Recettes totales/habitant	3167,61	5174,47	4527,87
13.	Recettes propres/habitant	26,39	82,36	16,71
	Dépenses			
14.	Fonctionnement	143 220 633	467 201 641	183 513 916
15.	Investissement	136 325 353	5 000 000	32 819 515
16.	Fonctionnement/habitant	1569,4	5119,6	2010,97
17.	Investissement/habitant	1493,87	54,79	359,64

N°	SITUATION GENERALE	2010	2011	2012
	Fonctionnement			
18.	Dépenses liées au personnel – P	31 961 536	35 303 152	30 847 176
19.	Dépenses pour l'équipe municipale – M	17 900 063	41 712 796	39 426 649
20.	Dépenses de fonctionnement courant - F	143 220 633	203 623 102	183 513 916
21.	Entretien du patrimoine communal - C	13 397 500	26 096 200	38 525 355
22.	Subvention aux tiers - S	17 150 000	8 974 998	9 300 000
23.	Participation au fonctionnement d'autres structures – A	11 074 600	14 167 000	6 625 000
	Investissements			
24.	Engins – E	-	-	-
25.	Bâtiments - B	110 867 446	153 533 662	87 734 432
26.	Equipements divers - V	21 675 501	153 533 662	38 525 355
27.	Terrain – Te	5 700 000	4 000 000	300 000
28.	Emprunts – D	-	-	-
	Nombre d'habitants	91 256		

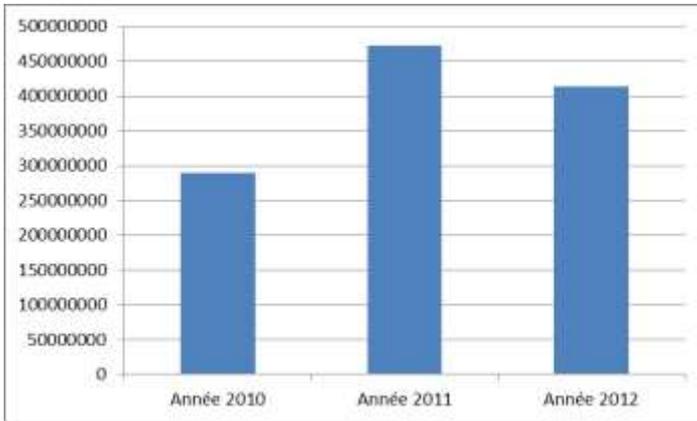


Figure 1: Evolution des ressources financières de la commune

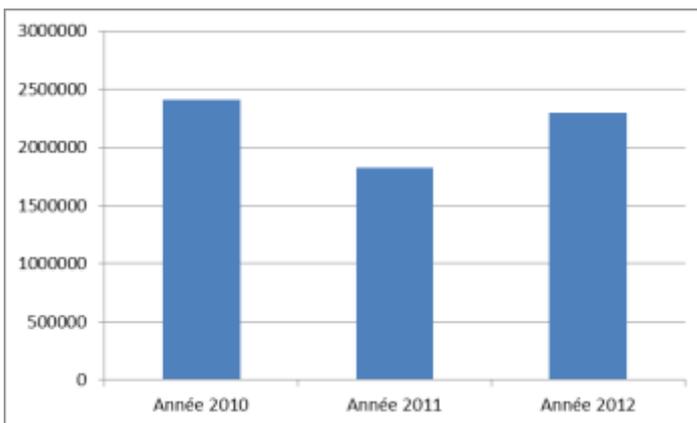


Figure 2 : Capacité de mobilisation des recettes propres

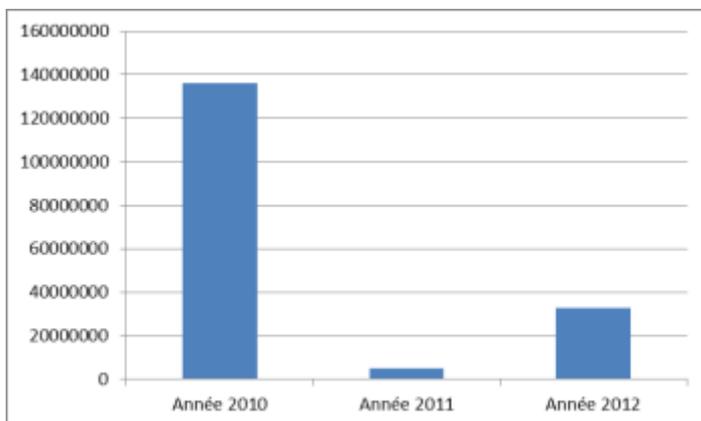


Figure 3: La capacité d'investissement de la Commune

Lorsqu'on observe de manière transversale les budgets de la Commune sur les trois dernières années, on constate que le budget varie d'une année à l'autre, en 2011 elle a pu mobiliser presque le double de l'année 2010 (289 063 765 F en 2010 contre 472 201 641 F en 2011 soit une augmentation de plus de 60%). En 2012 au contraire ce budget a connu une légère baisse (413 194 848 F). Cette variation budgétaire peut s'expliquer par l'augmentation importante de CAC et des recettes extérieurs ces dernières années d'une part et le transfert des compétences de certains départements ministériels vers les collectivités territoriales décentralisées d'autre part.

Cependant les finances de cette Commune restent un secteur gangréné par l'incivisme dû à la faible communication entre elle et la population. La non existence d'une bonne stratégie mise en place pour la mobilisation des ressources demeure un facteur limitant pour l'augmentation réelle de l'enveloppe budgétaire. Et pour preuve, on note dans ce sens l'absence du fichier de contribuables ; l'assiette fiscale qui est demeurée étroite ; le recouvrement de certaines recettes fiscales (taxes et autres impôts libératoires) demeure une véritable gangrène et un personnel collecteur très peu motivé et malhonnête. Conséquence, la commune se retrouve avec une recette propre dérisoire (une moyenne de 2% sur les trois années), insuffisance pour satisfaire ses propres besoins de fonctionnement. Pour survivre, elle doit compter sur les apports extérieurs (CAC, subventions de l'Etat et appuis des partenaires au développement).

Malgré cet augmentation de budget les deux dernières années, les réalisations concrètes de la commune pour la cause de la population restent très faible (le taux d'investissement très faiblement obtenu avec une moyenne de 19% sur les trois années contre 30% prévue dans le cadre de la norme nationale). Par contre les frais du fonctionnement des deux dernières années

sont restés plus important (92%) seul le pourcentage de l'année 2010 est jugé plus au moins satisfaisant avec 47% du budget réalisé pour les investissements. Il est également important de souligner le fait que le taux de réalisation du budget de l'année 2010 à 2012 va en régression d'au moins de 10%, il passe de 96% en 2010 à 82% en 2011 et finalement 75% en 2012, cette baisse continue peut s'expliquer soit par la prudence vis-à-vis des attentes financières extérieur dont elle n'est pas toujours sûr de les mobiliser et que finalement viennent en surplus lors de la réalisation soit le dispositif de suivi de la réalisation budgétaire n'est pas efficace lorsqu'il faut veiller sur le respect de la mise en œuvre des activités planifiées en particulier les investissements qui semble venir en dernière position en termes de priorité au niveau de la Commune.

Pour permettre à cette Commune d'améliorer ses recettes en particulier celles dites propres, elle a l'intérêt à mettre en place une stratégie qui lui permettra d'impliquer tous les acteurs dans le processus de la planification, de gestion et d'évaluation des affaires publiques. En d'autres termes, la population, les partenaires au développement, les opérateurs économiques, les organisations à la base etc... doivent être sollicitées l'élaboration du budget, de la mise en œuvre et de l'évaluation, elle doit également opter pour la redevabilité devant la population.

### 3.1.3- Le patrimoine

Tableau 19: Biens Meubles

Bien	Nbre	Marque	Source de financement/origine	Date d'acquisition	Valeur d'acquisition en FCFA	Valeur actuelle en FCFA	Etat de fonctionnement	Mode de gestion	Observations
Camion Benne	01	HINO /KR20	Commune	1985/1986	12900000	3 000 000	Bon état	Tous les matériels sont contrôlés par le comptable matières et le SG, ils sont gérés et autorisés par le Maire et le SG, leurs recettes générées sont reversées à la comptabilité. Leur entretien est assuré par les tiers	
Camion Toyota	01	Toyota	Etat	06/1988		3 500 000	Bon état		
Mercedes-Benz	01	MERCEDES	MIDIMA	27/07/1988		1 000 000	A reformer		
pickup	01	NISSAN	Commune	04/1999	8000000	2 500 000	A reformer		
504	01	PEUGEOT	Commune	2002	8000000	500 000	A reformer		
Moto	01	MITSUBA	CAIRE	2004	365000	25 000	A reformer		
Moto	01	YAMAHA	ONUSIDA	11/2007	400000	25 000	Bon état		

La Commune dispose des biens meubles et immeubles. La gestion quotidienne (c'est-à-dire le suivi) est assurée par le préposé matière pour ce qui est des biens meubles et par le Secrétaire général en ce qui concerne les biens immeubles. Certains de ces biens sont soit cédés pour des raisons sociales soit loués. Les citoyens peuvent utiliser les biens de la Commune, ceci par simple demande verbale au SG ou au Maire. Les fonds ainsi collectées sont reversées à la recette municipale contre une quittance.

La gestion des fournitures et matériels est soumise à l'émission d'une demande par le bénéficiaire. La traçabilité de ce matériel est renseignée par un bon de sortie, quant aux biens immeubles et les terrains, leur gestion dépend du Maire et du secrétaire général,

En ce qui concerne le matériel issu du transfert de compétence, le Maire appelle les responsables des services concernés et les cartons leurs sont transmis en fonction des moyens disponibles. Tout achat de matériel et fourniture obéit à la procédure de lettre commande.

Tableau 20: Biens immeubles

Bien	Nombre	Etat	Mode de gestion	Observations
Mairie	01	Bon état	La gestion est organisée par le Conseil Municipal élu	La Mairie est un bien communautaire, c'est le chef de l'Exécutif mandaté qui l'entretien au quotidien
Salle de classe à l'école serawa	01	Bon état	APEE met en place un système de suivi pour la durabilité	
Poste agricultok	01	Bon état	Le bâtiment est entretenu et géré par le chef de poste agricole affecté par l'Etat	
Un bâtiment au dispensaire Mambeza	01	Bon état	Le comité de santé organise la gestion de ce bâtiment sous la supervision de responsable de centre	
Abattoir	01	Bon état	La Commune la gestion au responsable de l'élevage local	Cet abattoir permet à la Commune de bénéficier des taxes
Salle de classe à l'école Mayo plata	01	Bon état	APEE met en place un système de suivi pour la durabilité	
Magasin (RAC) Tok	01	Bon état	La gestion est confiée à la communauté riveraine	
Garage Municipal	01	Bon état	C'était le responsable de ce garage qui	Le garage n'est plus opérationnel depuis

			organisé la gestion	quelques années
Hangar	02	Bon état	A la charge des commerçants	
Propharmacien	01	Mauvais état	La gestion est mise au bon soin d'un comité de gestion avec des règles préalablement définies.	
Logement Maître	01	Mauvais état	Ce logement est généralement géré par le responsable de l'établissement	
Salle de classe à l'école Mokio	01	Bon état	APEE met en place un système de suivi pour la durabilité	
Salle de classe au Lycée Tokombéré	01	Bon état		
Tribune Municipale	01	Bon état	Cette tribune sert à la toute la population de la Commune lors des manifestations publiques, des fêtes nationales et autres événements importants organisé.	Cette tribune constitue également un lieu de jeu des jeunes dans la journée, de repos des commerçants le jour de marché.
Hangar Marché	02	Bon état	C'est la Commune elle-même qui met en place une mode gestion qui lui permet de recouvrer facilement les taxes les jours de marché	
Salle de classe à l'école Digaya	01	Bon état	APEE met en place un système de suivi pour la durabilité	
Salle de classe à l'école Dibon	01	Bon état		
Salle de classe au CES Kotraba	02	Bon état		

Salle de classe à l'école Mouyengué	01	Bon état	APEE met en place un système de suivi pour la durabilité	
Salle de classe à l'école Mada	01	Bon état		
Salle de classe à l'école Lama	01	Bon état		
Salle de classe à l'école Ftack	01	Bon état		

La Commune grâce à ses efforts personnels et aux apports de ses partenaires a réalisé des investissements dans plusieurs domaines notamment l'éducation, qui est l'un des domaines que la Commune a plus investit avec onze salles de classe construits et un logement pour enseignants; dans le commerce avec la construction des quelques hangars dans les marchés et les magasins de stockage ; dans la santé, elle a avec la construit un bâtiment qui abrite un dispensaire et une propharmacie ; dans le domaine de l'élevage c'est la construction d'un abattoir au profit de la population de la ville de Tokombéré qui est réalisé.

Certes cette institution a investi pour le développement dans certaines localités de la Commune mais beaucoup des efforts restent encore à faire pour améliorer d'avantage les conditions de vie de sa population. Des investissements énormes doivent se faire surtout dans les domaines de l'éducation (construction de 218 salles de classe), de la santé (16 bâtiments plus la réhabilitation de 13), de l'eau (185 nouveaux et la réhabilitation de 31) et le commerce avec la construction d'au moins 35 hangars sur les marchés locaux afin de maximiser le recouvrement des ressources propres qui varient d'une année à l'autre. Pour toutes ces réalisations que la Commune est appelée à faire, elle doit s'appuyer sur les relations existantes et la valorisation des ressources naturelles peu exploitées jusqu'à nos jours.

### 3.1.4- Les relations

La Commune entretient des multiples relations avec l'extérieur notamment avec la tutelle, les sectoriels locaux, les autres Communes d'ici ou d'ailleurs, les ONG, les programmes, les chefs traditionnels etc...Ces relations varient d'un partenaire à un autre en fonction de l'importance de l'apport pour le développement de la Commune. Le tableau ci-après montre ces différentes relations entre la Commune et ses partenaires :

**Tableau 21:** Appréciation de la relation entre la Commune et ses partenaires

Partenaires	Types de relation	Domaine de relation	Qualité de relation	Observations
PREFET	Tutorat	Gestion communale	Bonne	Bonne collaboration entre le maire et le Préfet
CHEFFERIES TRADITIONNELLES	Collaboration et relais	Communication communale, recouvrement des recettes, sécurités des populations, développement local	Moyenne	Détournement de l'opinion par certaines élites, conflits d'intérêt, absence de transparence dans les recettes recouvrées et déclarées par les chefs traditionnelles
CVUC	Solidarité intercommunale,	Stage de recyclage et renforcement des		Echange d'expérience, jumelage, apport des

	mutualisation des actions et ressources	capacités de l'exécutif municipal	Bonne	appuis mutuels entre elles
SECTORIELS	Collaborations et concertations	Réalisations des études et des ouvrages, contrôle techniques des chantiers,	Moyenne	Faible implication de certains sectoriels dans les activités de la commune
CARE	Appui financier et technique	hydraulique	Bonne	Réhabilitation des forages en panne et construction des nouveaux
PNUD	Appui financier	Hydraulique	Bonne	Financement de l'adduction d'eau dans la Commune
FEICOM	Appui financier et techniques	Décentralisation et développement local	Bonne	Appuis à la réalisation de certains ouvrages d'envergure, financement des voyages d'échanges hors du pays ;
PADDL/GIZ	Appuis techniques	Renforcement des capacités du personnel communal	Bonne	Recherche des solutions à certaines difficultés dans le domaine de l'éducation
PNDP	Appuis techniques et financier	Décentralisation et développement local	Bonne	Actualisation du PCD, mise à la disposition des agents de développement et financier
CONGREGATIONS RELIGIEUSES	Respect mutuel et collaboration	Communication au niveau de la base	Bonne	Relais communautaires
OSC	Partenariat	Développement local	Bonne	Relais communautaires
PRESTATAIRES DE SERVICES ET OE	Relation gagnant-gagnant	Exécution des marchés	Bonne	Accompagnement pour la réalisation des investissements et la réalisation de certains services

### 3.1.5- Forces, faiblesses

Les forces et faiblesses de la Commune par domaine sont représentées dans le tableau ci-après :

Tableau 22: Tableau des forces et faiblesses de la Commune

Domaine	Forces	Faiblesses
Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"><li>- Existence d'un organigramme,</li><li>- Présence des jeunes cadres assez outillés</li><li>- La disponibilité de certaines personnes au sein de la Commune (le SG et l'A2),</li><li>- Personnel quantitativement suffisant,</li><li>- La maîtrise de l'outil informatique par une partie du personnel,</li><li>- La répartition des tâches entre les membres de l'exécutif municipal</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Faible niveau d'instruction du personnel,</li><li>- Faible qualification du personnel,</li><li>- Personnel vieillissant,</li><li>- Faible application du profil de carrière,</li><li>- Absence d'un règlement intérieur,</li><li>- Absence d'un système d'évaluation et de motivation,</li><li>- Insuffisance des formations, des stages de perfectionnement et de recyclages d'une catégorie de personnel communal,</li><li>- Absence des réunions de coordination dans tous les services de l'institution,</li><li>- Aspect genre non pris en compte,</li></ul>

Domaine	Forces	Faiblesses
Ressources financières	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Consistance du budget de la commune les deux dernières années,</li> <li>- Existence de plusieurs taxes dans la Commune: Impôts, droits de marché, transit, session de bennes, ressources de la carrière, ressources forestières, taxes de la transhumance, taxes sur le spectacle, recettes de services, le droit de timbre,</li> <li>- Existence des partenaires financiers,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence d'un fichier de contribuable,</li> <li>- La gestion des ressources naturelles (sable, gravier, moellons etc...) non réglementée</li> <li>- Faible capacité de mobilisation des ressources propres (forte dépendance aux CAC),</li> <li>- Non-respect de certaines normes prévues par l'Etat quant à la gestion de certaines lignes budgétaire (taux d'investissement 19% au lieu de 30%),</li> <li>- Faible niveau d'implication de la population dans la mobilisation des recettes propres de la Commune ;</li> </ul>
Patrimoine communal	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Existence d'un hôtel de ville abritant l'institution,</li> <li>- Présence d'un important patrimoine communal,</li> <li>- Existence d'une fourrière municipale,</li> <li>- Existence d'une tribune municipale,</li> <li>- Existence des hangars dans certains marchés,</li> <li>- Existence des matériels roulants,</li> <li>- Existence d'un garage municipal,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Matériels roulant vieillissant (plus de la moitié est à reformer),</li> <li>- Mauvaise politique de gestion du patrimoine,</li> <li>- Garage municipal non fonctionnel,</li> <li>- Inexistence d'une gare routière,</li> <li>- Faible valorisation de patrimoine (des matériels roulants sous call),</li> <li>- Aucune règle de gestion n'existe quant aux biens immeubles.</li> </ul>

Domaine	Forces	Faiblesses
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Abattoir municipal,</li> <li>- Existence des biens meubles et immeubles en quantité suffisante,</li> </ul>	
Relations	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Présence de nombreux ONG et des programmes gouvernementaux (PNDP, GIZ...)</li> <li>- La motivation de la confection religieuse pour le développement de la Commune,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible implication des services techniques dans la réalisation des ouvrages communaux</li> <li>- Contact très faible entre la Commune et les services déconcentrés de l'Etat,</li> <li>- Faible valorisation des opportunités relationnelles existantes,</li> <li>- Implication négative des chefs traditionnels dans la collecte des impôts,</li> </ul>

### 3.1.6- Axes de renforcement des capacités

Les différents axes de renforcement des capacités recensés après analyse sont dans le tableau ci-après:

Tableau 23: Tableau des axes de renforcement

Domaine	Faiblesses	Axes de renforcement
Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible niveau d'instruction du personnel,</li> <li>- Faible qualification du personnel,</li> <li>- Personnel vieillissant,</li> <li>- Faible application du profil de carrière,</li> <li>- Absence d'un règlement intérieur à la Commune,</li> <li>- Absence d'un système d'évaluation et de motivation,</li> <li>- Insuffisance des formations, des stages de perfectionnement et de recyclages d'une catégorie de personnel communal,</li> <li>- Absence des réunions de coordination dans tous les services de l'institution,</li> <li>- Aspect genre non pris en compte,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Recruter un personnel jeune et qualifié en prenant en compte l'aspect genre,</li> <li>- Appuyer la Commune pour l'élaboration d'un profil de carrière et l'application de règlement intérieur,</li> <li>-Mettre en place un plan de renforcement des capacités de tout le personnel,</li> <li>-Mettre en application l'organigramme,</li> <li>-Organiser les ateliers trimestriels de planification de suivi et d'évaluation des activités de la Commune,</li> </ul>
Ressources financières	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence d'un fichier de contribuable,</li> <li>- La gestion des ressources naturelles (sable, gravier, moellons etc...) non réglementée</li> <li>- Faible capacité de mobilisation des ressources propres (forte dépendance aux CAC),</li> <li>- Non-respect de certaines normes prévues par l'Etat quant à la gestion de certaines lignes budgétaire (taux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaborer les règles de gestion des ressources naturelles (sable, gravier, moellon etc...)Mettre en place un mécanisme efficace de mobilisation des ressources propres,-Actualiser le fichier de contribuables</li> <li>- Appuyer le comité de suivi de mise en œuvre de PCD</li> </ul>

Domaine	Faiblesses	Axes de renforcement
	d'investissement 19% au lieu de 30%), - Faible niveau d'implication de la population dans la mobilisation des recettes propres de la Commune ;	pour veiller au respect des prévisions budgétaires relatives aux investissements  - Organiser les services des collectes pour améliorer les recettes propres de la Commune,  - Sensibiliser les chauffeurs pour une meilleur participation au recouvrement des impôts libérateurs,
Patrimoine	- Matériels roulant vieillissant (plus de la moitié est à reformer), - Mauvaise politique de gestion du patrimoine, - Garage municipal non fonctionnel, - Inexistence d'une gare routière, - Faible valorisation de patrimoine (des matériels roulants sous call), - Aucune règle de gestion n'existe quant aux biens immeubles.	- Mettre en place une bonne politique de gestion du patrimoine de la commune,  - Réhabiliter le garage municipal ;  - Organiser la réforme des matériels,  - Acquérir des nouveaux matériels,  - Construire une gare municipale,  - Elaborer les règles de gestion des biens meubles et immeubles ;
Relations	- Faible implication des services techniques dans la réalisation des ouvrages communaux - Contact très faible entre la Commune et les services déconcentrés de l'Etat,	- Implication de la tutelle dans la relation entre les SDE et la Commune,  - Mettre en place un cadre de concertation entre la

Domaine	Faiblesses	Axes de renforcement
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible valorisation des opportunités relationnelles existantes,</li> <li>- Implication négative des chefs traditionnels dans la collecte des impôts.</li> </ul>	<p>Commune et les SDE,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Mettre en place une stratégie pour le développement des partenariats,</li> <li>- Appuyer la Commune pour la valorisation des opportunités relationnelles existantes,</li> <li>-Développement des outils de visibilité de la Commune,</li> <li>- Sensibiliser les chefs traditionnels sur la citoyenneté responsable dans la collecte des impôts.</li> </ul>

## Synthèse DEUC

**Tableau 24:** matrices des opportunités et difficultés pour les corps de métiers de Tokombéré

Corps de métiers	Nbre d'impliqués/nbre de présents à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la commune	Difficultés	Opportunités	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimées vis-à-vis de la commune
<b>Boutiquier</b>	23/02	- Bon	- Moyenne	- Impossibilité d'ouvrir le marché la nuit ; - Le marché n'est pas électrifié ; - Insuffisance des clients ;	Proximité de la ville de Maroua et celle de Banki pour l'approvisionnement	- Faible	- Construction des boutiques au Marché - Electrification du Marché ; - Octroi de crédits pour l'augmentation des activités commerciales ; - Aménager les routes.
<b>Cordonnier</b>	02/01	- Nul	- Nulle	- Indisponibilité du matériel de travail sur le Marché	Présence d'une coopérative d'artisans à Tokombéré	- Bonne	- Construction d'un hangar d'exposition des produits ;
<b>Photographe</b>	04/01	- Nul	- Bonne	- Absence d'un laboratoire de développement des cartes photos ; - Insuffisance des clients	- Existence des périodes des fêtes	- Bonne	- Renforcement les capacités des photographes dans le domaine ; - Identifier tous les photographes de la ville ; - Mettre les photographes en organisation.
<b>Tailleur et couturiers</b>	35/12	- Nul	- Nulle	- Manque d'organisation - Manque des matériels	- Disponibilité de la clientèle pendant les périodes de fêtes ;	- Faible	- Organisation en GIC des tailleurs ; - Octroi des crédits aux organisations des

Corps de métiers	Nbre d'impliqués/nbre de présents à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la commune	Difficultés	Opportunités	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimées vis-à-vis de la commune
				<ul style="list-style-type: none"> <li>de travail</li> <li>- Manque d'appui financier</li> <li>- Impôts trop élevés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Présence de l'énergie électrique dans la ville ;</li> <li>- Marché périodique</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>tailleurs ;</li> <li>- Améliorer les lieux d'activités des tailleurs ;</li> <li>- Sensibiliser les tailleurs sur leurs droits et devoirs</li> </ul>
<b>Vendeurs des bétails</b>	26/5	- Bon	- Bonne	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque des points d'eau d'abreuvement des animaux ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Proximité des grands marchés de Banki au Nigeria, Maroua et Mémé</li> </ul>	- Bonne	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aménager les pistes à bétail ;</li> <li>- Revoir en baisse les taxes ;</li> <li>- Aménager les points d'eau d'abreuvement des animaux;</li> <li>- Aménager le Marché à bétail</li> </ul>
<b>Vendeurs de soya</b>	18/13	- Nul	- Nulle	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque d'organisation ;</li> <li>- Existence de plusieurs taxes (Commune et chef boucher) ;</li> <li>- Pas de local aménagé pour l'activité ;</li> <li>- Manque des bois</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité de la clientèle le jour du Marché ;</li> <li>- Proximité du marché à bétail de mémé</li> </ul>	- Bonne	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Désignation d'un collecteur des taxes communales sur l'abatage;</li> <li>- Construction d'un comptoir au marché ;</li> <li>- Organisation des vendeurs de soya ;</li> <li>- Sensibilisation des vendeurs sur l'abatage des animaux dans l'aire</li> </ul>

Corps de métiers	Nbre d'impliqués/nbre de présents à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la commune	Difficultés	Opportunités	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimées vis-à-vis de la commune
							d'abatage ;
<b>Restauratrices</b>	12/07	- Bon	- Bonne	- Taxes trop élevées et multiples; - Pas de magasin ; - Pas de points d'eau, - Pas de latrine ; -	- Disponibilité de la clientèle le jour du Marché ;	- Bonne	- Créer des points d'eau au marché; - Construire des latrines publiques au Marché ; - Faire des locaux appropriés à l'activité ; - Entretien des latrines existantes au marché
<b>Entrepreneurs et prestataires des services</b>	05/01	- Bon	- Bonne	- Insuffisance des moyens financiers ; - Mauvais état des routes	- Proximité de la ville de Banki au Nigéria	- Bonne	- Octroi des crédits, - Aménager les routes
<b>Coiffeurs/coiffeuses</b>	07/02	- Nul	- Bonne	- Insuffisance des clients ; - Insuffisance des matériels de travail de qualité ; - Manque de point d'eau potable	- Présence de l'énergie électrique dans la ville	- Bonne	- Aménagement des points d'eau ; - Octroi des crédits - Organisation des coiffeurs
<b>Bouchers</b>	07/04	- Nul	- Bonne	- Manque d'eau potable ; - Manque de hangar ; - Manque de boucherie.	- Proximité du marché à bétail de mémé	- Bonne	- Aménagement des hangars ; - Aménagement des points d'eau ; - Construction d'une boucherie.
<b>Vendeurs des vivres</b>	25/08	- Nul	- Nulle	- Difficulté d'évacuation des produits sur le	- Disponibilité des produits ;	- Bonne	- Construction d'un magasin des

Corps de métiers	Nbre d'impliqués/nbre de présents à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la commune	Difficultés	Opportunités	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimées vis-à-vis de la commune
				<ul style="list-style-type: none"> <li>Marché ;</li> <li>- Pas d'organisation ;</li> <li>- Pas de Magasin ;</li> <li>- Insuffisance des moyens financiers ;</li> <li>-</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Existence de Marché ;</li> <li>-</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>vendeurs ;</li> <li>- Organisation des vendeurs ;</li> <li>- Octroie de crédit aux vendeurs ;</li> <li>- Aménager les routes</li> </ul>
<b>Chauffeurs</b>	08/04	- Nul	- Nulle	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mauvais état des routes ;</li> <li>- Trop d'accident ;</li> <li>- Conflit avec mototaximen</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Existence des voyageurs</li> </ul>	- Bonne	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aménager les routes ;</li> <li>- Organiser les chauffeurs</li> </ul>
<b>Vendeurs des céréales</b>	21/03	- Nul	- Pas bonne	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insécurité des personnes et leurs biens</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité des céréales à toutes les saisons</li> </ul>	- Très bonne	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction d'un magasin de stockage ;</li> <li>- Création d'un poste de sécurité</li> </ul>
<b>Vendeuses de Bilbil</b>	150/03	- Bon	- Pas bonne	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxe élevée ;</li> <li>- Insuffisance d'eau ;</li> <li>- Insuffisance de bois ;</li> <li>- Vol des calebasses ;</li> <li>- Manque de matériels de transport</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité de la clientèle</li> </ul>	- Bonne	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création des points d'eau ;</li> <li>- Octroie de crédit ;</li> <li>- Organisation des vendeurs</li> </ul>
<b>Call boxeur</b>	12/04	- Nul	- Nulle	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des moyens financiers ;</li> <li>- Pas d'organisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité de la clientèle</li> </ul>	- Faible	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation des calls boxeurs ;</li> <li>- Octroie de crédit</li> </ul>
<b>Vendeurs de Carburant (zouazoua)</b>	15/02	- Nul	- Bonne	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Incendie fréquent ;</li> <li>- Accident fréquent ;</li> <li>- Manque d'une station de pompage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Proximité de Banki au Nigéria</li> </ul>	- Bonne	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Octroie de crédit pour l'activité,</li> <li>- Organisation des vendeurs</li> </ul>
<b>Moto-taximen</b>	60/15	- Bon	- Pas bonne	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insécurité ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Clientèle</li> </ul>	- Bonne	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer la</li> </ul>

Corps de métiers	Nbre d'impliqués/nbre de présents à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la commune	Difficultés	Opportunités	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimées vis-à-vis de la commune
				- Vol des motos	disponible		collaboration avec la Commune ; - Organiser les motos taximen
<b>Exploitants des vidéos clubs</b>	02/01	- Nul	- Bonne	- Difficultés d'accès aux matériels de travail (cassette) ; - Enregistrement de délestage tout le temps ;	- Présence de l'énergie électrique ; - Espace d'activités disponible	- Pas bonne	- Délimitation de l'espace destiné à l'activité ; - La réglementation du secteur.
<b>Mécaniciens auto et moto</b>	20/08	- Nul	- Pas bonne	- Manque des moyens pour achat des matériels ; - Insuffisance de l'énergie électrique	-	- Faible	- Organisation des mécaniciens ; - Aménager les sites appropriés à l'activité.
<b>Exploitants des Bars</b>	08/02	- Nul	- Conflictuelle	- Casse des bouteilles ; - Manque des matériels de conservation ; - Ravitaillement non régulier	- Le produit est livré à la maison	- Bonne	- Appui financier ; - Réduction des taxes ; -
<b>Exploitants des moulins</b>	15/03	- Nul	- Nulle	- Vol du mil ; - Absence d'organisation ; - Pas des Bac à ordures	-	- Faible	- Rendre l'énergie électrique disponible à tout moment ; - Octroi de crédit
<b>Exploitant d'auberge</b>	01/01	- Nul	- Bonne	- Insécurité	-	- Bonne	- Amélioration de la sécurité de la ville

Le tableau rouge de la page 16 doit remplacer ce tableau de la page 66 (Tableau 25)

Mis en forme : Police :20 pt

Mis en forme : Police :(Par défaut) Calibri, 20 pt

**Tableau 25:** Synthèse sur les populations vulnérables

Villages	Populations vulnérables						Problèmes identifiés	Atouts/opportunités	Besoins exprimés
	Handicapés	Orphelins	Personnes du 3 <sup>e</sup> âge	Sourds	Muets	Total			
Mada (chefferie)	25	30	15	5	5	80	<b>Les handicapés :</b> - Insuffisance des moyens pour l'accès à la scolarité ; - Manque des moyens de déplacement appropriés ; - Non prise en charge par l'Etat,  Ne sont pas organisés.	Existence d'un centre social	- Soutien de la Commune, des Elites et de l'Etat aux couches vulnérables; - Amélioration du niveau d'organisation des handicapés moteurs dans tous les villages de la Commune
Bzazago	28	14	14	7	5	68			
Tazang	32	24	38	5	13	112			
Bzejeskawé	32	14	35	15	5	101			
Ldedené	15	13	14	7	5	54			
Bzoukoudou	24	7	16	2	8	57			
Lalawaï	27	30	105	9	4	175			
Digaya	9	9	11	2	5	36			
Mayo-plata	16	24	28	2	3	73	<b>Orphelins :</b> - Difficultés d'accès à l'éducation et aux soins de santé à cause du manque des moyens financiers,  - Ne sont organisés.	Existence du service des affaires sociales au niveau local (Tokombéré)	- Appui organisationnel ; - Appui à la mise en œuvre des AGR
Dibong	43	19	46	9	7	124			
Delongué	6	10	2	0	0	18			
Keteh	6	0	9	0	1	16			
Dalamvar	25	38	43	11	6	123			
Houmpatak	13	20	7	0	4	44			

Villages	Populations vulnérables						Problèmes identifiés	Atouts/opportunités	Besoins exprimés
	Handicapés	Orphelins	Personnes du 3 <sup>e</sup> âge	Sourds	Muets	Total			
Lahma	35	25	25	7	6	98	<b>Troisième âge :</b> - Non prise en charge sur tout plan, - Pas d'encadrement sur le plan nutritionnel et sanitaire, - mal logé, - Faible organisation	Existence des élites	- Appui institutionnel, - appui financier aux couches , - appui organisationnel
Jiling	14	30	44	7	1	96			
Serawa chefferie	54	56	29	9	16	164			
Kojing	18	17	20	2	1	58			
Guirziga	55	50	34	8	5	152			
Gadoua	24	45	41	19	3	132			
Mbélé Douba	79	81	58	17	8	243			
Dalla-Zoulgo	95	53	51	23	13	235	<b>Sourds muets :</b> - Faible organisation, -Pas d'appui financier, - Peu considérés dans la société.	Existence d'un service social dans la Commune	- appui financier, - appui organisationnel
Doumkala	12	9	10	0	8	39			
Mokio	21	23	26	7	11	88			
Dzandzang	1	2	5	0	0	8			
Makilingaï	5	5	11	0	4	25			
Ouro Krokro	18	11	18	2	8	57			
Mangavé Dalil	13	7	51	7	1	79			

Villages	Populations vulnérables						Problèmes identifiés	Atouts/opportunités	Besoins exprimés
	Handicapés	Orphelins	Personnes du 3 <sup>e</sup> âge	Sourds	Muets	Total			
Tindermé	16	2	47	4	3	72			
Baka Wandala	37	9	41	14	5	106			
Gazaïka	10	20	14	2	1	47			
Mouvaraï	34	9	26	3	3	75			
Bzagambaï	11	10	5	0	2	28			
Mbidimé	7	5	10	1	3	26			
Moundouvaya	18	5	11	0	9	43			
Total	879	726	960	206	182	2952			

Le tableau ci-après présente la situation des couches vulnérables de la Commune de Tokombéré, il fait ressortir les difficultés que les personnes faisant partie de ces couches rencontrent, les atouts et opportunités et enfin les besoins qu'elles ont notamment : la construction et l'équipement de trois centres d'accueil des personnes vulnérables dans la ville de Tokombéré, sur le plateau et à Makilingaï ; l'appui financiers à au moins 1000 personnes d'un montant total de 50 000 000 francs CFA en trois ans; dotation de 200 handicapés moteurs d'un tricycle chacun et 200 d'un canne chacun ; dotation 100 lunettes aux aveugles.

### **3.2- Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur**

Tableau 26 : Tableau des problèmes, causes, effets et besoins

Secteurs	Problèmes reformulés	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
1. Agriculture	Faible productivité agricole	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mauvaise utilisation des techniques agricoles</li> <li>- Absence des matériels agricoles de qualité</li> <li>- Faible approvisionnement en intrants</li> <li>- Faible encadrement des agriculteurs</li> <li>- Dégradation du sol,</li> <li>Coût élevé des intrants agricoles,</li> <li>- Utilisation des outils rudimentaires</li> <li>- Attaques des champs par les ennemis des cultures</li> <li>Non maîtrise des techniques de conservation des produits agricoles</li> <li>- Faible accès aux appuis financiers Baisse de la fertilité des sols</li> <li>- Faible organisation des agriculteurs,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faibles rendements agricoles</li> <li>- Faible pouvoir d'achat</li> <li>- Insécurité alimentaire</li> <li>- Conflits agropastoraux</li> <li>- Migration de la population ;</li> <li>- Exode rural</li> <li>- Perte quantitative et qualitative des produits agricoles,</li> </ul> <p>Faible productivité des sols</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création et construction de 2 postes agricoles à Tazang et à Mbédimé,</li> <li>- Construction de 14 magasins de stockage à Tindrimé ; Ouro krokro ; Bzazago (2) ; Lalawai ; Digaya ; Bijeskawé ; Tazang (Tallasara carrefour, Zalang, Akabaramaet Akadangwala) ; Dallazoulgo ; Damavar ; Bzagambaï ; Dzandzang ;,</li> <li>- Construction des biefs et diguettes dans les différents villages de la Commune,</li> <li>- Construction de 20 magasins d'intrants agricoles (Gazaïka ; Guirziga ; Kojing ; Baka wandala ; ouro krokro; Bzoukoudou; Ldédiné ; Mangavé Dalil ; Mada kolkoch ; Digaya ; KeteH ; Houmpatak ; Giling ; Lahma ; Délongué ; Dibong ; Mbidimé (Moukouno); Damavar ; Mayo-plata ; Moundouvaya ),</li> <li>- Organisation/dynamisation de 35 groupements de producteurs agricoles,</li> <li>- Dotation aux agriculteurs des 35 villages en matériels modernes agricoles</li> </ul>

<b>2. Elevage et pêche</b>	Faible productivité de l'élevage	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Epizooties récurrentes,</li> <li>- Mauvaise organisation des éleveurs ;</li> <li>- Appauvrissement des pâturages ;</li> <li>- Ignorance des techniques de culture fourragères ;</li> <li>- Vol des bétails ;</li> <li>- Difficultés liées à la conservation de la viande ;</li> <li>- faible encadrement des éleveurs ;</li> <li>- conflits agropastoraux ; Faible accès aux produits vétérinaires;</li> <li>- Insuffisance des points d'eau pour les animaux ;</li> <li>- raretés des aliments pour les animaux,</li> <li>- Faible appui financiers aux éleveurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mortalité très élevée des animaux</li> <li>- Détérioration des produits de l'élevage,</li> <li>- faible appui des services de l'élevage</li> <li>- Transhumance ;</li> <li>- Migration de la population à la recherche des pâturages ;</li> <li>- Baisse de revenu</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création et construction de 5 centres Zootechniques et contrôle sanitaire dans les villages (Mbélé-Ndouba ; Gadoua ; Guirziga ; Tazang ; Dallazoulgo);</li> <li>- Dotation de la Commune de 2 pharmacies vétérinaires (Dalla-Zoulgo et Tokombéré centre) ;</li> <li>- Creusage de 4 mares artificielles (Baka wandala ; Makalingaï ; Dzangdzang ; Mokio ) ;</li> <li>- Construction de la délégation d'arrondissement de l'élevage ;</li> <li>- Organisation/dynamisation de 35 groupements d'éleveurs dans tous les villages</li> <li>- Appui financier aux 10 organisations des éleveurs pour un montant de 10 000 000 FCFA par an,</li> </ul>
<b>3. habitat et Développement urbain</b>	Faible développement urbain et de l'habitat	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction en matériaux provisoires ;</li> <li>- Absence de plan d'urbanisation,</li> <li>- Habitation précaire,</li> <li>- Fable capacité de valorisation des matériaux locaux pour la construction des habitations durables,</li> <li>- Absence de plan d'occupation de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Circulation difficile dans la ville en saison des pluies;</li> <li>- Occupation anarchique de l'espace</li> <li>- Renouvellement régulier des habitats Destructions des habitations ;</li> <li>- Inexistence des</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction de 20 logements sociaux dans la ville de Tokombéré</li> <li>- Elaboration de plans d'urbanisation à Tokombéré</li> <li>- Elaboration de 35 plans d'occupation de sols,</li> <li>- Aménagement de 4 voiries</li> </ul>

		sols.	logements sociaux ; -	urbaines municipales dans la ville de Tokombéré
<b>4. Environnement et protection de la nature</b>	Dégradation de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accès limité aux foyers améliorés ;</li> <li>- Accès difficiles aux autres sources d'énergie (Gaz et Biogaz) ;</li> <li>- Mauvaise gestion des ordures ménagères dans le Marché ;</li> <li>- Dysfonctionnement du service d'hygiène et de salubrité de la Commune ;</li> <li>- Dégradation des berges du Mayo ;</li> <li>- Utilisation abusive de bois</li> <li>- Ignorance de la réglementation en vigueur sur l'environnement,</li> <li>- Faible encadrement des populations dans le domaine de l'environnement et protection de la nature,</li> <li>- Pollution de la nature par les ordures ménagères/emballage plastique.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disparition des espèces</li> <li>- Pollution des villages par les déchets plastiques ;</li> <li>- Inondations en saison des pluies ;</li> <li>- Propagation des germes de maladies,</li> <li>- Mortalité des ruminants due à la consommation des déchets plastiques,</li> <li>- Perturbation climatique (forte chaleur, baisse de la pluviométrie, décalage dans le calendrier agricole ...),</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Distribution de 2000 foyers améliorés,</li> <li>- Appui à l'acquisition de 100 bio digesteurs,</li> <li>- Construction des 500 bacs à ordures dans la ville de Tokombéré et dans les grandes agglomérations de l'arrondissement,</li> <li>- Mise en place de 35 comités de veille dans les 35 villages de la Commune,</li> <li>- Rendre opérationnel le service d'hygiène</li> <li>- Organisation des journées d'hygiène et salubrité dans la ville de Tokombéré,</li> <li>- Appui d'au moins 50 clubs des amis de la nature dans les établissements scolaires en matériels de travail,</li> <li>- Appui à la création 5 espaces verts dans la ville de Tokombéré</li> </ul>
<b>5. Forêt et faune</b>	Dégradation des ressources forestières	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Coupe abusive des arbres ;</li> <li>- Faibles revenus Utilisation des techniques inappropriées,</li> <li>- Pression démographique</li> <li>- Coupe illégale ;</li> <li>- Conquête des espaces cultivables</li> <li>- Absence des mesures de suivi et contrôle des ressources,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rareté de bois de chauffe ;</li> <li>- Coûts élevés de bois ;</li> <li>- Disparition de certaines espèces animales et végétales</li> <li>- Erosion de sols</li> <li>- Baisse des rendements agricoles,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création/dynamisation de 35 pépinières villageoises dans les 35 villages de la Commune</li> <li>- Création de 35 forêts communautaires dans chacun des villages de la Commune ;</li> <li>- Elaboration des plans de gestion durables de ressources</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faibles initiatives de régénération artificielle</li> <li>- Ignorance de l'importance des arbres,</li> <li>- Braconnage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dégradation des espaces fourragers,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>forestières ;</li> <li>- Création d'une pépinière communale ;</li> <li>- 70 hectares boisés</li> <li>- Construction du bureau de poste forestier</li> </ul>
<b>6. Education de base</b>	Difficultés d'accès à une éducation de base de qualité	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des enseignants qualifiés</li> <li>- Insuffisance des points d'eau potable et des latrines dans les écoles</li> <li>- Instabilité des enseignants en cours d'intégration</li> <li>- Insuffisances des salles de classe et des tables-bancs ;</li> <li>- Mauvaise gestion des carrières des enseignants (suivi des dossiers) ;</li> <li>- Le non délimitation des établissements scolaires ;</li> <li>- Insuffisance des blocs administratifs dans les écoles ;</li> <li>- Etablissements non clôtures</li> <li>- Faible implication des parents et des élites</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Echecs scolaires</li> <li>- Effectif pléthorique</li> <li>- Utilisation du terrain d'école à d'autre fin</li> <li>- Découragement des parents d'élèves,</li> <li>- Abandon de l'école par les élèves,</li> <li>- Déperdition scolaire.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction de 218 Salle de classe dans les 54 écoles publiques de l'Arrondissement</li> <li>- création de 8 Ecoles (Doumkala ; Kojing ; Tindrimé ; Krokro ; Bzazago (Madzawa) ; Bijeskawé ; Délougué, Serawa);</li> <li>- construction de 43 points ;</li> <li>- Equipement en 7779 table-bancs dans toutes les écoles de la Commune ;</li> <li>- Construction de 54 latrines dans tous les établissements de la Commune ;</li> <li>- Affectation de 239 enseignants dans tous les établissements de la Commune;</li> <li>- Clôture de 54 établissements de la Commune ;</li> <li>- Dotation de 54 bacs à ordures dans chaque établissement de la Commune ;</li> <li>- Construction de 54 logements des enseignants dans les établissements de la Commune;</li> <li>- Mise en terre de 27 000 plants dans tous établissements de la</li> </ul>

				Commune ; - Opérationnalisation de 54 APEE des établissements scolaires.
<b>7. Enseignements secondaires</b>	Difficultés d'accès aux enseignements secondaires de qualité	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des enseignants qualifiés</li> <li>- Insuffisance des latrines et des points d'eau dans les Lycées et Collèges ;</li> <li>- Faible encadrement des élèves par parents ;</li> <li>- Salles d'informatique non équipées ;</li> <li>- Prise des stupéfiants par certains élèves ;</li> <li>- Manque de blocs administratifs dans les nouveaux établissements ;</li> <li>- Instabilité des enseignants en cours d'intégration ;</li> <li>- Absentéisme ;</li> <li>- Délinquance</li> <li>- Eloignement des établissements secondaires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Echec Abandon des élèves ;</li> <li>- Déperdition scolaire</li> <li>- Effectif pléthorique dans les établissements existants,</li> <li>- Mauvaise assimilation des leçons par les élèves.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création de 12 CES dans les villages suivants: Gadoua ; Guirziga ; Kojing ; Baka wandala ; Bzoukoudou; Makilingaï; Mouvaraï ; Houmpatak ; Lahma ; Dzandzang, Tazang, Gazaïka</li> <li>- Construction de 26 Salles de classe soit 2 au lycée technique de Tokombéré, 2 au lycée classique de Tokmbéré, 3 au lycée de Kotraba,</li> <li>- Affectation de 39 enseignants qualifiés dans les huit établissements secondaires de l'arrondissement,</li> <li>- Dotation de 369 Table-bancs,</li> <li>- Dotation de 08 forages soit un forage de chaque établissement secondaire existant,</li> <li>- Dotation de 08 latrines soit un forage de chaque établissement secondaire existant,</li> <li>- Construction de 08 bacs à ordures dans chacun des 8 collèges et lycées existants ;</li> <li>- Clôture de 08 établissements secondaires existants;</li> <li>- Construction de 08 logements des enseignants dans les 8</li> </ul>

				<p>établissements secondaires existants;</p> <p>- Dynamisation de 08 APEE de chaque établissement secondaire existant.</p>
<b>8. Santé publique</b>	<p>Difficultés d'accès aux soins de santé primaire de qualité</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance de la logistique au SSD de Tokombéré</li> <li>- Coût élevé des soins ;</li> <li>- Insuffisance de personnel dans les formations sanitaires ;</li> <li>- Mauvais accueil des patients par les infirmiers à l'Hôpital privé ;</li> <li>- Mauvais service d'accueil à l'Hôpital public ;</li> <li>- Insuffisance des centres de santé,</li> <li>- Inaccessibilité de certains centres de santé en saison des pluies</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prolifération des médicaments de la rue</li> <li>- Recours à la médecine traditionnelle,</li> <li>- Faible taux de fréquentation</li> <li>- Besoin en service de santé toujours énorme,</li> <li>- Recours aux médicaments de la rue,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Equipement des centres de santé de Gazaïka (en laboratoire, matériels de maternité, en réfrigérateurs en point d'eau) et Mangavé Dalil (réfrigérateur, point d'eau et de latrine),</li> <li>- Construction et équipements de 16 nouveaux bâtiments (3 CSI de Tokombéré, 3 CSI de Kotraba, 2 au CSI de Mokio, 2 au CSI de Mambeza, 2 au CSI de Mangavé Dalil, 2 au CSI de Makilingaï, 1 CSI de Gazaïka et 1 au CSI de Dibong);</li> <li>- Construction et équipement de 5 laboratoires (Dibong, Gazaïka, Mambeza, Kotraba et Tokombéré);</li> <li>- Création, construction et équipement de 3 nouveaux centres de santé (Tindrimé, Bzoukoudou et Mayo-plata),</li> <li>- Transformation du centre de santé intégré de Mayo-Ouldémé</li> </ul>

				<p>en hôpital,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dotation de 03 pharmacies en produits pharmaceutiques des centres de santé de CSI de Tokombéré, Mokio et Dibong);</li> <li>- Dotation de 04 réfrigérateurs dans les CSI de Gazaïka, Mangavé Dalil, Mokio et Tokombéré;</li> <li>- Dotation de 06 forages (Kotraba, Mambeza, Mangavé Dalil, Mada Kolkoch, Gazaïka et Mayo-Ouldémé) et 09 latrines (Dibong, Gazaïka, Mada Kolkoch, Makilingaï, Mangavé Dalil, Mambeza, Kotraba, Mokio et Tokombéré);</li> <li>- Construction de 10 logements du personnel dans les 10 centres de santé de l'arrondissement;</li> <li>- Clôture (Dibong, Gazaïka, Mada Kolkoch, Mangavé Dalil, Mambeza, Kotraba, Mokio et Tokombéré) et reboisement de 8 CSI (Dibong, Gazaïka, Mada Kolkoch, Makilingaï, Mangavé Dalil, Mambeza, Kotraba, Mokio et Tokombéré);</li> <li>- Affectation de 06 IDE (Mokio, Serawa, Mangavé Dalil,</li> </ul>
--	--	--	--	--

				Makilingaï, Tokombéré et Mada Kolkoch), 03 AS (Gazaïka, Makilingaï et Tokombéré) et 13 commis (2 à Mokio, 1 Kotraba, 1 Hôpital privé de Tokombéré, 2 CSI de Tokombéré, 2 à Dibong, 1 Mangavé Dalil, 1 Makilingaï, 1 à Gazaïka, 1 à Mambeza, et 1 à Mada kolkoch).
<b>9. Eau, énergie et assainissement</b>	Difficultés d'accès à l'eau potable,	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des points d'eau potable dans la Ville et villages;</li> <li>- Insuffisance des forages,</li> <li>- Consommation des eaux des puits à ciel ouvert par les humains,</li> <li>- Beaucoup des forages sont en pannes,</li> <li>- Eloignement de la nappe phréatique,</li> <li>- Aucune capacité de canalisation des eaux de pluies</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Consommation des eaux souillées</li> <li>- maladies hydriques fréquentes ;</li> <li>- Déplacement sur une longue distance à la recherche de l'eau,</li> <li>- Perte de temps énorme à la recherche d'eau</li> <li>- Dépenses énormes liées aux maladies hydriques,</li> <li>- Difficulté d'épanouissement la femme et des enfants.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction de 246 nouveaux forages (Mbélé-Ndouba (Kotraba, Mambeza, Mbéléché, Damberka, Hagoza, Mbélé-Nouba et Gadabak) ; Gazaïka ; Gadoua ; Doumkala ; Guirziga ; Kojing ; Bakawandala (maltaï, Dzandzang et Ldagoua); Tindrimé ; Ouro Krokro ; Bzoukoudou ; Bzazago (2 à Bzazago, Talalaki1, et 2 à talalaki 2); Lalawaï (Lalawaï, Ndjeleng, Tchoudangol, Pallam, Taguirdaï) ; Mangavé Dalil ; Bijeskawé ; Serawa ; Tazang (Taladzayam, Ngouva, Manwal, Zalang, Kourdias et Ngarbet), Mada kolkoch ; Digaya (5); Makilingaï (3 au centre, 1 à Dagadalah, 1 à Tchoudé et 1 à gadabac), Mouvaraï (3) ;Mouvaraï, Plagodig et Bolgo; Dalla-zoulgo (5 au centre, 2 à delder, 1 à giréfawa, 1 à blar et 1 à baram) ; Keteh ; Giling (8); Lahma ; Délongué ; Dibong ;</li> </ul>
	Difficultés d'accès à l'énergie électrique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Coupure intempestive de l'électricité,</li> <li>- Manque des volontés des élites pour faciliter l'accès à l'extension de l'énergie électrique</li> <li>- Détournement des fonds</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible développement des activités économiques nécessitant l'électricité,</li> <li>- Non utilisation des appareils électroniques,</li> <li>- Multiplication des vols et agression dans</li> </ul>	

		<p>mobilisés pour l'accès à l'énergie électrique,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Des villages non couverts par les réseaux électriques</li> </ul>	<p>l'obscurité,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Exode rural des jeunes à la recherche de l'électricité pour leur épanouissement,</li> <li>- Sous-développement de la localité</li> </ul>	<p>Mbidimé (1 à Dagal, 1 à Mokouno, 1 au centre et 1 à Molko-soubo); Mayo-plata ; Bzagambaï (1 à Guéltewe2, 1 à Bzazama et 1 golongolong); Moundouvaya ; Dzandzang (Dzandzang centre, Baka moyengué, Dagoum et Baka Maltaï) ; Dzandzang (10 nouveaux et 2 à réhabiliter) ;,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dépannage de 31 forages non fonctionnel,</li> <li>- Accélérer le processus de réalisation de l'adduction d'eau potable dans la ville de Tokombéré</li> <li>- Electrification (Mbélé-Ndouba, Gazaïka, Gadoua ; Doumkala ; Guirziga ; Kojing ; Bakawandala ; Ouro Krokro ; Bzoukoudou ; Bzazago; Lalawaï ; Mangavé Dalil ; Mouvaraï ; Keteh ; Giling ; Mayo-plata ; Bzagambaï; Moundouvaya ; Dzandzang ; Dzandzang Lahma, Houmapatak, Mouvaraï Bzoukoudou, Dallazoulgo, Mokie, Gadoua, Dalamvar)</li> <li>- Extension dans les villages Tazang, Mada kolkoch, Makilingaï, Mouvaraï, Dibong, Tindrimé et Bzejeskawé qui</li> </ul>
	<p>L'hygiène et assainissement peu assurées</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le service de l'hygiène et assainissement de la Commune peu fonctionnel</li> <li>- Absence des bacs à ordures au marché,</li> <li>- Les latrines du marché ne sont pas entretenues ;</li> <li>- Non utilisation des Latrines du Marché ;</li> <li>- Insuffisance des Latrines publiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Défécation à l'air libre ;</li> <li>- Insalubrité du Marché,</li> <li>- Développement des maladies liées à l'hygiène et assainissement</li> <li>- Pollution de l'aire,</li> <li>- Envahissement de la nature par les matières plastiques et autres ordures ménagères</li> </ul>	

				<p>bénéficient déjà de l'énergie électrique,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Extension de l'électricité dans les quartiers périphériques de la ville de Tokombéré (Kampala, Gavalyam, Kayamgali, Gouringa, Tala Nglá, Tala Ndouel, Louganda, Tala Laki).</li> <li>- Construction de 200 bacs à ordures dans les différents quartiers de la ville de Tokombéré et villages,</li> <li>- Dotation de service de l'hygiène et assainissement des matériels de travail (50 pelles, 50 râpeaux, 50 paires de gants, 50 paires de bottes, 25 brouettes etc...) -</li> <li>- Construction de 30 latrines publiques dans la ville de Tokombéré</li> </ul>
<b>10. Affaires sociales</b>	<p>Difficulté d'accès aux services des affaires sociales</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des structures d'encadrement ;</li> <li>- Manque d'appui financier aux personnes vulnérables;</li> <li>- Stigmatisation des personnes vulnérables ;</li> <li>- Insuffisance des moyens de déplacement des Handicapés moteurs ;</li> <li>- Personnes vulnérables non répertoriées ;</li> <li>- Les couches vulnérables très peu organisées,</li> <li>- Absence d'unité de prise en</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Marginalisation,</li> <li>- Mendicité,</li> <li>- Misère et risque de mort,</li> <li>- Exposition aux maladies,</li> <li>- Personnes vulnérables abandonnées à elles-mêmes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction et équipement de 03 (dans la ville de Tokombéré, sur le plateau et à Makilingai) centres d'accueil pour les personnes vulnérables</li> <li>- Apport des appuis financiers à 1000 personnes vulnérables pour un montant de 50 000 000 en trois ans et matériels aux personnes vulnérables (dotation de 200 handicapés moteurs d'un tricycle chacun et 200</li> </ul>

		charge des cas sociaux.		cannes soit un canne à chacun ; dotation 100 lunettes à 100 aveugles)  - Organisation des personnes vulnérables
<b>11. Promotion de la femme et de la famille.</b>	Difficultés d'épanouissement de la femme et de la famille	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appui financier insuffisant au centre pour la prise en charge des femmes et des filles ;</li> <li>- Viols fréquents ;</li> <li>- Fréquence des grossesses non désirées ;</li> <li>- Prostitution accentuée ;</li> <li>- Ignorance des droits et devoirs de la femme ;</li> <li>- Poids de la tradition ;</li> <li>- Mariage précoce ;</li> <li>- Marginalisation de la femme</li> <li style="padding-left: 20px;">Faible accès des femmes aux crédits ;</li> <li>- L'irresponsabilité des hommes dans les ménages ;</li> <li>- Faible capacité financière des femmes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Divorce</li> <li>- Prostitution</li> <li>- Frivolité des femmes</li> <li>- Prolifération des filles mères,</li> <li>- Instabilité conjugale,</li> <li>- Marginalisation de la femme,</li> <li>- Faibles revenus des femmes,</li> <li>- Sous- scolarisation de la jeune fille ;</li> <li>- Déperdition solaire de la jeune fille</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction des centres de relai dans chacun des 35 villages de la Commune ;</li> <li>- Apport des appuis financiers à 35 associations féminines d'un montant de 35 000 000 soit 1000 000 francs par association.</li> </ul>
<b>12. Jeunesse et éducation civique</b>	Difficulté d'épanouissement des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible accès aux financements des jeunes (PAJER-U, PIFMAS...)</li> <li>- Prise des stupéfiants par les jeunes ;</li> <li>- Oisiveté des jeunes ;</li> <li>- Le CMPJ de Tokombéré non fonctionnel ;</li> <li>- Faible niveau d'organisation des jeunes ;</li> <li>- Absence des centres</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sous-emploi des jeunes</li> <li>- Chômage</li> <li>- Difficultés d'insertion socio-économique</li> <li>- Analphabétisme des jeunes ;</li> <li>- Activités des loisirs inexistantes ;</li> <li>- Forte consommation d'alcool par les jeunes ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation de 50 associations des jeunes sur l'ensemble de la Commune ;</li> <li>- Apport des appuis financiers aux 50 organisations des jeunes pour un montant 50 000 000 FCFA pour l'insertion socioéconomique des jeunes;</li> </ul>

		<p>multifonctionnels des jeunes,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence des centres d'alphabétisation fonctionnelle,</li> <li>- Pas d'appui aux jeunes de manière générale,</li> <li>- Qualifications professionnelles des jeunes peu diversifiée,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmentation des maladies mentales ;</li> <li>- Exode rural ;</li> <li>- Cadre de concertation des jeunes inexistant ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction de 10 centres multifonctionnels des jeunes à Tokombéré, Lahma, Mayo-Plata, Dibong, Makilingai, Mokio, Gadoua, Bzejeskawé, Bzoukoudou et Mada-Kolkoch;</li> <li>- Apport des appuis pour les animations dans les villages</li> </ul>
<b>13. Commerce</b>	Faible développement des activités commerciales	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible pouvoir d'achat des populations ;</li> <li>- Difficultés liées à l'approvisionnement en produits de première nécessité ;</li> <li>- Difficulté d'accès aux zones ;</li> <li>- insuffisance des marchés ;</li> <li>- Insuffisance des infrastructures marchandes ;</li> <li>- Absence des organisations communautaires ;</li> <li>- Fluctuation des prix des produits agricoles ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Cherté des produits ;</li> <li>- Chômage et oisiveté des jeunes ;</li> <li>- Faible revenu monétaire ;</li> <li>- Besoins familiaux non satisfaits ;</li> <li>- Mévente des produits locaux ;</li> <li>- Perte des produits agricoles</li> <li>- Inflation des prix</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création et équipement de 35 marchés</li> <li>- Construction de 3 hangars dans le marché de Tokombéré</li> <li>- Organisation des commerçants dans les 36 villages de la commune et espace urbain;</li> <li>- Apport des appuis financiers aux organisations des commerçants</li> <li>- Réorganisation des marchés existants ;</li> <li>- Aménagement et extension de 2 marchés existants</li> <li>- Construction de 15 magasins de stockage ;</li> <li>- Construction de 21 magasins d'intrants agricoles et produits vétérinaires</li> </ul>
<b>14. Communication</b>	Difficulté d'accès	- Faible couverture de la Commune	- Manque d'information	- Construction de 02 radios

	aux médias officiels	<p>par la CRTV télé et radio ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque des points de vente des journaux ;</li> <li>- Absence des radios communautaires,</li> </ul>	<p>fiable ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Circulation des rumeurs ;</li> <li>- Réception tardive des informations ;</li> <li>- Communication de masse au niveau local limité ;</li> <li>- Difficulté d'accès à la l'information par les canaux médiatiques ;</li> </ul>	<p>communautaires (Houmpatak et Lahma)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Création d'au moins 3 points de vente des journaux (deux à Tokombéré et un Tazang),</li> <li>- Dotation de la Commune d'une radio locale,</li> <li>- Dotation de la Commune d'un centre multimédia</li> <li>- Construction de trois centres multifonctionnels (Tokombéré, Dalla Zoulgo et Makilingaï).</li> <li>- Facilitation de la création des cybers café dans tous les villages et l'espace urbaine,</li> <li>- Installation de quatre antennes CAMTEL dans la ville de Tokombéré, Mokio, Dalla-zoulgo et Dibong</li> </ul>
<b>15. Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat</b>	Difficultés pour la promotion des petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible organisation des artisans ;</li> <li>- Insuffisance en appui financier ;</li> <li>- Enclavement des villages ;</li> <li>- Difficulté d'évacuation des produits artisanaux,</li> <li>- Ignorance de la Fiscalité et procédure administrative</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible valorisation des œuvres d'arts,</li> <li>- Activités économiques limitées,</li> <li>- Faible développement de PME,</li> <li>- Faible développement de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation de 35 associations des artisans dans les 35 villages</li> <li>- Création d'un centre de promotion des initiatives des petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat</li> </ul>

		appliquées pour les PME, - Manque d'information sur les PME, - Absence d'appui multiforme des populations, - Absence des formations.	l'artisanat, - Non valorisation des potentialités existantes, -	dans la ville de Tokombéré; - Apport des appuis financiers à 10 promoteurs d'un montant de 300 000 francs chacun; - Construction de 2 centres artisanaux (Tokombéré et Tazang); - Renforcement des capacités de 10 promoteurs en techniques de marketing
<b>16. Recherche scientifique et innovations</b>	Difficulté de valorisation des résultats de la recherche scientifique et des innovations	- Ignorance de l'existence des innovations, - Absence des unités de démonstration des résultats de la recherche et des innovations ;, - Absence des centres d'expérimentation des plantes médicinales - Le non mise à disposition des populations des résultats de la recherche et de l'innovation	- Absence d'innovation - Non expérimentation des savoirs locaux, - Faibles revenus - Sous-développement, - Faible rendement, - Non valorisation des connaissances locales - Maintien des techniques traditionnelles	- Information des populations sur les résultats de la recherche - Création d'un centre de promotion des résultats de la recherche scientifique et innovation ; - Identification et vulgarisation des produits de la pharmacopée traditionnelle de la commune ; - Encadrement des acteurs dans la recherche et l'innovation.
<b>17. Tourisme et de loisir</b>	Difficulté à développer le tourisme et le loisir	- Non aménagement des sites touristiques ; - Insuffisance des structures d'Hébergement ; - Inexistence des structures de restauration ; - Absence d'initiative communale dans le domaine du tourisme ;	- Zones faiblement visitées par les touristes ; - Les visiteurs sont toujours pressés d'aller passer la nuit à Maroua ; - Les potentialités éco touristiques non valorisées ;	- Construction d'un campement municipal ; - Aménagement d'au moins 5 sites touristiques (canton mada, oudémé, Makilingai, Serawa, Moyengué et Palbara); - Construction de 5 centres d'accueil et les équipés dans l'espace urbain.

		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible valorisation des atouts touristiques ;</li> <li>- Les potentialités touristiques non identifiées et répertoriées ;</li> <li>- Absence des structures locales d'encadrement,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible contact avec l'extérieur ;</li> <li>- Désintéressement des touristes ;</li> </ul>	
<b>18. Art et Culture</b>	Dévalorisation de la Culture locale	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Désintéressement de la population à la culture locale ;</li> <li>- Manque de structure de promotion de la culture ;</li> <li>- Envahissement de la culture occidentale ;</li> <li>- Absence des infrastructures pour les activités culturelles ;</li> <li>- Manque d'appui organisationnel pour développer la culture locale ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Délinquance juvénile ;</li> <li>- Pertes des langues locales par les jeunes ;</li> <li>- L'inculturation ;</li> <li>- Abandon des pratiques utiles traditionnelles,</li> <li>- Perte des valeurs culturelles.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction d'un musée d'art dans la ville de Tokombéré et à Mayo-plata;</li> <li>- Construction de 10 maisons de la promotion de la culture locale (munis des bibliothèques) dans 10 villages (Dalla zoulgo, Tazang, Makilnigaï, Houmpatak, Jiling, Mokio, Dibong, Kojing, Guirziga et Mada Kolkoch);</li> <li>- Dotation de la commune d'une bibliothèque,</li> <li>- Développement des infrastructures culturelles.</li> </ul>
<b>19. Mines, industries et développement technologique</b>	Faible développement des activités minières et industrielles	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La faible exploitation des ressources locales (graviers, sable) ;</li> <li>- L'exploitation non contrôlée des ressources minières ;</li> <li>- Exploitation artisanale de gravier ;</li> <li>- Faible organisation des exploitants artisanaux des ressources minières;</li> <li>- Non exploration des ressources minières potentielles au niveau de la Commune ;</li> <li>- Absence d'activités industrielles dans la Commune ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les ressources locales (graviers, sable) peu valorisées ;</li> <li>- Pas de diversification de revenu ;</li> <li>- Exode rural ;</li> <li>- Chômage ;</li> <li>- Non perception des taxes,</li> <li>- Insécurité des exploitants ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Identification et cartographie des Ressources Naturelles de la commune.</li> <li>- Elaboration d'un plan de gestion des ressources naturelles locales (graviers et sable) qui tiennent compte des intérêts de la commune;</li> <li>- Construction d'un garage public dans la ville de Tokombéré et d'une menuiserie...)</li> <li>- Organisation des exploitants des</li> </ul>

				<p>ressources minières pour mieux les exploiter afin de maximiser les recettes communales ;</p> <p>- Dotation d'une machine de transformation alimentaires</p>
<b>20. Enseignement supérieur</b>	Difficulté d'accès à l'enseignement supérieur	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible taux de réussite au BACC ;</li> <li>- Arrêt des études après le BACC ;</li> <li>- Manque des moyens financiers pour poursuivre les études supérieurs ;</li> <li>- Parcours des longues distances pour accéder à certaines formations spécialisées à l'enseignement supérieur ;</li> <li>- Faible implication des parents dans a prise en charge des étudiants des écoles supérieures ;</li> <li>- Faible implication des élites ;</li> <li>- Faibles revenus ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre réduit d'étudiants ;</li> <li>- Nombre réduits des diplômés de l'enseignement supérieur ;</li> <li>- Faible représentation des ressortissants de Tokombéré au niveau de la haute administration;</li> <li>- Chômage des jeunes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Facilitation de l'accès à l'hébergement (construction d'au moins 02 minis cités) au profit des étudiants de Tokombéré à Maroua et Ngaoundéré)</li> <li>- Amélioration de la qualité de l'éducation au secondaire en affectant des enseignants qualifiés et en améliorant les infrastructures</li> <li>- Mettre en place un système de bourse scolaire aux étudiants (une moyenne de 50 étudiants par an avec un montant de 200 000 francs,</li> <li>- Rapprocher davantage les établissements supérieurs,</li> <li>- Création de 35 associations villageoises de développement pour la prise en charge des étudiants</li> </ul>
<b>21. Poste et télécommunication</b>	Difficultés d'accès aux services de poste et télécommunication	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Perturbation du réseau téléphonique mobile;</li> <li>- Difficultés d'approvisionnement en crédit de communication ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Communication par téléphone irrégulière ;</li> <li>- Service internet inaccessible ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Installation d'au moins 4 antennes de diffusion des réseaux de la téléphonie mobile et fixe</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Inexistence de téléphonie fixe</li> <li>- Inexistence de télé centre communautaire polyvalent ;</li> <li>- Bureau du poste non construit ;</li> <li>- Couverture partielle par les réseaux de téléphonie mobiles ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accès difficile aux opportunités,</li> <li>- Services postaux limités</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction de 17 Télé centre communautaires polyvalents (Bzazago, Bijeskawé, Tazang, Mayo-plata, Houmpatak, Makilingaï, Lalawaï, Searawa, Doumkala, Dalla-Zoulgo, Tindrimé, Mokio, Jiling, Baka-Wandala, Mada-Kolkoch, Bzoukoudou, Dibong)</li> <li>- Construction du bureau de poste de Tokombéré,</li> <li>- Installation des trois antennes radio et télé sur les montagnes stratégiques (Dalla zoulgo, Montagne de Houmpatak et à Tokombéré centre).</li> </ul>
<b>22. Travail et sécurité sociale</b>	Difficultés d'accès au travail décent et aux services de la sécurité sociale	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les travailleurs sont dans le secteur informel ;</li> <li>- Les travailleurs du secteur informel ne sont pas organisés ;</li> <li>- Non prise en charge en cas d'accident ;</li> <li>- Pénibilité du travail ;</li> <li>- Absence des mutuelles des santés ;</li> <li>- Ignorance des procédures d'accès aux services de sécurité social ;</li> <li>- Faible rémunération des travailleurs ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aucune assurance à la retraite,</li> <li>- Vulnérabilité de personnes âgées,</li> <li>- Sous-développement,</li> <li>- Misère à la retraite,</li> <li>- Marginalisation,</li> <li>- (à compléter)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place de 35 mutuelles de santé dans chacun de 35 villages constituant la Commune ;</li> <li>- Facilitation la communication entre les populations et le service de la sécurité sociale</li> <li>- Mise en place d'un système social pour les travailleurs du secteur informel ;</li> <li>- Organisation du secteur informel ;</li> <li>- Mise en place d'un programme d'insertion des jeunes au niveau de la Commune ;</li> </ul>
<b>23. Domaine, cadastre et affaires foncières</b>	Difficulté d'accès à la propriété foncière	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accès difficiles aux terres ;</li> <li>- Fréquence des litiges fonciers ;</li> <li>- Non maîtrise de procédure</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conflits liés à la terre fréquents ;</li> <li>- Occupation anarchique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaboration d'un plan d'utilisation et de gestion durable des terres,</li> </ul>

		<p>d'obtention des titres fonciers par la population ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Non-respect droits coutumiers ;</li> <li>- Inexistence de lotissement communal et de réserve foncière Acquisition non formelle des terres ;</li> </ul>	<p>des terres ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Insécurité foncière ;</li> <li>- Mauvaise entretien des terres par les populations ;</li> <li>- Parcelles privées non titrées ;</li> <li>- Bagarres et mort ;</li> <li>- Dépenses liées à l'arbitrage au tribunal ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Diffusion de guide de la procédure d'obtention du titre foncier,</li> <li>- Lotissement communal (au moins 50 lots chaque année mise à la disposition de la population pour la valorisation).</li> </ul>
<p><b>24. Administration territoriale, décentralisation, sécurité et maintien de l'ordre</b></p>	<p>Difficultés d'accès aux services de l'administration territoriale de la sécurité et de maintien de l'ordre</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence d'appui aux victimes des inondations</li> <li>- Lenteur dans l'établissement des actes de naissance ;</li> <li>- , Dépenses énorme pour l'obtention du service de maintien de l'ordre,</li> <li>- Insuffisance du personnel dans le service de maintien de l'ordre (gendarmerie) ;</li> <li>- Faible pouvoir des chefferies traditionnelles ;</li> <li>- Absence d'un poste de sécurité dans les villages,</li> <li>- Insuffisance des centres d'état civil ;</li> <li>- Vol du bétail,</li> <li>- Ignorance des droits et devoirs des populations,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bagarres récurrentes dans les cabarets</li> <li>- Vols</li> <li>- Insécurité des personnes et biens ;</li> <li>- Misères Grand banditisme Taux élevé de la population sans acte de naissance,</li> <li>- Désobéissance des populations,</li> <li>- Limite des djaoro dans les jugements de conflits,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création de 2 nouveaux postes de sécurité à Dalla Zoulgo et makilinagaï pour lutter contre les grands banditismes et le vol,</li> <li>- Création 2 nouveaux centres d'état civil à Mayo plata et à Dallazoulgo,</li> <li>- Mise en place d'un programme d'information des populations sur leurs droits et devoirs en matière de la sécurité ;</li> <li>- Création d'un service pour le soutien aux victimes des inondations</li> </ul>
<p><b>25. Sport et éducation physique</b></p>	<p>Faible développement de sports et de la pratique de l'éducation physique</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence des associations sportives ;</li> <li>- Rétrécissement de l'aire de jeux ;</li> <li>- Occupation des zones d'habitation au détriment des</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible développement de l'esprit de solidarité ;</li> <li>- Orientation des jeunes vers les lieux de consommation d'alcool ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dotation de la Commune d'un centre de formation sportive ;</li> <li>- Dotation de la Commune d'un complexe sportif ;</li> <li>- Amélioration des infrastructures</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>aires de jeux ;</li> <li>- Absence d'un centre de formation sportive Mauvais état de terrain de jeu ;</li> <li>- Manifestation sportive limitée ;</li> <li>- Absence d'équipement de sport et d'éducation physique ;</li> <li>- Absence d'initiative pour la promotion des activités sportives et physiques ;</li> <li>- Ignorance de l'importance de la pratique de sport et éducation physique ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mauvaise santé de la population ;</li> <li>- Oisiveté des jeunes ;</li> <li>- Ennuis ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>sportives et équipements : aires de jeu à Mada Kolkoch, Dala-Zoulgo, Tazang, Lahma, Mayo-Plata et Mokio</li> <li>- Organisation annuelle des populations pour les activités physiques et sportives dans tous les villages que compte la Commune,</li> <li>- Immatriculation de toutes les aires de jeux ;</li> <li>- Appui pour les organisations des activités sportives</li> </ul>
<b>26. Travaux publics</b>	Dégradation des routes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mauvais état des routes ;</li> <li>- Routes non entretenues ;</li> <li>- Insuffisance des barrières des pluies ;</li> <li>- Mauvaise réalisation de certains axes routiers ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Routes non praticables en saison des pluies ;</li> <li>- L'enclavement de certains villages ;</li> <li>- Echanges limités ;</li> <li>- Difficulté d'évacuation des malades au centre de santé et à l'hôpital ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aménagement des axes Tokombéré-Méri-Dallazoulgo)</li> <li>- Entretien des 35 axes routiers existants qui relie tous les villages au chef-lieu de la Commune;</li> <li>- Bitumage de l'axe Tokombéré-Makilingaï ;</li> </ul>
<b>27. Transport</b>	Difficultés de transport des personnes et des biens	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gare routière non aménagée ;</li> <li>- Inexistence d'une agence de Voyage ;</li> <li>- Absence de permis de conduire par la majorité des motos taximen,</li> <li>- Mauvaise organisation des transporteurs ;</li> <li>- Insuffisance des moyens du transport ;</li> <li>- Insuffisance de moyens financiers pour le développement du</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficultés d'écoulement des produits ;</li> <li>- Accidents fréquents des Motos ;</li> <li>- Mauvais conditions de voyage ;</li> <li>- Difficulté d'évacuation des malades dans les centres de santé et hôpitaux ;</li> <li>- Faible développement des échanges et circulation des biens et personnes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Financement des achats des cars pour les transports en commune</li> <li>- Construction de 2 gares routières (à Tokombéré et à Makilingaï);</li> <li>- Ouverture d'une auto-école dans la ville de Tokombéré ;</li> <li>- Organisation des transporteurs ;</li> <li>- Création des postes de contrôle météorologiques à Tokombéré et à Makilingaï</li> </ul>

		secteur de transport.		- Organisation des transporteurs en Coopérative.
<b>28. Emploi et formation professionnelle</b>	Difficultés d'accès à la formation professionnelle et à l'emploi	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des structures de formation professionnelle ;</li> <li>- Faible implication des parents dans les formations professionnelles ;</li> <li>- Faibles opportunités d'emploi dans la Commune ;</li> <li>- Manque d'appui financier pour l'auto emploi des jeunes des formés,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Chômage ;</li> <li>- Délinquance des jeunes ;</li> <li>- Consommation des stupéfiants par les jeunes,</li> <li>- Exode rural,</li> <li>- Augmentation des vols au village ;</li> <li>- Faible insertion professionnelle des jeunes formés.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Promotion de financement pour l'auto emploi (mise en place d'un système de micro financement des activités des jeunes formés);</li> <li>- Formation technique de 35 organisations des jeunes des villages de la Commune;</li> <li>- Equipement de deux centres de formations existantes en matériels de travail (d'un montant de 3 000 000 FCFA</li> <li>- Création 03 nouveaux centres de formation professionnelle à Dala-Zoulgo, Tazang et Lalawai ;</li> </ul>



**CHAPITRE IV : PLANIFICATION  
STRATEGIQUE**

#### **4.1- Vision et objectifs du PCD**

##### **4.1.1 Vision de Commune**

Après des échanges riches entre participants, la vision de la commune de Tokombéré a été définie comme suit: **«d'ici 2035, Tokombéré mérite son appellation de Petit Paris»** c'est-à-dire une commune prospère dans laquelle les équipements sociaux de base (points d'eau, électricité, routes, écoles, centres de santé...) sont suffisants et bien gérés pour la contribution à l'atteinte du Cameroun un Pays émergent d'ici à l'an 2035.

##### **4.1.2 Objectif du PCD**

Le PCD de la Commune a pour objectif global d'améliorer le cadre de vie et les conditions socioéconomiques culturelles et environnementales de la population de Tokombéré. Au plan spécifique il s'agit pour la Commune de :

- Faire un état des lieux,
- Elaborer une planification stratégique sectorielle y compris l'économie locale, la petite enfance et le changement climatique,
- Programmer les actions prioritaires à réaliser à court et à moyen terme
- Mettre en place un mécanisme de suivi de la mise en œuvre des actions programmées
- Elaborer une stratégie de communication pour accroître la lisibilité des actions programmées.

#### **4.2- Cadre logique par secteur**

## CADRE LOGIQUE 1 : AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL

Tableau 27: Cadre logique agriculture **TOUS VOS OBJECTIFS SUPERIEURS NE SONT PAS CEUX DU DSCE : IL FAUT REVOIR LA LISTE DES OBJECTIFS SUPERIEURS REMISE A L'ATELIER DES OAL DE MOKOLO TENU EN JUIN DERNIER**

Mis en forme : Police :16 pt

Mis en forme : Police :18 pt

SÉCTEUR : AGRICULTURE							
PROBLEME : Faible productivité agricole							
OBJECTIF SUPERIEUR : (DSCE) : Assurer la sécurité alimentaire, la durabilité des performances et réussir l'intégration dans les échanges							
OBJECTIF GLOBAL : Améliorer la productivité agricole							
Objectifs spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement
1- Améliorer la structure de sol	La structure de sol est améliorée	200 ha aménagés	Accompagner les agriculteurs pour les aménagements des parcelles	Commune	- MINADER, - MINFOF - Partenaires techniques	5 000 000	MINADER
2- Améliorer la qualité des semences	Des semences améliorées sont mise à la disposition des agriculteurs	35 champs semenciers 560 sacs des semences améliorés produits	Accompagner les producteurs dans la production des semences améliorées	Commune		2 667 000	MINADER
3- Faciliter l'accès aux matériels modernes de travail	Les agriculteurs sont dotés des matériels modernes de travail	35 lots des matériels mis à la disposition des agriculteurs	Subvention les matériels agricoles aux agriculteurs	Commune	- MINADER, - MINFOF - Partenaires financiers	3 115 000	Commune
4- Améliorer la gestion des récoltes	Des magasins de stockage des produits agricoles sont construits	35 magasins construits	Construire les magasins du stockage des semences	Commune	- MINADER, - MINFOF - Partenaires techniques et financiers	525 000 000	PNDP et Commune
<b>TOTAL</b>						<b>535 782 000</b>	

## CADRE LOGIQUE 2. ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES

Tableau 28: Cadre logique Elevage, Pêche et Industries Animales

SECTEUR : ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES							
PROBLEME : Difficultés de pratiquer un élevage intensif							
Objectif supérieur : Faciliter les productions animales qui satisfont les besoins nutritionnels des populations et dégagent des excédents pour l'exportation.							
OBJECTIF GLOBAL : Accompagner les éleveurs pour un élevage intensif							
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement
1- Augmenter les nombres des centre Zootechnique et contrôle sanitaire dans le village ;	Des nouveaux centre zootechniques et contrôles sanitaire créés et construits	5 centres zootechniques et construits et fonctionnel	Faire de plaidoyer pour la création et la construction des centres zootechnique existants	Commune	- MINEPIA, - Partenaires techniques	125 000 000	MINEPIA
2- Améliorer les conditions d'élevage	Des mares d'abreuvement pour animaux sont construites	5 mares d'eau pour abreuvement d'animaux creusés	Creuser les mares artificielles pour l'abreuvement des animaux	Commune		500 000 000	BIP et partenaires financiers
	Des champs fourragers sont mis en place	10 ha de champs fourragers mis en place	Accompagner les éleveurs pour la création des champs fourragers	Commune	30 000 000	MINEPIA	
	Des pharmacies vétérinaires construites	2 pharmacies vétérinaires construites	Construire les pharmacies	Commune	- MINEPIA, - Partenaires techniques financiers	15 000 000	PACA
<b>TOTAL</b>						<b>520 000 000</b>	

## CADRE LOGIQUE 3 : DOMAINES, CADASTRE ET AFFAIRES FONCIERES

**Tableau 29:** Cadre logique Domaine, cadastre et affaires foncières

<b>SECTEUR : DOMAINE, CADASTRE ET AFFAIRES FONCIERES</b>							
<b>OBJECTIF SUPERIEUR :</b> Elaborer un plan cadastral national assorti de plans cadastraux des communes,							
<b>PROBLEME :</b> Difficulté d'accès à la propriété foncière,							
<b>OBJECTIF GLOBAL :</b> Faciliter à la propriété foncière,							
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Indicateurs de résultats</b>	<b>Activités à entreprendre</b>	<b>Responsables</b>	<b>Partenaires/Appui technique</b>	<b>Coûts estimatifs</b>	<b>Source de financement</b>
1- Elaborer un plan d'occupation et de gestion rationnelle de l'espace	Le plan d'occupation et de gestion de l'espace est élaboré	1000 lots disponibles	Accompagner la Commune à élaborer le plan d'occupation et de gestion de l'espace	Commune	MINDAF et partenaires techniques	15 000 000	MINDCAF
2- Améliorer la communication entre le service en charge et la population quant à l'obtention de titre foncier	Les populations s'intéressent aux services du domaine et affaires foncières	- 54 séances d'information des populations sur les services du domaine et affaires foncières - 1000 titres fonciers délivrés,	- Organiser les campagnes des séances de sensibilisation sur l'importance de titre foncier, - Distribuer des lots à la population - Procéder au titre foncier des lots distribués			1 000 000	MINDCAF
<b>TOTAL</b>						<b>16 000 000</b>	

## CADRE LOGIQUE 4: DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT

Tableau 29: Cadre logique habitat et Développement urbain

SECTEUR : DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT							
OBJECTIF SUPERIEUR : Faciliter la construction des logements sociaux et l'aménagement des parcelles urbaines							
PROBLEME : Occupation anarchique des espaces dans les villages et la ville de Tokombéré							
OBJECTIF GLOBAL : Améliorer le développement urbain et habitat							
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement
1- Elaborer les plans d'urbanisation et d'occupation des sols	Plans d'urbanisation et d'occupation des sols sont élaborés	Nombre des plans d'urbanisation élaborés	- Faire la délimitation matérielle de ville, - Procéder à la cartographie de la ville, - Elaborer le plan d'urbanisation, - Mettre en œuvre le plan	Commune	MINHDU	15 000 000	MINHDU
		Nombre des plans d'occupation des sols	- Procéder à la cartographie de des villages, - Elaborer le plan d'occupation des sols, - Mettre en œuvre le plan				MINHDU
	La voirie urbaine de Tokombéré est aménagée	La voirie urbaine aménagée	- Monter un avant-projet, - Préparer le DAO et lancer, - Recruter un prestataire - Réaliser les travaux			20 000 000	MINHDU
2- Apporter des appuis financiers pour l'amélioration des habitats	Les habitants sont organisés	36 organisations mises en place	Organiser les séances de sensibilisation pour mettre en place les organisations			2 000 000	MINHDU
	Mis en place un mécanisme d'octroi de crédits pour l'amélioration des habitats	36 organisations ont bénéficiées de crédits,	Apporter les appuis financiers aux organisations paysannes			72 000 000	MINHDU
<b>TOTAL</b>						<b>109 000 000</b>	

## CADRE LOGIQUE 5: ENVIRONNEMENT, PROTECTION DE LA NATURE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Tableau 30: Cadre logique environnement, protection de la nature et développement durable

SECTEUR : ENVIRONNEMENT, PROTECTION DE LA NATURE ET DEVELOPPEMENT DURABLE							
Objectif supérieur : Intensifier les activités sylvo agropastorales et piscicoles							
PROBLEME : Dégradation accélérée de l'environnement							
OBJECTIF GLOBAL : Lutter contre la dégradation de l'environnement							
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaire s/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement
1- Lutter contre les déchets polluants de l'environnement	Des séances de sensibilisation sur les déchets polluants sont organisées,	Nombre des séances de sensibilisation organisé,	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Préparer les supports d'information,</li> <li>- Organiser les séances d'information et de sensibilisation,</li> <li>- Mettre en place les comités de veille environnementale</li> </ul>	Commune	MINEPDE D	500 000	MINEPDED/ Commune
	Des comités locaux dans les grandes agglomérations en charge de la gestion des déchets polluants sont mise en place et fonctionnels	5 comités de veilles environnementales mises en places et fonctionnelles					
2- Promouvoir l'économie de bois et les énergies alternatives	Les artisans sont formés pour la fabrication des foyers améliorés,	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombres des artisans formés,</li> <li>- 2000 foyers améliorés construits et mis à disposition des populations,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Identifier les personnes à former,</li> <li>- Organiser les formations,</li> <li>- Suivre les personnes formées</li> </ul>			12 000 000	MINEPDED/ Commune
	La construction des biogaz est promue	100 biogaz construits chez les particuliers	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rechercher des expertises techniques,</li> <li>- Identifier les nécessiteux,</li> <li>- Construire les biogaz</li> </ul>			50 000 000	MINEPDED/ Commune
3- Promouvoir les actions de lutte contre les changements climatiques sur la forêt et faune	Les actions de reboisement sont promues au sein des communautés,	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 70 hectares boisés,</li> <li>- 5 espaces verts créés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Produire les plants adaptés,</li> <li>- Identifier les bénéficiaires,</li> <li>- Octroyer les plants,</li> <li>-Accompagner le reboisement,</li> <li>- Suivre les plants mis en terre</li> </ul>	21 000 000	MINEPDED/ Commune		

	Les comités de veille environnementale sont mise en place	35 comités de veilles environnementales mises en place	- Organiser les séances d'information et de sensibilisation, - Mettre en place les comités de veille environnementale			2 000 000	MINEPDED/ Commune
<b>TOTAL</b>						<b>85 500 000</b>	

## CADRE LOGIQUE 6: ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION, SECURITE ET MAINTIEN DE L'ORDRE

Tableau 31: Cadre logique administration territoriale, décentralisation, sécurité et maintien de l'ordre

SECTEUR : ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION, SECURITE ET MAINTIEN DE L'ORDRE							
Objectif supérieur : Poursuivre la modernisation de l'administration publique, des capacités accrues en matière de planification stratégique, de régulation de l'économie et de gestion des finances publiques							
PROBLEME : Difficulté d'accès aux services de l'administration territoriale, décentralisation, sécurité et maintien de l'ordre							
OBJECTIF GLOBAL : Améliorer l'accès des populations aux services de l'administration territoriale, décentralisation, sécurité et maintien de l'ordre							
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement
1- Créer des nouveaux centres d'état civil	Des nouveaux centres d'état civil sont créés et fonctionnel	10 nouveaux centres d'état civil créés et fonctionnel	- Evaluer les besoins réel pour la création des nouveaux centres d'état civil, - Faire de plaidoyer pour la création de ces centres	Commune	MINADT	15 000 000	Commune
2- Créer des nouveaux postes de sécurité	Des nouveaux postes de sécurité sont créés et fonctionnels	7 nouveaux postes de sécurité créés et fonctionnels	- Evaluer les besoins réel pour la création des nouveaux centres d'état civil, - Faire de plaidoyer pour la création de ces centres				Commune
<b>TOTAL</b>						<b>15 000 000</b>	

## CADRE LOGIQUE 7 : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Tableau 32 : Cadre logique enseignement supérieur

SECTEUR : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR							
Objectif supérieur : Promouvoir un enseignement universitaire professionnalisé							
PROBLEME : Difficulté d'accès à l'enseignement supérieur							
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'accès des étudiants à l'enseignement supérieur							
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement
1- Faciliter l'accès à l'hébergement des étudiants	Des minis cités construits	Les titres fonciers	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rechercher et acheter les domaines,</li> <li>- Montage des dossiers de titrage,</li> <li>- Suivre les dossiers</li> </ul>	Commune	MINESUP	3 000 000	
		02 minis cités construites	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaborer les plans de construction,</li> <li>- Attribuer les marchés et construire les minis cités,</li> <li>- Mettre en place les comités de gestion</li> </ul>			12 000 000	
2- Susciter la création des associations villageoises de développement pour la prise en charge des étudiants	Des associations de développement créées et fonctionnelles	Au moins 35 associations	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organiser les séances de sensibilisation des populations sur l'importance des associations,</li> <li>- Appuyer les initiatives de mise en place des associations,</li> </ul>			2 000 000	
		Nombre des étudiants pris en charge	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Définir des critères d'octroi de bourses</li> <li>- Mettre en place une commission de gestion du mécanisme,</li> <li>- Procéder aux octrois des bourses</li> </ul>	Commune et partenaires financiers			

3- Mettre en place un système de bourse scolaire aux étudiants	Un mécanisme d'octroi de bourse scolaire est mis en place	Nombre des bourses octroyées	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Définir des critères d'octroi de bourses</li> <li>- Identifier les nécessités,</li> <li>- Mettre en place une commission de gestion du mécanisme,</li> <li>- Procéder aux octrois des bourses</li> </ul>			10 000 000	Commune et partenaires financiers
<b>TOTAL</b>						<b>27 000 000</b>	

## CADRE LOGIQUE 8 : TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE

Tableau 33: Cadre logique travail et sécurité sociale

<b>SECTEUR : TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE</b>							
<b>Objectif supérieur</b> : Réorganiser les organismes de sécurité sociale existants structurellement, le champ d'application matériel, personnel et professionnel de la sécurité sociale élargi au plus grand nombre, notamment vers les catégories jusque-là en marge du système							
<b>PROBLEME</b> : Difficulté d'accès aux services de la sécurité sociale et du travail							
<b>OBJECTIF GLOBAL</b> : Améliorer l'accès aux services de la sécurité sociale et du travail							
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement
1- Faciliter la communication entre les populations et le service de la sécurité sociale	Des séances d'information et de sensibilisation	35 villages atteints	Organiser les séances d'information et de sensibilisation des populations sur les services		MINAS	3 500 000	Commune
2- Promouvoir les mutuels de santé au niveau local	Des mutuels de santé sont promus et fonctionnels	35 séances de sensibilisation sur l'importance des mutuels de santé	Organiser les séances d'information et de sensibilisation			3 500 000	Commune
		35 mutuels de santé promus et fonctionnels	Faciliter la création des mutuels de santé dans les villages nécessaires			700 000	Commune
<b>TOTAL</b>						<b>7 700 000</b>	

## CADRE LOGIQUE 9 : POSTE ET TELECOMMUNICATION

Tableau 34: Cadre logique poste et télécommunication

<b>SECTEUR : POSTE ET TELECOMMUNICATION</b>							
<b>Objectif supérieur</b> : La télé densité fixe portée à 45% et la télé densité mobile à 65%; 40 000 villages dotés de moyens de télécommunications modernes Au moins 150 km de voiries bitumées construites, et un taux d'urbanisation contenu à moins de 57%							
<b>PROBLEME</b> : L'accès difficile aux services de poste et télécommunication							
<b>OBJECTIF GLOBAL</b> : Faciliter l'accès des populations aux services de poste et télécommunication							
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement
1- Etendre/intensifier les infrastructures de diffusion des réseaux de la téléphonie mobile et fixe	Des antennes relais de diffusion sont installées et fonctionnelles	4 antennes relais installées	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Inventorier les villages non couverts,</li> <li>- Prendre contact avec le service de la téléphonie mobile,</li> <li>- Motiver leur implantation dans les villages nécessaires</li> <li>- Procéder aux installations des antennes</li> </ul>	Commune			BIP
		Nombre des villages couverts				100 000 000	BIP
2- Promouvoir les Télé centre communautaires polyvalents	Des télé centres communautaires créés, construits et fonctionnels	20 télé centres communautaires créés, construits et fonctionnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Identifier les villages nécessaires,</li> <li>- Faire les études de faisabilité,</li> <li>- monter des projets de construction,</li> <li>- Elaborer les DAO et lancer</li> <li>- Sélectionner le prestataire et construire les centres,</li> <li>- Réceptionner et mettre en place les comités de gestion</li> </ul>			60 000 000	BIP
		20 comités locaux mis en place et fonctionnels		2 000 000	BIP		
3- Rapprocher les services de poste et télécommunication des populations	Les bureaux de poste de télécommunication sont créés et construits	3 postes de télécommunication créés, construits et fonctionnels	Construire les postes de télécommunication			60 000 000	BIP/Commune
<b>TOTAL</b>						<b>222 000 000</b>	

## CADRE LOGIQUE 10 : FORET ET FAUNE

Tableau 35: Cadre logique Forêt et faune

SECTEUR : FORET ET FAUNE							
OBJECTIF SUPERIEUR : Intensifier les activités agro sylvopastorales et piscicoles							
PROBLEME : Dégradation des ressources forestières et fauniques							
OBJECTIF GLOBAL : Lutter contre la dégradation des ressources forestières et fauniques							
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement
1- Mettre en place un mécanisme de gestion durable des ressources forestières et fauniques	Les plans de gestion des ressources élaborés et mise en œuvre	35 des plans de gestion durable des ressources	Appuyer l'élaboration des plans de gestion durables des ressources naturelles dans les villages	Commune	MINFOF	3 500 000	Commune et partenaires financiers
	Les comités de gestion des ressources sont mises en place et fonctionnels	35 comités de gestions des ressources	Mettre en place des comités de gestion durable de ressources naturelles			3 500 000	
2- Mettre en place une stratégie de renforcement des ressources	La pépinière communale et villageoise sont mise en place	1 pépinière communale Au moins 5 espaces verts mise en place	Mettre en place une pépinière communale			2 000 000	
		35 pépinières villageoises	- Accompagner le reboisement dans les villages			17 500 000	
	Des parcelles boisées sont promues	100 hectares boisés	- Renforcer les capacités des pépiniéristes - Accompagner le reboisement, - Suivre les plants mise en terres			2 000 000	
3- Construire le poste forestier	- Le poste forestier construit,	- PV de réception, - Bâtiment construit	Construire le bureau			5 000 000	
<b>TOTAL</b>							

## CADRE LOGIQUE 11 : EDUCATION DE BASE

Tableau 36: Cadre logique Education de base

SECTEUR : EDUCATION DE BASE							
OBJECTIF SUPERIEUR : Promouvoir un enseignement fondamental de qualité couvrant le cycle primaire et le premier cycle du secondaire ouvert au plus grand nombre d'enfants de 6 à 15 ans							
PROBLEME : Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité							
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'accès des populations à l'éducation de base de qualité							
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires /Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement
1- Améliorer et l'environnement scolaire	Les établissements scolaires sont reboisés	Au moins 54 établissements reboisés	Accompagner le reboisement des établissements scolaires	Commune	MINEDUB et partenaires financiers	5 400 000	BIP
		27 000 plants mis en terre et entretenus				1 500 000	Commune
	Nombre des séances d'éducation à l'environnement organisées	Mener les séances d'éducation environnementale		2 619 000 000		BIP	
	Les aires des établissements scolaires sont aménagées	54 latrines construites, 54 bacs à ordures construits, 54 établissements clôturés	- Construire les ouvrages, - Réceptionner les ouvrages, - Mettre en place un système de gestion			328 000 000	BIP
2- Améliorer les infrastructures scolaires	Les forages sont creusés dans les établissements scolaires	41 établissements scolaires ont acquis un forage	Doter les établissements scolaires des forages			648 000 000	BIP
	Les salles de classe sont construites et équipées	54 logements des enseignants construits,	Doter les établissements scolaires des logements des enseignants			3 924 000 000	BIP
		218 salles de classe construites	Construire les salles de classe dans les établissements scolaires			233 370 000	BIP
		Au moins 7779 table-bancs fabriqués et mis à la disposition des établissements	Doter les établissements scolaires des tables-bancs				

3- Faciliter la création des nouveaux établissements scolaires	Des nouveaux établissements scolaires sont créés	12 nouveaux établissements scolaires sont créés et construits	Faire le plaidoyer pour la création des nouveaux établissements scolaires				MINEDUB
4- Améliorer la qualité de service rendu	Les enseignants qualifiés sont affectés en quantité dans les établissements scolaires primaires	239 enseignants qualifiés affectés	- Faire de plaidoyer pour les affectations des enseignants qualifiés - Mettre à la disposition des établissements les maîtres communaux			14 340 000	MINEDUB
	Les associations des parents d'élèves sont mis en place/redynamisées	54 associations des parents d'élèves et d'enseignants mise en place/dynamisés et fonctionnelles	Renforcer la fonctionnalité des APEE			540 000	Partenaires
<b>TOTAL</b>						<b>7 774 150 000</b>	

## CADRE LOGIQUE 12 : ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Tableau 37: Cadre logique Enseignement secondaire

SECTEUR : EDUCATION DE SECONDAIRE							
OBJECTIF SUPERIEUR : un enseignement secondaire de deuxième cycle de qualité reposant sur un équilibre dynamique entre l'enseignement général et l'enseignement technique, et préparant aux études supérieures dans les filières prioritaires pour le développement d'une économie appelée à s'industrialiser davantage							
PROBLEME : Difficulté d'accès aux enseignements secondaire de qualité							
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'accès des élèves à l'éducation secondaire de qualité							
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/ Ap pui technique	Coûts estimatifs	Source de financement
1- Améliorer et l'environnement scolaire	Les établissements scolaires sont reboisés	Au moins 8 établissements reboisés	Mettre à disposition des établissements de 100 plants par an	Commune	MINSEC et partenaires financiers	4 000 000	Commune
		Nombre des séances d'éducation à l'environnement organisées	Organiser les séances d'éducation environnementales dans les établissements scolaires				
	Les aires des établissements scolaires sont aménagées	8 latrines construites, 8 bacs à ordures construits, 8 établissements clôturés	- Construire les latrines, - Construire les bacs à ordures - Clôturer les établissements scolaires			72 000 000	
2- Améliorer les infrastructures scolaires	Les forages sont creusés dans les établissements scolaires	8 établissements scolaires ont acquis un forage	Construire les forages dans les établissements scolaires	Commune		64 000 000	BIP
	Les salles de classe sont construites et équipées	8 logements des enseignants construits,	Construire les logements aux enseignants	Commune		200 000 000	
		26 salles de classe construites	Construire les salles de classe dans les établissements secondaires	Commune		468 000 000	
		Au moins 369 table-bancs fabriqués et mis à la disposition des établissements	Doter les établissements de table-bancs	Commune		11 070 000	

3- Faciliter la création des nouveaux établissements scolaires	Des nouveaux établissements scolaires sont créés	AU moins 14 nouveaux établissements scolaires secondaires sont créés et construits	Créer et construire des nouveaux établissements secondaires			200 000	MINESEC
4- Améliorer la qualité de service rendu	Les enseignants qualifiés sont affectés en quantité dans les établissements scolaires primaires	39 enseignants qualifiés affectés	Faire de plaidoyer pour les affectations des enseignants qualifiés				MINESEC
	Les associations des parents d'élèves sont mis en place/redynamisées	8 associations des parents d'élèves et d'enseignants mise en place/dynamisés et fonctionnelles	Organiser les parents d'élève dans les établissements secondaires	Commune		200 000	Partenaires de développement
<b>TOTAL</b>						<b>819 470 000</b>	

## CADRE LOGIQUE 13 : SANTE PUBLIQUE

Tableau 38: Cadre logique Santé Publique

SECTEUR : SANTE PUBLIQUE							
OBJECTIF SUPERIEUR : 80% des districts de santé viabilisés, 100% des structures de santé des niveaux stratégique et intermédiaire jouent leur rôle d'appui et d'orientation-recours, la charge morbide réduite de 1/3 chez les pauvres et les populations les plus vulnérables, la mortalité des enfants de moins de 5 ans réduite de 2/3 et la mortalité maternelle réduite de ¼.							
PROBLEME : Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité							
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'accès des populations aux soins de santé de qualité							
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement
1- Améliorer les infrastructures d'accueil	Des nouvelles salles de soins sont construites et équipées	16 nouveaux bâtiments construits et équipés de 5 laboratoires, 3 pharmacies, 4 réfrigérateurs et de 6 points d'eau, 9 latrines et 10 logements pour le personnel	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construire les ouvrages,</li> <li>- Réceptionner les ouvrages,</li> <li>- Mettre en place un système de gestion</li> </ul>	Commune		500 000 000	BIP
	Les bâtiments en mauvais états sont réfectionnés	13 anciens bâtiments réfectionnés	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construire les ouvrages,</li> <li>- Réceptionner les ouvrages,</li> <li>- Mettre en place un système de gestion</li> </ul>			100 000 000	BIP
2- Améliorer le personnel soignant	Le personnel soignant de qualité est affecté	6 IDE 3 AS et 13 Comis affectés	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Identifier les besoins réels des centres en personnel,</li> <li>- Faire de plaidoyer pour les affectations du personnel de qualifiés</li> </ul>			PM	MINSANTE
3- Améliorer l'environnement hospitalier	L'environnement des établissements hospitaliers sont amélioré	8 centres reboisés et clôturés	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Préparer les DAO,</li> <li>- Lancer le DAO et recruter le prestataire,</li> <li>- Clôturer les centres,</li> <li>Organiser le reboisement dans</li> </ul>			80 000 000	Commune

			les centres				
<b>TOTAL</b>						<b>680 000 000</b>	

## CADRE LOGIQUE 14 : EAU, ASSAINISSEMENT ET ENERGIE

Tableau 39: Cadre logique Eau, assainissement et énergie

<b>SECTEUR : EAU ET ENERGIE</b>							
<b>OBJECTIF SUPERIEUR</b> : Le taux d'accès à l'eau potable relevé à 75 % - 700 000 branchements réalisés en milieu urbain, 40 000 équivalents points d'eau en milieu rural, 1 200 000 latrines réalisées ainsi que 6 000 équivalents points d'eau réhabilités en milieu rural, un doublement de la consommation d'énergie et le taux d'accès aux infrastructures d'assainissement relevé de 15% à plus de 60%							
<b>PROBLEME</b> : Difficultés d'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à une source d'énergie permanente							
<b>OBJECTIF GLOBAL</b> : Améliorer l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à une source d'énergie permanente des populations de la Commune							
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/A ppu technique	Coûts estimatifs	Source de financement
1- Améliorer l'accès à l'eau potable	Les nouveaux forages dont creusés et fonctionnels	246 nouveaux forages et 4 puits à ciel ouverts creusés	Creuser les forages et les puits à ciel ouverts	MINEE		1 992 000 000	BIP
	Les forages en panne sont réhabilités et fonctionnels	35 forages en panne sont dépannés	Réhabiliter les 31 forages en panne			5 000 000	Commune et partenaires financiers
	La ville de Tokombéré est dotée d'une adduction d'eau	1 adduction est faite	Doter la ville de Tokombéré d'une adduction d'eau	Commune		200 000 000	PNUD
	La gestion des points d'eau est améliorée	365 comité de gestion de point d'eau mis en place et fonctionnels	Organiser les paysans autour des points d'eau creusée			750 000	CARE et autres partenaires
		1000 latrines construits et utilisés	Faciliter l'accès aux latrines modernes des populations	Commune		50 000 000	BIP
2- Promouvoir l'hygiène et assainissement	L'hygiène et assainissement sont promus	36 comités de gestion des ordures ménagers et d'eaux usées	Mettre en place ou redynamiser les comités de gestion des ordures ménagers	Commune		1 800 000	Commune
3- Faciliter l'accès à l'énergie électrique	Tous les villages et ville de la Commune sont alimentés par l'énergie électrique	50 nouveaux villages électrifiés Liste de nouvelles technologie de ravitaillement en énergie (Biogaz, groupe électrogène)	Faire l'extension de l'électrification dans les nouveaux villages	Commune		800 000 000	BIP
<b>TOTAL</b>						<b>3 049 550 000</b>	

## CADRE LOGIQUE 15 : TRAVAUX PUBLICS

Tableau 40: Cadre logique Travaux Publics

<b>SECTEUR : TRAVAUX PUBLICS</b>							
<b>OBJECTIF SUPERIEUR</b> : De nouvelles infrastructures portuaires et ferroviaires qui accompagnent les projets prioritaires porteurs de croissance (port en eau profonde à Kribi et à Limbé, Yard pétrolier de Limbé, nouvelles voies ferrées selon les standards internationaux, etc.)							
<b>PROBLEME</b> : Difficultés d'accès aux services des travaux publics							
<b>OBJECTIF GLOBAL</b> : Améliorer l'accès des populations aux services des travaux publics							
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Apporteur technique	Coûts estimatifs	Source de financement
1- Désenclaver les villages de la Commune	Toutes les routes reliant le chef-lieu de la Commune sont praticables	Au moins 10 routes nouvellement tracées ou réhabilitées	Tracer des nouvelles routes dans la ville et les villages	Commune	MINITP Partenaires financiers	300 000 000	BIP
	La route Tokombéré-Makilingaï est bitumée	La réception de la route Tokombéré-Makilingaï bitumée	Faire le bitumage de l'axe Tokombéré-Makilingaï			3 000 000 000	BIP
2- Entretien des routes rurales existantes	Toutes les routes disposent d'un comité de veille équipé	Nombre des comités de veille routière	- Mettre en place/redynamisation des comités, - Suivre le fonctionnement des comités				
		Nombre des matériels d'entretien des routes doté aux 35 villages	Appuyer les comités de veille pour l'entretien des routes			3 500 000	Commune
<b>TOTAL</b>						<b>3 303 500 000</b>	

## CADRE LOGIQUE 16 : AFFAIRES SOCIALES

Tableau 41 : Cadre logique Affaires sociales

<b>SECTEUR : AFFAIRES SOCIALES</b>							
<b>OBJECTIF SUPERIEUR</b> Une prise en charge communautaire accrue des personnes vulnérables							
<b>PROBLEME</b> : Difficulté d'accès aux services des affaires sociales							
<b>OBJECTIF GLOBAL</b> : Améliorer les conditions de vie des couches vulnérables							
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement
1- Construire les infrastructures d'accueil pour les personnes vulnérables	Les centres d'accueil des couches vulnérables construits et fonctionnels	03 centres d'accueil construits et fonctionnels	- Lancer le DAO et recruter le prestataire, - Construire les ouvrages, - Réceptionner les ouvrages,	Commune	MINAS Partenaires financiers	150 000 000	BIP
2- Apporter des appuis financiers et matériels aux personnes vulnérables	Les personnes vulnérables sont subventionnées	Nombres des personnes bénéficiaires des subventions	- Mettre en place une commission pour la gestion des affaires des couches vulnérables - Identifier les plus nécessiteux, - Procéder à l'octroi de la subvention,			25 000 000	Commune et partenaires financiers
	Les matériels roulants sont octroyés aux personnes vulnérables	Nombre des matériels roulants octroyés	- Mettre en place une commission pour la gestion des affaires des couches vulnérables - Identifier les plus nécessiteux, - Acquérir les matériels - Procéder à l'octroi de la subvention,			100 000 000	Commune et partenaires financiers
<b>TOTAL</b>						<b>275 000 000</b>	

## CADRE LOGIQUE 17 : PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE

Tableau 42: Cadre logique Promotion de la femme et de la famille

<b>SECTEUR : PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE</b>							
<b>OBJECTIF SUPERIEUR : Créer des conditions favorables à l'épanouissement de la femme et à sa meilleure contribution au développement socio-économique</b>							
<b>PROBLEME : Difficulté d'épanouissement de la femme et de la famille</b>							
<b>OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'épanouissement de la femme et de la famille</b>							
<b>Objectif spécifique</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Indicateurs de résultats</b>	<b>Activités à entreprendre</b>	<b>Responsables</b>	<b>Partenaires/Appui technique</b>	<b>Coûts estimatifs</b>	<b>Source de financement</b>
1- Approcher les services de la promotion de la femme et de la famille des villages	Les centres de promotion de la femme et de famille sont construits, équipés et fonctionnels au niveau des villages	2 centres de promotion de la femme et de la famille	Construire des nouveaux centres de promotion de la femme et de famille dans les grandes agglomérations	Commune	MINPROF Partenaires financiers	30 000 000	BIP et partenaires financiers
	Les centres de relai sont construits	34 centres de relai	Construire les centres de relai			170 000 000	
2- Apporter des appuis financiers aux associations féminines	Les personnes vulnérables sont subventionnées	Nombres des personnes bénéficiaires des subventions	- Mettre en place une commission pour la gestion des affaires des couches vulnérables - Identifier les plus nécessaires, - Procéder à l'octroi de la subvention,			50 000 000	BIP et Commune
	Les matériels roulants sont octroyés aux personnes vulnérables	10 matériels roulants octroyés	- Mettre en place une commission pour la gestion des affaires des couches vulnérables - Identifier les plus nécessaires, - Acquérir les matériels - Procéder à l'octroi de la subvention,			18 000 000	BIP et Commune
<b>TOTAL</b>						<b>268 000 000</b>	

## CADRE LOGIQUE 18 : JEUNESSE ET EDUCATION CIVIQUE

Tableau 43: Cadre logique Jeunesse

SECTEUR : JEUNESSE ET EDUCATION CIVIQUE							
OBJECTIF SUPERIEUR : Une attention particulière à la situation des populations spécifiques comme les jeunes, les femmes, les groupes vulnérables et personnes handicapées.							
PROBLEME : Difficulté d'épanouissement des jeunes							
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'épanouissement des jeunes							
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement
1- Rapprocher les services de la jeune et de l'éducation civique	Les centres multifonctionnels de promotion des jeunes sont construits, équipés et fonctionnels	10 centres construits, équipés et fonctionnels	Construire dans les villages les centres multifonctionnels	Commune	MINJEUN Partenaires financiers	450 000 000	BIP et Commune
	Des animations des jeunes sont organisées au niveau des villages	10 séances d'animation organisée avec l'appui de la Commune	- Faciliter les organisations des animations dans les villages, -Mettre à la disposition des jeunes des villages des moyens nécessaires			5 000 000	Commune
2- Promouvoir l'insertion des jeunes	Les jeunes bénéficient des différents services financiers de la commune	50 organisations des jeunes ont bénéficiés des crédits	- Appuyer les jeunes pour bénéficier des services de PAJER-U, PIFMAS - Procéder à l'octroi de la subvention,			50 000 000	BIP et Commune
<b>TOTAL</b>						<b>505 000 000</b>	

## CADRE LOGIQUE 19 : SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE

Tableau 44: Cadre logique Sport et éducation physique

SECTEUR : SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE							
OBJECTIF SUPERIEUR : Faciliter l'accès aux infrastructures sportives et de l'éducation physiques							
PROBLEME : Faible développement de sport et de la pratique de l'éducation physique							
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter la pratique de sport et de l'éducation physique							
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement
1- Améliorer les infrastructures sportives et éducation physique (handball, volley bal football etc...)	Les aires de jeu sont délimitées et aménagés	35 aires de jeu sont délimitées, immatriculées et aménagées	Organiser de délimitation, immatriculation et de l'aménagement des aires de jeu existantes		MIN de sport Partenaires financiers	12 500 000	Commune
	Des nouvelles aires des jeux sont créées et	35 nouvelles aires de jeu sont créées	Créer et aménager les nouvelles aires de jeu			29 750 000	Commune
2- Faciliter la mise en des plateformes sportives	Une plateforme sportive existe	35 plateformes sportives disponibles	Faciliter la mise en place des plateformes sportives dans la Commune de Tokombéré			52 500 000	Commune
<b>TOTAL</b>						<b>94 750 000</b>	

## CADRE LOGIQUE 20 : TRANSPORT

Tableau 45: Cadre logique Transport

SECTEUR : TRANSPORT							
OBJECTIF SUPERIEUR : Un doublement de la fraction du réseau routier bitumé							
PROBLEME : Difficulté de transport des personnes et des biens							
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter le transport des personnes et des biens							
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement
1- Mettre en place les infrastructures et équipement routiers	Les gares routières sont construites et équipées	Au moins 2 gares routières construites, équipées et fonctionnelles	- Construire les ouvrages, - Réceptionner les ouvrages,	Commune	MINTRANSPORT Partenaires financiers	11 000 000	Commune
	Les postes météo sont construits et équipés	10 postes météo	Créer les postes météorologiques			15 000 000	Commune
2- Faciliter l'accès aux moyens de transport	Les organisations des transporteurs sont mises en place	Nombre des organisations des transporteurs mises en place	- Organiser les séances de sensibilisation - Accompagner la mise en place des organisations,			1 000 000	Commune
	Les organisations de transporteurs ont bénéficiées des crédits pour s'acquérir des moyens de transports	Nombre des organisations ayant bénéficiés des crédits	- Appuyer les jeunes pour bénéficier des services de PAJER-U, PIFMAS - Procéder à l'octroi de la subvention,			3 000 000	Commune
<b>TOTAL</b>						<b>27 000 000</b>	

## CADRE LOGIQUE 21 : EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Tableau 46: Cadre logique Emploi et formation professionnelle

<b>SECTEUR : EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE</b>							
<b>OBJECTIF SUPERIEUR</b> : Un système d'une formation professionnelle reposant sur un dispositif modernisé et considérablement renforcé pour pouvoir dispenser aux élèves sortant des premier et deuxième cycles de l'enseignement secondaire général un paquet solide de connaissances axées sur la maîtrise des savoir-faire requis sur le marché de l'emploi et préparant les bénéficiaires à la création d'emplois							
<b>PROBLEME</b> : Difficulté d'accès à la formation professionnelle et à l'emploi							
<b>OBJECTIF GLOBAL</b> : Faciliter l'accès des populations à l'emploi et à la formation professionnelle							
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement
1- Promouvoir les opportunités d'emploi dans les villages et ville de Tokombéré	Les populations sont organisées autour des projets structurants	35 organisations mises en place autour des filières porteuses	- Mettre en place des organisations autour des filières porteuses - Veiller sur le fonctionnement des organisations	Commune	MINPROFF Partenaires financiers	1 500 000	Commune
	Les opportunités d'octroi des crédits sont promues pour la réalisation des projets structurants	Liste des opportunités d'emploi Nombre des organisations ayant bénéficiés de l'emploi	-Financer les activités des nécessiteux, - Suivre les réalisations effectives des activités		11 300 000	Commune et BIP	
2- Multiplier les centres de formation professionnelle	Des nouveaux centres de formation professionnel sont créés, construits et fonctionnels	03 centres de formation professionnel créés, construits et fonctionnels	- Construire les centres et réceptionner, - Veiller sur le fonctionnement des centres,		75 000 000	BIP	

3- Améliorer le fonctionnement des centres professionnels existants	Les centres ont acquis des matériels pour leur fonctionnement	Nombre des matériels octroyés	Doter les centres des matériels de travail			3 000 000	Commune
<b>TOTAL</b>						<b>90 800 000</b>	

## CADRE LOGIQUE 22 : PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT

Tableau 47: Cadre logique Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat

<b>SECTEUR : PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT</b>							
<b>OBJECTIF SUPERIEUR :</b> Un cadre général incitatif permettant au secteur privé et en particulier aux PME/PMI de jouer leur rôle économique en termes de création d'emplois							
<b>PROBLEME :</b> Difficulté pour la promotion des petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat							
<b>OBJECTIF GLOBAL :</b> Faciliter la promotion des petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat							
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement
1- Créer des centres de promotion des petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	Des centres de promotion des petites et moyennes entreprises, de l'économie sociale et artisanat	1 centre de promotion des petites et moyennes entreprises et artisanat créé, construit et fonctionnel		Commune	MINPMEE Partenaires financiers	36 000 000	BIP et commune
2- Apporter des appuis financiers aux promoteurs	Les promoteurs de petites et moyennes entreprises et artisanat bénéficient des appuis financiers	Nombre des promoteurs ayant bénéficiés des appuis financiers	- Octroyer les crédits aux promoteurs, - Suivre la mise en œuvre des activités			3 000 000	Commune
3- Renforcer les capacités des promoteurs	Les promoteurs des petites et moyennes entreprises et artisanat ont renforcés leurs capacités	Le nombre des séances de formation/recyclage organisé Nombre des promoteurs formés	Organiser des séances de renforcement de capacités des promoteurs	Commune		5 000 000	Commune et partenaires
<b>TOTAL</b>						<b>44 000 000</b>	

## CADRE LOGIQUE 23 : RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATIONS

Tableau 48: Cadre logique Recherche scientifique et innovations

SECTEUR : RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATIONS							
OBJECTIF SUPERIEUR : Faciliter le développement de la chaîne des valeurs dans les agro-industries, et mettant en place systématiquement des plans de développement des industries de transformation des produits du terroir ainsi que ceux du sous-secteur des industries animales							
PROBLEME : Difficulté de valorisation des résultats de la recherche scientifique et des innovations							
OBJECTIF GLOBAL : Valoriser les résultats de la recherche scientifique et de l'innovation							
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement
1- Mettre à la disposition des populations les fruits de la recherche scientifique et de l'innovation	Les populations sont informées des résultats de la recherche scientifique et de l'innovation	Le nombre des points des ventes des produits (semence améliorée, matériels animal amélioré etc...) de la recherche, Nombre des populations qui utilisent les fruits de la recherche	- Organiser les séances d'information sur les résultats de la recherche et de l'innovation, - Mettre en place des champs expérimentaux, - Mettre à la disposition des populations	Commune	MINRES Partenaires financiers	750 000	Commune
2- Encadrer les acteurs dans la recherche et l'innovation	Les dispositions pour la réussite dans la recherche sont prises	Nombre des personnes intéressées à la recherche, Nombre des innovations développées	- Mettre en place un mécanisme d'octroi de crédits pour soutenir les actions de la recherche, - Octroyer les crédits aux promoteurs, - Suivre la mise en œuvre des activités de la recherche et de l'innovation			50 000 000	Partenaires financiers
<b>TOTAL</b>						<b>5 750 000</b>	

## CADRE LOGIQUE 24 : TOURISME ET LOISIR

Tableau 49: Cadre logique Tourisme et loisir

<b>SECTEUR : TOURISME ET LOISIR</b>							
<b>OBJECTIF SUPERIEUR : Assurer l'industrialisation à travers la transformation et la valorisation des matières 1ères locales et la promotion des exportations</b>							
<b>PROBLEME : Incapacité de promouvoir le développement du tourisme</b>							
<b>OBJECTIF GLOBAL : Faciliter le développement du tourisme et de loisir</b>							
<b>Objectif spécifique</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Indicateurs de résultats</b>	<b>Activités à entreprendre</b>	<b>Responsables</b>	<b>Partenaires/Appui technique</b>	<b>Coûts estimatifs</b>	<b>Source de financement</b>
1- Promouvoir le développement de l'éco-tourisme	Les sites propices pour l'éco-tourisme identifiés et aménagés	5 sites identifiés et aménagés	- Faire les études de faisabilité d'aménagement, - Organiser les populations autour des sites pertinents	Commun	MINTOUR Partenaires financiers	5 000 000	Commune
	Les infrastructures d'accueil sont construites	5 infrastructures d'accueil construit et fonctionnel	Construire les infrastructures d'accueil pour le tourisme			225 000 000	Partenaires financiers et Commune
	Des comités de gestion des sites touristiques misent en place	5 comités de gestion des sites touristiques mis en place et fonctionnel	Organiser la population pour une meilleure gestion des infrastructures construites			1 000 000	Commune
<b>TOTAL</b>						<b>231 000 000</b>	

## CADRE LOGIQUE 25 : ART ET CULTURE

Tableau 50: Cadre logique Art et culture

SECTEUR : ART ET CULTURE							
OBJECTIF SUPERIEUR : L'artisanat revalorisé dans toutes ses composantes, comme un espace véritablement attractif générateur d'emplois, de revenus et de croissance							
PROBLEME : Dévalorisation de la culture locale							
OBJECTIF GLOBAL : Revaloriser la culture locale							
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement
1- Développer les infrastructures culturelles	Les maisons de promotion des cultures, les bibliothèques et salles de cinéma sont construites	20 maisons de la promotion de la culture construites	Construire dans 20 villages une maison pour la promotion de la culture	Commune	MINCULTURE Partenaires financiers	300 000 000	Partenaires financiers et Commune
2- Organiser les animations culturelles	Les animations culturelles sont organisées	20 animations organisées	- Appuyer l'organisation des animations dans les villages et dans la ville - Primer les meilleurs pour encourager le développement de la culture.				13 000 000
<b>TOTAL</b>						<b>313 000 000</b>	

## CADRE LOGIQUE 26 : MINES, INDUSTRIES ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

**Tableau 51:** Cadre logique de l'Industrie, des Mines, et du développement technologique

SECTEUR : INDUSTRIE, DES MINES ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE							
OBJECTIF SUPERIEUR : Un accroissement de la compétitivité, de la normalisation et de la qualité dans les entreprises minières, industrielles et développement technologique							
PROBLEME : Faible développement des activités minières et industrielles							
OBJECTIF GLOBAL : Promouvoir le développement des activités minières, industrielles et de développement technologique							
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement
1- Mettre en place un mécanisme de gestion durable des ressources minières	Les inventaires de ressources minières disponibles Les plans de gestion des ressources minières disponibles	Inventaire des ressources minières Nombre des plans de gestion élaborés Nombre des comités de gestion mis en place	- Organiser les séances de sensibilisation autour de la gestion durable des ressources minières, - Accompagner l'élaboration des plans de gestion durable des ressources, - Mettre en place les comités de gestion des ressources	Commune	MINIMIDT Partenaires financiers	1 000 000	Commune
2- Faciliter la mise en place des établissements tels que les garages publics, menuiseries, ateliers pneumatiques....	Des établissements insalubres et incommodes construits et fonctionnels	Nombre des organisations des artisans mises en place Nombre des établissements construits et fonctionnel	- Organiser les artisans, - Réaliser les études de faisabilité pour la construction des établissements, - Elaborer les DAO, - Construire les infrastructures, - Réceptionner les infrastructures			50 000 000	Commune
<b>TOTAL</b>						<b>51 000 000</b>	

## CADRE LOGIQUE 27 : COMMERCE

Tableau 52: Cadre logique Commerce

SECTEUR : COMMERCE							
OBJECTIF SUPERIEUR : Une consolidation des marchés européens avec les échanges des produits " traditionnels " composés de matières premières brutes ou de première transformation (bois, cacao, café, banane, hévéa, etc.) en sortie et des produits industriels lourds en entrée							
PROBLEME : Faible développement des activités commerciales							
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter le développement des activités commerciales							
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement
1- Renforcer les infrastructures marchandes	- Les boutiques, les hangars des marchés etc... sont construits et fonctionnels - Les aspects d'hygiène et assainissement sont pris en compte dans la gestion des marchés	- 35 marchés équipés en infrastructures construits, -1 marché à bétail construit dans le marché de Tokombéré ; - 3 hangars construits dans le marché de Tokombéré - le nombre des comités de gestion de l'hygiène et assainissement mis en place et fonctionnels	- Construire les infrastructures dans les marchés existants, - Mettre en place les comités de gestion de l'hygiène et assainissement autour de chaque marché	Commune	MINCOMMERCE Partenaires financiers	400 000 000	Commune et PNDP
	Les magasins sont construits pour faciliter le stockage des produits agricoles sur les marchés	15 magasins construits	Construction des magasins de stockage sur les marchés			225 000 000	Commune et PNDP
2- Améliorer l'organisation des marchés	- Les comités de gestion et de surveillance des marchés sont mis en place et fonctionnels - Les marchés sont mieux organisés	36 comités des gestions et surveillance des marchés mis en place,	Mettre en place les comités de gestion des marchés			5 000 000	
<b>TOTAL</b>						<b>675 000 000</b>	

## CADRE LOGIQUE 28 : COMMUNICATION

Tableau 53: Cadre logique Communication

SECTEUR : COMMUNICATION							
OBJECTIF SUPERIEUR : Développer les infrastructures de communication, énergétiques, et de télécommunication							
PROBLEME : Difficulté d'accès aux médias officiels							
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'accès aux médias officiels							
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement
1- Renforcer les infrastructures de communication	Les infrastructures de communication sont construites	- 3 radios communautaires installés - 03 points de vente des journaux	- Réceptionner les infrastructures, - Identifier les points de ventes des journaux, - Ravitailler les points de ventes des journaux	Commune	MINCOMMUNICATION Partenaires techniques et financiers	187 000 000	BIP
<b>TOTAL</b>						<b>187 000 000</b>	



## CADRE LOGIQUE 29 : DIAGNOSTIC INSTITUTIONNEL COMMUNAL

Tableau 54: Cadre logique Diagnostic Institutionnel Communal

SECTEUR : ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE (CTD)							
OBJECTIF SUPERIEUR : (DSCE) : Améliorer l'offre et garantir l'accès de la majorité aux services sociaux de base							
PROBLEME : Faible capacité de la Commune à satisfaire les attentes de la population							
OBJECTIF GLOBAL : Améliorer la satisfaction des populations quant aux services rendus par la Commune							
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/A ppuu technique	Coûts estimatifs	Source de financement
1- Améliorer le rendement des services rendus par la commune à la population	Le service rendu par la Commune au bénéfice des populations est amélioré	Qualité du service communale	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place une stratégie de mobilisation des ressources financières en vue d'améliorer la qualité du service social,</li> <li>- Mettre en place un plan de communication externe,</li> <li>- Augmenter le taux d'investissement pour la population dans le budget,</li> <li>- Mettre en place un comité opérationnel de suivi des actions de la commune</li> </ul>	Commune	MINATD Partenaires techniques et financiers	12 000 000	Commune
2- Améliorer la qualité des ressources humaines	La qualité des ressources humaines est améliorée	La qualité du service rendu grâce à la qualité du personnel	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place une politique de gestion des ressources humaines,</li> <li>- Mettre en application l'organigramme,</li> <li>- Former et recycler le personnel et les conseillers municipaux</li> <li>- Organiser les séances de planification et de suivi des activités</li> </ul>	Commune		6 000 000	Commune
3- Augmenter les ressources financières locales	Les ressources financières sont augmentées et mieux gérées	Augmentation de taux des recettes propres	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Actualiser le fichier de contribuables</li> <li>- Faire de plaidoyer auprès des leaders en vue de prise de conscience pour la bonne gouvernance</li> <li>- Former les agents communaux à l'éthique et à la bonne gouvernance,</li> </ul>	Commune		5 000 000	Commune

			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mener des actions de répression pour les collecteurs et les commerçants véreux</li> <li>- Sensibiliser les contribuables sur l'importance des taxes,</li> <li>- Mettre sur pied un système de suivi et de gestion des recettes communales</li> </ul>				
4- Améliorer l'exploitation du réseau relationnel	Le réseau relationnel est mieux exploité et les retombés de cette relation sont palpables,	Nombre de nouveaux partenariats et de jumelages	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer un site WEB,</li> <li>- Impliquer les services techniques dans les actions de la Commune,</li> <li>- Mettre en place une stratégie pour le développement des partenariats,</li> <li>- Susciter les jumelages avec d'autres communes, de coopérations et de partenariats gagnant gagnant.</li> </ul>			12 000 000	Commune et partenaires
5- Améliorer la gestion du patrimoine communal	La gestion du patrimoine communal est améliorée	Etat du patrimoine	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place une bonne politique de gestion du patrimoine de la commune,</li> <li>- Réhabiliter le garage municipal</li> <li>- Poursuivre le processus de la réforme des matériels,</li> <li>- Acquérir des nouveaux matériels</li> </ul>			13 000 000	Commune
6- Améliorer le développement de l'économie locale	L'économie locale mieux développée	Niveau de richesse et de nouveaux emplois créés	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer l'organisation des marchés locaux</li> <li>- Construire de nouvelles infrastructures marchandes</li> <li>- Faciliter l'accès aux financements des activités génératrices de revenu.</li> </ul>			15 000 000	Commune
<b>TOTAL</b>						<b>163 000 000</b>	

## CADRE LOGIQUE 30 : CHANGEMENT CLIMATIQUE

Tableau 55: Cadre logique Changements climatiques

SECTEUR : CHANGEMENTS CLIMATIQUES							
Objectif supérieur : Assurer un environnement durable pour lutter efficacement contre les changements climatiques							
PROBLEME : Baisse de la productivité agro-sylvopastorale et halieutique							
OBJECTIF GLOBAL : Améliorer la productivité agro-sylvopastorale et halieutique							
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Ap pui technique	Coûts estimatifs	Source de financement
1- Améliorer la productivité agricole	Augmentation des rendements et des productions culturales	1000 kilomètres linéaires des haies vives 200 hectares des parcelles aménagés Augmentation de taux comparé de rendement agricole	- Accompagnement les agriculteurs dans le reboisement, - Renforcer les capacités des agriculteurs en techniques d'aménagement	Commune	MINADER	7 000 000	Commune et partenaires techniques
2- Améliorer la productivité sylvicole	Augmentation des services et production/produits forestiers	Nombre des forêts dégradées mises à défend Nombre des forêts communautaires promues Nombre des énergies alternatives/renouvelables promues Nombre des plantations des arbres fruitiers et médicinaux créées hors forêts Réduction de taux de feu de brousse	- Organiser les paysans pour la gestion durable des ressources forestières, - Accompagner les paysans pour le reboisement des arbres fruits et forestiers, - Sensibiliser les populations pour la lutte contre les feux de brousse			11 000 000	Commune et partenaires techniques
3- Améliorer la productivité pastorale	Augmentation des cheptels et de la productivité animale	Nombre des aires de pâturage enrichies  4 mares artificielles et des puits pastoraux creusés	- Mettre à la disposition des éleveurs des plants fourragers pour l'enrichissement des aires de pâturage - Mettre en place des pharmacies vétérinaires pour rapprocher des produits des éleveurs - Construire des magasins de commercialisation des produits complémentaires pour nourriture des	Commune		400 000 000	BIP et partenaires financiers

			animaux				
<b>TOTAL</b>						<b>418 000 000</b>	

**Vous n'avez pas rempli la colonne partenaire pour vos différents cadres logiques et particulièrement le cadre logique des changements climatiques**

## CADRE LOGIQUE 31 : PETITE ENFANCE

Tableau 56: Cadre logique Petite enfance

<b>SECTEUR : PETITE ENFANCE</b>							
<b>Objectif supérieur :</b> Une prise en charge communautaire accrue des personnes vulnérables							
<b>PROBLEME :</b> Faible épanouissement de la petite enfance							
<b>OBJECTIF GLOBAL :</b> Améliorer le cadre et les conditions de vie des petits enfants							
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement
1- Garantir aux enfants leur citoyenneté	Les actes de naissances sont établis chaque année aux enfants en âges scolaires	Nombre d'actes de naissance établis chaque année	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Identifier les enfants scolarisés sans acte de naissance, avec l'assistance des directeurs des écoles ;</li> <li>- Confectionner le répertoire des enfants sans acte de naissance</li> <li>- Organiser les séances de sensibilisation auprès des populations</li> <li>- Organiser les séances collectives d'audience foraine au sein de la commune en vue de la délivrance collective de jugements supplétifs d'actes de naissance</li> <li>- Proposer à l'autorité compétente la multiplication des centres spéciaux d'état civil pour rapprocher davantage les populations de ces centres.</li> <li>- Créer des passerelles entre les systèmes d'accouchement traditionnels et le système formel de l'état civil en vue d'encourager davantage l'enregistrement des</li> </ul>	Commune	MINAS Partenaires techniques et financiers	10 000 000	Commune

			naissances				
2- Améliorer l'état nutritionnel de la petite enfance	L'état nutritionnel de la petite enfance est amélioré	Nombre de nouvelles spéculations introduites dans la culture luttant contre la malnutrition chez les enfants	- Organiser les séances de sensibilisation auprès des parents  - Organiser les séances de formation pratiques sur la connaissance des aliments nutritifs selon la zone géographique de la commune ;			2 000 000	Partenaires er Commune
		Taux des enfants ayant bénéficiés des aides alimentaires et des vitamines dans les établissements scolaires et centres de santé	- Distribuer par les suppléments nutritifs dans les écoles et villages ;  - Renforcer les stocks des centres de santé en matière de vitamines et autres substances nutritives ;			20 000 000	
		Nombre des séances de sensibilisation et de formation des parents sur la prise en charge des enfants mal nourris	- Administrer les vermifuges dans les écoles et villages ;  - Proposer et superviser, le cas échéant, l'introduction des cultures et des élevages alternatifs selon la zone géographique de la commune.			1 000 000	
3- Protéger la petite enfance contre les maladies contagieuses courantes		- Nombre des congélateurs dotés  - Nombre des séances de sensibilisation organisées,  - Montant alloués pour la prise en charge du personnel de santé lors des campagnes de	- Organiser des séances de sensibilisation auprès des parents sur l'importance de la vaccination  - Sensibiliser des responsables éducatifs, associatifs et religieux et autres leaders d'opinion sur à l'importance de la vaccination ;  - Elaborer des plans de suivi des politiques nationales en matière de vaccination ;	Commune Commune Commune		5 000 000	

		vaccination,	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fournir aux services de santé des équipements de conservation et de stockage des vaccins ;</li> <li>- Appuis financiers aux services de santé pendant les descentes sur le terrain.</li> </ul>				
4-Améliorer les conditions de vie des enfants en conflit avec la loi	Les conditions de vie des enfants en conflit avec la loi sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre des centres de récupération/insertion /réinsertion et de formation des enfants en détention ou de la rue</li> <li>- Nombre des séances de sensibilisation organisées pour lutter contre la discrimination entre les enfants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appuyer à la discrimination des espaces entre enfants et adultes ;</li> <li>- Appuyer à la discrimination des espaces entre garçons et filles ;</li> <li>- Appuyer à l'aménagement des latrines ;</li> <li>- Créer des blocs d'apprentissage pour l'alphabétisation et l'initiative à des formations professionnelles pour les enfants détenus ;</li> <li>- Créer ou approvisionner des bibliothèques, vidéothèques et espaces de jeux ;</li> <li>- Organiser des activités de loisirs telles que la danse, la télévision, le cinéma, les jeux de sociétés, le sport ;</li> <li>- Créer des mécanismes d'insertion et de réinsertion des enfants après leur détention</li> </ul>			30 000 000	Commune et affaires sociales
<b>TOTAL</b>						<b>68 000 000</b>	

### **Développement de l'économie locale**

Les possibilités locales pour le développement de l'économie se montrent positives du fait de sa potentialité en ressources naturelles et plus particulièrement en ressource terre plus au moins fertile selon la localité où l'on se trouve. Cette potentialité de la rentabilité de ces ressources locales peut se développer dans deux secteurs notamment l'agriculture et l'élevage. Cette pratique peut se tourner autour des activités de production d'oignon (dans les localités de Makilingaï, Dobiko, Baka, Lalawaï, Markaba (est de lalawaï) et Bzoukoudou), de coton (la pratique de cette culture est possible sur l'ensemble de la Commune) et de la canne à sucre dans la montagneuse de la commune (Bzoukoudou et Dallzougou). Dans le domaine de l'élevage, la population peut développer avec l'appui des techniciens la pratique de l'engraissement des petits ruminants en particulier les ovins.

Ce paragraphe sur le développement de l'économie locale est mal traité.

Il s'agit dans ce paragraphe de décrire les différentes activités qui sont menées dans la commune et les secteurs touchés par ces activités.

L'agriculture et l'élevage tels que décrits dans votre paragraphe concerne essentiellement le secteur primaire (secteur d'extraction ou de production)

Vous n'avez pas parlé du secteur de transformation ni du secteur des services ; Pourtant vous avez parlé de la production du bil-bil avec les images à l'appui et des activités de services décrites dans l'espace urbain (mototaxi, callbox transporteur etc)

BIEN VOULOIR REVOIR CE PARAGRAPHE

VUS AVEZ TRONQUE LE TABLEAU CI-DESSOUS . BIEN VOULOIR LE REPRENDRE

<b>SECTEUR</b> <b>AGRICULTURE</b> <b>Activités</b>	<b>localisation</b>	<b>potentialité</b>	<b>Difficultés liée</b>	<b>Actions à entreprendre</b>	<b>Possibilité d'emploi</b>
Culture d'oignon	Makilingaï, Dobiko, Baka, Lalawaï, Markaba (est de lalawaï) et Bzoukoudou	Plus de 300 hectares favorables à la pratique de cette culture sur l'ensemble de la Commune	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Techniques d'exploitations rudimentaires,</li> <li>- Les matériels d'exploitations rudimentaires</li> <li>- Dégradation progressive des terres,</li> <li>- Accès limité aux financements pour une exploitation,</li> <li>- Faible organisation des producteurs pour une meilleure valorisation des produits de leur culture</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Apporter des appuis techniques nouveaux,</li> <li>- Subventionner les matériels modernes pour maximiser la production,</li> <li>- Renforcer les capacités des exploitants en techniques de gestion durable des terres,</li> <li>- Faciliter l'accès aux crédits des exploitants,</li> <li>- Apporter les appuis organisationnels aux producteurs pour mieux organiser les achats des intrants et les ventes de leurs produits</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Offre d'emploi aux jeunes techniciens d'agriculture formés et sans emploi,</li> <li>- Création de la main d'œuvre pour les jeunes sans travail,</li> </ul>
Culture de coton	Ensemble de la	Possibilité de la culture sur les 2/3	- Techniques d'exploitations	- Apporter des appuis	- Offre d'emploi aux jeunes techniciens

	Commune	des terres cultivables	rudimentaires, <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les matériels d'exploitations rudimentaires</li> <li>- Dégradation progressive des terres,</li> <li>- Accès limité aux financements pour une exploitation,</li> </ul>	techniques nouveaux, <ul style="list-style-type: none"> <li>- Subventionner les matériels modernes pour maximiser la production,</li> <li>- Renforcer les capacités des exploitants en techniques de gestion durable des terres,</li> <li>- Faciliter l'accès aux crédits des exploitants,</li> </ul>	d'agriculture formés et sans emploi, <ul style="list-style-type: none"> <li>- Création de la main d'œuvre pour les jeunes sans travail,</li> <li>- Possibilité de financer les autres activités économiques,</li> </ul>
Culture de la canne à sucre	(Bzoukoudou et Dallzougou	100 hectares des terres exploitables	- Techniques d'exploitations rudimentaires, <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les matériels d'exploitations rudimentaires</li> <li>- Dégradation progressive des terres,</li> <li>- Accès limité aux financements pour une exploitation,</li> <li>- Faible organisation des producteurs pour</li> </ul>	- Apporter des appuis techniques nouveaux, <ul style="list-style-type: none"> <li>- Subventionner les matériels modernes pour maximiser la production,</li> <li>- Renforcer les capacités des exploitants en techniques de gestion durable des terres,</li> <li>- Faciliter l'accès aux crédits des exploitants,</li> </ul>	- Offre d'emploi aux jeunes techniciens d'agriculture formés et sans emploi, <ul style="list-style-type: none"> <li>- Création de la main d'œuvre pour les jeunes sans travail,</li> <li>- Possibilité de financer les autres activités économiques,</li> </ul>

			une meilleure valorisation des produits de leur culture	- Apporter les appuis organisationnels aux producteurs pour mieux organiser les achats des intrants et les ventes de leurs produits	
<u>SECTEUR ELEVAGE</u> <u>PECHES ET</u> <u>INDUSTRIE</u> <u>ANIMALES</u>  Engraissement de petit ruminant (ovin)	Ensemble des villages de la Communes	Presque toute la population de la Commune est agro-éleveurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appui techniques presque inexistant,</li> <li>- Accès limité aux financements,</li> <li>- Le pâturage presque inexistant et pauvre,</li> <li>- Inexistence d'un point de ravitaillement en produits vétérinaires et aliments complémentaires pour animaux dans la commune,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Apporter une assistance technique aux éleveurs,</li> <li>- Faciliter l'accès aux financements des éleveurs,</li> <li>- Initier et mettre en place des champs fourragers,</li> <li>- Mettre à la disposition des éleveurs un point de vente des produits nécessaires pour la pratique de l'engraissement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Offre d'emploi aux jeunes techniciens et infirmier vétérinaires formés et sans emploi,</li> <li>- Création de la main d'œuvre pour les jeunes sans travail,</li> <li>- Possibilité de financer les autres activités économiques,</li> </ul>

### 5.3.- Coût estimatif du PCD

En parcourant le cadre logique du développement de la commune de Tokombéré, nous pouvons estimer le coût des actions à la somme de Vingt-huit milliards huit cent quarante-un millions neuf cent trente-deux mille francs CFA (**28 841 932 000F CFA**)

N°	Secteur	Montant
1	Agriculture	535 782 000
2	Elevage et pêche	520 000 000
3	habitat et Développement urbain	109 000 000
4	Environnement et protection de la nature	85 500 000
5	Forêt et faune	33 500 000
6	Education de base	7 774 150 000
7	Enseignements secondaires	819 470 000
8	Santé publique	680 000 000
9	Eau, énergie et assainissement	3 049 550 000
10	Affaires sociales	275 000 000
11	Promotion de la femme et de la famille.	268 000 000
12	Jeunesse et éducation civique	505 000 000
13	Commerce	675 000 000
14	Communication	187 000 000
15	Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	44 000 000
16	Recherche scientifique et innovations	5 750 000
17	Tourisme et de loisir	231 000 000
18	Art et Culture	313 000 000
19	Mines, industries et développement technologique	51 000 000
20	Enseignement supérieur	27 000 000
21	Poste et télécommunication	222 000 000
22	29. Travail et sécurité sociale	7 700 000
23	Domaine, cadastre et affaires foncières	16 000 000
24	Administration territoriale, décentralisation, sécurité et maintien de l'ordre	15 000 000
25	Sport et éducation physique	94 750 000
26	Travaux publics	3 303 500 000
27	Transport	27 000 000
28	Emploi et formation professionnelle	98 800 000
29	Diagnostic Institution Communal	163 000 000
30	Changements climatiques	418 000 000
31	Petite enfance	68 000 000
<b>TOTAL</b>		<b>28 841 932 000</b>

Ce montant trouve son explication dans la quantité et la qualité des actions programmées. Parmi ces actions de grande envergure, nous pouvons citer entre autres:

- la construction et équipement dans les établissements scolaires;
- l'entretien des routes;
- l'électrification rurale;
- le creusage des forages, mares et des puits;
- l'adduction d'eau potable dans la ville de Tokombéré et de quelques grandes agglomérations;
- Le bitumage de la route ;
- etc.

L'élaboration des dossiers techniques et financiers pour les différentes actions du PCD viendra donner plus de précision sur les coûts exacts et les contributions attendues des différentes parties prenantes.

#### **5.4.- Esquisse de plan d'utilisation et de gestion des terres et de l'espace communal**

Ressources naturelles	Localisation	Potentiel	Utilisateurs/ utilisations	Contrôleurs	Mode de gestion (Accès)	Tendances	Problèmes /contraintes	Actions à entreprendre
Terres cultivables	Tout l'espace communal en dé hors des lieux d'habitation	Productivité pas négligeable en plaine	Population riveraines	Pas de contrôleur, peut être les héritiers des champs	Héritage, achat, mise en engage	En voies de dégradation surtout la zone des montagnes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dégradation des terres,</li> <li>- Erosion pluviale,</li> <li>- Matériels de travaux rudimentaires,</li> <li>- insuffisance d'appui technique (manque) sauf la SODECOTON)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appui pour l'acquisition des moyens matériels et intrants,</li> <li>- Appui techniques des exploitants</li> </ul>
Fourrages	Montagnes (Mada, Zoulgo, Molko et Mouyang)	En dégradation	Tous ceux qui élèvent	Quelques les agents des eaux et forêt et de l'agriculture et élevage	L'accès n'est pas réglementé	En voies de dégradation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la coupe anarchique des arbres,</li> <li>- Braconnage non contrôlé,</li> <li>- Feux de brousse</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plantation des arbres,</li> <li>- Défense de la coupe anarchique des arbres,</li> <li>- Défense des feux de brousse</li> </ul>
Montagnes	Mada, Zoulgo, Ouldémé et Mouyang	En dégradation	Agro éleveurs environnants					
Sable	Tokombéré, Tallawaïla,	énorme	Populations riveraines, la	Pas de contrôleur	Prélèvent sans condition	Bonne	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gestion non réglementée,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réglementation de la gestion,</li> </ul>

	Galga, Makilingaï		Commune,				<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des matériels d'exploitation,</li> <li>- Faible tarif exigé au près des exploitant (500 FCFA/benne)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Recrutement d'un personnel pour la gestion,</li> <li>- Révision des tarifs pour le prélèvement de sable,</li> <li>- Acquisition des matériels (benne, pelle mécanique)</li> </ul>
Zones de culture maraichère	Makilingaï, Dobiko, Baka, Lalawaï, Markaba (est de lalawaï) et Bzoukoudou	Bonne productivité des sols avec l'apport en engrais	Populations riveraines	Propriétaires	Héritage, achat, mise en engage	Bonne	Les attaques des cultures par les chenilles et autres parasites	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appui pour l'acquisition des moyens matériels et intrants,</li> <li>- Appui techniques des exploitants</li> </ul>
Zone de la culture de Karal	Mangavé, Woulourdé et Markaba	Bonne productivité avec l'apport des engrais	Populations riveraines	Pas de contrôleur, peut être les héritiers des champs	Héritage, achat, mise en engage	En voie de dégradation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Coupe systématique des arbres,</li> <li>- Techniques rudimentaires</li> </ul>	Aménagement des champs

**CE TABLEAU N'A PAS DE TITRE POURQUOI ?**

Mis en forme : Police :18 pt



ESQUISSE DE PLAN D'UTILISATION ET DE GESTION DES TERRES ET DE L'ESPACE COMMUNAL

## 6. - PROGRAMMATION

### 6.1.- Classification des villages par ordre de financement

Tableau 57: Liste des villages par priorité

N°	Village	N°	Village
1	ESPACE URBAINE	19	DIBON
2	MAKILINGAÏ	20	MOUVARAÏ
3	GUIRZIGA	21	JILING
4	BZOUKOUDOU	22	OURO KROKRO
5	DALAMVAR	23	LALAWAI
6	HOUMPATAK	24	SERAWA
7	DZADZANG	25	TAZANG
8	MOUNDOUVAYA	26	KETEH
9	MBIDIME	27	GAZAÏKA
10	MBELE NDOUBA	28	MOKIO
11	BIJESKAXE	29	DIGAYA
12	MAYO-PLATA	30	DALA ZOULGO
13	LAHMA	31	MADA KOLKOCH
14	BZAGAMBAÏ	32	DLONGUE
15	MANGAVE DALIL	33	TINDRIME
16	BAKA WANDALA	34	DOUMKALA
17	GADOUA	35	KOJING
18	LDIDENE	36	BZAZAGO



Photo 6: Séance de transect



Photo 7: Travail en groupe

### 6.2.- Synthèse des micro-projets par village

## Les projets prioritaires de la Communes de Tokombéré

Tableau 58: Projets prioritaires de la Commune

N°	Village/Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le projet prioritaire choisi par chaque village		
		1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>	4 <sup>ème</sup>	5 <sup>ème</sup>	1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification du projet
1	Mouvaraï	ELECTRIFICATION	SALLE DE CLASSE ECOLE PRIMAIRE	AMENAGEMENT ROUTE M-TOK	CREUSAGE FORAGE	CONSTRUCTION CENTRE DE PROMOTION DE LA FF	CONSTRUCTION MAGASIN DE STOCKAGE	CREUSAGE MARE	MOULIN COMMUNAUTAIRE		Creusage forage	8 000 000	Une grande partie de village fait plusieurs km pour puiser de l'eau et puis le village est à moitié électrifié
		16 000 000	17 000 000	30 000 000	8 000 000	15 000 000	15 000 000	100 000 000	4 000 000	205 000 000			
2	MBIDIME	CREUSAGE FORAGE	Réhabilitation route (route bétim-molkosobo)	AFFAFFECTATION ENSEIGNANT A L'EP	ELECTRIFICATION VILLAGEOIS	AFFECTATION D'1 CHEF DE POSTE AGROCOLE	CONSTRUCTION MAGASIN DE STOCKAGE	APPUI DES AGRICULTEURS DES AGRO-ELEV	MOULIN		Creusage forage	8 000 000	Le manque d'eau constitue le besoin fondamental sans lequel la vie va être toujours difficile
		8 000 000	25 000 000		16 000 000		15 000 000	5 000 000	4 000 000	73 000 000			
3	TAZANG	CONSTRUCTION D'1 POSTE AGRICOLE	CONSTRUCTION d'un bloc de 2 SALLES DE CLASSE	CREUSAGE FORAGE	AMENAGEMENT ROUTE DJAMENACSI	CONSTRUCTION D'1 MAGASIN DES INTRANTS AGRO-ELV	MAGAZIN DE STOCKAGE	REHABILITATION CENTRE ANRTISANAL	APPUI FINANCIER A 7 ASS ET GICS		Construction d'un bloc de 2 salles de classe à l'EP	18 000 000	Il n'existe qu'un seul bâtiment pour une école à cycle complet
		30 000 000	18 000 000	8 000 000	14 000 000	15 000 000	15 000 000	5 000 000	7 000 000	130 000 000			
4	MAYO-PLATA	CREUSAGE FORAGE	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT TCS	CONSTRUCTION SALLE DE CLASSE AU CES	AMENAGEMENT ROUTE MP-OUDJILA	CONSTRUCTION SALLE DE CLASSE A L'EP	CONSTRUCTION MAGASIN DES INTRANTS AGRO-ELV	CONSTRUCTION CENTRE CULTURELLE	AMENAGEMENT EXTENSION MARCHÉ		Construction d'un bloc de 2 salles de classe au CES	18 000 000	Insuffisance totale des salles de classe
		8 000 000	50 000 000	18 000 000	25 000 000	18 000 000	15 000 000	10 000 000		144 000 000			
5	MBELENDOUBA	AMENAGEMENT ROUTE MBELMERI	CREUSAGE FORAGE	CONSTRUCTION 2 SALLES DE CLASSE	ELECTRIFICATION VILLAGEOIS	CONSTRUCTION CENTRE MULTIMEDIA	CONSTRUCTION HANGAR	CONSTRUCTION MAGASIN DES INTRANTS AGRO-ELV	CONSTRUCTION MAGASIN DE STOCKAGE		Construction d'un bloc de 2 salles de classe à l'EP Damberka	18 000 000	Insuffisance totale des salles de classe
		25 000 000	8 000 000	18 000 000	16 000 000	10 000 000	10 000 000	15 000 000	15 000 000	117 000 000			

N°	Village/Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le projet prioritaire choisi par chaque village			
		1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>	4 <sup>ème</sup>	5 <sup>ème</sup>	1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification du projet	
6	LAHMA	CREUSAGE FORAGE	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE	CREATION D'UN CES	CONSTRUCTION RADIOCTAIRE	CONSTRUCTION CENTRE MULTIMEDIA	CONSTRUCTION MAGASIN DE STOCKAGE	ACHAT D'UN MOULINCTAIRE	CREUSAGE MARE POUR ANIMAUX	-	263 000 000	Creusage d'un forage	8 000 000	Permettre à la population d'accéder à l'eau potable
		8000000	16000000	50 000 000	60 000 000	10 000 000	15000000	4000000	100000000					
7	LALAWAI	CONSTRUCTION SALLE DE CLASSE	CREUSAGE FORAGE	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE	AMENAGEMENT SUR 5 KM	APPUI FINANCIERS AUX VULNERABLES	CONSTRUCTION HANAGR	CONSTRUCTION MAGASIN DE STOCKAGE	APPUI FINANCIER AUX ASS ET GICS	-	77 000 000	Construction d'un hangar au marché	10 000 000	Faciliter le commerce dans le village
		18 000 000	8 000 000	16 000 000	10 000 000		10 000 000	15 000 000						
8	LDIDENE	AMENAGEMENT ROUTE LDEDENE-KOLKOCH 5KM	CREATION D1 CENTRE DE SANTE	CREUSAGE FORAGE	APPUI FINANCIERS AUX PERSONNES VULNERABLES	CONSTRUCTION DE 2 SALLES DE CLASSE	CONSTRUCTION MAGASIN DE STOCKAGE	CONSTRUCTION HANGAR	ACHAT DE 2 MOULINS	-	97 000 000	Aménagement route ldedene-kolkoch 5km	20 000 000	Faciliter la circulation des personnes et des biens
		20 000 000		8 000 000		36 000 000	15 000 000	10 000 000	8 000 000					
9	KETEHE	AMENAGEMENT DU RADIER WARBA- OUDJILA	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE	CREUSAGE FORAGE	CONSTRUCTION SALLE DE CLASSE	CREATION CS	CONSTRUCTION DE MAGASIN DES INTRANTS AGRO-ELV	CONSTRUCTION HANAGR	CONSTRUCTION BARRAGE	-	132 000 000	Creusage d'un forage à l'EP	8 000 000	Faciliter l'accès à l'eau des élèves
		15 000 000	16 000 000	8 000 000	18 000 000	50 000 000	15 000 000	10 000 000						
10	HOUMPA TAK	ELECTRIFICATION	CONSTRUCTION D'UN BLOC DE 2 SALLES DE CLASSE	CONSTRUCTION CENTRE DE PROMOTION FEMININE	CONSTRUCTION RADIOCTAIRE	INSTALLATION ANTENNE RELAI POUR LE RESEAU DE LA TELEPHONIE MOBILE	CONSTRUCTION DE MAGASIN DES INTRANTS AGRO-ELV	CREUSAGE MARE	APPUI FINANCIER A 5 GICS	-	225 500 000	Appui financier aux groupes	1 500 000	Permettre la promotion des activités génératrices de revenu
		16 000 000	18 000 000	15 000 000	60 000 000		15 000 000	100 000 000	1 500 000					

N°	Village/Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le projet prioritaire choisit par chaque village		
		1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>	4 <sup>ème</sup>	5 <sup>ème</sup>	1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification du projet
11	GUIRZIGA	CREUSAGE D'UN FORAGE	CONSTRUCTION D'UN BLOC DE 2 SALLES DE CLASSE	CONSTRUCTION D'UN BLOC DE 2 SALLES DE CLASSE	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE	CONSTRUCTION D'UN BUREAU DE CENTRE D'ETAT CIVIL	CONSTRUCTION D'UN HANGAR AU MARCHÉ	CONSTRUCTION MAGASIN DES INTRANTS AGRO-ELV	CREATION D'UN POSTE VETERINAIRE	-	Creusage d'un forage	8 000 000	Permettre à la population d'accéder à l'eau potable
		8 000 000	18 000 000	18 000 000	16 000 000	7 000 000	10 000 000	15 000 000		92 000 000			
12	GAZAÏKA	EQUIPEMENT DE CS	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE	CONSTRUCTION D'UN BLOC DE 2 SALLES DE CLASSE EQUIPEE	AMENAGEMENT DE LA ROUTE GAZ-ROUTE BITUME 3KM	CREUSAGE FORAGE	CONSTRUCTION MAGASIN DES INTRANTS AGRO-ELV	ACHAT D'UN MOULIN CTAIRE	APPUI FINANCIER AUX ASS ET GICS	-	Equipement centre de santé	15 000 000	Faciliter l'accès de la population aux soins de santé primaire
		15 000 000	16 000 000	25 000 000	15 000 000	8 000 000	15 000 000	4 000 000		98 000 000			
13	GADOUA	CREUSAGE 1 FORAGE	CONSTRUCTION D'UN BLOC DE 2 SALLES DE CLASSE EQUIPEE	CONSTRUCTION DE 6 SALLES DE CLASSE	CONSTRUCTION DE CENTRE PROMOTION DE LA FEMME	EXTENSION ELECTRIQUE	CONSTRUCTION D'UN HANGAR AU MARCHÉ	CREATION CENTRE VETERINAIRE	APPUI FINANCIER AUX ASS ET GICS	-	Creusage d'un forage	8 000 000	Permettre à la population d'accéder à l'eau potable
		8 000 000	25 000 000	108 000 000	15 000 000	16 000 000	10 000 000			182 000 000			
14	DZADZANG	CREUSAGE DE 1 FORAGE	CONSTRUCTION D'UN BLOC DE 2 SALLES DE CLASSE EQUIPEE	AMENAGEMENT ROUTE BAKA MISSION BAKA WANDALA	CONSTRUCTION D'UN BLOC DE 2 SALLES DE CLASSE A EP BAKA	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE	CONSTRUCTION MAGASIN DE STOCKAGE	CREUSAGE D'UN MARE	APPUI FINANCIER AUX ASS ET GICS	-	Creusage d'un forage	8 000 000	Permettre à la population d'accéder à l'eau potable
		8 000 000	25 000 000	10 000 000	18 000 000	16 000 000	15 000 000	100 000 000		192 000 000			
15	DOUMKALA	CONSTRUCTION D'UN BLOC DE 2 SALLES DE CLASSE EQUIPEE	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE	CREUSAGE 2 FORAGE	CONSTRUCTION D'UN BLOC DE 2 SALLES DE CLASSE EQUIPEE	LOTISSEMENT DU VILLAGE	CREATION MARCHÉ	CONSTRUCTION DE MAGSIN DE STOCKAGE		-	Creusage d'un forage	8 000 000	Permettre à la population d'accéder à l'eau potable

N°	Village/Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le projet prioritaire choisi par chaque village		
		1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>	4 <sup>ème</sup>	5 <sup>ème</sup>	1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification du projet
		25 000 000	16 000 000	16 000 000	25 000 000			15 000 000					
16	DLONGUE	ELECTRIFICATION	CONSTRUCTION CENTRE DE JEUNES	CONSTRUCTION D'UN PONT DANS LE MAYO-OULDEME	CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE SALLE A L'EP	CREUSAGE DE FORAGE	CONSTRUCTION MAGASIN DE STOCKAGE	APPUI DES AGR AUX AGRO-ELEV	CONSTRUCTION D'UNE BOUTIQUE CTAIRE	-	Creusage d'un forage	8 000 000	Permettre à la population d'accéder à l'eau potable
		16 000 000	15 000 000		18 000 000	8 000 000	15 000 000		15 000 000	87 000 000			
17	DIGAYA	CREUSAGE 1 FORAGES	CONSTRUCTION 3 SALLES DE CLASSE A L'EP	APPUI FINANCIERS AUX COUCHES VULNEARABLE	AMENAGEMENT ROUTE DIGAYA-LALAWAI	CONSTRUCTION DE 100 BIESF ET DIGUETTES	ACHAT DE 3 MOULINS CTAIRES	CONSTRUCTION MAGASINS DE STOCKAGE DES INTRANTS AGRO-ELV	CONSTRUCTION DU HANGAR AU MARCHE	-	Creusage d'un forage	8 000 000	Permettre à la population d'accéder à l'eau potable
		8 000 000	54 000 000				12 000 000	15 000 000		89 000 000			
18	DIBON	TRANSFORMATION CSI EN HOPITAL	CREUSAGE DE 1 FORAGES	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE	CONSTRUCTION CENTRE MULTIMEDIA	CONSTRUCTION DU PONT SUR LE MAYO-WARBA	CONSTRUCTION DE MAGASIN DES INTRANTS AGRO-ELV	CONSTRUCTION DE BARRAGE SUR MALVA ET GUEDELVA	APPUI FINANCIER AUX ASS ET GICS		Creusage d'un forage à l'EP	8 000 000	Faciliter l'accès à l'eau des élèves
			16 000 000	16 000 000	15 000 000		15 000 000			62 000 000			
19	DALAMVAR	CREATION ET CONSTRUCTION D'1 CS	CONSTRUCTION DE 2 SALLES DE CLASSE	AMENAGEMENT DE LA ROUTE MAYO-PLATA-LOUDJILA	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE	CREUSAGE D'1 FORAGE	CONSTRUCTION MAGASIN DES INTRANTS AGRO-ELV	CONSTRUCTION D'1 BARRAGE SUR SAKA ET MADAVAR	CONSTRUCTION D'1 MAGASIN DE STOCKAGE		Construction d'un bloc de deux salles de classe à l'EP Dalamvar	18 000 000	Ecole créée mais sans salle de classe
			18 000 000		16 000 000	8 000 000	15 000 000		15 000 000	72 000 000			
20	DALAZOLGO	CREATION DE FORAGE	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE	AMENAGEMENT DE LA ROUTE DALAZOLGO-TOK 55 KM	CONSTRUCTION DE CSI	CONSTRUCTION CENTRE DE LA FEMME	CONSTRUCTION DE 2 HANGARS SUR LE MARCHE DE DALAZOLGO	CONSTRUCTION D'UN CENTRE VETERINAIRE	CONSTRUCTION D'UN MAGASIN DES INTRANTS AGROELV	-	Creusage d'un forage	8 000 000	Pas de l'eau potable au village

N°	Village/Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le projet prioritaire choisi par chaque village		
		1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>	4 <sup>ème</sup>	5 <sup>ème</sup>	1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification du projet
		16 000 000	16 000 000	275 000 000	50 000 000	15 000 000	20 000 000		15 000 000				
21	BZOUKODOU	CONSTRUCTION 1 SALLE DE CLASSE	CREUSAGE DE 4 FORAGES	AMENAGEMENT DE LA ROUTE BZOUK-MADAKOLKOCH	CONSTRUCTION D'1 CS	CONSTRUCTION D'UN BLOC DE 2 SALLES DE CLASSE	APPUI FINANCIERS 5 GIC	CONSTRUCTION D'UN MAGASIN D'INTRANTS AGRICOLE	CREATION D'1 MARCHE	-	Construction d'un bloc de deux salles de classe à l'EP Mbargadan	18 000 000	Ecole créée depuis des années mais sans salle de classe
		18 000 000	32 000 000	25 000 000	50 000 000		5 000 000	15 000 000		145 000 000			
22	BZAZAGO	CREUSAGE 1 FORAGE	AMENAGEMENT ROUTE BZAZAGO-BIJESKAWE 3KM	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE	CONSTRUCTION DE 100 BIEFS EN MONTAGNE	APPUI FINANCIERS AUX VULNERABLES	CONSTRUCTION D'UN CENTRE ARTISANAL	APPUI DES AGR A 10 GIC AGRO-ELEV	CONSTRUCTION DE 2 MAGASINS DE STOCKAGE	-	Creusage d'un forage	8 000 000	Pas de l'eau potable au village
		8 000 000		16 000 000			15 000 000	10 000 000	30 000 000	79 000 000			
23	BZAGAMBAI	CREUSAGE 1 FORAGE	CREUSAGE DE LA MARE	AMENAGEMENT ROUTE MOUYENGUE-TOK 2 KM	CREATION D'UNE EP	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE	APPUI FINANCIERS 5 GIC	CONSTRUCTION D'UN MAGASIN DE STOCKAGE	ACHAT DE 2 MOULINS	-	Creusage d'un forage	8 000 000	Pas de l'eau potable au village
		8 000 000	100 000 000			16 000 000	5 000 000	15 000 000	8 000 000	152 000 000			
24	MOKIO	CREUSAGE DE 1 FORAGE	CREATION D'UNE ECOLE MATERNELLE A MOKIO	CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE LA FEMME	CONSTRUCTION D'UN FOYER DES JEUNES	CONSTRUCTION D'UN SALLES DE CLASSE	CONSTRUCTION DE HANGAR DE MARCHÉ	CREUSAGE MARE	APPUI FINANCIER A 10 ASS ET GICS	-	Creusage d'un forage	8 000 000	Pas de l'eau potable au village
		8 000 000		15 000 000	15 000 000	18 000 000		100 000 000	10 000 000	166 000 000			
25	MANGAVÉ DALIL	CREUSAGE DE 1 FORAGE	EQUIPEMENT DE CSI	CONSTRUCTION DE 2 SALLES DE CLASSE	AMENAGEMENT DE LA ROUTE MANGAVE-ROUTE BITUME 3KM	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE	CONSTRUCTION DE 2 MAGASINS DE STOCKAGE	ACHAT D'UN MOULIN CTAIRE	APPUI FINANCIER 5 ASS ET GICS	-	Creusage d'un forage	8 000 000	Faciliter à l'eau potable aux malades
		8 000 000	25 000 000	36 000 000	15 000 000	16 000 000	30 000 000	4 000 000	5 000 000	139 000 000			

N°	Village/Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le projet prioritaire choisi par chaque village		
		1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>	4 <sup>ème</sup>	5 <sup>ème</sup>	1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification du projet
26	OURO KROKRO	CREUSAGE 1 FORAGE	CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE CLASSE MATERNELLE A GODJIGODJI	AMENAGEMENT DE LA ROUTE OUKROKRO-ROUTE BITUME 2 KM	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE	PLANTATION 2000 PLANTS	CONSTRUCTION DE MAGASIN D'INTRANTS AGRICOLE	CONSTRUCTION DE 3 MAGASINS DE STOCKAGE	APPUI FINANCIER A 7 GIC	-	Construction d'un magasin de stockage d'oignon	15 000 000	Maximiser le bénéfice en faisant le stockage
		8 000 000		25 000 000	16 000 000	400 000	15 000 000	45 000 000	7 000 000	116 400 000			
27	MADA KOLKOKH	EXTENSION ELECTRIQUE	AMENAGEMENT DE 2 AIRES DE JEU	CREUSAGE DE 2 FORAGES	APPUI POUR LA REGENERATION NATURELLE DE 100 000 PLANTS	CONSTRUCTION DE 2 SALLES DE CLASSE A EP MOURAKA	CURAGE DE BARRAGE GALGA	APPUI FINANCIER A 10 GIC	CONSTRUCTION D'UN MAGASIN DE STOCKAGE	-	Aménagement de l'aire de jeu	18 000 000	Lutter contre l'exode rural
		16 000 000		16 000 000	200 000	36 000 000	50 000 000	10 000 000	15 000 000	143 200 000			
28	JILING	AMENAGEMENT DE LA ROUTE JILING-CHIGABAKA 5KM	CREUSAGE 1 FORAGES	CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE CLASSE A L'EP	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE	CONSTRUCTION DE 3 PONTS ENTRE WEREM ET JILING HARDE	CREUSAGE D'UNE MARE	CONSTRUCTION D'UN MAGASIN DE STOCKAGE	CONSTRUCTION D'UN BARRAGE SUR GOZOGOL	-	Creusage d'un forage	8 000 000	Résoudre le problème d'eau dont la population souffre
		25 000 000	8 000 000	18 000 000	16 000 000	300 000 000	100 000 000	15 000 000	350 000 000	832 000 000			
29	SERAWA	CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE CLASSE A L'ECOLE	CONSTRUCTION D'UN bloc de 2 SALLES DE CLASSE A L'EP MASRABA	AMENAGEMENT DE LA ROUTE SERAWA-MERI	AMENAGEMENT DE 2 RADIERS	CONSTRUCTION D'UN PONT SUR L'AXE SERAWA-MERI	CONSTRUCTION D'UN MAGASIN DE STOCKAGE	CREATION D'UN HANGAR AU MARCHÉ	APPUI FINANCIER A 10 ASS ET GICS	-	Construction d'un bloc de deux salles de classe à l'EP Masraba	18 000 000	Inciter les enfants à fréquenter
		18 000 000	36 000 000	30 000 000	20 000 000	100 000 000	15 000 000	10 000 000	10 000 000	239 000 000			

N°	Village/Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le projet prioritaire choisi par chaque village		
		1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>	4 <sup>ème</sup>	5 <sup>ème</sup>	1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification du projet
30	BIJESKAWÉ	CONSTRUCTION D'UN BARRAGE SUR KOULEH	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE	CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE CLASSE EP DE DATCHAVA ET MZAGAMTAGNA	CREAUSAGE D'1 FORAGES	CONSTRUCTION D'UN CENTRE SOCIAL POUR PERSONNES VULNERABLES	CONSTRUCTION DE MAGASIN DE STOCKAGE A BZAGAMTAGAN	CONSTRUCTION D'UN HANGAR AU MARCHE DU VILLAGE	APPUI FINANCIER 5 ASS ET GICS	-	Construction d'un bloc de deux salles de classe à Bzagamtagana	18 000 000	Aucune salle de classe n'existe pour abriter les enfants
		350 000 000	16 000 000	36 000 000	8 000 000	15 000 000	15 000 000	10 000 000	5 000 000	455 000 000			
31	MAKILINAGAI	CREUSAGE D'1 FORAGE	REHABILITATION DE LA MARE ARTIFICIELLE	CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE CLASSE AU CES	BITUMAGE DE LA ROUTE MAKILINGAI-TOKOMBERE	CONSTRUCTION CENTRE DE PROMOTION DES FEMMES	CONSTRUCTION DE 2 HANGARS SUR LE MARCHE DE MAKILINAGAI	APPUI FINANCIERS A 10 GIC	REPARATION DE L'ENGIN DE TRANSFORMATION DE CEREALE	-	Réhabilitation de la mare	30 000 000	Améliorer l'élevage afin de promouvoir l'économie locale
		8 000 000	30 000 000	18 000 000		15 000 000		10 000 000		81 000 000			
32	KOJING	CREUSAGE DE 1 FORAGES	CONSTRUCTION D'1 CSI	CONSTRUCTION D'UN BLOC D'UNE SALLE DE CLASSE	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE	CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE CLASSE A EP CHEWLEW	APPUI FINANCIERS 5 GIC	CONSTRUCTION D'UN MAGASIN DE STOCKAGE	CONSTRUCTION D'UN HANGAR AU MARCHE	-	Creusage d'un forage	8 000 000	Résoudre le problème d'eau dont la population souffre
		8 000 000	50 000 000	18 000 000	16 000 000	18 000 000	5 000 000	15 000 000	10 000 000	140 000 000			
33	TINDRIME	CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE CLASSE A EP TCHABAT CHABA	CONSTRUCTION BLOC D'UNE SALLE DE CLASSE	CONSTRUCTION CENTRE DE SANTE	CREUSAGE D'UN FORAGE	EXTENSION ELECTRIQUE	APPUI FINANCIERS 6 GIC	ACHAT D'UN MOULIN CTAIRE	CONSTRUCTION D'UN MAGASIN DE STOCKAGE	-	Construction d'un bloc de deux salles de classe à l'EP	18 000 000	Mettre les enfants en sécurité
		18 000 000	18 000 000	50 000 000	8 000 000	16 000 000	6 000 000	4 000 000	15 000 000	135 000 000			

N°	Village/Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Le projet prioritaire choisit par chaque village		
		1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>	4 <sup>ème</sup>	5 <sup>ème</sup>	1 <sup>er</sup>	2 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification du projet
34	BAKA WANDALA	CREUSAGE DE 1 FORAGE	CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE CLASSE	TRACAGE DE LA ROUTE TALABICHAÏ-BAKAWANDALA	CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE CLASSE A EP BAKA	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE	CONSTRUCTION D'UN MAGASIN DE STOCKAGE A BAKA	CREUSAGE MARE	APPUI FINANCIER A 5 ASS ET GICS	-	Construction d'un magasin de stockage d'oignon	15 000 000	Maximiser le bénéfice en faisant le stockage
		8 000 000	18 000 000	30 000 000	18 000 000		16 000 000	15 000 000	100 000 000	5 000 000	210 000 000		
35	MOUND OUVAYA	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE	CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE CLASSE A L'EP	AMENAGEMENT ROUTE MOUND-MAKILINAGAI	CREUSAGE D'UN FORAGE	CONSTRUCTION CENTRE DE PROMOTION DES FEMMES	CONSTRUCTION D'UN MAGASIN DES INTRANTS AGRICOLES	CREUSAGE D'UNE MARE ARTIFICIELLE	CREATION ET CONSTRUCTION D'UN HANGAR AU MARCHÉ	-	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à l'EP	18 000 000	Encourager la scolarisation des enfants
		16 000 000	18 000 000	20 000 000	8 000 000	15 000 000	15 000 000	100 000 000	10 000 000	202 000 000			
36	ESPACE URBAIN	AMENAGEMENT DE LA VOIRIE URBAINE	ADDUCTION D'EAU POTABLE DANS LA VILLE DE TOK	BITUMAGE AXE TOK-MAKILINGAI	EXTENSION DE COURANT ELECTRIQUE (KAVALYAM, KAYAMGALI, KAMPALA, TALANGLA, TALANDUED ...)	LOTISSEMENT DES TOUS LES QUARTIERS PERIPHERIQUES DE LA VILLE	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DU MARCHÉ A BETAIL	CONSTRUCTION DE 3 HANGARS AU MARCHÉ DE TOK	AMENAGEMENT DE LA GARE ROUTIERE DE LA VILLE	-	Construction de 3 hangars au marché	30 000 000	Augmentation des infrastructures marchandes pour améliorer la recette
		400 000 000	350 000 000	3 000 000 000	80 000 000		100 000 000	30 000 000	25 000 000	3 605 000 000			
TOTAL COUT ESTIMATIF DES PROJETS PRIORITAIRES DE LA COMMUNE									9 681 100 000				

**Ce tableau de synthèse des microprojets prioritaire doit être introduit dans le chapitre synthèse des résultats du diagnostic**

Mis en forme : Police :16 pt

### 6.3.-Tableau des ressources mobilisables et échéancier de la Commune,

Tableau 59: Ressources mobilisables

Source	Nature	Montant	Année			Observation
			2014	2015	2015	
Commune	Budget communal d'investissement	360 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	
PNDP	Subvention	100 800 000	100 800 000	-	-	58 000 000 (investi dans l'agriculture) et 42 800 000 (dans les projets sociaux)
FEICOM	Prêt	180 000 000	180 000 000			La Commune doit contribuer avec un montant de 18 000 000 soit un total de 198 000 000 pour la fabrication de 4 400 table-bancs
PNUD	Subvention	200 000 000				Adduction d'eau dans la ville de Tokombéré
		400 000 000				Voirie urbaine
CARE	Subvention	11 000 000	6 000 000			Réhabilitation de 10 forages (Moholalan, Wolordé, Tindrimé, Akabarama, CSI Mada Kolkoch, Mayo-plata marché, Tokombéré mandara, Bijé, Hondjok et chiga) et creusage de 2 (Lalawaï et Blar)
UNICEF						
<b>TOTAL</b>		<b>1 251 800 000</b>	<b>406 800 000</b>	<b>120 000 000</b>	<b>120 000 000</b>	

#### 6.4.- Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) de la Commune de Tokombéré

Tableau 60: Cadre de Dépenses à Moyen Terme de la Commune

Projet	Coût	Source de financement	Montant	Lieu d'implantation	Année de Réalisation			Partenaires
					2014	2015	2016	
Construction de 3 hangars au marché de Tok	30 000 000	Commune	30 000 000	Marché	X			
Réhabilitation de la mare	30 000 000	commune	4 500 000	Makilinagaï Centre	X			
		PNDP	25 500 000					
Creusage d'1 forage	8 000 000	Commune	400 000	Guirziga centre	X			
		PNDP	7 600 000					
Construction de 2 salles de classe	18 000 000	Commune	1 800 000	EP Mbargadang (Bzoukoudou)	X			
		PNDP	16 200 000					
Construction d'un bloc de 2 salles de classe	18 000 000	Commune	1 800 000	EP Dalamvar	X			
		PNDP	16 200 000					
Appui financier à 5 GIC	1 500 000	Commune	1 500 000	Houmpatak	X			
Creusage d'un forage	8 000 000	Commune	400 000	Dzandzang	X			
		PNDP	7 600 000					
Construction d'un bloc de 2 salles de classe	18 000 000	Commune	18 000 000	EP Mondouvaya	X			
Creusage d'un forage	8 000 000	Commune	8 000 000	Molko Oubo (Mbidimé)	X			
Construction de 2 salles de classe	18 000 000	Commune	18 000 000	EP Damberka Mbéllé ndouba)	X			
Construction d'un bloc de deux salles de classe	18 000 000	Commune	18 000 000	EP Bzagamtagna	X			

Projet	Coût	Source de financement	Montant	Lieu d'implantation	Année de Réalisation			Partenaires
					2014	2015	2016	
Construction d'1 bloc de 2 salles de classe	18 000 000	Commune	18 000 000	CES Mayo-plata	X			
Creusage forage	8 000 000		Commune	Lahma	X			
Creusage d'un forage	8 000 000	Commune	8 000 000	Bzagambaï	X			
Creusage forage	8 000 000	Commune	8 000 000	CSI Mangavé Dalii		X		
Construction d'un magasin de stockage d'oignon	15 000 000	PNDP	12 750 000	Baka wandala centre	X			
		Commune	2 250 000					
Creusage d'un forage	8 000 000	Commune	8 000 000	Gadoua plaine		X		
Aménagement de la route Ldedine-Kolkoch	25 000 000	Commune	25 000 000	Tronçon Ldediné-Kolkoch		X		
Creusage d'un forage	8 000 000	Commune	8 000 000	EP Dibong		X		
Creusage forage	8 000 000	Commune		Mouvaraï		X		
Creusage d'un forage	8 000 000	Commune	8 000 000	jiling		X		
Construction d'un magasin de stockage	15 000 000	Commune	2 250 000	Ouro-krokro centre	X			
		PNDP	12 750 000					
Construction d'un hangar	15 000 000	Commune	2 250 000	Lalawaï marché	X			
		PNDP	12 250 000					
Construction d'un bloc de 2 salles de classe	18 000 000	Commune	18 000 000	EP Masraba (Serawa)		X		
Construction d'un								

Projet	Coût	Source de financement	Montant	Lieu d'implantation	Année de Réalisation			Partenaires
					2014	2015	2016	
bloc de 2 salles de classe	18 000 000		Commune	Ep Tazang		X		
Creusage d'un forage	8 000 000	Commune	8 000 000	EP Sama			X	
Equipement CSI	15 000 000	Commune	15 000 000	Gazaïka (Palbara)			X	
Creusage de 1 forage	16 000 000	Commune	16 000 000	Mokio			X	
Creusage d'un forage	8 000 000	Commune	8 000 000	Digaya			X	
Creusage forage	8 000 000	Commune	8 000 000	Dalazoulgo			X	
Aménagement de l'aire de jeu	5 000 000	Commune	5 000 000	EP Mada kolkoch			X	
Creusage d'un forage	8 000 000	Commune	8 000 000	Delongué (Blama Delga)			X	
Construction d'un bloc de 2 salles de classe	18 000 000	Commune	18 000 000	EP Tchaba-Tchaba			X	
Creusage forage	8 000 000	Commune	8 000 000	Doumkala (Ftak)			X	
Creusage d'un forage	8 000 000	Commune	8 000 000	Kojing (EP Yamagoulé)			X	
Creusage d'un forage	8 000 000	Commune	8 000 000	Bzazago			X	
TOTAL	465 500 000	PNDP						
		Commune						

## 6.5. Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT

### 6.5.1. Principaux impacts socio-environnementaux potentiels (principaux impacts positifs, impacts négatifs)

Microprojets de : Creusage de la mare, de construction des salles de classe, de marchés, de magasins de stockage,

Tableau 6164: Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT

Impacts potentiels	Mesures environnementales envisageables
Risques liés à l'acquisition des terres servant au creusage de la mare	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix</li> <li>- Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site</li> </ul>
Conflits liés au choix du site servant pour le creusage de la mare/ Déplacement provoqué	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Informer les personnes touchées;</li> <li>- Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens</li> <li>- Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR</li> </ul>
Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de la mare	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place un comité de gestion du MP incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien</li> </ul>
Impacts divers liés aux choix de site	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que, zone sacrée, parcs et aires protégées, zones de frayère etc. ;</li> </ul>
Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,)</li> <li>- Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent</li> </ul>
Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site de la mare	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Reboiser les alentours de la mare pour restaurer les espèces détruites lors du creusage de la mare</li> </ul>
Risques d'accident liés aux déplacements divers et aux travaux de creusage de la mare	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Respecter les emprises routières</li> <li>- Mettre les panneaux de signalisation du chantier;</li> <li>- observer les règles élémentaires de sécurité (port de tenues appropriées, limitation de vitesse, etc.)</li> <li>- Sécuriser le site par de fil barbelai</li> </ul>
Augmentation des revenus dans la zone d'implantation de la mare	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organiser les éleveurs autour de la gestion de la mare pour maximiser les revenus</li> <li>- Organiser les utilisateurs de la mare pour prévenir les conflits d'intérêt qui peuvent survenir dans son exploitation</li> <li>- Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente pour organiser une gestion durable de la mare;</li> </ul>

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

Pollutions liées aux déchets générés pendant les travaux de creusage de la mare	<ul style="list-style-type: none"> <li>- -Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m du cours d'eau)</li> <li>- - Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt</li> </ul>
---	--

<b>Impacts potentiels</b>	<b>Mesures environnementales envisageables</b>
Impacts liés aux déchets domestiques (eaux usées, excréta des animaux, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prévoir des latrines améliorées à fosse ventilée</li> </ul>
Amélioration de l'accès durable aux services de la mare	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage</li> <li>- Prévoir un point d'eau pour améliorer l'utilisation de l'ouvrage</li> </ul>
Risques d'ensablement de la mare après son creusage	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation,</li> <li>- Prévoir également un dispositif de mise à défend d'accès direct des animaux à la mare,</li> <li>- Planter les arbres tout autour de la mare,</li> <li>- Prévoir un système d'utilisation de l'eau de la mare par les motopompes.</li> </ul>

## **2. Microprojets hydrauliques : forage**

<b>Impacts <u>négatifs</u> potentiels</b>	<b>Mesures environnementales envisageables</b>
Risques liés au manque de consensus sur le site d'implantation du forage	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site pouvant permettre à tout le village d'utiliser l'eau du forage et les critères de choix</li> <li>- Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site</li> </ul>
Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> <li>- mettre en place un comité de gestion du Mp incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien</li> </ul>
Impacts divers liés aux choix de site	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que marécages, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de frayère, flancs de montagnes, etc. ;</li> </ul>
Pollution du point d'eau soit par les produits phytosanitaires, soit par la latrine	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (maintenir une distance d'au moins 300 mètres)</li> <li>- Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau</li> </ul>
Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges de l'engin d'exhaure	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Utiliser les engins adaptés/ changer les filtres</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées</li> </ul>
Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,)</li> <li>- Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent</li> </ul>
Risques d'accident dus aux travaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre les panneaux de signalisation du chantier ;</li> <li>- observer les règles élémentaires de sécurité (port de tenues appropriées, limitation de vitesse, etc.)</li> <li>- Sécuriser le site</li> </ul>
Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux	Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m, et les étaler) Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt
Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour du forage	Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation éventuelle dans un puits perdu et sécurisé
Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses	Sécuriser le point d'eau en le clôturant : imperméabiliser les alentours par le carrelage ou perrés maçonnés
Perturbation de la qualité de l'eau	Procéder régulièrement au traitement physico-chimique de l'eau

### 3. Microprojets d'Adduction d'Eau Potable

<b>Impacts <u>négatifs</u> potentiels</b>	<b>Mesures envisageables</b>
Risques liés à l'acquisition des terres pour l'adduction d'eau	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix</li> <li>- Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site</li> </ul>
Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Informer les personnes touchées;</li> <li>- Préparer éventuellement un PAR ;</li> <li>- Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR</li> </ul>
Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage	Mettre en place un comité de gestion du Mp et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien, y compris le coût d'abonnement
Impacts divers liés aux choix de site	Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que marécage, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de frayère, flancs de montagnes etc. ;
Pollution du point d'eau en raison de la proximité de la latrine	Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau
Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges de	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Utiliser les engins adaptés</li> </ul>

l'engin d'exhaure	- Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées
Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins	- Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent
Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site	- Reboiser les alentours de l'ouvrage
Risques d'accident liés aux travaux	- Mettre les panneaux de signalisation du chantier; - Observer les règles élémentaires de sécurité (port de tenues appropriées, limitation de vitesse, etc.)
Augmentation des revenus dans la zone du microprojet	- Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ; - Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, ainsi que la technique HIMO ;
Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux	- Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100 m, et les étaler) - Mettre en dépôt la partie biodégradable dans les anciennes zones d'emprunt

**ICI VOUS AVEZ CONFONDU LE CADRE SOMMAIRE ENVIRONNEMENTAL AU PLAN SOMMAIRE DE GESTION ENVIRONNEMENTAL. BIEN VOULOIR VOUS APPROCHER DU PNDP POUR LES CLARIFICATIONS**

Mis en forme : Police :16 pt

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

## Plan sommaire de gestion de l'environnement

Tableau 62: CADRE SOMMAIRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE Plan de sommaire de gestion de l'environnement

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts socio-environnementaux négatifs possibles	Mesures environnementales d'atténuation des impacts négatifs
<p>Microprojets de construction :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des salles de classe,</li> <li>- des magasins de stockage,</li> <li>- des hangars des marchés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/carrières de graviers ou de sable ;</li> <li>- Pertes des espèces ligneuses liées au dégagement du site ;</li> <li>-Risques de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs ;</li> <li>- Risques de conflits sur le choix du site</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bon choix du site ;</li> <li>- Engazonnement des pentes perturbées ;</li> <li>- Replantation des arbres ;</li> <li>- Remise en état des zones d'emprunt en respectant les pentes du terrain naturel ;</li> <li>-Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix) ;</li> <li>- Obtention d'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site ;</li> <li>-Contre l'insécurité : nettoyage et cantonnement des alentours des ouvrages ;</li> <li>- Mise en place de sous-comité de vigilance</li> <li>- Construction des clôtures autour des ouvrages ;</li> <li>- Contre les conflits : solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives</li> </ul>
<p>Microprojets hydrauliques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction de forages</li> <li>- Aménagement des mares,</li> <li>- Adduction d'eau</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pertes des espèces ligneuses liées au dégagement du site ;</li> <li>- pollution du point d'eau par les produits phytosanitaires, soit par la latrine</li> <li>- Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses</li> <li>-Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ;</li> <li>- Risques d'intoxication dû au mauvais dosage du clore ;</li> <li>- Risques de mauvaises manipulations des ouvrages</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bon choix du site ;</li> <li>- Replantation des arbres ;</li> <li>- Remise en état des zones d'emprunt ;</li> <li>- Création des divergents ;</li> <li>- Contre l'envasement : éliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles</li> <li>- clôture autour du point d'eau</li> <li>- Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix) ;</li> <li>- Obtention d'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site ;</li> <li>- Former le Comité de gestion au dosage de l'eau de javel dans les puits,</li> <li>- Gestion des risques d'envasement et maintenance des ouvrages</li> </ul>
<p>Microprojet d'aménagement des routes rurales</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Perte des espèces ligneuses liées au dégagement du lieu qui servira pour la longueur et la largeur de la route objet de l'aménagement ;</li> <li>- Erosion due à l'exploitation des zones</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Choix d'un bon itinéraire pour l'aménagement de la route;</li> <li>- Engazonnement des pentes perturbées ;</li> <li>- Replantation des arbres ;</li> <li>- Remise en état des zones d'emprunt en respectant les</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>d'emprunts/carrières de graviers ou de sable ;</li> <li>- Risque de conflit avec les propriétaires terriens à qui les champs seront pris ;</li> <li>- Risques de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs ;</li> <li>- Risque de provoquer des rigoles à partir de la route aménagée ;</li> <li>-</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>pentés du terrain naturel ;</li> <li>-Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix) ;</li> <li>- Obtention d'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site ;</li> <li>- Mise en place de sous-comité de vigilance</li> <li>- Contre les conflits : solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives ;</li> <li>- Bon remblayage de la route nouvellement aménagée</li> </ul>
--	--	--

## 6.6.- Plan d'Investissement Annuel (PIA)

Tableau 63: Programmation annuelle des projets prioritaires

N°	Projets	Coût	Source de financement	Lieu d'implantation	ANNEE 2014				Partenaires
					T1	T2	T3	T4	
1	Construction de 3 hangars au marché de Tok	30 000 000	Commune	Marché					
2	Réhabilitation de la mare	30 000 000	Commune PNDP	Makilingaï centre					MINEE, MINEPIA
3	Creusage d'1 forage	8 000 000	Commune PNDP	Nguirziga centre					MINEE
4	Construction de 2 salles de classe	18 000 000	Commune PNDP	EP Mbargadang (Bzoukoudou)					MINDUB
5	Construction d'un de 2 salles de classe	18 000 000	Commune PNDP	EP Dalamouvar					
6	Appui financiers à 5 GIC	1 500 000	Commune	Houmpatak					
7	Creusage d'un forage	8 000 000	Commune PNDP	Dzandzang					MINEE
8	Construction d'un bloc d'une salle de classe	18 000 000	Commune	EP Mondouvaya					MINEDUB
9	Creusage d'un forage	8 000 000	Commune	Molko Oubo (Mbidimé)					MINEE
10	Construction de 2 salles de classe	18 000 000	Commune	EP Damberka					MINDUB
11	Construction d'un bloc de deux salles de classe	18 000 000	Commune	EP Bzagamtagna					

N°	Projets	Coût	Source de financement	Lieu d'implantation	ANNEE 2014				Partenaires
					T1	T2	T3	T4	
12	Construction d'1 bloc de 2 salles de classe	18 000 000	Commune	CES Mayo-plata					
13	Creusage forage	8 000 000	Commune	Lahma					MINEE
14	Creusage d'un forage	8 000 000	Commune	Bzagambaï					
15	Construction de magasin de stockage d'oignon	15 000 000	PNDP	Baka Wandala centre					MINADER
			Commune						
16	Construction d'un magasin de stockage	15 000 000	PNDP	Ouro Krokro centre					
			Commune						
17	Construction d'un hangar	15 000 000	PNDP	Lalawaï marché					
			Commune						
	<b>Total</b>	<b>254 500 000</b>							

## 6.7.- Plan de Passation des marchés du PIA

Tableau 64: Plan de passation des marchés

Etape Projet	Etude de faisabilité	Préparation dossier d'appels d'offres	Lancement de la procédure	Période de soumission	Ouverture et évaluation des offres	Décision d'attribution	Signature de la lettre commande	Enregistre ment et Exécution
Construction de 3 hangars au marché de Tok	1 semaine	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	5 jours	2 semaines	1 semaine
Réhabilitation de la mare	2 semaines	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	1 semaine	2 semaines	1 semaine
Creusage d'1 forage à Nguirziga	1 semaine	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	1 semaine	2 semaines	1 semaine
Construction de 2 salles de classe à Mbargadan	1 semaine	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	1 semaine	2 semaines	1 semaine
Construction d'un de 2 salles de classe à Dalamvar	1 semaine	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	1 semaine	2 semaines	1 semaine
Appui financiers à 5 GIC à Dzandzang								
Creusage d'un forage à Moundouvaya	1 semaine	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	1 semaine	2 semaines	1 semaine
Construction d'un bloc d'une salle de classe	1 semaine	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	1 semaine	2 semaines	1 semaine
Creusage d'un forage à Molko Oubo (Mbidimé)	1 semaine	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	1 semaine	2 semaines	1 semaine
Construction de 2 salles de classe à EP Damberka	1 semaine	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	1 semaine	2 semaines	1 semaine
Construction d'un bloc de deux salles de classe à Bzagamtagna	1 semaine	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	1 semaine	2 semaines	1 semaine
Construction d'1 bloc de 2 salles de classe au CES de Mayo-Plata	1 semaine	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	1 semaine	2 semaines	1 semaine

<b>Etape</b> <b>Projet</b>	<b>Etude de faisabilité</b>	<b>Préparation dossier d'appels d'offres</b>	<b>Lancement de la procédure</b>	<b>Période de soumission</b>	<b>Ouverture et évaluation des offres</b>	<b>Décision d'attribution</b>	<b>Signature de la lettre commande</b>	<b>Enregistrement et Exécution</b>
Creusage forage à Lahma	1 semaine	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	5 jours	2 semaines	1 semaine
Creusage d'un forage à Bzagambaï	1 semaine	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	5 jours	2 semaines	1 semaine
Construction de magasin de stockage d'oignon à Baka Wandala centre	1 semaine	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	5 jours	2 semaines	1 semaine
Construction de magasin de stockage à Wouro Krokro	1 semaine	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	5 jours	2 semaines	1 semaine
Construction d'un hangar au marché de Lalawaï	1 semaine	2 semaines	1 semaine	3 semaines	1 semaine	5 jours	2 semaines	1 semaine

**CAHPITRE V : MECANISME DE SUIVI-  
EVALUATION**

Le système de suivi/évaluation est l'ensemble des procédés dont la commune se dote dans le cas de son programme de développement à moyen terme pour suivre l'exécution des activités et les résultats escomptés. Un tel système est assimilable à un garde-fou contre d'éventuels dérapages pouvant compromettre lesdits résultats.

Le suivi/évaluation du plan concerne tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du PCD mais plus particulièrement l'administration communale et le comité de suivi.

Vu l'importance de cette activité, il s'est avéré nécessaire de renforcer les capacités du comité de suivi en méthode de suivi et évaluation du PCD.

#### ❖ **Suivi du PCD**

Le suivi est un processus continu de collecte et de traitement des informations et renseignements sur tous les aspects essentiels de la mise en œuvre du PCD. Il permet d'éviter l'accumulation préjudiciable des faiblesses et des blocages et de valoriser au mieux les succès.

Faire le suivi, c'est comparer les réalisations aux prévisions afin de ressortir et de mettre en évidence les écarts (en référence aux objectifs et aux résultats escomptés). Pour faire le suivi, il faut au préalable définir un système de suivi qui permet de renseigner sur les avancées du programme et du plan (ou en sommes-nous dans l'atteinte des résultats?). A ce niveau les indicateurs doivent être formulés clairement pour comparer les objectifs aux réalisations effectives dans chaque secteur.

#### **- Importance de suivi**

Le suivi est un moyen:

- d'entretenir un dialogue permanent et constructif au sein de l'équipe de mise en œuvre,
- de contrôle des activités, car elle permet de vérifier si les données recueillies répondent aux normes et aux prescriptions établies,
- de gestion qui permet de prendre des mesures pratiques et d'apporter des corrections à la mise en œuvre d'une action et des orientations techniques afin d'adapter ou de corriger l'action,
- d'encourager ceux qui sont à la tâche, moyen dissuasif par ailleurs, car l'exécutant fait plus attention aux actes qu'il pose.

#### **- Acteurs de suivi dans le PCD**

Les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du PCD interviennent également à des degrés différents dans le suivi et l'évaluation du PCD. Nous pouvons citer ici: La tutelle (Préfecture), l'exécutif communal, le conseil municipal, le comité de suivi et le service de la mairie, les

populations et les élites, la Société civile; les partenaires financiers et techniques; les Services Déconcentrés de l'Etat.

**- Eléments à prendre en compte lors de suivi:**

Ces éléments sont les suivants : la date de la visite, la localité de visite, la composition de l'équipe, l'objet de la visite, les activités menées, le niveau de réalisation, l'écart dans la réalisation, les changements constatés, les difficultés rencontrées et les solutions envisagées.

**- Outils de suivi**

Plusieurs outils peuvent être utilisés pour le suivi du PCD. Nous pouvons citer entre autres:

- Les fiches de suivi (mensuelle, trimestrielle...) dont le modèle est proposé ci- bas et qui peut être adaptés selon les circonstances :

Périodes, activités	Prévues	Réalisées (y compris non prévues mais réalisées)	Taux de réalisation	Observation et explication des écarts
---------------------	---------	--	---------------------	---------------------------------------

- Les rapports (mensuels, trimestriels ou annuels) sont la compilation des fiches de suivi consolidées par des commentaires;
- Les compte- rendus verbal des descentes de terrain;
- Les bulletins ou lettre d'informations communale (mensuels ou trimestriels) pour suivre les activités dans son ensemble;
- Le diagnostic communal qui ressort l'état des lieux (référence) afin de permettre une confrontation entre cet état de référence et l'état actuel (après une action faite). Ce diagnostic est surtout institutionnel.
- Les missions des terrains pour appréhender par soi-même, sans la médiation des discours, un certain nombre de réalités;
- Les entretiens individuels qui permettent de mener des investigations en profondeur et d'acquérir certaines informations difficilement accessibles par d'autres moyens.

**- Périodes de suivi**

Elles ne sont pas figées. Elles peuvent être journalières, hebdomadaires, mensuelles ou trimestrielles suivant les activités et leur enjeu ou selon les risques auxquels celles-ci sont exposées.

Exemples: Le suivi des finances est journalier et ne saurait dépasser l'hebdomadaire; le suivi du chantier d'infrastructures doit être fait à certaines étapes sensibles de la construction (fouille, fondation, poteau), le suivi de la scolarisation est fait à la pré-rentree et à la rentrée (pour voir l'effectif d'inscription).

#### - Types de suivi:

Il existe deux types de suivi:

- suivi de l'exécution porte sur la mesure de la progression dans la réalisation (suivi de la planification annuelle et suivi de la mise en œuvre/investissement)
- suivi des impacts se préoccupe de l'observation des changements favorables et défavorables dues à la mise en œuvre du PDC.

Il est important que les acteurs chargés du suivi du PDC prennent en compte ces deux aspects.

#### - Précautions à prendre pour le suivi:

- Disposer des moyens humains compétents;
- Réunir les moyens financiers et matériels.

##### ❖ Evaluation du PCD

Evaluer c'est analyser les résultats par rapport aux objectifs en vue de porter un jugement objectif et éventuellement de déterminer les nouvelles orientations et donc de faire évoluer. L'évaluation permet d'améliorer l'action, de déterminer les acquis à consolider, les orientations à modifier et les moyens à mettre en œuvre.

L'évaluation sert à:

- Gérer le plan en estimant les résultats et les effets et en analysant le passé pour programmer l'avenir;
- Informer tous les acteurs du plan (lisibilité et transparence);
- Contrôler la réalisation des actions et l'utilisation du fonds.

L'équipe chargée de l'évaluation du plan doit aussi s'auto-évaluer c'est se regarder dans un miroir. L'auto-évaluation permet de diagnostiquer les forces et faiblesses des différents acteurs impliqués dans le plan afin de faire un recentrage des actions sur la base d'une réflexion approfondie.

#### - Critères d'évaluation

L'évaluation du PCD doit s'appuyer sur les aspects suivants:

- La cohérence: analyse du plan entrepris ou à entreprendre en fonction du contexte, des moyens déployés et des acteurs impliqués;
- L'efficacité: analyse des résultats obtenus en fonction des objectifs définis;
- L'efficience: analyse des résultats obtenus en fonction des moyens déployés;
- La pertinence: analyse des solutions retenues et de leur mise en œuvre en fonction des problèmes et des besoins exprimés;
- La pérennité /viabilité: analyse des potentialités de poursuite des actions (autonomisation) après retrait ou désengagement de l'aide extérieure (retrait du financement du bailleur de fonds).

A la fin de chaque année, le comité de suivi se chargera d'organiser des séances d'auto-évaluation et d'évaluation des activités. Un plan de suivi et d'évaluation doit être élaboré à cet effet. Ceci pour apprécier le niveau de réalisation et les effets des activités menées. Cette appréciation qui porte sur le programme annuel permet de savoir si au cours de l'année, les efforts déployés contribuent confortablement ou pas à l'atteinte des objectifs du PCD.

- **Acteurs impliqués dans l'évaluation**

Tous les acteurs impliqués dans le suivi sont recommandés dans l'évaluation.

- **Outils d'évaluation**

Il est recommandé d'utiliser la fenêtre SEPO lors de l'évaluation. Les autres outils comme les enquêtes et les sondages peuvent également nous guider.

**a. Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD**

Vue l'importance de l'action, il est nécessaire de passer en revue de manière ramasser les rôles de chaque acteur qui sera impliqué dans la mise en œuvre du plan sans parler spécifiquement de comité de suivi, c'est ainsi que nous citons entre autres :

- La tutelle (Préfecture) pour le contrôle de légalité des actes communaux et l'assistance conseil,
- L'exécutif communal pour faire piloter le programme annuel et suivre les impacts du PDC,
- Le conseil municipal qui contrôle l'exécution du PDC et qui donne des orientations au maire,
- Le comité de suivi qui collecte et traite les données de suivi et fait des propositions à l'exécutif ;
- Les populations et les élites pour le suivi des engagements pris par le conseil communal vis-à-vis des activités retenues dans le plan
- La Société civile pour le rôle de rendre l'exécutif redevable des actions à engager ;
- Les partenaires financiers pour financer les actions retenues dans le PDC ;
- Les Services Déconcentrés de l'Etat qui sont les partenaires techniques de la mise en œuvre du PDC.

Le comité de suivi de mise en œuvre de ce plan de manière spécifique est composé ainsi qu'il suit dans ce tableau :

La composition des membres de comité de suivi de mise en œuvre du Plan Communal de Développement

POSTES	NOMS ET PRENOMS
1. Président :	Laraba Etienne
2. Secrétaire du Comité (Rapporteur)	Bouba Jonas
3. Trésorier	Papier Magzagabé
3. Membres :	
3.1. Représentants des associations des Communautés à la base	- Asta (Dala Zoulgo), -
3.2. Représentant des Chefs traditionnels	Ampélé Nguilew
3.3. Représentants du Conseil Municipal	- M. Hamza Agoula, - Vele Moussa, - Bouba Samuel Daouda, - Hadama, - Ndigwa Augustin, - Dina Christine
3.4. Représentant de l'exécutif Communal	M. Naba Hans
3.5. Représentant de la société civile	Tamara Etienne
3.6. Secrétaire Général	Adam Abandouma

OU EST L'ARRETE QUI MET EN PLACE CE COMITE DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PCD ?

#### **b. Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA)**

Les indicateurs de suivi et évaluation sont :

- Les fiche de suivi (mensuelle, trimestrielle...) qui fait mention de :  
Périodes, activités Prévue Réalisées (y compris non prévues mais réalisées) Taux de réalisation Observation et explication des écarts,
- Les rapports (mensuels, trimestriels ou annuels) sont la compilation des fiches de suivi consolidées par des commentaires;
- Les compte- rendus verbal des descentes de terrain;
- Les bulletins ou lettre d'informations communale (mensuels ou trimestriels) pour suivre les activités dans son ensemble;
- Le diagnostic communal qui ressort l'état des lieux (référence) afin de permettre une confrontation entre cet état de référence et l'état actuel (après une action faite). Ce diagnostic est surtout institutionnel.

#### **c. Dispositif, outils et fréquence du reporting**

Le dispositif qu'il faut prendre tourne autour de des moyens à mobilisés (ressources humaines, matérielles et financières) permettant à l'équipe de se mobiliser à tout moment opportun pour les activités. Les outils généralement utilisés dans ce genre de travail est l'outil SEPO, le sondage, les enquêtes etc... Le reporting dépend des objectifs fixé en début de chaque année, il peut être mensuel, bimensuel, trimestriel ou semestriel. Mais l'idéal est de faire le reporting à la fin de chaque mois pour éviter certains manquements qui peuvent survenir.

#### **d. Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD**

Sur la base des différents rapports du comité de suivi du plan, qui fait ressortir à tout moment les écarts dans la réalisation des activités planifiées, l'exécutif communal dans l'exercice de ses fonctions prépare le PIA avec l'appui des autres acteurs pertinents impliqués dans le processus de développement de la Commune. Il en est de même que pour l'actualisation du PCD qui se base sur l'ensemble des activités planifiées de manière stratégique et sur la base des différents rapports d'évaluation à la fin de chaque année, se propose des nouveaux projets en tenant compte des écarts des années précédentes.

Mis en forme : Couleur de police : Rouge

Ce que vous avez dit ici n'est pas ce qui vous a été dit à l'atelier du PIA ni à l'atelier de lecture des multiples drafts de votre PCD (Bien vouloir vous approcher du PNDP).

Mis en forme : Police :18 pt

Mis en forme : Police :18 pt, Couleur de police : Rouge, Français (France)

#### **8- PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD**

La mise en œuvre du PCD bien que relevant de l'exécutif doit s'appuyer sur plusieurs autres acteurs pour que le processus entamé soit bien mené.

##### **8.1.- Les différents acteurs et leurs rôles dans la mise en œuvre du plan**

Les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du plan sont entre autres :

- La tutelle (Préfecture) pour le contrôle de légalité des actes communaux et l'assistance conseil,
- L'exécutif communal pour faire piloter le programme annuel et suivre les impacts du PCD,
- Le conseil municipal qui contrôle l'exécution du PCD et qui donne des orientations au maire,
- Le comité de suivi qui collecte et traite les données de suivi et fait des propositions à l'exécutif ;
- Les populations et les élites pour le suivi des engagements pris par le conseil communal vis-à-vis des activités retenues dans le plan
- La Société civile pour le rôle de rendre l'exécutif redevable des actions à engager ;
- Les partenaires financiers pour financer les actions retenues dans le PCD ;
- Les Services Déconcentrés de l'Etat qui sont les partenaires techniques de la mise en œuvre du PCD.



## **8.2- Etapes de la mise en œuvre**

### **A- Publication/médiatisation du PCD**

La publication et la médiatisation du plan de développement constituent une tâche importante de communication qui situe les populations et les autres différents acteurs de la commune sur les priorités de développement retenues par le conseil et sur la réalisation de ces priorités.

### **B- Elaboration des programmes annuels**

Les programmes annuels sont ceux qui découlent du programme pluriannuel du PCD. Il s'agit ici de morceler le programme pluriannuel et donner des précisions sur les activités à mener durant l'année en cours, leurs localisations, les moyens à mobiliser et les responsables par activité.

Les programmes annuels sont élaborés par l'exécutif communal en collaboration avec le comité de suivi puis soumis au conseil municipal.

En fonction des activités programmées, le budget d'investissement de la commune en année n est élaboré en année n-1 ceci pour consolider le lien entre le budget annuel de la commune et le plan d'investissement afin de limiter une gestion à courte vue.

### **C- Elaboration des dossiers techniques et financiers (montage des projets)**

L'élaboration des dossiers techniques et financiers constitue la première étape de mise en œuvre du PCD. Il s'agit ici de monter un dossier pour chaque activité /investissement. Le dossier précise tous les contours de la faisabilité technique, organisationnelle et financière.

Cette étape est généralement confiée à des experts dont le profil dépend de la nature de l'activité ou de l'investissement. Pour les communes ne disposant pas de moyens suffisants, elles peuvent faire recours aux compétences des SDE ou faire appel à des ressortissants qualifiés et bénévoles.

### **D- Elaboration des stratégies de communication et de mobilisation des ressources**

Une stratégie de communication interne et externe est mise en place par l'exécutif communal et le comité de suivi afin de provoquer l'adhésion des populations et la participation des différents acteurs de développement communal aux réalisations inscrites dans le plan de développement.

La mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre du PCD est une étape très importante. Pour ce faire, la commune doit:

- améliorer sa stratégie de mobilisation des ressources internes;
- saisir les opportunités qu'offre l'Etat avec les transferts des compétences aux collectivités;
- sensibiliser les élites et les opérateurs économiques à financer les activités inscrites dans le plan;
- sensibiliser les bénéficiaires à participer aux réalisations programmées;
- développer des relations avec des partenaires techniques et financiers afin de susciter leurs concours pour la mise en œuvre du PCD.

### **E- Approches de mise en œuvre du PCD**

La mise en œuvre du PCD doit obéir à certaines conditions qui sont la **transparence** et la **participation**. Elle doit également définir les modalités de **l'organisation** des activités et **les formations** à dispenser.

Les activités programmées tiennent comptes 28 secteurs objets du diagnostic dans les villages et 4 autres aspects importants dans le développement de la Commune (diagnostic institutionnel de la Commune, les changements climatiques, la petite enfance et le développement de l'économie locale).

Le tableau ci-dessus présente de manière succinct le plan de Communication que la Commune est appelée à suivre pour une meilleure mise en œuvre de son plan de développement.

## Planification des activités de communication

### POURQUOI DANS CE TABLEAU LES COLONNES COÛTS ET PERIODE NE SONT PAS REMPLIES ?

Mis en forme : Police :16 pt

Tableau 65: Plan de communication pour la mise en œuvre de PCD

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
<b>COMMUNICATION INTERNE</b>							
Assurer une bonne circulation de l'information en interne	- Créer des adresses email pour chaque personnel	chargé de communication	Conseiller municipaux	internet			N° du compte mail
	Organiser les réunions de coordination des activités	Le maire et tous les chefs de services	Le personnel communal et/ou les Conseillers municipaux	Planification des activités			Feuille de présence à la séance
	Instituer les tableaux d'affichages	Le maire et tous les chefs de services	Le personnel communal et/ou les Conseillers municipaux et tous les usagers				
	-						
	- Créer une boîte à suggestion	Acteurs communaux	Acteurs communaux				
<b>COMMUNICATION EXTERNE</b>							
<b>La communication avec les autorités et les sectoriels</b>							
Informier régulièrement les autorités nationales, régionales et locales des activités de la commune	Produire et diffuser les rapports périodiques d'activités	Secrétaire général	-membres du gouvernement -gouverneur -sectoriels -préfet	Rapport périodiques		trimestriel	Cahier de transmission
<b>La communication avec les populations de la commune bénéficiaires</b>							
Sensibiliser les populations sur l'importance des activités de développement	-organiser les tournées d'information et de sensibilisation dans les villages	-maires -conseillers municipaux	-communautés	Tournée de Mr le sous-préfet		Semestre	Compte rendu de tournée
Restituer le plan	Séance de restitution des PCD au	-Maire	communautés	Plans			Planification des

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
communal de développement aux populations pour les engager dans la mise en œuvre des actions convenues	niveau des communautés	-Conseillers municipaux		communaux de développement			décence dans les communautés, feuille de présence des participants
Promouvoir la gouvernance locale	Communiquer sur le budget et le compte administratif de la commune	maire	communautés	-Médias locaux -Site internet communal -concertation avec les communautés -babillard de la commune			Témoignage, PV, affiche
<b>Communication avec la société civile et le secteur privé</b>							
Impliquer la société civile et le secteur privé dans la conduite des actions de développement	Organiser des rencontres avec la société civile et le secteur privé	Le maire	Société civile/secteur privé	correspondances			Nombre des accords de partenariat
Promouvoir la gouvernance locale	Communiquer sur le budget et le compte administratif de la commune	maire	communautés	-Médias locaux -Site internet communal -concertation avec les les O et la société civile de la commune			Témoignage, PV, affiche
Constituer une banque de données sur la société civile et le secteur privé	Mettre en place un répertoire et des contacts	Chargé de la communication	maire				Répertoire disponible
Informier régulièrement la société civile et le secteur privé sur les activités de la commune	Concevoir et diffuser un rapport d'activités trimestriel	Chargé de la communication	Société civile, secteur privé	-Rapport d'activités trimestriel, semestriel et annuel -site internet -mailing			Liste de diffusion du rapport
<b>Communication avec les partenaires techniques et financiers</b>							
Identifier les partenaires	Constituer un répertoire des partenaires et leurs contacts	Chargé de la communication	maires	Plan communal de développement			Répertoire disponible

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
Sensibiliser et impliquer les partenaires sur le processus de développement de la commune	Organiser des séances de travail et créer des cadres de concertation entre la commune et les partenaires	Chargé de la communication	maires	Séances de travail			Compte rendu disponible
Informier régulièrement les partenaires sur l'exécution du plan de développement et des autres activités de la commune	Produire et diffuser le rapport d'activités	-Maire -Conseillers municipaux	Projets et programmes Bailleurs de fonds/ONG	Rapport d'activités			Rapport diffusé
<b>Communication avec les élites extérieures et la diaspora</b>							
Identifier les élites extérieures et la diaspora de la commune	Constituer un répertoire des fils et filles de la commune vivant hors du Cameroun	Chargé de la communication	maires				Répertoire disponible
Sensibiliser et impliquer les élites extérieures et les élites de la diaspora dans le processus de développement de la commune	Organiser des campagnes de sensibilisation auprès des élites extérieures et les acteurs de la diaspora	Chargé de la communication	maires	Campagnes d'information avec plan communal de développement comme support			Compte rendu disponible
Informier régulièrement les élites extérieures et la diaspora sur l'exécution du plan de développement et des autres activités de la commune	Produire et diffuser le rapport d'activités	-Maire -Conseillers municipaux	Elites extérieures diaspora	Rapport d'activités transmis par email ou diffusé sur le site internet de la commune			Rapport diffusé
<b>LA COMMUNICATION DE MASSE</b>							
Informier le grand public sur les activités de la commune, l'élaboration et la mise en œuvre du plan communal de développement	Organiser des émissions sur les radios communautaires ou régionales	Chargé de la communication	Grand public	Médias de masse			Nombre d'émissions diffusées
	Concevoir, mettre en ligne et actualiser régulièrement le site web de la commune	Chargé de la communication	Public national et international	Site internet			Site en ligne
	Organiser des points de presse	Chargé de la communication	journalistes	dossiers de presse			
	Réaliser des reportages et des documentaires sur les activités de la commune	Chargé de la communication	Grand public				Nombre des rapports rédigés
	Créer et diffuser un journal communal	Chargé de la communication	Grand public				Nombre d'éditions
<b>Actions de plaidoyer</b>							
Rechercher des	Organiser des rencontres avec	maire	MINEPAT et les	PCD et état			Nombre des

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
financements alternatifs pour la mise en œuvre du plan de développement	les sectoriels		autres sectoriels	de mise en œuvre			rencontres organisées mentionnées par le CR
	Organiser des rencontres avec les bailleurs et des projets ainsi que les programmes	Maire	partenaires	PCD et état de mise en œuvre			Nombre des rencontres organisées mentionnées par le CR
	Organiser des rencontres avec les OE du secteur privé	Maire	Chefs d'entreprise	PCD et état de mise en œuvre			Nombre des rencontres organisées mentionnées par le CR
	Organiser des rencontres avec la diaspora	Maire	Diaspora				Nombre des rencontres organisées mentionnées par le CR

### **BIBLIOGRAPHIE**

- Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, République du Cameroun. (2004). Loi N°2004/018 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux communes,
- Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, République du Cameroun. Série de degré relatif aux compétences transférées de 2010,
- PNDP, Méthodologie d'élaboration d'un plan de développement communal (Draft),
- CADEPI/GTZ-PADDL. (2005). Plan de Développement Communal de Kaélé (2006-2010),
- CADEPI/PNUD/SNV/MINPAT, Plan de Développement Communal de Tokombéré basé sur les OMD,
- Ministère de Planification, de la Programmation de Développement et de l'Aménagement de Territoire, République du Cameroun. Document de stratégies pour la Croissance et l'Emploi (DSCE),
- Sana-Logone/GTZ-PADDL. (2004). Etude diagnostique de la Commune Rurale de Tokombéré,
- CADEPI/PNDP. Plans de Développement Locaux,

**ANNEXES**

Les différentes fiches d'identification des projets

**Annexe 1 : Fiches d'identification des projets**

<b>1 – Fiche d'identification du microprojet de Construction de trois hangars au marché de Tokombéré</b>	
<b>Résumé :</b> Il s'agit de mettre à la disposition des commerçants de Tokombéré des infrastructures marchandes leur permettant de renforcer leur commerce afin d'améliorer les recettes communales grâce à l'augmentation aux taxes	
<b>N° de référence :</b>	<b>Libellé du microprojet :</b> <i>Projet de construction de 3 hangars au marché central de Tokombéré</i>
<b>Région:</b> Extrême-Nord	<b>Domaine d'intervention :</b> Commerce
<b>Commune :</b> Tokombéré	
<b>Maître d'Ouvrage :</b> <i>Maire de la commune de Tokombéré</i>	
<b>Méthode de passation de marché :</b> <i>DAO : Procédure Nationale ARMP</i>	
<b>Chef de Service :</b> Secrétaire Général	
<b>Ingénieur du marché :</b> <i>Délégué Départemental des travaux publics</i>	
<b>Maitre d'œuvre :</b>	
<b>Agence d'exécution :</b> Prestataire de service	
<b>Organisme Co-intervenant :</b>	
<b>SECTORIEL ENGAGE DANS LA REALISATION DU MICROPROJET</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Délégations Départementales : Du commerce de Mayo-Sava</i></li> </ul> <b>AUTRE ORGANISME ENGAGE DANS LA REALISATION DU MICROPROJET</b>	
<b>Objectif global du micro projet :</b> Contribuer au renforcement des infrastructures marchandes au marché	
<b>Objectifs spécifiques :</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Lancer les appels d'offre</i></li> <li>• <i>Construire les hangars</i></li> <li>• <i>Réceptionner les hangars</i></li> </ul>	
<b>COUT TOTAL ESTIME:</b> 30 000 000 (Trente millions) <i>Francs CFA TTC</i>	<b>Financement demandé :</b> <b>0 F CFA</b>
	<b>Contribution de la Commune:</b> 30 000 000FCFA
<b>Description du microprojet :</b> les hangars seront construits en ciment et toit en tôles avec des poteaux servant du support	
<b>Nombre de bénéficiaires du microprojet :</b> plus de 20 640 âmes	
<b>Résultats attendus sur le plan économique:</b> Augmentation des recettes propres de la Commune grâce à l'amélioration de paiement des taxes par les usagers	
<b>-Prise en compte des aspects sociaux environnementaux :</b> Reconstituer les ressources naturelles détruites (arbres en particulier)	
<b>Durée d'exécution du projet :</b>	3 mois

**2 – Fiche d'identification du microprojet de réhabilitation de la mare dans la localité de Makilingai centre**

<b>Résumé :</b> Il est question ici de procéder à la réhabilitation d'une mare dans la localité de Makilingai centre, visant à satisfaire les besoins des troupeaux en eau, afin de lutter efficacement contre les effets néfastes du climat.	
<b>N° de référence :</b>	<b>Libellé du microprojet :</b> <i>Projet de réhabilitation d'une mare dans la localité de Makilingai centre.</i>
<b>Région:</b> Extrême-Nord	<b>Domaine d'intervention :</b> MINEE/MINEPIA
<b>Commune :</b> Tokombéré	
<b>Maître d'Ouvrage :</b> <i>Maire de la commune de : Tokombéré</i>	
<b>Méthode de passation de marché :</b> <i>DAO : Procédure Nationale ARMP</i>	
<b>Chef de Service :</b> Secrétaire Général	
<b>Ingénieur du marché :</b> <i>Délégué Départemental des travaux publics</i>	
<b>Maitre d'œuvre :</b> <i>Ministère de l'eau et énergie /Elevage, pêche et industrie animale</i>	
<b>Agence d'exécution :</b> Prestataire de service	
<b>Organisme Co-intervenant :</b> Le Programme National de Développement Participatif	
<b>SECTORIEL ENGAGE DANS LA REALISATION DU MICROPROJET</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Délégations Départementales : De l'eau et énergie/ Elevage, pêche et industrie animale du Mayo-Sava</i></li> </ul> <b>AUTRE ORGANISME ENGAGE DANS LA REALISATION DU MICROPROJET</b>	
<b>Objectif global du micro projet :</b> Faciliter l'accès des éleveurs à l'eau pour leurs animaux	
<b>Objectifs spécifiques :</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Lancer les appels d'offre</i></li> <li>• <i>Réhabiliter la mare</i></li> <li>• <i>Réceptionner la mare</i></li> </ul>	
<b>COUT TOTAL ESTIME:</b> 30 000 000 (Trente millions)  <b>Francs CFA TTC</b>	<b>Financement demandé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 25 500 000 F CFA</li> <li>• Source : PNDP</li> </ul> <b>Contribution de la Commune:</b> 4 500 000 FCFA
<b>Description du microprojet :</b> les hangars seront construits en ciment et toit en tôles avec des poteaux servant du support	
<b>Nombre de bénéficiaires du microprojet :</b> 3 470 âmes	
<b>Résultats attendus sur le plan économique:</b> Augmentation des recettes propres de la Commune grâce à l'amélioration de paiement des taxes sur bétail par les éleveurs.	
<b>Prise en compte des aspects sociaux environnementaux :</b> Construction des digues et plantation des arbres autour de la mare.	

<b>Durée d'exécution du projet :</b>	3 mois
--------------------------------------	--------

**3 – Fiche d'identification du microprojet de creusage d'un forage dans la localité de guirziga centre.**

<b>Résumé :</b> Il s'agit de mettre à la disposition des populations du village Nguirziga de l'eau potable afin de d'assurer leur besoin en eau et de lutter contre les maladies hydriques.	
<b>N° de référence :</b>	<b>Libellé du microprojet :</b> Projet de creusage d'un forage dans la localité de Nguirziga centre.
<b>Région:</b> Extrême-Nord	<b>Domaine d'intervention :</b> Eau et Energie
<b>Commune :</b> Tokombéré	
<b>Maître d'Ouvrage :</b> Maire de la commune de Tokombéré	
<b>Méthode de passation de marché :</b> DC	
<b>Chef de Service :</b> Secrétaire Général	
<b>Ingénieur du marché :</b> Délégué Départemental des travaux publics	
<b>Maitre d'œuvre :</b> Ministère de l'eau et de l'énergie	
<b>Agence d'exécution :</b> Prestataire de service	
<b>Organisme Co-intervenant :</b>	
Le Programme National de Développement Participatif	
<b>SECTORIEL ENGAGE DANS LA REALISATION DU MICROPROJET</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Délégations Départementales : De l'eau et de l'énergie à lutter du Mayo-Sava</i></li> </ul> <b>AUTRE ORGANISME ENGAGE DANS LA REALISATION DU MICROPROJET</b>	
<b>Objectif global du micro projet :</b> Approvisionner les populations Nguirziga en eau potable.	
<b>Objectifs spécifiques :</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Lancer les appels d'offre</i></li> <li>• <i>Creuser un forage</i></li> <li>• <i>Réceptionner le forage</i></li> </ul>	
<b>COUT TOTAL ESTIME:</b> 8 000 000 (Huit millions)  <i>Francs CFA TTC</i>	<b>Financement demandé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 7 600 000 F CFA</li> <li>• Source : Commune /PNDP</li> </ul> <b>Contribution de la Commune:</b> 400 000 FCFA <b>FCFA</b>
<b>Description du microprojet :</b> les hangars seront construits en ciment et toit en tôles avec des poteaux servant du support	
<b>Nombre de bénéficiaires du microprojet :</b> 2780 âmes	
<b>Résultats attendus sur le plan économique :</b> Mettre à la disposition des populations de l'eau potable afin de lutter contre les maladies hydriques source des dépenses des familles et la sécheresse.	

**Prise en compte des aspects sociaux environnementaux :** Reconstituer les ressources naturelles détruites (arbres en particulier) lors de l'implantation de l'ouvrage.

<b>Durée d'exécution du projet :</b>	3 mois
--------------------------------------	--------

**4 – Fiche d'identification du microprojet de Construction de deux salles de classes dans les localités de Mbargadang (Bzougoudou).**

<b>Résumé :</b> Mettre à la disposition des établissements scolaires des villages Mbargadang (Bzougoudou) des cadres de formation adéquate visant à lutter contre la sous-scolarisation et de promouvoir un bon rendement scolaire.	
<b>N° de référence :</b>	<b>Libellé du microprojet :</b> <i>Projet de construction de 2 salles de classe dans les localités de Mbargadang (bzougoudou).</i>
<b>Région:</b> Extrême-Nord	<b>Domaine d'intervention :</b> Education de Base
<b>Commune :</b> Tokombéré	
<b>Maître d'Ouvrage :</b> <i>Maire de la commune de : Tokombéré</i>	
<b>Méthode de passation de marché :</b> DC:	
<b>Chef de Service :</b> Secrétaire Général	
<b>Ingénieur du marché :</b> Délégué Départemental des travaux publics	
<b>Maitre d'œuvre :</b> <i>Ministère de l'éducation de base</i>	
<b>Agence d'exécution :</b> Prestataire de service	
<b>Organisme Co-intervenant :</b> PNDP	
<b>SECTORIEL ENGAGE DANS LA REALISATION DU MICROPROJET</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Délégations Départementales : De l'éducation de base du Mayo-Sava</i></li> </ul> <b>AUTRE ORGANISME ENGAGE DANS LA REALISATION DU MICROPROJET</b>	
<b>Objectif global du micro projet :</b> Contribuer à la décongestion des salles de classe.	
<b>Objectifs spécifiques :</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Lancer les appels d'offre</i></li> <li>• <i>Construire des salles de classe</i></li> <li>• <i>Réceptionner les salles de classe</i></li> </ul>	
<b>COUT TOTAL ESTIME:</b> 18 000 000 (Dix-huit millions)  <i>Francs CFA TTC</i>	<b>Financement demandé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>16 200 000 F CFA</b></li> <li>• <b>Source : Commune /PNDP</b></li> </ul> <b>Contribution de la Commune:</b> 1 800 000 FCFA
<b>Description du microprojet :</b> les salles de classe seront construites en ciment et toit en tôles.	
<b>Nombre de bénéficiaires du microprojet :</b> 1330 âmes	
<b>Résultats attendus sur le plan économique :</b>	
<b>Prise en compte des aspects sociaux environnementaux :</b> Identifier un site plat pour éviter l'érosion pluviale et reconstituer les ressources naturelles détruites (arbres en particulier) lors de l'implantation de l'ouvrage.	
<b>Durée d'exécution du projet :</b>	3 mois

**5 – Fiche d'identification du microprojet de Construction de deux salles de classes à l'EP de Dalamouvar.**

<b>Résumé :</b> Mettre à la disposition des élèves de l'école publique de Dalamvar un cadre d'étude adéquat visant à améliorer leur rendement scolaire.	
<b>N° de référence :</b>	<b>Libellé du microprojet :</b> <i>Projet de construction de 2 salles de classe dans la localité de la Dalamouvar</i>
<b>Région:</b> Extrême-Nord	<b>Domaine d'intervention :</b> Education de Base
<b>Commune :</b> Tokombéré	
<b>Maître d'Ouvrage :</b> <i>Maire de la commune de : Tokombéré</i>	
<b>Méthode de passation de marché :</b> DC:	
<b>Chef de Service :</b> Secrétaire Général	
<b>Ingénieur du marché :</b> Délégué Départemental des travaux publics	
<b>Maitre d'œuvre :</b> <i>Ministère de l'éducation de base</i>	
<b>Agence d'exécution :</b> Prestataire de service	
<b>Organisme Co-intervenant :</b> PNDP	
<b>SECTORIEL ENGAGE DANS LA REALISATION DU MICROPROJET</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Délégations Départementales : De l'éducation de base du Mayo-Sava</i></li> </ul> <b>AUTRE ORGANISME ENGAGE DANS LA REALISATION DU MICROPROJET</b>	
<b>Objectif global du micro projet :</b> Contribuer à la décongestion des salles de classe. <b>Objectifs spécifiques :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Lancer les appels d'offre</i></li> <li>• <i>Construire des salles de classe</i></li> <li>• <i>Réceptionner les salles de classe</i></li> </ul>	
<b>COUT TOTAL ESTIME:</b> 18 000 000 (Dix-huit millions) Francs CFA TTC	<b>Financement demandé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>16 200 000 F CFA</b></li> <li>• <b>Source : PNDP</b></li> </ul>
	<b>Contribution de la Commune:</b> 1 800 000 FCFA
<b>Description du microprojet :</b> les salles de classe seront construites en ciment et toit en tôles.	
<b>Nombre de bénéficiaires du microprojet :</b> 2440 âmes	
<b>Résultats attendus sur le plan économique :</b>	
<b>-Prise en compte des aspects sociaux environnementaux :</b> Identifier un site plat pour éviter l'érosion pluviale et reconstituer les ressources naturelles détruites (arbres en particulier) lors de l'implantation de l'ouvrage	
<b>Durée d'exécution du projet :</b>	3 mois

**6– Fiche d'identification du microprojet portant sur l'appui financier à 5 GIC à Houmpatak.**

<b>Résumé :</b> Appuyer les GICs dans les activités génératrices des revenus, susceptibles de booster leur production et de faire face à la pauvreté ambiante.	
<b>N° de référence :</b>	<i>Libellé du microprojet : Projet d'appui financier à 5 GICs à Houmpatak.</i>
<b>Région:</b> Extrême-Nord	<b>Domaine d'intervention :</b> Commerce
<b>Commune :</b> Tokombéré	
<b>Maître d'Ouvrage :</b> Maire de la commune de : Tokombéré	
<b>Méthode de passation de marché :</b>	
<b>Chef de Service :</b> Secrétaire Général	
<b>Ingénieur du marché :</b>	
<i>Maitre d'œuvre : Commune de tokombéré</i>	
<b>Agence d'exécution :</b> Prestataire de service	
<b>Organisme Co-intervenant :</b>	
<b>SECTORIEL ENGAGE DANS LA REALISATION DU MICROPROJET</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Commune de Tokombéré</li> </ul> <b>AUTRE ORGANISME ENGAGE DANS LA REALISATION DU MICROPROJET</b>	
<b>Objectif global du micro projet :</b> Promouvoir l'autonomie financière des GICS au sein de la commune. <b>Objectifs spécifiques :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lancer les appels d'offre</li> <li>• Construire des salles de classe</li> <li>• Réceptionner les salles de classe</li> </ul>	
<b>COUT TOTAL ESTIME:</b> 1500 000 (Un million cinq cent) <i>Francs CFA TTC</i>	<b>Financement demandé :</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 0 F CFA</li> <li>• <b>Source :</b></li> </ul> <b>Contribution de la Commune:</b> 18 000 000 FCFA
<b>Description du microprojet :</b> Apporter de l'appui financier au GICs.	
<b>Nombre de bénéficiaires du microprojet :</b> 2450 âmes	
<b>Résultats attendus sur le plan économique :</b> Faire reculer la pauvreté au sein de la commune.	
<b>Prise en compte des aspects sociaux environnementaux :</b> Encourager les bénéficiaires à développer les actions de protection de l'environnement dans leurs activités génératrices de revenu.	
<b>Durée d'exécution du projet :</b>	3 mois

### 7- Fiche d'identification du microprojet portant le creusage d'un forage à Dzandzang

<b>Résumé :</b> Mettre à la disposition des populations de Dzandzang un forage pour assurer leur ravitaillement en eau potable de manière permanente.	
<b>N° de référence :</b>	<i>Libellé du microprojet : Projet creusage d'un forage à Dzandzang.</i>
<b>Région:</b> Extrême-Nord	<b>Domaine d'intervention :</b> Eau et énergie
<b>Commune :</b> Tokombéré	
<b>Maître d'Ouvrage :</b> Maire de la commune de : Tokombéré	
<b>Méthode de passation de marché :</b> DC	
<b>Chef de Service :</b> Secrétaire Général	
<b>Ingénieur du marché :</b> Délégué Départemental des travaux publics	
<b>Maitre d'œuvre :</b> Ministère de l'eau et de l'énergie.	
<b>Agence d'exécution :</b> Prestataire de service	
<b>Organisme Co-intervenant :</b> PNDP	
<b>SECTORIEL ENGAGE DANS LA REALISATION DU MICROPROJET</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Délégations Départementales : De l'eau et de l'énergie du Mayo-Sava</i></li> </ul> <b>AUTRE ORGANISME ENGAGE DANS LA REALISATION DU MICROPROJET</b>	
<b>Objectif global du micro projet :</b> Mettre à la disposition des populations de l'eau potable en permanence. <b>Objectifs spécifiques :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Lancer les appels d'offre</i></li> <li>• <i>Creusage du forage</i></li> <li>• <i>Réceptionner le forage</i></li> </ul>	
<b>COUT TOTAL ESTIME:</b> 8 000 000 (Huit millions) <i>Francs CFA TTC</i>	<b>Financement demandé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>7 600 000 F CFA</b></li> <li>• <b>Source : PNDP</b></li> </ul> <b>Contribution de la Commune:</b> 400 000 FCFA
<b>Description du microprojet :</b> Le forage sera perforé et construit en matériel définitif.	
<b>Nombre de bénéficiaires du microprojet :</b> 520 âmes	
<b>Résultats attendus sur le plan économique :</b> Mettre à la disposition des populations de l'eau potable afin de lutter contre les maladies hydriques source des dépenses des familles et la sécheresse.	
<b>Prise en compte des aspects sociaux environnementaux :</b> Reconstituer les ressources naturelles détruites (arbres en particulier) lors de l'implantation de l'ouvrage.	
<b>Durée d'exécution du projet :</b>	3 mois

### 8– Fiche de construction d'un bloc d'une salle de classe dans la localité de Mondouvaya.

<b>Résumé :</b> Mettre à la disposition des élèves de l'école publique de Mondouvaya un cadre d'étude adéquat visant à améliorer leur rendement scolaire.	
<b>N° de référence :</b>	<i>Libellé du microprojet : Projet de construction d'un bloc de deux salles de classe.</i>
<b>Région:</b> Extrême-Nord	<b>Domaine d'intervention :</b> Education de base
<b>Commune :</b> Tokombéré	
<b>Maître d'Ouvrage :</b> Maire de la commune de : Tokombéré	
<b>Méthode de passation de marché :</b> DC	
<b>Chef de Service :</b> Secrétaire Général	
<b>Ingénieur du marché :</b> Délégué Départemental des travaux publics	
<b>Maitre d'œuvre :</b> Ministère de l'éducation de base	
<b>Agence d'exécution :</b> Prestataire de service	
<b>Organisme Co-intervenant :</b>	
<b>SECTORIEL ENGAGE DANS LA REALISATION DU MICROPROJET</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Délégations Départementales : De l'éducation de base du Mayo-Sava</li> </ul> <b>AUTRE ORGANISME ENGAGE DANS LA REALISATION DU MICROPROJET</b>	
<b>Objectif global du micro projet :</b> Contribuer à la décongestion des salles de classe. <b>Objectifs spécifiques :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lancer les appels d'offre</li> <li>• Construction de la salle de classe</li> <li>• Réceptionner la salle de classe</li> </ul>	
<b>COUT TOTAL ESTIME:</b> 18 000 000 (Dix-huit millions)  <i>Francs CFA TTC</i>	<b>Financement demandé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 0 F CFA</li> <li>• <b>Source :</b></li> </ul>
	<b>Contribution de la Commune:</b> 18 000 000 <b>FCFA</b>
<b>Description du microprojet :</b> Le bloc de salle de classe sera fait en ciment et toit de tôles.	
<b>Nombre de bénéficiaires du microprojet :</b> 2360 âmes	
<b>Résultats attendus sur le plan économique :</b> Les infrastructures d'accueil sont améliorées à l'école publique de Mondouvaya.	
<b>Prise en compte des aspects sociaux environnementaux :</b> Identifier un site plat pour éviter l'érosion pluviale et reconstituer les ressources naturelles détruites (arbres en particulier) lors de l'implantation.	
<b>Durée d'exécution du projet :</b>	3 mois

### 9- Fiche de creusage d'un forage à Molko oubo (Mbidimé).

<b>Résumé :</b> Il est question de creuser un forage à Molko oubo pour permettre aux populations de cette localité de combler leur besoin en eau potable de manière permanente.	
<b>N° de référence :</b>	<b>Libellé du microprojet :</b> <i>Projet de creusage d'un forage à Molko oubo (mbidimé)</i>
<b>Région:</b> Extrême-Nord	<b>Domaine d'intervention :</b> Eau et énergie
<b>Commune :</b> Tokombéré	
<b>Maître d'Ouvrage :</b> <i>Maire de la commune de : Tokombéré</i>	
<b>Méthode de passation de marché :</b> DC	
<b>Chef de Service :</b> Secrétaire Général	
<b>Ingénieur du marché :</b> Délégué Départemental des travaux publics	
<b>Maitre d'œuvre :</b> <i>Ministère de l'eau et énergie</i>	
<b>Agence d'exécution :</b> Prestataire de service	
<b>Organisme Co-intervenant :</b>	
<b>SECTORIEL ENGAGE DANS LA REALISATION DU MICROPROJET</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Délégations Départementales : De l'eau et énergie du Mayo-Sava</i></li> </ul>	
<b>AUTRE ORGANISME ENGAGE DANS LA REALISATION DU MICROPROJET</b>	
<b>Objectif global du micro projet :</b> Disponibilité de l'eau potable au niveau du village.	
<b>Objectifs spécifiques :</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Lancer les appels d'offre</i></li> <li>• <i>Creusage du forage</i></li> <li>• <i>Réceptionner du forage</i></li> </ul>	
<b>COUT TOTAL ESTIME:</b> 8 000 000 (Dix-huit millions)  <i>Francs CFA TTC</i>	<b>Financement demandé :</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>0 F CFA</b></li> <li>• <b>Source :</b></li> </ul> <b>Contribution de la Commune:</b> 8 000 000 <b>FCFA</b>
<b>Description du microprojet :</b> Le forage sera construit en fer et en ciment.	
<b>Nombre de bénéficiaires du microprojet :</b> 770 âmes	
<b>Résultats attendus sur le plan économique :</b> Mettre à la disposition des populations de l'eau potable afin de lutter contre les maladies hydriques source des dépenses des familles et la sécheresse.	
<b>Prise en compte des aspects sociaux environnementaux :</b> Reconstituer les ressources naturelles détruites (arbres en particulier) lors de l'implantation de l'ouvrage	
<b>Durée d'exécution du projet :</b>	3 mois

**10– Fiche de construction de deux salles de classe dans à l'école publique de Damberga (Mbelle-douba).**

<b>Résumé :</b> Mettre à la disposition des élèves de l'école publique de Damberga un cadre d'étude adéquat visant à améliorer leur rendement scolaire.	
<b>N° de référence :</b>	<i>Libellé du microprojet : Projet de construction d'un bloc de deux salles de classe.</i>
<b>Région:</b> Extrême-Nord	<b>Domaine d'intervention :</b> Education de base
<b>Commune :</b> Tokombéré	
<b>Maître d'Ouvrage :</b> Maire de la commune de : Tokombéré	
<b>Méthode de passation de marché :</b> DC	
<b>Chef de Service :</b> Secrétaire Général	
<b>Ingénieur du marché :</b> Délégué Départemental des travaux publics	
<b>Maitre d'œuvre :</b> Ministère de l'éducation de base	
<b>Agence d'exécution :</b> Prestataire de service	
<b>Organisme Co-intervenant :</b>	
<b>SECTORIEL ENGAGE DANS LA REALISATION DU MICROPROJET</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Délégations Départementales : De l'éducation de base du Mayo-Sava</i></li> </ul> <b>AUTRE ORGANISME ENGAGE DANS LA REALISATION DU MICROPROJET</b>	
<b>Objectif global du micro projet :</b> Contribuer à la décongestion des salles de classe. <b>Objectifs spécifiques :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Lancer les appels d'offre</i></li> <li>• <i>Construction les salles de classe</i></li> <li>• <i>Réceptionner les salles de classe</i></li> </ul>	
<b>COUT TOTAL ESTIME:</b> 18 000 000 (Dix-huit millions)  <i>Francs CFA TTC</i>	<b>Financement demandé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>0 F CFA</b></li> <li>• <b>Source :</b></li> </ul> <b>Contribution de la Commune:</b> 18 000 000 FCFA
<b>Description du microprojet :</b> Les salles de classe seront faites en ciment et toit de tôles.	
<b>Nombre de bénéficiaires du microprojet :</b> 4930 âmes	
<b>Résultats attendus sur le plan économique :</b> Faire reculer la sous-scolarisation dans le village de Damberga.	
<b>-Prise en compte des aspects sociaux environnementaux :</b> Identification d'un site adéquat pour éviter l'érosion pluviale et reconstituer les ressources naturelles détruites (arbres en particulier) lors de l'implantation de l'ouvrage.	
<b>Durée d'exécution du projet :</b>	3 mois

### 11– Fiche d'un bloc de deux salles de classe dans à l'école publique de Bzagamtagna.

<b>Résumé :</b> Mettre à la disposition des élèves de l'école publique de Bzagamtagna un cadre d'étude adéquat visant à améliorer leur rendement scolaire.	
<b>N° de référence :</b>	<b>Libellé du microprojet :</b> <i>Projet de construction d'un bloc de deux salles de classe.</i>
<b>Région:</b> Extrême-Nord	<b>Domaine d'intervention :</b> Education de base
<b>Commune :</b> Tokombéré	
<b>Maître d'Ouvrage :</b> <i>Maire de la commune de : Tokombéré</i>	
<b>Méthode de passation de marché :</b> DC	
<b>Chef de Service :</b> Secrétaire Général	
<b>Ingénieur du marché :</b> Délégué Départemental des travaux publics	
<b>Maitre d'œuvre :</b> <i>Ministère de l'éducation de base</i>	
<b>Agence d'exécution :</b> Prestataire de service	
<b>Organisme Co-intervenant :</b>	
<b>SECTORIEL ENGAGE DANS LA REALISATION DU MICROPROJET</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Délégations Départementales : De l'éducation de base du Mayo-sava</i></li> </ul> <b>AUTRE ORGANISME ENGAGE DANS LA REALISATION DU MICROPROJET</b>	
<b>Objectif global du micro projet :</b> Contribuer à la décongestion des salles de classe.	
<b>Objectifs spécifiques :</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Lancer les appels d'offre</i></li> <li>• <i>Construction les salles de classe</i></li> <li>• <i>Réceptionner les salles de classe</i></li> </ul>	
<b>COUT TOTAL ESTIME:</b> 18 000 000 (Trente millions)  <i>Francs CFA TTC</i>	<b>Financement demandé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>0 F CFA</b></li> <li>• <b>Source :</b></li> </ul> <b>Contribution de la Commune:</b> 18 000 000 FCFA
<b>Description du microprojet :</b> Les salles de classe seront faites en ciment et toit de tôles.	
<b>Nombre de bénéficiaires du microprojet :</b> 2300 âmes	
<b>Résultats attendus sur le plan économique :</b>	
<b>Prise en compte des aspects sociaux environnementaux :</b> Identification d'un site adéquat pour éviter l'érosion pluviale et reconstruire les ressources naturelles détruites (arbres en particulier) lors de l'implantation de l'ouvrage.	
<b>Durée d'exécution du projet :</b>	3 mois

## 12– Fiche d'un bloc de deux salles de classe au CES de Mayo-plata.

<b>Résumé :</b> Il s'agit de mettre à la disposition d'un bloc de deux salles de classe au CES de Mayo-plata, c'est une nécessité, en ce sens que ce cadre logique permet de faciliter les conditions de travail des apprenants et de rehausser leur niveau d'étude.	
<b>N° de référence :</b>	<b>Libellé du microprojet :</b> <i>Projet de construction d'un bloc de deux salles de classe.</i>
<b>Région:</b> Extrême-Nord	<b>Domaine d'intervention :</b> Enseignement secondaire
<b>Commune :</b> Tokombéré	
<b>Maître d'Ouvrage :</b> <i>Maire de la commune de : Tokombéré</i>	
<b>Méthode de passation de marché :</b> DC	
<b>Chef de Service :</b> Secrétaire Général	
<b>Ingénieur du marché :</b> Délégué Départemental des travaux publics	
<b>Maitre d'œuvre :</b> <i>Ministère des enseignements secondaires.</i>	
<b>Agence d'exécution :</b> Prestataire de service	
<b>Organisme Co-intervenant :</b>	
<b>SECTORIEL ENGAGE DANS LA REALISATION DU MICROPROJET</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Délégations Départementales : Des enseignements secondaires du Mayo-Sava</i></li> </ul> <b>AUTRE ORGANISME ENGAGE DANS LA REALISATION DU MICROPROJET</b>	
<b>Objectif global du micro projet :</b> Contribuer à la décongestion des salles de classe au CES de Mayo-Plata.	
<b>Objectifs spécifiques :</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Lancer les appels d'offre</i></li> <li>• <i>Construction les salles de classe</i></li> <li>• <i>Réceptionner les salles de classe</i></li> </ul>	
<b>COUT TOTAL ESTIME:</b> 18 000 000 (Trente millions)  <i>Francs CFA TTC</i>	<b>Financement demandé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>0 F CFA</b></li> <li>• <b>Source :</b></li> </ul> <b>Contribution de la Commune:</b> 18 000 000 FCFA
<b>Description du microprojet :</b> Les salles de classe seront faites en ciment et toit de tôles.	
<b>Nombre de bénéficiaires du microprojet :</b> 2110 âmes	
<b>Résultats attendus sur le plan économique :</b>	
<b>Prise en compte des aspects sociaux environnementaux :</b> Identifier un site adéquat pour éviter l'érosion pluviale et reconstituer les ressources naturelles détruites (arbres en particulier) lors de l'implantation de l'ouvrage.	
<b>Durée d'exécution du projet :</b>	3 mois

### 13– Fiche de creusage d'un forage à Lahma.

<b>Résumé :</b> Il est question de creuser un forage à Lahma pour permettre aux populations de cette localité de combler leur besoin en eau de manière permanente et de lutter contre les maladies hydriques.	
<b>N° de référence :</b>	<b>Libellé du microprojet :</b> <i>Projet de creusage d'un forage à Lahma</i>
<b>Région:</b> Extrême-Nord	<b>Domaine d'intervention :</b> Eau et énergie
<b>Commune :</b> Tokombéré	
<b>Maître d'Ouvrage :</b> <i>Maire de la commune de : Tokombéré</i>	
<b>Méthode de passation de marché :</b> DC	
<b>Chef de Service :</b> Secrétaire Général	
<b>Ingénieur du marché :</b> Délégué Départemental des travaux publics	
<b>Maitre d'œuvre :</b> <i>Ministère de l'eau et énergie</i>	
<b>Agence d'exécution :</b> Prestataire de service	
<b>Organisme Co-intervenant :</b>	
<b>SECTORIEL ENGAGE DANS LA REALISATION DU MICROPROJET</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Délégations Départementales : De l'eau et énergie du Mayo-Sava</i></li> </ul>	
<b>AUTRE ORGANISME ENGAGE DANS LA REALISATION DU MICROPROJET</b>	
<b>Objectif global du micro projet :</b> Contribuer à l'amélioration de conditions de vie des populations de de Lahma en eau potable.	
<b>Objectifs spécifiques :</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Lancer les appels d'offre</i></li> <li>• <i>Creusage du forage</i></li> <li>• <i>Réceptionner du forage</i></li> </ul>	
<b>COUT TOTAL ESTIME:</b> 8 000 000 (Huit millions)  <i>Francs CFA TTC</i>	<b>Financement demandé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>0 F CFA</b></li> <li>• <b>Source :</b></li> </ul> <b>Contribution de la Commune:</b> 8 000 000 <b>FCFA</b>
<b>Description du microprojet :</b> Le forage sera construit en fer et en ciment.	
<b>Nombre de bénéficiaires du microprojet :</b> 2580 âmes	
<b>Résultats attendus sur le plan économique :</b> Mettre à la disposition des populations de l'eau potable afin de lutter contre les maladies hydriques source des dépenses des familles et la sécheresse.	
<b>-Prise en compte des aspects sociaux environnementaux :</b> Reconstituer les ressources naturelles détruites (arbres en particulier)	
<b>Durée d'exécution du projet :</b>	3 mois

#### 14– Fiche de creusage d'un forage à Bzagambai

<b>Résumé :</b> Il est question de creuser un forage à Lahma pour permettre aux populations de cette localité de combler leur besoin en eau de manière permanente et de lutter contre les maladies hydriques.	
<b>N° de référence :</b>	<b>Libellé du microprojet :</b> <i>Projet de creusage d'un forage à Bzagambai</i>
<b>Région:</b> Extrême-Nord	<b>Domaine d'intervention :</b> Eau et énergie
<b>Commune :</b> Tokombéré	
<b>Maître d'Ouvrage :</b> <i>Maire de la commune de : Tokombéré</i>	
<b>Méthode de passation de marché :</b> DC	
<b>Chef de Service :</b> Secrétaire Général	
<b>Ingénieur du marché :</b> Délégué Départemental des travaux publics	
<b>Maitre d'œuvre :</b> <i>Ministère de l'eau et énergie</i>	
<b>Agence d'exécution :</b> Prestataire de service	
<b>Organisme Co-intervenant :</b>	
<b>SECTORIEL ENGAGE DANS LA REALISATION DU MICROPROJET</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Délégations Départementales : De l'eau et énergie du Mayo-Sava</i></li> </ul> <b>AUTRE ORGANISME ENGAGE DANS LA REALISATION DU MICROPROJET</b>	
<b>Objectif global du micro projet :</b> Contribuer à l'amélioration de conditions de vie des populations de de Lahma en eau potable. <b>Objectifs spécifiques :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Lancer les appels d'offre</i></li> <li>• <i>Creusage du forage</i></li> <li>• <i>Réceptionner du forage</i></li> </ul>	
<b>COUT TOTAL ESTIME:</b> 8 000 000 (Trente millions)  <i>Francs CFA TTC</i>	<b>Financement demandé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>0 F CFA</b></li> <li>• <b>Source :</b></li> </ul> <b>Contribution de la Commune:</b> 8 000 000 FCFA
<b>Description du microprojet :</b> Le forage sera construit en fer et en ciment.	
<b>Nombre de bénéficiaires du microprojet :</b> 1040 âmes	
<b>Résultats attendus sur le plan économique :</b> Mettre à la disposition des populations de l'eau potable afin de lutter contre les maladies hydriques source des dépenses des familles et la sécheresse.	
<b>-Prise en compte des aspects sociaux environnementaux :</b> Reconstituer les ressources naturelles détruites (arbres en particulier)	
<b>Durée d'exécution du projet :</b>	3 mois

**15– Fiche de construction d'un magasin de à oignon à Baka wandala centre.**

<b>Résumé :</b> Il s'agit de construire un magasin de stockage d'oignon, c'est un ouvrage indispensable, en ce sens qu'il permet aux populations de conserver le produit récolté le plus longtemps possible, mais aussi de procéder à sa commercialisation au moment opportun, question de valoriser le produit.	
<b>N° de référence :</b>	<b>Libellé du microprojet :</b> <i>Projet de construction d'un magasin de stockage d'oignon.</i>
<b>Région:</b> Extrême-Nord	<b>Domaine d'intervention :</b> Agriculture/commerce
<b>Commune :</b> Tokombéré	
<b>Maître d'Ouvrage :</b> <i>Maire de la commune de : Tokombéré</i>	
<b>Méthode de passation de marché :</b> DC	
<b>Chef de Service :</b> Secrétaire Général	
<b>Ingénieur du marché :</b> Délégué Départemental des travaux publics	
<b>Maitre d'œuvre :</b> <i>Ministère du commerce</i>	
<b>Agence d'exécution :</b> Prestataire de service	
<b>Organisme Co-intervenant :</b> PNDP	
<b>SECTORIEL ENGAGE DANS LA REALISATION DU MICROPROJET</b>	
• <i>Délégations Départementales : Du commerce du Mayo-Sava</i>	
<b>AUTRE ORGANISME ENGAGE DANS LA REALISATION DU MICROPROJET</b>	
<b>Objectif global du micro projet :</b> Améliorer les conditions de stockage des produits agricoles pour maximiser le revenu.	
<b>Objectifs spécifiques :</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>• <i>Lancer les appels d'offre</i></li><li>• <i>Construire le magasin</i></li><li>• <i>Réceptionner le magasin</i></li></ul>	
<b>COUT TOTAL ESTIME:</b> 15 000 000 (quinze millions)  <i>Francs CFA TTC</i>	<b>Financement demandé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>12 750 000 F CFA</b></li><li>• <b>Source : PNDP</b></li></ul> <b>Contribution de la Commune:</b> 2 250 000 <b>FCFA</b>
<b>Description du microprojet :</b> Le magasin sera fait en matériaux définitifs	
<b>Nombre de bénéficiaires du microprojet :</b> 2 710 âmes	
<b>Résultats attendus sur le plan économique :</b> Le coût de la vente des produits agricole (oignon) est maximisé.	
<b>Prise en compte des aspects sociaux environnementaux :</b> Reconstituer les ressources naturelles détruites (arbres en particulier) lors de l'implantation de l'ouvrage.	
<b>Durée d'exécution du projet :</b>	3 mois

#### 16– Fiche de construction d'un magasin de stockage à Ouro-Krokro centre.

<b>Résumé :</b> Il s'agit de construire un magasin de stockage d'oignon, c'est un ouvrage indispensable, en ce sens qu'il permet aux populations de conserver le produit récolté le plus longtemps possible, mais aussi de procéder à sa commercialisation au moment opportun, question de valoriser le produit.	
<b>N° de référence :</b>	<b>Libellé du microprojet :</b> <i>Projet de construction d'un magasin de stockage.</i>
<b>Région:</b> Extrême-Nord	<b>Domaine d'intervention :</b> Agriculture/commerce
<b>Commune :</b> Tokombéré	
<b>Maître d'Ouvrage :</b> <i>Maire de la commune de : Tokombéré</i>	
<b>Méthode de passation de marché :</b> DC	
<b>Chef de Service :</b> Secrétaire Général	
<b>Ingénieur du marché :</b> Délégué Départemental des travaux publics	
<b>Maitre d'œuvre :</b> <i>Ministère du commerce</i>	
<b>Agence d'exécution :</b> Prestataire de service	
<b>Organisme Co-intervenant :</b> PNDP	
<b>SECTORIEL ENGAGE DANS LA REALISATION DU MICROPROJET</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Délégations Départementales : Du commerce du Mayo-Sava</i></li> </ul> <b>AUTRE ORGANISME ENGAGE DANS LA REALISATION DU MICROPROJET</b>	
<b>Objectif global du micro projet :</b> Améliorer les conditions de stockage des produits agricoles pour maximiser le revenu.	
<b>Objectifs spécifiques :</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Lancer les appels d'offre</i></li> <li>• <i>Construire le magasin</i></li> <li>• <i>Réceptionner le magasin</i></li> </ul>	
<b>COÛT TOTAL ESTIME:</b> 15 000 000 (quinze millions) <i>Francs CFA TTC</i>	<b>Financement demandé :</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>12 750 000 F CFA</b></li> <li>• <b>Source : PNDP</b></li> </ul>
<b>Contribution de la Commune:</b> 2 250 000 FCFA	
<b>Description du microprojet :</b> Le magasin sera fait en matériaux définitifs	
<b>Nombre de bénéficiaires du microprojet :</b> 3450 âmes	
<b>Résultats attendus sur le plan économique :</b> Le coût de la vente des produits agricole (oignon) est maximisé.	
<b>-Prise en compte des aspects sociaux environnementaux :</b> Reconstituer les ressources naturelles détruites (arbres en particulier) lors de l'implantation de l'ouvrage.	
<b>Durée d'exécution du projet :</b>	3 mois

### 17 – Fiche d'identification du microprojet de Construction d'un hangar au marché de Lalawai

<b>Résumé :</b> Il s'agit de mettre à la disposition des commerçants de Lalawai des infrastructures marchandes leur permettant de renforcer leur commerce afin d'améliorer les recettes communales grâce à l'augmentation des taxes	
<b>N° de référence :</b>	<i>Libellé du microprojet : Projet de construction d'un hangar au marché central de Lalawai</i>
<b>Région:</b> Extrême-Nord	<b>Domaine d'intervention :</b> Commerce
<b>Commune :</b> Tokombéré	
<b>Maître d'Ouvrage :</b> Maire de la commune de : Tokombéré	
<b>Méthode de passation de marché :</b> DC	
<b>Chef de Service :</b> Secrétaire Général	
<b>Ingénieur du marché :</b> Délégué Départemental des travaux publics	
<b>Maitre d'œuvre :</b> Ministère de Commerce	
<b>Agence d'exécution :</b> Prestataire de service	
<b>Organisme Co-intervenant :</b> PNDP	
<b>SECTORIEL ENGAGE DANS LA REALISATION DU MICROPROJET</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Délégations Départementales : Du commerce de Mayo-Sava</li> </ul> <b>AUTRE ORGANISME ENGAGE DANS LA REALISATION DU MICROPROJET</b>	
<b>Objectif global du micro projet :</b> Contribuer au renforcement des infrastructures marchandes dans le marché de Lalawai	
<b>Objectifs spécifiques :</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lancer les appels d'offre</li> <li>• Construire le hangar</li> <li>• Réceptionner le hangar</li> </ul>	
<b>COUT TOTAL ESTIME:</b> 15 000 000 (quinze millions)  <i>Francs CFA TTC</i>	<b>Financement demandé :</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 12 250 000 F CFA</li> <li>• Source : PNDP</li> </ul>
<b>Contribution de la Commune:</b> 2 250 000 FCFA	
<b>Description du microprojet :</b> le hangar sera construit en ciment et toit en tôles avec des poteaux servant du support	
<b>Nombre de bénéficiaires du microprojet :</b> 1320 âmes	
<b>Résultats attendus sur le plan économique:</b> Le revenu des commerçants sont améliorés grâce à la qualité des infrastructures octroyée.	
<b>Prise en compte des aspects sociaux environnementaux :</b> Reconstituer les ressources naturelles détruites (arbres en particulier) lors de l'implantation de l'ouvrage.	
<b>Durée d'exécution du projet :</b>	3 mois

**Annexe 2 : Arrêté mettant en place le COPIL**

**Annexe 3 : Arrêté mettant en place le CS de PCD**

**Annexe 4 : Les feuilles des présences aux différents ateliers**

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail- Patrie

REGION DE L'EXTREME-NORD

DEPARTEMENT DU MAYO-SAVA

COMMUNE DE TOKOMBERE



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

FAR NORTH REGION

MAYO-SAVA DIVISION

TOKOMBERE COUNCIL

#### APPUI FINANCIER DE PNDP EXTREME-NORD

## RAPPORT DE CONSOLIDATION DES DONNEES (DIC, DEUC ET DPNV)

REALISE AVEC L'APPUI TECHNIQUE DE CADEPI SUR FINANCEMENT DU PROGRAMME NATIONAL  
DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF (PNDP)

#### OAL D'ACCOMPAGNEMENT:



Cellule d'Appui au Développement local Participatif Intégré

B.P.96 Mora Tél. 77 90 17 03/97 21 46 34, E-mail :cadepi06@yahoo.fr

## Sommaire

<b>REPUBLIC OF CAMEROON</b> .....	Erreur ! Signet non défini.
<b>MINISTRY OF ECONOMY, PLANNING AND REGIONAL DEVELOPMENT</b> .....	Erreur ! Signet non défini.
GENERAL SECRETARY.....	Erreur ! Signet non défini.
<b>REPUBLIQUE DU CAMEROUN</b> .....	Erreur ! Signet non défini.
Paix – Travail – Patrie .....	Erreur ! Signet non défini.
SECRETARIAT GENERAL .....	Erreur ! Signet non défini.
<b>I- INTRODUCTION</b> .....	<u>209207</u>
1.1-Contexte et justification .....	<u>209207</u>
1.2-Objectifs du Diagnostic participatif.....	<u>210208</u>
1.3-Structure du document .....	<u>210208</u>
<b>II- METHODOLOGIE</b> .....	<u>210208</u>
2.1- Préparation de l'ensemble du processus.....	<u>210208</u>
2.1.1- Niveau CADEPI .....	<u>210208</u>
2.1.2- Niveau Commune.....	<u>211209</u>
2.2. Collecte des informations et traitement.....	<u>211209</u>
2.2.1- La collecte des données secondaires : .....	<u>211209</u>
2.2.2.- Les diagnostics institutionnel communal, espace urbaine et au niveau village : ...	<u>211209</u>
2.2.3.- La validation des données collectées : .....	<u>212210</u>
Les validations se sont déroulées dans la .....	<u>212210</u>
2.3. Consolidation des données du diagnostic et cartographie .....	<u>212210</u>
<b>III. RESULTATS CONSOLIDES DU DIAGNOSTIC PARTICIPATIF (autant que faire se peut,</b>	<u>213211</u>
.....	<u>213211</u>
3.1. Synthèse des données générale de base (localisation de la Commune, nombre de village,	<u>213211</u>
.....	<u>213211</u>
3.2. Cartes thématiques .....	<u>217215</u>
3.3.Situation de référence par secteur.....	<u>224222</u>
3.4. Synthèse sur les populations vulnérables (handicapés, orphelins, etc) y compris leur	
inventaire par village, problèmes, atout et besoins ; .....	<u>253254</u>
3.5. Synthèse sur les populations Pygmées (suivant composantes PDPP) ; .....	<u>256254</u>
3.6. Synthèse sur les principaux corps de métier (Effectifs, problèmes/contraintes, opportunités,	
etc).....	<u>257255</u>
3.7. Synthèse du DIC : sous forme de tableaux et figures (histogrammes et courbes) .....	<u>261259</u>
3.8. Situation de l'économie locale .....	<u>265263</u>
3.9. Matrice diagnostic des ressources naturelles et esquisse de PUGDT (Carte participative	
consolidé d'utilisation de l'espace).....	<u>267265</u>
3.10. Problèmes et besoins consolidés par secteur .....	<u>269267</u>
<b>4. CONCLUSION</b> .....	<u>306304</u>

### Liste des abréviations

<b>APEE</b>	Association des Parents d'Élèves et Enseignants
<b>CADEPI</b>	Cellule d'Appui au Développement local Participatif Intégré
<b>CTD</b>	Collectivité Territoriale Décentralisée
<b>DEUC</b>	Diagnostic de l'Espace Urbain Communal
<b>DIC</b>	Diagnostic de l'Institution Communal
<b>DPNV</b>	Diagnostic Participatif Niveau Village
<b>MINEPAT</b>	Ministère de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
<b>OAL</b>	Organisme d'Appui Local
<b>PADDL/GTZ</b>	Programme d'Appui à la Décentralisation et au Développement Local
<b>PNDP</b>	Programme National de Développement Participatif
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>SNV</b>	Organisation Neerlandaise de Développement

### Liste des tableaux

Tableau 1: Synthèse des données générales de base.....	<a href="#">214212</a>
Tableau 2: Synthèse de la situation de référence des secteurs sans infrastructures.....	<a href="#">231229</a>
Tableau 3: Synthèse des principales activités économiques par types d'acteurs.....	<a href="#">234232</a>
Tableau 4: Synthèse des principales institutions.....	<a href="#">235233</a>
Tableau 5: Synthèse sur les populations vulnérables.....	<a href="#">253254</a>
Tableau 6: Synthèse sur les principaux corps de métier.....	<a href="#">257255</a>
Tableau 7: Synthèse du DIC.....	<a href="#">261259</a>
Tableau 8: Axes de renforcement des capacités.....	<a href="#">264262</a>
Tableau 9: Matrice diagnostic des ressources naturelles .....	<a href="#">267265</a>
Tableau 10: Problèmes reformulés, villages concernés, principales causes et principaux effets .....	<a href="#">269267</a>
Tableau 11: Idées de projets identifiés et consolidés par secteur et sites concernés .....	<a href="#">298296</a>

### Liste des Cartes et figures

Carte 1 : carte localisation de la Commune par rapport au chef-lieu de département et au Cameroun .....	<a href="#">218216</a>
Carte 2: carte des populations par village et Types de paysage (formations végétale).....	<a href="#">219217</a>
Carte 3: carte scolaire, carte sanitaire.....	<a href="#">220218</a>
Carte 4: carte minière,.....	<a href="#">221219</a>
Carte 5: Carte hydraulique, .....	<a href="#">222220</a>
Carte 6: Carte d'exploitation forestière (UFA, VC, FC) ;.....	<a href="#">223221</a>

### Liste des Fiches

FICHE 1 : diagnostic santé.....	<a href="#">225223</a>
FICHE 2 : diagnostic forage.....	<a href="#">226224</a>
FICHE 3: diagnostic puits.....	<a href="#">227225</a>
FICHE 4 : diagnostic Education.....	<a href="#">228226</a>
FICHE 5 : diagnostic routes, etc.....	<a href="#">229227</a>

## **I- INTRODUCTION**

### **1.1- Contexte et justification**

Dans le cadre de la réforme institutionnelle de janvier 1996, le Cameroun a choisi la voie de la décentralisation comme un élément clé de la démocratie. Depuis lors, les pouvoirs publics travaillent sans cesse sur les projets de textes qui y sont relatifs. La loi d'orientation de la décentralisation (loi N°2004/017 du 22 juillet 2004) stipule en son article 4 que « les conseils des collectivités territoriales ont pour mission de promouvoir le développement économique, social, éducatif, culturel et sportif de ces collectivités ». C'est dire que la loi d'orientation de la décentralisation confère aux collectivités territoriales décentralisées (CTD) et aux citoyens un rôle central dans le processus de développement local. C'est dans cette optique que la Commune de Tokombéré avec l'appui financier de PADDL/GTZ a élaboré en 2006 son tout premier Plan de Développement. Cependant, l'analyse de ce plan a révélé que les aspects spécifiques aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) n'avaient pas été pris en compte suffisamment lors de son élaboration. C'est dans cet esprit qu'a été initié pour la première fois le projet de localisation et de réalisation des OMD dans une Collectivité et dont celle de Tokombéré. Le MINEPAT, le PNUD, la SNV et la CADEPI ont donc été partenaires de la Commune de Tokombéré pour l'accompagner dans ce processus en 2008.

En 2013, cinq ans après son élaboration, ce plan est entré dans une phase d'actualisation. C'est ainsi que le PNDP dans sa phase II, a recruté la CADEPI pour l'accompagnement de cette Commune. Il est attendu pour ce faire les résultats de trois diagnostics. Le Diagnostic Institutionnel de la Commune (DIC), le Diagnostic Participatif au Niveau Village (DPNV) et le Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC).

Ce document est le rapport de consolidation des résultats des ces trois diagnostics.

### **1.2- Objectifs du Diagnostic participatif**

Les objectifs du diagnostic participatif sont :

- Recueillir, analyser et documenter les informations liées à l'institution communale à l'espace urbaine et aux différents villages que constituent la commune;
- Identifier les problèmes auxquels l'institution communale, la ville de Tokombéré et les différents villages de la Commune rencontrent ;
  - Identifier les forces, faiblesses, opportunités et contraintes à chaque niveau suscités ;
  - Identifier les besoins pertinents pour résoudre les problèmes identifiés à chaque niveau ;
  - Identifier les principaux axes/actions de renforcement de la Commune en vue de la maîtrise du rôle et des compétences qui lui sont confiées par la loi ;
  - Identifier les microprojets par secteur au niveau des villages et de l'espace urbaine.

### **1.3- Structure du document**

Pour faciliter la lecture de ce document, l'équipe qui a conduit le processus l'a structuré de la manière suivante :

- Introduction,
- Méthodologie,
- Résultats consolidés du diagnostic participatif,
- Conclusion

## **II- METHODOLOGIE**

### **2.1- Préparation de l'ensemble du processus**

Après la formation des OAL d'accompagnement du processus par le PNDP Extrême-Nord à Yagoua, une planification opérationnelle d'accompagnement est élaborée, un contrat est signé entre la CADEPI et le PNDP. Contrat qui définit les différents engagements des parties prenantes. La préparation après cette étape s'est effectuée à deux niveaux : au niveau de la CADEPI et au niveau de la Commune.

#### **2.1.1- Niveau CADEPI**

La préparation ici a consisté à l'organisation des équipes d'appui et l'organisation logistique au niveau de CADEPI. Cette séance de préparation a permis d'élaborer un programme opérationnel de travail qui a été partagé avec les différentes parties prenantes du processus.

### **2.1.2- Niveau Commune**

La préparation au niveau communal a consisté à la démarche de négociation, de sensibilisation/conscientisation des acteurs communaux sur le processus et sur l'approche de planification locale ainsi que sur les enjeux y relatifs. L'objectif étant d'aboutir à une approche méthodologique appropriée, une appropriation par les acteurs communaux du processus et l'adoption d'un chronogramme d'intervention.

## **2.2. Collecte des informations et traitement**

Elle se fait en deux étapes :

### **2.2.1- La collecte des données secondaires :**

Une séance de travail avec les équipes de collecte des données était organisée pour harmoniser et comprendre les outils de collecte des données. Après cette activité d'harmonisation, ces équipes se sont mobilisées sur le terrain pour la collecte proprement dite des données dans l'espace géographique de la commune et dans l'institution communale puis auprès des services déconcentrés de l'Etat situés dans la Commune. Après la collecte, une équipe de traitement des données collectées s'est mise en place pour dépouiller et traiter afin de mettre à la disposition des équipes du diagnostic (communal, de l'espace urbaine et dans les différents villages).

### **2.2.2.- Les diagnostics institutionnel communal, espace urbaine et au niveau village :**

Trois éléments constituent cette partie :

**DIC :** Après la collecte des données secondaires auprès de l'institution communale, l'organisation de l'atelier de diagnostic et les entretiens avec les différents responsables de service déconcentré de l'Etat nous avons obtenu les informations nous permettant de faire l'état de lieu relatif aux domaines suivants:

- Les ressources humaines ;
- Les ressources financières ;
- Le patrimoine communal ;
- La gestion des relations.

Pour chacun des domaines, les forces, les faiblesses, les opportunités et les contraintes ont été identifiées, de même les axes de renforcement de capacité spécifiques ont été identifiés.

**DEUC :** Sous la base des données secondaires qui ont constitué les informations de base, un inventaire à travers une enquête socioéconomique et environnementale des activités, des opportunités, des contraintes de la ville de Tokombéré et des parties prenantes est fait, les analyses ont été faites avec les différents corps des métiers à la fin desquelles une liste des problèmes, des besoins et des microprojets prioritaires ont été identifiés.

**DPNV :** Le diagnostic participatif dans le village a été fait. Ce diagnostic a été organisé dans 35 villages que compte la Commune. Il s'agit de Mada, Bzazogo, Tazang, Bzejeskawé, Ldedene,

Bzoukoudou, Lalawaï, Digaya, Mayo-Plata, Dibong, Delongué, Keteh, Dalamvar, Houmpatak, Lahma, Jiling, Serawa chefferie, Kojin, Guirziga, Gadoua, Mbélé Douba, Dalla-zoulgo, Doumkala, Mokio, Dzandzang, Makalingaï centre, Ouro Krokro, Mangavé Dalil, Tindermé, Baka wandala, Gazaika, Mouvarai, Bzagambai et Mbidimé.

Après le village zéro, deux autres villages avaient constitués des villages d'expérimentation par l'ensemble des équipes impliquées dans le processus. Ceci avait pour but d'approfondir l'apprentissage, pour avoir une idée commune des outils à développer.

Les différents outils utilisés dans la collecte des données dans les villages sont entre autre: la cartographie, le transect, le Diagramme de venn, le profil historique, la carte de mobilité...

A la fin de chaque séjour des équipes une production par secteur de la liste des problèmes dans chaque village, la matrice des causes, effets et arbres à problèmes, la matrices des moyens et arbres à objectifs, le tableau des solutions endogènes, la liste des 08 microprojets prioritaires et la mise en place des comités de concertation

#### **2.2.3.- La validation des données collectées :**

Les validations se sont déroulées dans la Commune lors des ateliers regroupant les différentes parties prenantes. Il s'agit de la validation des données collectées auprès de la Commune en tant que institution et dans l'espace urbaine.

#### **2.3. Consolidation des données du diagnostic et cartographie**

C'est le résumé des trois parties précédentes, avec les informations obtenues grâce aux différents outils développés, à la collecte des données géo référencées et aux différents ateliers de restitution et de validation au niveau de la Commune, on compile de manière synthétique les acquis. Le document obtenu présente de manière succincte l'image de la Commune en tant que institution et en tant que espace géographique ainsi que les besoins à chaque niveau pour l'amélioration des conditions de vie de la population.

### III. RESULTATS CONSOLIDES DU DIAGNOSTIC PARTICIPATIF

#### 3.1. Synthèse des données générale de base (localisation de la Commune, nombre de village, population par village, Pyramide des âges, flore, faune, etc.

##### ➤ Localisation de la Commune

La Commune de Tokombéré est l'une des trois Communes du département de Mayo-Sava dans la Région de l'Extrême-Nord Cameroun. Elle est Créée par décret N°82/455 du 20 septembre 1982, la Commune de Tokombéré a une superficie de 552 km<sup>2</sup> et une population estimée à 91 256 habitants. Située dans le département du Mayo-sava région de l'extrême- Nord, la Commune de Tokombéré partage ses frontières avec la commune de Mora au nord, la commune de Méri (département du Diamaré) au sud, la commune de Soulédé-Roy (département du Mayo-Tsanaga) à l'ouest et la commune de Pétté (département du Diamaré) à l'est. La Commune de Tokombéré compte 274 quartiers répartis dans 157 villages pour six Cantons (Lamidats) et le secteur Molko.

La Commune est essentiellement rurale avec des villages situés à une distance moyenne de 20 km par rapport au chef-lieu de l'Arrondissement. Sa population est constituée à 53% de jeunes (2006, PDC/Tok), preuve d'une main d'œuvre vigoureuse capable de valoriser les plaines fertiles et d'améliorer la sécurité alimentaire dans la Commune mais qui malheureusement connaît le phénomène d'exode rural. Les femmes quant à elles représentent comme dans l'ensemble du pays 51% contre 49% d'hommes (2006, PDC/Tok). Les principaux groupes ethniques sont les mada, zoulgo, mouyang, ouldémé, plata, molko, mandara et peuls. Ces peuples très liés par l'histoire partagent une même vision de développement de la Commune. Les principales langues parlées sur le rayon communal sont le français, le fulfuldé, le mada, le zoulgo, le mandara, le molko, le mouyang et l'Ouldémé. Les religions pratiquées sont l'animisme, le christianisme et l'islam. Le christianisme avec toutes ses variantes constituent la plus grande religion sur le rayon communal. Le catholicisme est le plus répandu et aujourd'hui constitue un moteur de développement communal.

Tableau 66: Synthèse des données générales de base

Village	Population totale	Répartition par âges				Flore	Faune
		H	F	5-16 ans	-5 ans		
Tokombéré ville	20640	9885	10755	8260	3755	Les plaines et les montagnes sont dominées par les ziziphus, les acacias nilotica et de faidherbia. Dans les villages l'on rencontre une domination de neem ( <i>Azadirachta indica</i> )	Quelques rares animaux sauvages (singes, damans etc...) sont rencontrés dans les montagnes de ces villages constitués chacun à plus de 2/3 chacun.
Mada (chefferie)	3560	1760	1800	1325	670		
Bzazago	2200	1090	1110	850	400		
Tazang	3100	1550	1550	1060	620		
Bzejeskawé	2300	1200	1100	740	440		
Ldedené	1840	902	938	663	370		
Bzoukoudou	1330	670	660	440	280		
Lalawaiï	1320	640	680	530	240	Les espèces les plus rencontrées sont le neem ( <i>Azadirachta indica</i> ), les jujubiers ( <i>Zizuphus mauritiana</i> ) et les faidherbia ( <i>Acacia albida</i> ). La végétation herbeuse à graminées non pérennes se trouve aussi bien sur la montagne que sur la plaine	Les brousses et les montagnes regorgent des oiseaux, lapins, singes etc...
Digaya	540	260	280	220	100		
Mayo-plata	2110	1037	1073	915	403	Au village la flore est constituée de neem ( <i>Azadirachta indica</i> ), au piedmont à la plaine (dans les champs) on trouve plus	Plus de 2/3 de ces villages sont constitués des montagnes exploitées par l'agriculture, l'on ne peut rencontrer que les singes,
Dibong	2230	1070	1113	732	425		
Delongué	1500	735	765	564	284		

Keteh	2400	1078	1127	758	447	les ziziphus et de faidherbia.	les corbeaux et les pintades.
Dalamvar	2440	1192	1248	781	456		
Houmpatak	2450	1190	1260	990	440	Les espèces les plus rencontrées sont le neem ( <i>Azadirachta indica</i> ), les jujubiers ( <i>Zizuphus mauritiana</i> ) et les faidherbia ( <i>Acacia albida</i> ). La végétation herbeuse à graminées non pérennes se trouve aussi bien sur la montagne que sur la plaine	Les deux premiers villages se trouvent au pied d'une grande montagne qui regorge des animaux tels que : le boa, les singes, les oiseaux, les lapins etc...  Les autres sont constitués des montagnes et presque exploitées et ne peuvent regorger que les singes, les perdrix les écureuils etc...,
Lahma	2580	1230	1350	1040	470		
Jiling	5120	2450	2670	2060	930		
Serawa chefferie	3660	1750	1910	1270	690		
Kojing	1640	800	850	640	310		
Guirziga	2780	1310	1470	1090	540		
Gadoua	6790	3258	3532	2615	1909		
Mbélé Douba	4930	2370	2560	1870	920		
Dalla-Zoulgo	4230	2020	2210	1720	830		
Doumkala	400	180	220	80	160		
Mokio	2640	1240	1400	1060	480		
Dzandzang	520	250	270	208	93	Ces villages sont constitués à plus 1/3 des montagnes, on rencontre pour cela : les singes, les perdrix, les écureuils etc...	
Makilingai	3470	1640	1830	1388	781	Les espèces fréquentes sont alors les neem ( <i>Azadirachta indica</i> ), les faidherbia ( <i>Acacia albida</i> ) et quelques plantes fruitières (manguiers, citronniers,	Ces villages se trouvent en plaine, l'on ne rencontre que les lapins, les écureuils et quelques petits oiseaux.
Ouro Krokro	3450	1655	1795	743	589		
Mangavé Dalil	4150	1983	2167	1660	375		
Tindermé	4870	2312	2558	1945	507		

Baka Wandala	2710	1301	1409	1085	484	goyaviers...). Au-delà des concessions et dans les jachères et friches, on retrouve la végétation herbeuse à dominance de graminées.	
Gazaïka	800	380	420	320	143	Les espèces les plus rencontrées sont le neem ( <i>Azadirachta indica</i> ), les jujubiers ( <i>Zizyphus mauritiana</i> ) et les faidherbia ( <i>Acacia albida</i> ). Dans les brousses profondes et sur la montagne, la végétation est une savane arbustive.	Ce groupe des villages se trouvent au pied des montagnes, on peut avoir : les singes, les boas, les perdrix et d'autres oiseaux granivores.
Mouvaraï							
Bzagambaï	1040	500	540	420	190		
Mbidimé	770	360	410	310	140		
Moundouvaya	2360	1130	1230	950	430		

### 3.2. Cartes thématiques

**Carte 1 : carte localisation de la Commune par rapport au chef-lieu de département et au Cameroun**

**Carte 2: carte des populations par village et Types de paysage (formations végétale)**

**Carte 3: carte scolaire, carte sanitaire**

**Carte 4: carte minière,**

**Carte 5: Carte hydraulique,**

**Carte 6: Carte d'exploitation forestière (UFA, VC, FC) ;**

### 3.3. Situation de référence par secteur

**FICHE 1 : diagnostic santé**

**FICHE 2 : diagnostic forage**

**FICHE 3: diagnostic puits**

**FICHE 4 : diagnostic Education**

**FICHE 5 : diagnostic routes, etc.**

**3.3.1. Tableaux synthèse de la situation de référence pour les autres secteurs (secteurs  
sans infrastructure sociales)**

Tableau 67: Synthèse de la situation de référence des secteurs sans infrastructures

Secteur	Types d'activité/spéculation	Services rendus/production (en tonne)	Atouts/opportunités	Problèmes/contraintes
1.Agriculture			Existence : des postes agricoles dans certains villages, de la SODECOTON et d'autres programmes et ONG intervenant	L'enclavement des bassins de production, insuffisance des magasins de stockage des produits agricoles et d'octroi des intrants, absence des crédits agricoles
	Sorgho pluvial	25930		
	Arachide	6101		
	Maïs	1,4 tonne/ha		
	Nièbé	3733		
2.Elevage et pêche	Bovins	3 350	Existence des centres zootechniques dans certains villages et de la SODECOTON	Insuffisance des centres zootechniques, absence des subventions pour le développement de l'élevage
	Caprins	9 100		
	Ovins	5 300		
	Porcins	1 226		
	Volaille	10 550		
	Asins	37		
	Equins	34		
3.Développement urbain et habitat	Appui pour le développement du village	RAS	Existence du service au niveau du département	Méconnaissance de ces services au niveau du village
4.Environnement et protection de la nature	Appui pour la protection de l'environnement local	RAS	Existence du service au niveau du département	
5.Foret et faune	Appui pour le développement des forêts et de la faune	Lutte contre la coupe abusive des arbres dans le village	Existence de ce service au niveau local (Arrondissement)	Non maîtrise des techniques d'élagage des arbres par la population

<b>6. Affaires sociales</b>	Appui pour le développement des couches vulnérables	Soutien moral et matériel aux personnes nécessiteuses	Existence de ce service au niveau local (Arrondissement)	Incapacité financière de ces services à prendre en charge les nécessiteux de l'arrondissement de manière quantitative et qualitative
<b>7. Promotion de la femme et de la famille.</b>	Appui pour le développement des femmes au niveau local	Formation des femmes de l'arrondissement ainsi que leur encadrement pour leur insertion dans la vie	Existence d'un centre au niveau de la Commune	Insuffisance en moyens financiers et en personnel pour rendre efficacement les services
<b>8. Jeunesse</b>	Appui pour le développement des jeunes au niveau de village	Des appuis ponctuels en vacances	Existence de ce service au niveau local (Arrondissement)	
<b>9. Communication</b>	Facilite la communication des citoyens au niveau local	Quelques opérateurs mobiles au niveau de l'arrondissement mettent à la disposition des populations leurs services	Existence de service de communication au niveau du département	Insuffisance des services rendus à toutes les populations
<b>10. Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat</b>	Appui les nécessiteux dans le développement des industries, de l'économie locale et l'artisanat	RAS	Existence de ce service au niveau local (Arrondissement)	Faible service rendu
<b>11. Recherche scientifique et innovations</b>	Appui les chercheurs pour le développement de la population	RAS		Méconnaissance de ce service au niveau des villages
<b>12. Tourisme</b>	Appui le développement du tourisme pour l'épanouissement des populations locales	RAS	Service nouvellement créé au niveau du département	Aucun appui pour le développement de tourisme
<b>13. Culture</b>	Appui pour le développement de la culture	RAS		Faible capacité de développer la culture
<b>14. Mines et développement</b>	Appui pour l'exploitation	RAS		Faible capacité pour

<b>industriel</b>	minière et développement de l'industrie au niveau local			l'exploitation des mines et développement des industries
<b>15. Poste et télécommunication</b>	Facile la circulation des courriers, de la communication et autres services liés à la télécommunication	Circulation des courriers, épargnes et transfert de l'argent facilite la communication	Existence au niveau de l'arrondissement	Faible service rendu
<b>16. Travail et sécurité sociale</b>	Régularise le traitement des travailleurs	Intervention pour les prises en charges normales des travailleurs	Existence de ce service au niveau de la Région	Les services sont très faiblement rendus
<b>17. Domaine et affaire foncière</b>	Traitement des affaires domaniales et permet l'obtention des titres fonciers	Facilite les titres fonciers	Existence de ce service au niveau du département	Lourdeur dans l'obtention des titres fonciers
<b>18. MINATD et maintien de l'ordre</b>	Application des textes réglementaires et maintien de l'ordre	Traite les litiges au niveau local, lutte contre l'insécurité	Existence de ce service dans toutes les localités	Faible capacité pour faire efficacement leur travail
<b>19. Sport et éducation physique</b>	Développement de sport et de l'éducation physique	Participe quelquefois au sport au niveau local	Existence de service au niveau de l'arrondissement	Faible capacité dans le service rendu
<b>20. Travaux publics</b>	Appui pour la réalisation des grands travaux	Traçage et réhabilitation des routes puis entretien	Existence du service au niveau du département	Faible service rendu
<b>21. Emploi et formation professionnelle</b>	Facilite l'insertion des jeunes	Formation et insertion des jeunes dans la vie		Service pas rendu au niveau local

**Source :** CADEPI, DAMINADER et DAEPIA

4. Tableaux synthèse des principales activités économiques par types d'acteurs (hommes, femmes, jeunes, baka, etc) ;

**Tableau 68: Synthèse des principales activités économiques par types d'acteurs**

<b>Activités économiques</b>	<b>Type d'acteurs concernés</b>
Agriculture	Hommes, femmes et jeunes
Elevage	Hommes, femmes et jeunes
Artisanat	Hommes, femmes et jeunes
Petits commerces	Hommes, femmes et jeunes
Transformation	Femmes

5. Tableaux synthèse des principales institutions (GIC, association, ONG, Projet, etc) intervenant dans la Commune ;

Tableau 69: Synthèse des principales institutions

Villages	Sigles	Définition	Statuts juridiques	Domaine d'activité
Tindrimé	PMI	Protection maternelle et infantile		Santé maternelle
	APE	Association des parents d'élève	Association	Education des enfants
	GIC PAM	Groupement d'initiative commune produit alimentaire mondiale	Groupement d'initiative commune	Sécurité alimentaire
	GIC TMAKI WADGO WADI	Gic Tomaki wadgo wadi	Groupement d'initiative commune	
	GIC TADBAI	Groupement d'initiative commune	Groupement d'initiative commune	
	GIC YELLA	Groupement d'initiative commune	Groupement d'initiative commune	
	GIC SODECOTON	Groupement des planteurs decoton	Groupement d'initiative commune	Culture de coton
	GIC CAMELLEON	Groupement des oignons	Groupement d'initiative commune	Production d'oignon
	GC	Grenier communautaire villageoise		Conservation des denrées alimentaires
	CT	Commune de Tokombéré	Collectivité Territoriale Décentralisée	
	CDSA	District de santé de Tokombéré	Etat	Suivi, Evaluation de programme de santé
	PADFA	Programme	Etat	Appui à l'initiateur des filières oignon et riz
	INADES	Institut Africaine de développement du sahel.	Institution	Appui et formation des producteurs des , oignons
IAEB	Inspection d'arrondissement enseignement de base	Etat	Suivi et évaluation des écoles publiques et privées	

	PAM	Programme Alimentaire mondial		Stockage et encadrement demagasin produit vivrière
	CDS	Crédit du sahel		Octroi de prêt
Mada (chefferie)	GICS	Groupement d'initiative commune SLAMVA	Groupement d'initiative commune	-Agriculture, élevage
	GICD	Groupement d'initiative commune DZAMKABAVA	Groupement d'initiative commune	-Agriculture, élevage
	GICG	Groupement d'initiative commune GADABOU	Groupement d'initiative commune	Agriculture et stockage des produits agricole
		-Tontine -Tontine	Informel	-réunion/cotisation -réunion/cotisation
	GICN	Groupement d'initiative commune NDALDANGAR	Groupement d'initiative commune	Agriculture
	GICDZ	Groupement d'initiative commune DZOUFFA	Groupement d'initiative commune	Agriculture et stockage des produits
	GICK	Groupement d'initiative commune KSAMKABAVA	Groupement d'initiative commune	Agriculture et stockage des produits
	GICF	Groupement d'initiative commune FAKTA	Groupement d'initiative commune	Agriculture et stockage des produits
Bzazago	GICD	Groupement d'initiative commune DJAMKABAVA	Groupement d'initiative commune	Agriculture et élevage
	GICC	Groupement d'initiative commune SODECOTON	Groupement d'initiative commune	Culture du coton

	GICDF	Groupement d'initiative commune DJAMKABAVA (groupe des femmes)	Groupement d'initiative commune	Agriculture et élevage du porc
	GICH	Groupement d'initiative commune HAYAMA	Groupement d'initiative commune	Agriculture
	GICY	Groupement d'initiative commune YAHANGAR	Groupement d'initiative commune	Agriculture
	GICC	Groupement d'initiative commune SODECOTON	Groupement d'initiative commune	Culture du coton
	GICN	Groupement d'initiative commune NGOVOMVA	Groupement d'initiative commune	Stockage des denrées et élevage des petits ruminants
Tazang	GIC T	Gic Tskoumfang	Groupement d'initiative commune	Stock des denrées alimentaires
	GIC K	Gic Klakouda	Groupement d'initiative commune	Stock des denrées alimentaires et cotisation
	GIC M	Gic Maltahko	Groupement d'initiative commune	Stock des denrées alimentaires
	COOPARMO	Coopérative Artisanale de Mayo-Ouldémé	Coopérative	Confection des objets artisanaux
	PMI	Protection Maternelle Infantile		Santé
	GIC M	Gic Mogouvova	Groupement d'initiative commune	Stock des denrées alimentaires
	GIC G	Gic Gtsemfanva	Groupement d'initiative commune	Stock des denrées alimentaires
	CODETAZ	Comité de Développement de Tazang		
	CDT	Comité de Développement de Talassara		
APEE	Association des parents d'élèves	Association	Education des enfants	

		et des enseignants		
	UGIC	Union des GICs		
	CSI	Centre de Santé Intégré		Santé de la population
	CDD	Comité Diocésain de Développement	Eglise	Bien-être physique et spirituel
	PAM	Programme Alimentaire Mondial	Organisation Internationale	Alimentation des populations
	CADEPI	Cellule d'Appui au Développement local Participatif Intégré	Association	Gestion des ressources naturelles et décentralisation
	PNDP	Programme National de Développement Participatif	Etat	Décentralisation
	C S	Crédit du Sahel	EMF	Octroi des crédits
	GAMTOK	Groupement des agriculteurs Moderne de Tokombéré		Protection agricole et pastorale
	CT	Commune de Tokombéré		Appui au Développement local
Bzejeskawé	GICN	Groupement d'initiative commune NDADAGAR (groupe mixte)	GIC	Agriculture
		GAYAMKABAVA Bjeské (mixte)	GIC	Actions de Développement du village
	GICSO	Groupement d'initiative commune SODECOTON (groupe mixte)	GIC	Culture du coton
		Groupement d'initiative commune SODECOTON (groupe mixte)	GIC	Culture du coton
	GICAT	Groupement d'initiative commune des femmes Art Tok	GIC	Vannerie et Agriculture
	GICS	Groupement d'initiative commune	GIC	Culture du coton

		SODECOTON (groupe mixte)		Stockage céréale
Ldedené		Groupement mixte	GIC	Elevage
		Groupement mixte	Informel	Stockage des denrées alimentaires
		Groupement mixte	Informel	Agriculture
		Groupement mixte	Informel	Agriculture
		Groupement mixte	Informel	Stockage des denrées alimentaires
Bzoukoudou		Groupement mixte	GIC	Agriculture
		Groupement mixte	GIC	Agriculture
		Groupement mixte	GIC	Agriculture
		Groupement mixte	GIC	Agriculture
		Tontine		Cotisation
Lalawaï	APEE	Association des Parents Elèves et enseignants		Education
	GICM	Gic maskaka		Culture maraîchère
	GICT	Gic Toko		
	GICK	Gic kamakama		
	GICN	GIC nogom		
Digaya	AK	association kayawaï	Association	Protection maternelle et infantile
	AJ	association des jeunes	Association	Sport
	APEE	association des parents d'élèves et	Association	éducation

		d'enseignants		
	GICG	gic Goma	Groupement d'initiative commune	Agriculture
Mayo-plata	GIC	Groupement d'initiative commune DEKEREK	Groupement d'initiative commune	Agriculture (maraîchage)
	GIC	Groupement d'initiative commune MUTUWAKA KAVO	Groupement d'initiative commune	Agriculture
Dibong	GICM	Groupement d'initiative commune (matavou) mixte	Groupement d'initiative commune	Elevage (ovin)  Agriculture (arachide sorgho)
	GICJ	Groupement d'initiative commune (jardin) mixte	Groupement d'initiative commune	Culture de potagère  Elevage
	GOCY	Groupement d'initiative commune (Yamssock) mixte	Groupement d'initiative commune	Agriculture et élevage  Stockage
	GICY	Groupement d'initiative commune (Yamhou)	Groupement d'initiative commune	Agriculture et élevage  Stockage
	GICBMC	-Groupement d'initiative commune (belle mere et coepouse) femme	Groupement d'initiative commune	Agriculture et élevage  Stockage
	GICD	-Groupement d'initiative commune (djouroudjourouve) femmes	Groupement d'initiative commune	Agriculture et élevage  Stockage
	GICG	-Groupement d'initiative commune (gavagar) mixte	Groupement d'initiative commune	Agriculture et élevage  Stockage

	GICT	Groupement d'initiative commun (Tiray)	Groupement d'initiative commune	Agriculture et élevage Stockage
	UJOQER	Association des jeunes mixte	Association	Agriculture
	UJOKG	Association des jeunes	Association	Agriculture
Delongué				
		Groupement des hommes	Informel	Stockage du sorgho
		Groupement des femmes	Informel	Stockage du niébé Petit commerce Culture du sorgho et niébé
		Groupement d'initiative (delembelé) mixte	GIC	Stockage du niébé Petit commerce Culture du sorgho et niébé
		Groupement d'initiative (Dlongué) mixte	GIC	Stockage du niébé Petit commerce Culture du sorgho et niébé
Keteh	GICM	Groupement d'initiative commune (MAFAWAK)	Groupement d'initiative commune	Agriculture
	GICO	Groupement d'initiative commune (Ouzdédé) mixte	Groupement d'initiative commune	Agriculture et élevage

	GICA	Groupement d'initiative commune (ADA KOUZADI)	Groupement d'initiative commune	Agriculture
	GICI	Groupement d'initiative commune (I LOUWAR)	Groupement d'initiative commune	Agriculture
	APE	Association des parents d'élèves	Groupement d'initiative commune	Education
	GICK	Groupement d'initiative commune (ketch) mixte	Groupement d'initiative commune	Agriculture et élevage
		Groupement des femmes	Groupement d'initiative commune	Agriculture
Dalamvar	GICFD	Groupement d'initiative Commune de femmes (dalamvar)	GIC	Agriculture élevage
	GICFH	Groupement d'initiative Commune de femmes (hadjaga)	GIC	Agriculture Elevage
	GICM	Groupement d'initiative Commune de Mouvar	GIC	Elevage et agriculture Agriculture
	GICGI	Groupement d'initiative Commune de Gigla	GIC	Elevage Agriculture
	GICG	Groupement d'initiative commune de Gagadama	GIC	Elevage Agriculture
	GICK	Groupement d'initiative commune de Kossa	GIC	Elevage
Houmpatak	GPC1	Groupe producteurs du coton	Groupement d'initiative commune	Production coton
	GICT	-groupement d'initiative commune	Groupement d'initiative commune	élevage

		TSETSEHA		
	GPC2	Groupe producteurs du coton	Groupement d'initiative commune	Production et commercialisation coton
	GPC3	Groupe producteurs du coton	Groupement d'initiative commune	Production et commercialisation coton
	CV1	-Caisse villageoise		Octroi crédit
	GPC4	Groupe producteurs du coton	Groupement d'initiative commune	Production et commercialisation coton
	CV1	-Caisse villageoise		Octroi crédit
Lahma	GICT	Gic tsetseha	Groupement d'initiative commune	Elevage
	AK	Association KODONVO	Association	Teinture et couture
	GICCoton	Groupement d'initiative commune coton	Groupement d'initiative commune	Production et vente du coton
		GIC	Groupement d'initiative commune	Culture d'oignon
		Association Mini-foyer de Chiga (COP MONDE)	Informel	Animation et AGR
Serawa chefferie		Groupement Mixte	Groupement d'initiative commune	Agriculture
		Groupe des hommes	Groupement d'initiative commune	Cotisation
		Groupe féminin	Groupement d'initiative commune	Agriculture
		Groupement mixte	Groupement d'initiative commune	Cotisation
		Groupement mixte	Groupement d'initiative commune	Cotisation
		Groupement mixte	Groupement d'initiative commune	Elevage des porcs
		Groupement mixte	Groupement d'initiative commune	Maraîchage
		Groupement Des Hommes	Groupement d'initiative commune	Cotisation

		Groupement mixte	Groupement d'initiative commune	Cotisation
Kojing	GIC		Groupement d'initiative commune	Engraissement des porcs
	GIC		Groupement d'initiative commune	Culture de coton
	GIC		Groupement d'initiative commune	Cotisation
	GIC		Groupement d'initiative commune	Cotisation
			Groupement d'initiative commune	Agriculture et commerce
	GIC		Groupement d'initiative commune	Cotisation
	GIC		Groupement d'initiative commune	Culture et stockage mil/haricot
Guirziga		Groupement mixte	GIC	Elevage
		Groupement mixte	GIC	Agriculture
		Groupement mixte	GIC	Agriculture
		Groupement mixte	GIC	Agriculture
		Groupement mixte	GIC	Agriculture /élevage
		Groupement mixte	Union des GICS	Cotisation
		Groupement mixte	GIC	Elevage
		Groupement mixte	GIC	Elevage /Commerce
		Groupement mixte	GIC	Agriculture
		Groupement mixte	GIC	Agriculture
		Groupement mixte	GIC	Elevage /stockage
Gadoua		Groupement mixte	Association	Culture de maïs

		Groupement mixte	GIC	Stockage arachide
		Groupement mixte	GIC	Culture arachide
		Groupement mixte	GIC	Elevage petit ruminant
		Groupement mixte	Association	Culture arachide
		Groupement mixte	GIC	Engraissement bétail et petit ruminant
		Groupement mixte	GIC	Culture et vente d'arachide
		Groupement mixte	GIC	Culture et vente d'arachide
		Groupement mixte	GIC	Culture et vente d'arachide
Mbélé Douba	HD	Hôpital du District	ETAT	santé
		Groupement mixte	GIC	Agriculture
	HPT	Hôpital Privé Catholique de Tokombéré	Informel	santé
	SODECOTON	Société de Développement de Coton	Informel	Agriculture
	COPDESZA	Centre optionnel pour le développement économique et social Zone Afrique	ONG	Agriculture
	GREEN-SAFZ		ONG	Environnement
	CADEPI	Cellule d'Appui au Développement local Participatif Intégré	Association	GRN et Décentralisation

	CVECA	Association des parents des élèves		Education
	APE		association	
	GIC GEHAGAZA	Protection maternelle	GIC	Santé maternelle
	PMI	Protection maternelle infantile		
	FORCOM			Production coton
	GIC COTON	Groupe initiative Commune matzunzat	GIC	Cotisation et commercialisation du mil et arachide
	GIC Matzazai'		GIC	
	GIC Madjakaibo bahn	Groupe d'Initiative groupe Commune de Matouba	GIC	Culture stockage et commercialisation d'arachide
	GIC MATOUBA	Groupe initiative commune Mini - FOYER	GIC	Culture et commercialisation d'arachide
	GIC MINI- FOYER			
Dalla-Zoulgo		Groupement mixte		
		Groupement mixte	GIC	Culture canne à sucre
		Groupement mixte	GIC	Culture arachide
		Groupement mixte	GIC	Culture arachide
		Groupement mixte	GIC	Culture arachide
		Groupement mixte	GIC	Culture niébé
		Groupement mixte	GIC	Culture arachide
		Groupement mixte	GIC	Culture arachide

		Groupement mixte	FJP	Culture niébé
		Groupement mixte	Informel	Culture arachide
		Groupement mixte	GIC	Culture arachide
		Groupement mixte	CPH	Protection maternelle infantile
		Groupement mixte	Informel	Culture d'arachides et niébé
Doumkala	APEE	Association des parents d'élèves et enseignants	association	Education
	AK	Association Kayawaï	association	Promotion de la femme
	GICM	Groupement d'Initiative Commune Memlé	GIC	agriculture
	PMI	Protection Maternelle et Infantile	informel	Santé maternelle et infantile
Mokio	APEE	Association des parents d'élève	Association	
	GICK	Groupement initiative Commune kamakama	Groupement d'initiative commune	Education
	GICS	GIC sodécoton	Groupement d'initiative commune	Agriculture
	GICG	GIC gonkna	Groupement d'initiative commune	Agriculture
		GIC neguebeté	Groupement d'initiative commune	Agro-pastoral
		GIC mindedva	Groupement d'initiative commune	Agriculture
		GIC maguebete	Groupement d'initiative commune	Agriculture
		GIC mogor	Groupement d'initiative commune	Agriculture
		GIC kamakama	Groupement d'initiative commune	Agro-pastoral

	EA	Ele amguelemijé	Groupement d'initiative commune	Agriculture
		association Kayawai	Groupement d'initiative commune	Promotion de la femme
		GIC magreté	Groupement d'initiative commune	foresterie
		Maskaka	Groupement d'initiative commune	agriculture
		Malokamakama loko	Groupement d'initiative commune	Environnement
		GIC massak kamakama	Groupement d'initiative commune	élevage
		GIC ambdemijé	Groupement d'initiative commune	Agriculture
		PMI		santé
Dzandzang		Gic markama	Groupement d'initiative commune	Agriculture
		Gic medjalang daye Wayoumvou	Groupement d'initiative commune	Agriculture
		Gic azay baka	Groupement d'initiative commune	Agriculture
		Giuc medjaylang	Groupement d'initiative commune	Agriculture
		Gic mbizkouda	Groupement d'initiative commune	Agriculture et commerce
		Wayoumvou mouvoukoï	Groupement d'initiative commune	Agriculture
Makalingaï		Groupement mixte	GIC	Agriculture
		Groupement des femmes	GIC	Agriculture
		Groupement des femmes	GIC	Cotisation
		Groupement mixte	GIC	Cotisation
		Groupement mixte	GIC	Maraîchage

		Groupement des femmes	Informel	Cotisation
		Groupement féminin	Informel	Cotisation
		Groupement mixte	GIC	Agriculture
		Groupement mixte	PMI	Santé mère et enfants
		Groupement mixte	GIC	Maraîchage
Ouro Krokro	GICD	Groupement d'initiative commune DAMANA	GIC	-Production et vente d'oignon -Production et vente de semence d'oignon
Mangavé Dalil	CVECA	Caisse villageoise d'épargne et de crédit autorise		Micro-credit
	GC	Grenier communautaire		Agriculture
	PMI	Protection maternelle et infantile		Santé
	G I C K	Groupe d'initiative commune kaoutal		Agriculture
	G I C D	Groupe d'initiative commune darabodoum		Agriculture
	GIC MKK	Groupe d'initiative commune Mora kam kama		Agriculture
	P C R D	Projet de crédit rural Décentralisé		Micro-finance
	H P T	Hôpital prive de Tokombéré		Santé
	SEDECOTON	Société de développement de coton		Agriculture

Baka Wandala	GICP	GIC des producteurs		Culture de coton
	PMI	Protection maternelle et infantile		Promotion de la santé maternelle et infantile
	GC	Grenier communautaire		Stockage des denrées alimentaires
		Groupe mixte		Tontine
	GICMP	GIC mixte des producteurs		Culture de coton
	PMI	Protection maternelle et infantile		Promotion de la santé maternelle et infantile
		Groupement féminin		
	ACA	Association des chrétiens adventistes		Agriculture
Gazaïka				
Mouvarai	RAS			
Bzagambaï	GICA	Gic adjnai	GIC	Petit commerce et tontine
		Anouai (ASS)		(élevage, agriculture et commerce) (tontine)
	GICS	Gic Sodécoton	GIC	Culture de coton Pesée, vaccination et consultation
		Wramaldahkum (ASS)		Activités sportives Soins de santé prénatale et postnatale
		Anouai (ASS)		Elevage,culture de mil,coton et

				arachide Soins de santé primaire
		Goroum Mewil (ASS)		Agriculture  Soins de santé primaire
	GIC	Gic coton	GIC	Production de coton
		BAIKOUDA(ASS)		
	PMI	Protection Maternelle et Infantile (ASS)		
		PMI ASS)		
		PMI (ASS)		
Mbidimé		-Association Kayawaï - G/MINTP Grok Molko	GIC et Association	- promotion de la femme, agriculture  - agriculture (culture maraîchère)
		- Association des jeunes Molko - APEE - PMI -Groupe des fluteurs	GIC et Association	-Sport, agriculture  -Education -Santé -Tradition
		-GIC Horok Molko	GIC	-Agriculture,commerce, Elevage
Moundouvaya	GIC		Indormel	-Agriculture

				-commerce
	GIC			-Culture de coton
	Groupement			-Elevage -tontine ; commerce, agriculture, maraîchage,
	Association			Promotion de la santé maternelle et infantile
	Association			Promotion de la santé maternelle et infantile
	Groupement			Culture, production et vente des produits agricoles
	Association			Cultures maraîchères et vivrières, commerce.
	Association			Culture de mil, coton, cultures et sports

Source : CADEPI

### 3.4. Synthèse sur les populations vulnérables (handicapés, orphelins, etc) y compris leur inventaire par village, problèmes, atout et besoins ;

Tableau 70: Synthèse sur les populations vulnérables

Villages	Populations vulnérables						Problèmes identifiés	Atouts/opportunités	Besoins exprimés
	Handicapés	Orphelins	Personnes du 3 <sup>e</sup> âge	Sourds	Muets	Total			
Mada (chefferie)	25	30	15	5	5	80	<b>Les handicapés :</b> - Insuffisance des moyens pour l'accès à la scolarité ; - Manque des moyens de déplacement appropriés ; - Non prise en charge par l'Etat,  Ne sont pas organisés.	Existence d'un centre social  - Soutien de la Commune, des Elites et de l'Etat ; - Améliorer le niveau d'organisation des handicapés moteurs	
Bzazago	28	14	14	7	5	68			
Tazang	32	24	38	5	13	112			
Bzejeskawé	32	14	35	15	5	101			
Ldedené	15	13	14	7	5	54			
Bzoukoudou	24	7	16	2	8	57			
Lalawai	27	30	105	9	4	175			
Digaya	9	9	11	2	5	36			
Mayo-plata	16	24	28	2	3	73	<b>Orphelins :</b> - Difficultés d'accès à l'éducation et aux soins de santé à cause du manque des	Existence du service des affaires sociales au niveau local (Tokombéré)  - Appui organisationnel ; - Appui à la mise en œuvre des AGR	
Dibong	43	19	46	9	7	124			
Delongué	6	10	2	0	0	18			
Keteh	6	0	9	0	1	16			

Dalamvar	25	38	43	11	6	123	moyens financiers,		
Houmpatak	13	20	7	0	4	44	- Ne sont organisés.		
Lahma	35	25	25	7	6	98	<b>Troisième âge :</b>	Existence des élites	- Appui institutionnel,
Jiling	14	30	44	7	1	96	- Non prise en charge sur tout plan,		- appui financier,
Serawa chefferie	54	56	29	9	16	164	- Pas d'encadrement sur le plan nutritionnel et sanitaire,		- appui organisationnel
Kojing	18	17	20	2	1	58	- mal logé,		
Guirziga	55	50	34	8	5	152	- Faible organisation		
Gadoua	24	45	41	19	3	132			
Mbéle Douba	79	81	58	17	8	243			
Dalla-Zoulgo	95	53	51	23	13	235	<b>Sourds muets :</b>	Existence d'un service social dans la Commune	- appui financier,
Doumkala	12	9	10	0	8	39	- Faible organisation,		- appui organisationnel
Mokio	21	23	26	7	11	88	-Pas d'appui financier,		
Dzandzang	1	2	5	0	0	8	- Peu considérés dans la société.		
Makilingaï	5	5	11	0	4	25			
Ouro Krokro	18	11	18	2	8	57			
Mangavé Dalil	13	7	51	7	1	79			
Tindermé	16	2	47	4	3	72			

Baka Wandala	37	9	41	14	5	106			
Gazaïka	10	20	14	2	1	47			
Mouvaraï	34	9	26	3	3	75			
Bzagambaï	11	10	5	0	2	28			
Mbidimé	7	5	10	1	3	26			
Moundouvaya	18	5	11	0	9	43			

Source : CADEPI, enquêtes

**3.5. Synthèse sur les populations Pygmées (suivant composantes PDPP) ;**

Les populations Pygmées et Bororo ne sont pas représentées dans la Commune de Tokombéré, donc aucune information ne saurait être donnée.

### 3.6. Synthèse sur les principaux corps de métier (Effectifs, problèmes/contraintes, opportunités, etc)

Tableau 71: Synthèse sur les principaux corps de métier

Corps de métier	Effectifs	Problèmes/contraintes rencontrés	Opportunités/atouts	Besoins/solutions exprimés
Boutiquier	23	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Impossibilité d'ouvrir le marché la nuit ;</li> <li>- Le marché n'est pas électrifié ;</li> <li>- Insuffisance des clients ;</li> </ul>	Proximité de la ville de Maroua et celle de Banki pour l'approvisionnement	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction des boutiques au Marché</li> <li>- Electrification du Marché ;</li> <li>- Octroi de crédits pour l'augmentation des activités commerciales ;</li> <li>- Aménager les routes.</li> </ul>
Cordonnier	02	- Indisponibilité du matériel de travail sur le Marché	Présence d'une coopérative d'artisans à Tokombéré	- Construction d'un hangar d'exposition des produits ;
Photographe	04	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence d'un laboratoire de développement des cartes photos;</li> <li>- Insuffisance des clients</li> </ul>	- Existence des périodes des fêtes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement les capacités des photographes dans le domaine ;</li> <li>- Identifier tous les photographes de la ville ;</li> <li>- Mettre les photographes en organisation.</li> </ul>
Tailleur et couturiers	35	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque d'organisation</li> <li>- Manque des matériels de travail</li> <li>- Manque d'appui financier</li> <li>- Impôts trop élevés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité de la clientèle pendant les périodes de fêtes ;</li> <li>- Présence de l'énergie électrique dans la ville ;</li> <li>- Marché périodique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation en GIC des tailleurs ;</li> <li>- Octroi des crédits aux organisations des tailleurs ;</li> <li>- Améliorer les lieux d'activités des tailleurs ;</li> <li>- Sensibiliser les tailleurs sur leurs droits et devoirs</li> </ul>
Vendeurs des bétails	26	- Manque des points d'eau d'abreuvement des animaux ;	- Proximité des grands marchés de Banki au Nigeria, Maroua et Mémé	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aménager les pistes à bétail ;</li> <li>- Revoir en baisse les taxes ;</li> <li>- Aménager les points d'eau</li> </ul>

				d'abreuvement des animaux; - Aménager le Marché à bétail
Vendeurs de soya	18	- Manque d'organisation ; - Existence de plusieurs taxes (Commune et chef boucher) ; - Pas de local aménagé pour l'activité ; - Manque des bois	- Disponibilité de la clientèle le jour du Marché ; - Proximité du marché à bétail de mémé	- Désignation d'un collecteur des taxes communales sur l'abatage; - Construction d'un comptoir au marché ; - Organisation des vendeurs de soya ; - Sensibilisation des vendeurs sur l'abatage des animaux dans l'aire d'abatage ;
Restauratrices	12	- Taxes trop élevées et multiples; - Pas de magasin ; - Pas de points d'eau, - Pas de latrine ;	- Disponibilité de la clientèle le jour du Marché ;	- Créer des points d'eau au marché; - Construire des latrines publiques au Marché ; - Faire des locaux appropriés à l'activité ;; - Entretien des latrines existantes au marché
Entrepreneurs et prestataires des services	05	- Insuffisance des moyens financiers ; - Mauvais état des routes	- Proximité de la ville de Banki au Nigéria	- Octroi des crédits, - Aménager les routes
Coiffeurs/coiffeuses	07	- Insuffisance des clients ; - Insuffisance des matériels de travail de qualité ; - Manque de point d'eau potable	- Présence de l'énergie électrique dans la ville	- Aménagement des points d'eau ; - Octroi des crédits - Organisation des coiffeurs
Bouchers	07	- Manque d'eau potable ; - Manque de hangar ; - Manque de boucherie.	- Proximité du marché à bétail de mémé	- Aménagement des hangars ; - Aménagement des points d'eau ; - Construction d'une boucherie.

Vendeurs des vivres	25	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficulté d'évacuation des produits sur le Marché ;</li> <li>- Pas d'organisation ;</li> <li>- Pas de Magasin ;</li> <li>- Insuffisance des moyens financiers ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité des produits ;</li> <li>- Existence de Marché ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction d'un magasin des vendeurs ;</li> <li>- Organisation des vendeurs ;</li> <li>- Octroie de crédit aux vendeurs ;</li> <li>- Aménager les routes</li> </ul>
Chauffeurs	08	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mauvais état des routes ;</li> <li>- Trop d'accident ;</li> <li>- Conflit avec mototaxi men</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Existence des voyageurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aménager les routes ;</li> <li>- Organiser les chauffeurs</li> </ul>
Vendeurs des céréales	21	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insécurité des personnes et leurs biens</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité des céréales à toutes les saisons</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction d'un magasin de stockage ;</li> <li>- Création d'un poste de sécurité</li> </ul>
Vendeuses de Bilbil	150	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxe élevée ;</li> <li>- Insuffisance d'eau ;</li> <li>- Insuffisance de bois ;</li> <li>- Vol des calebasses ;</li> <li>- Manque de matériels de transport</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité de la clientèle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création des points d'eau ;</li> <li>- Octroie de crédit ;</li> <li>- Organisation des vendeurs</li> </ul>
Call boxeur	12	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des moyens financiers ;</li> <li>- Pas d'organisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité de la clientèle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation des call boxeurs ;</li> <li>- Octroie de crédit</li> </ul>
Vendeurs de Carburant (zouazoua)	15	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Incendie fréquent ;</li> <li>- Accident fréquent ;</li> <li>- Manque d'une station de pompage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Proximité de Banki au Nigéria</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Octroie de crédit pour l'activité,</li> <li>- Organisation des vendeurs</li> </ul>
Moto-taximen	60	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insécurité ;</li> <li>- Vol des motos</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Clientèle disponible</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer la collaboration avec la Commune ;</li> <li>- Organiser les motos taximen</li> </ul>
Exploitants des vidéos clubs	02	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficultés d'accès aux matériels de travail (cassette) ;</li> <li>- Enregistrement de délestage tout le temps ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Présence de l'énergie électrique ;</li> <li>- Espace d'activités disponible</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Délimitation de l'espace destiné à l'activité ;</li> <li>- La réglementation du secteur.</li> </ul>

Mécaniciens auto et moto	20	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque des moyens pour achat des matériels ;</li> <li>- Insuffisance de l'énergie électrique</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation des mécaniciens ;</li> <li>- Aménager les sites appropriés à l'activité.</li> </ul>
Exploitants des Bars	08	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Casse des bouteilles ;</li> <li>- Manque des matériels de conservation ;</li> <li>- Ravitaillement non régulier</li> </ul>	- Le produit est livré à la maison	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appui financier ;</li> <li>- Réduction des taxes ;</li> </ul>
Exploitants des moulins	15	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Vol du mil ;</li> <li>- Absence d'organisation ;</li> <li>- Pas des Bac à ordures</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rendre l'énergie électrique disponible à tout moment ;</li> <li>- Octroie de crédit</li> </ul>
Exploitant d'auberge	01	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insécurité</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration de la sécurité de la ville</li> </ul>

Source : CADEPI, enquêtes

### 3.7. Synthèse du DIC : sous forme de tableaux et figures (histogrammes et courbes)

- Gestion des ressources humaines (insister sur les forces et faiblesses) ;
- Gestion des ressources financière (insister sur les forces et faiblesses) ;
- Gestion du patrimoine communal (insister sur les forces et faiblesses) ;
- Gestion des relations (insister sur les forces et faiblesses) ;
- Plan, institutionnel et social ;
- Plan économique.

Tableau 72: Synthèse du DIC

Domaine	Forces	Faiblesses
Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"><li>- Existence d'un organigramme,</li><li>- Présence des jeunes cadres assez outillés</li><li>- La disponibilité de certaines personnes au sein de la Commune (le SG et l'A2),</li><li>- Personnel quantitativement suffisant,</li><li>- La maîtrise de l'outil informatique par une partie du personnel,</li><li>- La répartition des tâches entre les membres de l'exécutif municipal</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Faible niveau d'instruction du personnel,</li><li>- Faible qualification du personnel,</li><li>- Personnel vieillissant,</li><li>- Faible application du profil de carrière,</li><li>- Absence d'un règlement intérieur,</li><li>- Absence d'un système d'évaluation et de motivation,</li><li>- Insuffisance des formations, des stages de perfectionnement et de recyclages d'une catégorie de personnel communal,</li><li>- Absence des réunions de coordination dans tous les services de l'institution,</li><li>- Aspect genre non pris en compte,</li></ul>

Domaine	Forces	Faiblesses
Ressources financières	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Consistance du budget de la commune les deux dernières années,</li> <li>- Existence de plusieurs taxes dans la Commune: Impôts, droits de marché, transit, session de bennes, ressources de la carrière, ressources forestières, taxes de la transhumance, taxes sur le spectacle, recettes de services, le droit de timbre,</li> <li>- Existence des partenaires financiers,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence d'un fichier de contribuable,</li> <li>- La gestion des ressources naturelles (sable, gravier, moellons etc...) non réglementée</li> <li>- Faible capacité de mobilisation des ressources propres (forte dépendance aux CAC),</li> <li>- Non-respect de certaines normes prévues par l'Etat quant à la gestion de certaines lignes budgétaire (taux d'investissement 19% au lieu de 30%),</li> <li>- Faible niveau d'implication de la population dans la mobilisation des recettes propres de la Commune ;</li> </ul>
Patrimoine communal	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Existence d'un hôtel de ville abritant l'institution,</li> <li>- Présence d'un important patrimoine communal,</li> <li>- Existence d'une fourrière municipale,</li> <li>- Existence d'une tribune municipale,</li> <li>- Existence des hangars dans certains marchés,</li> <li>- Existence des matériels roulants,</li> <li>- Existence d'un garage municipal,</li>   <li>- Abattoir municipal,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Matériels roulant vieillissant (plus de la moitié est à reformer),</li> <li>- Mauvaise politique de gestion du patrimoine,</li> <li>- Garage municipal non fonctionnel,</li> <li>- Inexistence d'une gare routière,</li> <li>- Faible valorisation de patrimoine (des matériels roulants sous call),</li> <li>- Aucune règle de gestion n'existe quant aux biens immeubles.</li> </ul>

Domaine	Forces	Faiblesses
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Existence des biens meubles et immeubles en quantité suffisante,</li> </ul>	
Relations	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Présence de nombreux ONG et des programmes gouvernementaux (PNDP, GIZ...)</li> <li>- La motivation de la confection religieuse pour le développement de la Commune,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible implication des services techniques dans la réalisation des ouvrages communaux</li> <li>- Contact très faible entre la Commune et les services déconcentrés de l'Etat,</li> <li>- Faible valorisation des opportunités relationnelles existantes,</li> <li>- Implication négative des chefs traditionnels dans la collecte des impôts,</li> </ul>

Source : CADEPI, enquêtes

**- Axes de renforcement de la commune dans les 4 domaines.**

**Tableau 73: Axes de renforcement des capacités**

Domaine	Faiblesses	Axes de renforcement
Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible niveau d'instruction du personnel,</li> <li>- Faible qualification du personnel,</li> <li>- Personnel vieillissant,</li> <li>- Faible application du profil de carrière,</li> <li>- Absence d'un règlement intérieur à la Commune,</li> <li>- Absence d'un système d'évaluation et de motivation,</li> <li>- Insuffisance des formations, des stages de perfectionnement et de recyclages d'une catégorie de personnel communal,</li> <li>- Absence des réunions de coordination dans tous les services de l'institution,</li> <li>- Aspect genre non pris en compte,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Recruter un personnel jeune et qualifié en prenant en compte l'aspect genre,</li> <li>- Appuyer la Commune pour l'élaboration d'un profil de carrière et l'application de règlement intérieur,</li> <li>- Mettre en place un plan de renforcement des capacités de tout le personnel,</li> <li>- Mettre en application l'organigramme,</li> <li>- Organiser les ateliers trimestriels de planification de suivi et d'évaluation des activités de la Commune,</li> </ul>
Ressources financières	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence d'un fichier de contribuable,</li> <li>- La gestion des ressources naturelles (sable, gravier, moellons etc...) non réglementée</li> <li>- Faible capacité de mobilisation des ressources propres (forte dépendance aux CAC),</li> <li>- Non-respect de certaines normes prévues par l'Etat quant à la gestion de certaines lignes budgétaire (taux d'investissement 19% au lieu de 30%),</li> <li>- Faible niveau d'implication de la population dans la mobilisation des recettes propres de la Commune ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaborer les règles de gestion des ressources naturelles (sable, gravier, moellon etc...)Mettre en place un mécanisme efficace de mobilisation des ressources propres,-Actualiser le fichier de contribuables</li> <li>- Appuyer le comité de suivi de mise en œuvre de PCD pour veiller au respect des prévisions budgétaires relatives aux investissements</li> <li>- Organiser les services des collectes pour améliorer les recettes propres de la Commune,</li> <li>- Sensibiliser les chauffeurs pour une meilleur participation au recouvrement des impôts libérateurs,</li> </ul>

Domaine	Faiblesses	Axes de renforcement
Patrimoine	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Matériels roulant vieillissant (plus de la moitié est à reformer),</li> <li>- Mauvaise politique de gestion du patrimoine,</li> <li>- Garage municipal non fonctionnel,</li> <li>- Inexistence d'une gare routière,</li> <li>- Faible valorisation de patrimoine (des matériels roulants sous call),</li> <li>- Aucune règle de gestion n'existe quant aux biens immeubles.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place une bonne politique de gestion du patrimoine de la commune,</li> <li>- Réhabiliter le garage municipal ;</li> <li>- Organiser la réforme des matériels,</li> <li>- Acquérir des nouveaux matériels,</li> <li>- Construire une gare municipale,</li> <li>- Elaborer les règles de gestion des biens meubles et immeubles ;</li> </ul>
Relations	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible implication des services techniques dans la réalisation des ouvrages communaux</li> <li>- Contact très faible entre la Commune et les services déconcentrés de l'Etat,</li> <li>- Faible valorisation des opportunités relationnelles existantes,</li> <li>- Implication négative des chefs traditionnels dans la collecte des impôts.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Implication de la tutelle dans la relation entre les SDE et la Commune,</li> <li>- Mettre en place un cadre de concertation entre la Commune et les SDE,</li> <li>- Mettre en place une stratégie pour le développement des partenariats,</li> <li>- Appuyer la Commune pour la valorisation des opportunités relationnelles existantes,</li> <li>- Développement des outils de visibilité de la Commune,</li> <li>- Sensibiliser les chefs traditionnels sur la citoyenneté responsable dans la collecte des impôts.</li> </ul>

Source : CADEPI, enquêtes

### 3.8. Situation de l'économie locale

L'économie locale dans la Commune de Tokombéré se résume au tour : de l'agriculture, elle constitue la principale source de revenu de la population soit neuf personnes sur dix vies essentiellement de l'agriculture et 55,5% de cette population est active. Cette agriculture tourne au tour des cultures de rente (coton, arachide, oignon et la canne à sucre) et des cultures vivrières (sorgho, maïs, niébé etc...).

De l'élevage qui constitue un secteur important pour la population, huit personnes sur dix pratiquent de l'élevage. Les bovins, les ovins, les porcins, les caprins et la volaille constituent les principales espèces élevées.

De l'artisanat est également développé avec l'existence de deux coopératives artisanales à Mayo-Ouldémé (COPARMO) et à Tokombéré (ARTOK). Cet artisanat repose sur la vannerie, tissage, forge. Cette activité est menée à une échelle très réduite.

De petit commerce qui est basé sur les produits de contrebande (sucre, biscuit, assiettes etc...) en provenance du Nigeria.

De la transformation des produits agricoles et d'élevage est une activité génératrice de revenus pratiquée pour la plupart par les femmes.

L'exploitation des ressources naturelles telles les pierres, le sable... restent une opportunité de financement au niveau local que la Commune prouve des difficultés de valorisation.

### 3.9. Matrice diagnostic des ressources naturelles et esquisse de PUGDT (Carte participative consolidé d'utilisation de l'espace)

Tableau 74: Matrice diagnostic des ressources naturelles

Ressources	Villages concernés	Mode de gestion
<b>Pierres</b>	Mada (chefferie); Tazang (Tala Djayam); Bzejeskawé; Ldedené; Bzoukoudou ; Mayo-plata ; Dibong ; Dalamvar ; KeteH ; Digaya ; Houmpatak; Lahma ; Jiling ; Serawa chefferie ; Guirizga ; Gadoua ; Mbélé-Douba ; Dalla-zoulgo ; Doumkala ; Mokio ; Dzandzang ; Mouvaraï ; Bzagambaï ; Mbidimé ; Gazaïka ; Bzazago ; Lalawaï ; Délongué ; Kojing.	Les pierres sont rencontrées dans les montagnes constituées de 2/3 de la surface totale de l'espace communal. Leur gestion est faite par la population riveraine et sans avis des autorités.
<b>Sable</b>	Tazang ; Makilingaï ; Dibong ; KeteH ; Baka Wandala ; Ouro krokro.	La gestion est faite par la Commune et la population riveraine de manière quotidienne et sans avis préalable.
<b>Faune</b>	Mada (chefferie); Tazang (Tala Djayam); Bzejeskawé; Ldedené; Bzoukoudou ; Mayo-plata ; Dibong ; Dalamvar ; KeteH ; Digaya ; Houmpatak; Lahma ; Jiling ; Serawa chefferie ; Guirizga ; Gadoua ; Mbélé-Douba ; Dalla-zoulgo ; Doumkala ; Mokio ; Dzandzang ; Mouvaraï ; Bzagambaï ; Mbidimé ; Gazaïka ; Bzazago ; Lalawaï	C'est une ressource qui se fait rare et se trouve généralement dans les montagnes, sa gestion est faite de manière clandestine par les populations riveraines
<b>Cours d'eau</b>	Tazang ; Dibong ; KeteH	La gestion est faite par la population riveraine et sans avis des autorités.
<b>Forêts</b>	Mada (chefferie); Tazang (Tala Djayam); Bzejeskawé; Ldedené; Bzoukoudou ; Mayo-plata ; Dibong ; Dalamvar ; KeteH ; Digaya ; Houmpatak; Lahma ; Jiling ; Serawa chefferie ; Guirizga ; Gadoua ; Mbélé-Douba ; Dalla-zoulgo ; Doumkala ; Mokio ; Dzandzang ; Mouvaraï ; Bzagambaï ; Mbidimé ; Gazaïka ; Bzazago ; Lalawaï et Makilingaï.	Il n'existe pas des forêts dignes du nom mais quelques peuplements des neem et des acacias sont rencontrés par endroit dans l'espace communal. Leurs gestion se fait généralement de manière clandestine par les populations riveraines. Quelquefois le service en charge de la forêt et la Commune interviennent dans cette gestion.
<b>Terres</b>	Mada (chefferie); Tazang (Tala Djayam); Bzejeskawé; Ldedené;	Elles sont constituées de 1/3 de la surface de l'espace communal.

	Bzoukoudou ; Mayo-plata ; Dibong ; Dalamvar ; KeteH ; Digaya ; Houmpatak; Lahma ; Jiling ; Serawa chefferie ; Guirizga ; Gadoua ; Mbélé- Douba ; Dalla-zoulgo ; Doumkala ; Mokie ; Dzandzang ; Mouvaraï ; Bzagambaï ; Mbidimé ; Gazaiïka ; Bzazago ; Lalawaï ; Makilingaï ; Ouro krokro ; Mangavé Dalili ; Tindermé ; Baka Wandala ; Délongué ;	Leur gestion est généralement faite par les chefs traditionnels et les populations riveraines.
--	---	--

Source : CADEPI, diagnostic

### 3.10. Problèmes et besoins consolidés par secteur

- Tableau à quatre entrées : Problèmes reformulé à l'échelle communale, Villages concernés, principales causes, principaux effets

Tableau 75: Problèmes reformulés, villages concernés, principales causes et principaux effets

Secteurs	Problèmes reformulés	Villages concernés	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
1.- Agriculture	Baisse de rendement agricole	Gazaïka, Bzazago, Tazang, Tindrimé, Dalla Zolgo, Dalamvar, Bijeskawé Doumkala, Guirziga, Mbellé Ndouba, Gadoua, Kojing, Baka wandala, Ouro krokro, Bzoukoudou, Lalawaï, Digaya, Mangavé Dalil, Makilingaï, Serawa, Mouvaraï, Ldidéné, Mada kolkoch, Moundouvaya, Mokio, Mbidimé, Mayo-plata, Dibong, KeteH, Houmpatak, Lahma, Giling, Dzandzang, Délongué et Bzagambaï	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mauvaise utilisation des techniques agricoles</li> <li>- Absence des matériels agricoles de qualités</li> <li>- Faible approvisionnement de semences améliorées</li> <li>- Faible appui technique cultural</li> <li>- Dégradation du sol</li> <li>- Réduction de culture</li> <li>- Culture non irrigué répétition les années</li> <li>- Forte utilisation des semences locales</li> <li>- Pauvreté évolutif du sol dû à l'érosion</li> <li>- Faible productivité</li> <li>- Produits mal conservés,</li> <li>- Faible organisation des agriculteurs,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible rendement agricole</li> <li>- Non mécanisation de l'agriculture</li> <li>- Faible pouvoir d'achat</li> <li>- Insécurité alimentaire</li> <li>- Conflits agropastoraux</li> <li>- Attaques des champs par les ennemis</li> <li>- Insécurité des personnes et leurs biens sur le Marché</li> <li>- Tracasserie de la gendarmerie le jour de Marché;</li> <li>- Vols fréquents au Marché</li> <li>- Populations et biens exposés au soleil ;</li> <li>- Migration de la population ;</li> <li>- Exode rural</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création et construction de 2 postes agricoles à Tazang et à Mbédimé,</li> <li>- Construction de 14 magasins de stockage à Tindrimé ; Ouro krokro ; Bzazago (2) ; Lalawaï ; Digaya ; Bijeskawé ; Tazang (Tallasara carrefour, Zalang, Akabaramaet Akadangwala) ; Dallazoulgo ; Damavar ; Bzagambaï ; Dzandzang ;,</li> <li>- Construction des biefs et diguettes dans les différents villages de la Commune,</li> <li>- Construction de 20 magasins d'intrants agricoles (Gazaïka ; Guirziga ; Kojing ; Baka wandala ; ouro krokro; Bzoukoudou; Ldidéné ; Mangavé Dalil ; Mada kolkoch ; Digaya ; KeteH ; Houmpatak ; Giling ; Lahma ; Délongué ; Dibong ;</li> </ul>

					Mbidimé (Moukouno); Damavar ; Mayo-plata ; Moundouvaya ), - Organisation/dynamisation de 35 groupements de producteurs agricoles, - Dotation aux agriculteurs des 35 villages en matériels modernes agricoles
<b>2.- Elevage et pêche</b>	Difficultés de pratiquer un élevage intensif	Gazaïka, Bzazago, Tazang, Tindrimé, Dalla Zolgo, Dalamvar, Bijeskawé Doumkala, Guirziga, Mbellé Ndouba, Gadoua, Kojing, Baka wandala, Ouro krokro, Bzoukoudou, Lalawaï, Digaya, Mangavé Dalil, Makilingaï, Serawa, Mouvaraï, Ldidéné, Mada kolkoch, Moundouvaya, Mokio, Mbidimé, Mayo-plata, Dibong, Keteh, Houmpatak, Lahma, Giling, Dzandzang, Délongué et Bzagambaï	- Aire d'abattage dégradé et insuffisante ; - Mortalité très élevée des animaux ; - Mauvaise organisation des éleveurs ; - Appauvrissement des pâturages ; - Ignorance des techniques de culture fourragères ; - Vol des bétails ; - Transport non hygiénique de la viande - Manque de chambre froide - Difficultés liées à la conservation de la viande et du poisson ; - Manque de vaccination et soins vétérinaires ; - Manque d'organisation des vendeurs de viande et poisson ; - Existence de plusieurs taxes et tracasserie des forces de	- Difficultés liées à la conservation de viande et poisson ; - Pourriture de viande et de poisson ; - Inexistence des points de vente des poissons frais ; - Viande exposée au soleil et autres microbes ; - Marché à bétail non aménagé - Le service Zootechnique et la délégation d'élevage partagent le même bureau de la délégation de l'Agriculture ; - Abatage d'animaux jeunes et en état de gestation ;	- Création et construction de 5 centres Zootechniques et contrôle sanitaire dans les villages (Mbélé-Ndouba ; Gadoua ; Guirziga ; Tazang ; Dallazoulgo ) ; - Dotation de la Commune de 2 pharmacies vétérinaires (Dalla-Zoulgo et Tokombéré centre) ; - Creusage de 4 mares artificielles (Baka wandala ; Makalingaï ; Dzangdzang ; Mokio ) ; - Construction de la délégation d'arrondissement de l'élevage ; -

			<p>maintien de l'ordre sur le Marché (Commune et chef boucher) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas de local aménagé pour les vendeurs de viande sur le Marché ;</li> <li>- Manque d'organisation des éleveurs de la ville</li> <li>- Inexistence d'un local servant des bureaux au service d'élevage ;</li> <li>- La délégation de l'Elevage non construite ;</li> <li>- Manque de contrôle d'abatage ;</li> <li>- Crise alimentaire des animaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les chiens ne sont pas vaccinés</li> <li>- Manque de pharmacie vétérinaire ;</li> <li>- Migration de la population à la recherche des pâturages ;</li> <li>- Baisse de rendement familial</li> <li>- Exode rural,</li> <li>- Mauvaise qualité des viandes produites,</li> <li>-</li> </ul>	<p>Organisation/dynamisation de 35 groupements d'éleveurs dans tous les villages</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Appui financier aux 10 organisations des éleveurs pour un montant de 10 000 000 FCFA par an,</li> </ul>
<b>3.- Développement urbain et habitat</b>	Difficultés de développer le village	Gazaïka, Bzazago, Tazang, Tindrimé, Dalla Zolgo, Dalamvar, Bijeskawé Doumkala, Guirziga, Mbellé Ndouba, Gadoua, Kojing, Baka wandala, Ouro krokro, Bzoukoudou, Lalawaï, Digaya, Mangavé Dalil, Makilingaï, Serawa, Mouvaraï, Ldidéné, Mada kolkoch, Moundouvaya, Mokio, Mbidimé, Mayo-plata, Dibong, Keteh, Houmpatak, Lahma, Giling, Dzandzang,	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mauvais états des routes ;</li> <li>- Le village ne dispose pas de plan de restructuration ;</li> <li>- Le village ne dispose pas de plan d'urbanisation ;</li> <li>- Manque de Voirie urbaine ;</li> <li>- Dégradation des routes;</li> <li>- Absence des bacs à ordures dans le village,</li> <li>- Construction en matériaux provisoires ;</li> <li>- Faible volonté de la</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficulté de circuler dans le village en saison des pluies ;</li> <li>- Construction des maisons anarchiques ;</li> <li>- Destructions des habitations par les eaux de ruissèlement ;</li> <li>- Menace de certains quartiers par des inondations en saisons des pluies ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction de 20 logements sociaux dans la ville de Tokombéré</li> <li>- Elaboration de plans d'urbanisation à Tokombéré</li> <li>- Elaboration de 35 plans d'occupation de sols,</li> <li>- Aménagement de 4 voiries urbaines municipales dans la ville de Tokombéré</li> </ul>

		Délongué et Bzagambaï	<p>Commune à développer le village,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence de plan d'urbanisation,</li> <li>- Habitation précaire,</li> <li>- Fable capacité de valorisation des matériaux locaux pour la construction des habitations durables,</li> <li>- Occupation anarchique de l'espace.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Non aménagement du marché,</li> <li>- Risque de mort en habitant dans les maisons précaires,</li> <li>- Faciliter de contamination par les maladies liées à la pollution,</li> <li>- Village très sale,</li> <li>- Eboulement des habitations,</li> <li>-</li> </ul>	
<b>4.- Environnement et protection de la nature</b>	Dégradation accélérée de l'environnement	Gazaïka, Bzazago, Tazang, Tindrimé, Dalla Zolgo, Dalamvar, Bijeskawé Doumkala, Guirziga, Mbellé Ndouba, Gadoua, Kojing, Baka wandala, Ouro krokro, Bzoukoudou, Lalawai, Digaya, Mangavé Dalil, Makilingaï, Serawa, Mouvarai, Ldidéné, Mada kolkoch, Moundouvaya, Mokio, Mbidimé, Mayo-plata, Dibong, KeteH, Houmpatak, Lahma,	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accès limité aux foyers améliorés et aux biodigesteurs ;</li> <li>- Accès difficiles aux autres sources d'énergie (Gaz et Biogaz) ;</li> <li>- Absence des Bac à ordures ;</li> <li>- Mauvaise gestion des ordures ménagères dans le Marché ;</li> <li>- Absence de structure</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Utilisation abusive de bois</li> <li>- Intoxication</li> <li>- Limite de développement des plantes</li> <li>- Pollution des villages par les déchets plastiques ;</li> <li>- Inondations en saison des pluies ;</li> <li>- Propagation des germes de maladies,</li> <li>- Mortalité des ruminants due à la consommation des déchets plastiques,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Distribution de 2000 foyers améliorés,</li> <li>- Appui à l'acquisition de 100 bio digesteurs,</li> <li>- Construction des 500 bacs à ordures dans la ville de Tokombéré et dans les grandes agglomérations de l'arrondissement,</li> <li>- Mise en place de 35 comités de veille dans les 35 villages de la Commune,</li> <li>- Rendre opérationnel le service d'hygiène</li> <li>- Organisation des</li> </ul>

		Giling, Dzandzang, Délongué et Bzagambaï	<p>d'hygiène dans la ville ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dégradation des berges du Mayo ;</li> <li>- Absence des sensibilisations de la population sur l'hygiène et salubrité,</li> <li>- Absence et ignorance de la réglementation en vigueur,</li> <li>- Faible encadrement des populations dans le domaine de l'environnement et protection de la nature,</li> <li>- Pollution de la nature par les ordures ménagers/emballage plastique.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Perturbation climatique,</li> <li>- Prolifération des moustiques provoquant les paludismes</li> </ul>	<p>jours d'hygiène et salubrité dans la ville de Tokombéré,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Appui d'au moins 50 clubs des amis de la nature dans les établissements scolaires en matériels de travail,</li> <li>- Appui à la création 5 espaces verts dans la ville de Tokombéré</li> </ul>
<b>5.- Foret et faune</b>	Dégradation accélérée de la forêt et la faune	Gazaïka, Bzazago, Tazang, Tindrimé, Dalla Zolgo, Dalamvar, Bijeskawé Doumkala, Guirziga, Mbellé Ndouba, Gadoua, Kojing, Baka wandala, Ouro krokro, Bzoukoudou, Lalawaï, Digaya, Mangavé Dalil, Makilingaï, Serawa, Mouvaraï, Ldidéné, Mada	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Coupe abusive des arbres ;</li> <li>- Accès difficile à d'autres sources d'énergie ;</li> <li>- Non maîtrise des techniques d'élagage d'arbres par les populations,</li> <li>- Exploitation anarchiques des ressources forestières et</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de bois de chauffe ;</li> <li>- Abatage abusif d'arbre,</li> <li>- Sols exposés,</li> <li>- Baisse des rendements agricoles,</li> <li>- Diminution et irrégularité des pluies,</li> <li>- Perte de fertilité de sol,</li> <li>- Dégradation des</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création/dynamisation de 35 pépinières villageoises dans les 35 villages de la Commune</li> <li>- Création de 35 forêts communautaires dans chacun des villages de la Commune ;</li> <li>- Elaboration des plans de gestion durables de ressources forestières ;</li> <li>- Création d'une pépinière</li> </ul>

		kolkoch, Moundouvaya, Mokio, Mbidimé, Mayo-plata, Dibong, Keteh, Houmpatak, Lahma, Giling, Dzandzang, Délongué et Bzagambaï	fauniques, - Absence des mesures de suivi et contrôle des ressources, - Ignorance des méfaits des exploitations anarchiques des ressources	espaces fourragers, - Mortalité des animaux par suite de sous-alimentation.	communale ; - 70 hectares boisés - Construction du bureau de poste forestier
<b>6.- Education de base</b>	Difficultés d'accès à une éducation de base de qualité	Gazaïka, Bzazago, Tazang, Tindrimé, Dalla Zolgo, Dalamvar, Bijeskawé Doumkala, Guirziga, Mbellé Ndouba, Gadoua, Kojing, Baka wandala, Ouro krokro, Bzoukoudou, Lalawaï, Digaya, Mangavé Dalil, Makilingaï, Serawa, Mouvaraï, Ldidéné, Mada kolkoch, Moundouvaya, Mokio, Mbidimé, Mayo-plata, Dibong, Keteh, Houmpatak, Lahma, Giling, Dzandzang, Délongué et Bzagambaï	- Etablissements non clôtures - Insuffisance des enseignants qualifiés - Insuffisance des points d'eau potable et des latrines dans les écoles - Instabilité des enseignants en cours d'intégration - Insuffisances des salles de classe et des tables-bancs ; - Enlèvement des toitures des salles de classes par le vent - Mauvaise gestion des carrières des enseignants (suivi des dossiers) ; - La non délimitation des établissements scolaires ; - Insuffisance des blocs	- Baisse de niveau ; - Irrégularité des enfants à l'école - Les enfants préfèrent d'autres activités économiques que l'école ; - Effectif pléthorique - Utilisation du terrain d'école à d'autre fin - Découragement des parents d'élèves, - Abandon de l'école par les élèves, - Déperdition scolaire.	- Construction de 218 Salle de classe - création de 12 Ecoles ; - construction de 43 points ; - Equipement en 7779 table-bancs - Construction de 54 latrines - Affectation de 239 enseignants ; - Clôture de 54 établissements ; - Dotation de 54 bacs à ordures ; - Construction de 54 logements des

			administratifs dans les écoles ;		enseignants ; - Mise en terre de 27 000 plants ; - Opérationnalisation de 54 APEE.
<b>7.- Enseignements secondaires</b>	Difficultés d'accès aux enseignements secondaires de qualité	Gazaïka, Bzazago, Tazang, Tindrimé, Dalla Zolgo, Dalamvar, Bijeskawé Doumkala, Guirziga, Mbellé Ndouba, Gadoua, Kojing, Baka wandala, Ouro krokro, Bzoukoudou, Lalawaï, Digaya, Mangavé Dalil, Makilingaï, Serawa, Mouvaraï, Ldidéné, Mada kolkoch, Moundouvaya, Mokio, Mbidimé, Mayo-plata, Dibong, Keteh, Houmpatak, Lahma, Giling, Dzandzang, Délongué et Bzagambaï	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des latrines et des points d'eau dans les Lycées et Collèges ;</li> <li>- Insuffisance de suivi dans les salles de classe ;</li> <li>- Manque des matériels de l'atelier (salle de pratique) au Lycée technique ;</li> <li>- Salles d'informatique non équipées ;</li> <li>- Routes menant aux lycées impraticables en saison des pluies ;</li> <li>- Prise des stupéfiants par les élèves ;</li> <li>- Manque de blocs administratifs dans les nouveaux établissements ;</li> <li>- Instabilité des enseignants en cours d'intégration ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de suivi</li> <li>- Prise de stupéfiants</li> <li>- Baisse de niveau ;</li> <li>- Irrégularité des élèves dans les salles de classes ;</li> <li>- Consommation des stupéfiants par les élèves ;</li> <li>- Conflit enseignants-élèves ;</li> <li>- Désobéissance des élèves,</li> <li>- Parcours des longues distances pour accéder à l'école,</li> <li>- Effectif pléthorique dans les établissements existants,</li> <li>- Mauvaise assimilation des leçons par les élèves.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création de 12 CES dans les villages suivants: Gadoua ; Guirziga ; Kojing ; Baka wandala ; Bzoukoudou; Makilingaï; Mouvaraï ; Houmpatak ; Lahma ; Dzandzang, Tazang, Gazaïka</li> <li>- Construction de 26 Salles de classe soit 2 au lycée technique de Tokombéré, 2 au lycée classique de Tokmbéré, 3 au lycée de Kotraba,</li> <li>- Affectation de 39 enseignants qualifiés dans les huit établissements secondaires de l'arrondissement,</li> <li>- Dotation de 369 Table-bancs,</li> <li>- Dotation de 08 forages soit un forage de chaque établissement secondaire existant,</li> <li>- Dotation de 08 latrines soit un forage de chaque</li> </ul>

			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des enseignants qualifiés ;</li> <li>- Non-respect de règlement intérieur dans les établissements scolaires,</li> <li>- Inexistence es établissements secondaires dans certaines localités.</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>établissement secondaire existant,</li> <li>- Construction de 08 bacs à ordure dans chacun des 8 collèges et lycées existants ;</li> <li>- Clôture de 08 établissements secondaires existants;</li> <li>- Construction de 08 logements des enseignants dans les 8 établissements secondaires existants;</li> <li>- Dynamisation de 08 APEE de chaque établissement secondaire existant.</li> </ul>
<b>8.- Santé</b>	Difficultés d'accès aux soins de santé de qualité	Gazaïka, Bzazago, Tazang, Tindrimé, Dalla Zolgo, Dalamvar, Bijeskawé Doumkala, Guirziga, Mbellé Ndouba, Gadoua, Kojing, Baka wandala, Ouro krokro, Bzoukoudou, Lalawaï, Digaya, Mangavé Dalil, Makilingaï, Serawa, Mouvaraï, Ldidéné, Mada kolkoch, Moundouvaya, Mokio, Mbidimé, Mayo-	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance de la logistique au SSD de Tokombéré</li> <li>- Prolifération des médicaments de la rue</li> <li>- Coût élevé des soins</li> <li>- Recours à la médecine traditionnelle ;</li> <li>- Insuffisance de personnel à l'Hôpital public de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prolifération des médicaments de la rue</li> <li>- Recours à la médecine traditionnelle,</li> <li>- Prise en charge tardive de la population,</li> <li>- Besoin en service de santé toujours énorme,</li> <li>- Recours aux médicaments de la</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Equipement des centres de santé de Gazaïka (en laboratoire, matériels de maternité, en réfrigérateurs en point d'eau) et Mangavé Dalil (réfrigérateur, point d'eau et de latrine),</li> <li>- Construction et équipements de 16 nouveaux bâtiments (3 CSI de Tokombéré, 3 CSI de Kotraba, 2 au CSI de Mokio, 2 au CSI de</li> </ul>

		plata, Dibong, Keteh, Houmpatak, Lahma, Giling, Dzandzang, Délongué et Bzagambaï	<p>Tokombéré ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mauvais accueil des patients par les infirmiers à l'Hôpital privé ;</li> <li>- Mauvais service d'accueil à l'Hôpital public ;</li> <li>- Ignorance de la population,</li> <li>- Centre santé éloigné des villages,</li> <li>- Routes d'accès au centre de santé très accidentées.</li> </ul>	<p>rué,</p> <p>-</p>	<p>Mambeza, 2 au CSI de Mangavé Dalil, 2 au CSI de Makilingaï, 1 CSI de Gazaïka et 1 au CSI de Dibong);</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction et équipement de 5 laboratoires (Dibong, Gazaïka, Mambeza, Kotraba et Tokombéré);</li> <li>- Création, construction et équipement de 3 nouveaux centres de santé (Tindrimé, Bzoukoudou et Mayo-plata),</li> <li>- Transformation du centre de santé intégré de Mayo-Ouldémé en hôpital,</li> <li>- Dotation de 03 pharmacies en produits pharmaceutiques des centres de santé de CSI de Tokombéré, Mokio et Dibong);</li> <li>- Dotation de 04 réfrigérateurs dans les CSI de Gazaïka, Mangavé Dalil, Mokio et Tokombéré;</li> </ul>
--	--	--	--	----------------------	--

					<p>- Dotation de 06 forages (Kotraba, Mambeza, Mangavé Dalil, Mada Kolkoch, Gazaïka et Mayo-Ouldémé) et 09 latrines (Dibong, Gazaïka, Mada Kolkoch, Makilingaï, Mangavé Dalil, Mambeza, Kotraba, Mokio et Tokombéré);</p> <p>- Construction de 10 logements du personnel dans les 10 centres de santé de l'arrondissement;</p> <p>- Clôture (Dibong, Gazaïka, Mada Kolkoch, Mangavé Dalil, Mambeza, Kotraba, Mokio et Tokombéré) et reboisement de 8 CSI (Dibong, Gazaïka, Mada Kolkoch, Makilingaï, Mangavé Dalil, Mambeza, Kotraba, Mokio et Tokombéré);</p> <p>- Affectation de 06 IDE (Mokio, Serawa, Mangavé Dalil, Makilingaï, Tokombéré et Mada Kolkoch), 03 AS (Gazaïka, Makilingaï et</p>
--	--	--	--	--	--

					Tokombéré) et 13 commis (2 à Mokio, 1 Kotraba, 1 Hôpital privé de Tokombéré, 2 CSI de Tokombéré, 2 à Dibong, 1 Mangavé Dalil, 1 Makilingaï, 1 à Gazaïka, 1 à Mambeza, et 1 à Mada kolkoch).
<b>9.- Eau, énergie et assainissement</b>	Difficultés d'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à une source d'énergie permanente	Gazaïka, Bzazago, Tazang, Tindrimé, Dalla Zolgo, Dalamvar, Bijeskawé Doumkala, Guirziga, Mbellé Ndouba, Gadoua, Kojing, Baka wandala, Ouro krokro, Bzoukoudou, Lalawaï, Digaya, Mangavé Dalil, Makilingaï, Serawa, Mouvaraï, Ldidéné, Mada kolkoch, Moundouvaya, Mokio, Mbidimé, Mayo-plata, Dibong, Keteh, Houmpatak, Lahma, Giling, Dzandzang, Délongué et Bzagambaï	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Coupure intempestive de l'électricité dans la Ville,</li> <li>- Des villages non couverts par les réseaux électriques,</li> <li>- Insuffisance des points d'eau potable dans la Ville de Tokombéré ;</li> <li>- Les latrines du marché ne sont pas entretenues ;</li> <li>- Non utilisation des Latrines du Marché ;</li> <li>- Insuffisance des Latrines dans le Marché</li> <li>- Absence des bacs à ordures au marché,</li> <li>- Approvisionnement des animaux à la même source</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Consommation des eaux souillées</li> <li>- maladies hydriques fréquentes ;</li> <li>- Défécation à l'air libre ;</li> <li>- Insalubrité du Marché,</li> <li>- Augmentation des dépenses liées aux maladies hydriques,</li> <li>- Baisse de la production agricole,</li> <li>- Pénibilité de la femme à la recherche des bois,</li> <li>- Faible développement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction de 246 nouveaux forages (Mbélé-Ndouba (Kotraba, Mambeza, Mbéléché, Damberka, Hagoza, Mbélé-Nouba et Gadabak) ; Gazaïka ; Gadoua ; Doumkala ; Guirziga ; Kojing ; Bakawandala (maltaï, Dzandzang et Ldagoua); Tindrimé ; Ouro Krokro ; Bzoukoudou ; Bzazago (2 à Bzazago, Talalaki1, et 2 à talalaki 2); Lalawaï (Lalawaï, Ndjeleng, Tchoudangol, Pallam, Taguirdaï) ; Mangavé Dalil ; Bijeskawé ; Serawa ; Tazang (Taladzayam, Ngouva, Manwal, Zalang, Kourdias et Ngarbet), Mada kolkoch ; Digaya (5); Makilingaï (3 au</li> </ul>

			<p>que les humains,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des forages au village,</li> <li>- Consommation des eaux des puits à ciel ouvert par les humains,</li> <li>- Population peut sensibiliser sur les énergies renouvelables,</li> <li>- Eloignement de la nappe phréatique,</li> <li>- Aucune capacité de canalisation des eaux de pluies,</li> <li>- Détournement des fonds mobilisés pour l'accès à l'énergie électrique,</li> <li>- Manque des volontés des élites pour faciliter l'accès à l'énergie électrique,</li> </ul>	<p>des activités économiques nécessitant l'électricité,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Non utilisation des appareils électroniques,</li> <li>- Consommation des eaux souillées,</li> <li>- Contamination par les maladies hydriques,</li> <li>- Multiplication des vols et agression,</li> <li>- Exode rural des jeunes,</li> <li>- Sous information,</li> <li>- Sous-développement de la localité,</li> </ul>	<p>centre, 1 à Dagadalah, 1 à Tchoudé et 1 à gadabac), Mouvarai (3) :Mouvarai, Plagodig et Bolgo; Dalla-zoulgo (5 au centre, 2 à delder, 1 à giréfawa, 1 à blar et 1 à baram) ; Keteh ; Giling (8); Lahma ; Délougué ; Dibong ; Mbidimé (1 à Dagal, 1 à Mokouno, 1 au centre et 1 à Molko-soubo); Mayo-plata ; Bzagambaï (1 à Guéltewele2, 1 à Bzazama et 1 golongolong); Moundouvaya ; Dzandzang (Dzandzang centre, Baka moyengué, Dagoum et Baka Maltaï) ; Dzandzang (10 nouveaux et 2 à réhabiliter) ;,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dépannage de 31 forages non fonctionnel,</li> <li>- Accélérer le processus de réalisation de l'adduction d'eau potable dans la ville de Tokombéré</li> <li>- Electrification (Mbélé-Ndouba, Gzaïka, Gadoua ; Doumkala ;</li> </ul>
--	--	--	--	--	--

					<p>Guirziga ; Kojing ;  Bakawandala ; Ouro  Krokro ; Bzoukoudou ;  Bzazago; Lalawaï ;  Mangavé Dalil ;  Mouvaraï ; Keteh ; Giling ;  Mayo-plata ; Bzagambaï;  Moundouvaya ;  Dzandzang ; Dzandzang  Lahma, Houmapatak,  Mouvaraï Bzoukoudou,  Dallazoulgo, Mokia,  Gadoua, Dalamvar)  - Extension dans les  villages Tazang, Mada  kolkoch, Makilingaï,  Mouvaraï, Dibong,  Tindrimé et Bzejeskawé  qui bénéficient déjà de  l'énergie électrique,  - Extension de l'électricité  dans les quartiers  périphériques de la ville  de Tokombéré (Kampala,  Gavalyam, Kayangali,  Gouringa, Tala Nglá, Tala  Ndouel, Louganda, Tala  Laki).  - Construction de 200  bacs à ordures dans les  différents quartiers de la  ville de Tokombéré et  villages,  - Dotation de service de  l'hygiène et</p>
--	--	--	--	--	--

					assainissement des matériels de travail (50 pelles, 50 râpeaux, 50 paires de gants, 50 paires de bottes, 25 brouettes etc...) - Construction de 30 latrines publiques dans la ville de Tokombéré
<b>10.- Affaires sociales</b>	Mauvaise conditions de vie des couches vulnérables	Gazaïka, Bzazago, Tazang, Tindrimé, Dalla Zolgo, Dalamvar, Bijeskawé Doumkala, Guirziga, Mbellé Ndouba, Gadoua, Kojing, Baka wandala, Ouro krokro, Bzoukoudou, Lalawai, Digaya, Mangavé Dalil, Makilingaï, Serawa, Mouvaraï, Ldidéné, Mada kolkoch, Moundouvaya, Mokio, Mbidimé, Mayo-plata, Dibong, Keteh, Houmpatak, Lahma, Giling, Dzandzang, Délongué et Bzagambaï	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des structures d'encadrement ;</li> <li>- Manque d'appui financier aux personnes vulnérables;</li> <li>- Stigmatisation des orphelins et des PVVS ;</li> <li>- Insuffisance des moyens de déplacement des Handicapés moteurs ;</li> <li>- Accès difficile à l'éducation,</li> <li>- Insuffisance d'encadrement des personnes du 3<sup>ème</sup> âge ;</li> <li>- Refus de prise de médicaments par certains PVVS,</li> <li>- Personnes vulnérables très peu identifiées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des moyens de déplacement,</li> <li>- Difficulté de subvenir aux besoins,</li> <li>- Prise des stupéfiants</li> <li>- Insuffisance d'encadrement des personnes de 3<sup>ème</sup> âge,</li> <li>- Misère et risque de mort,</li> <li>- Exposition aux maladies,</li> <li>- Personnes vulnérables abandonnées à elles-mêmes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction et équipement de 03 (dans la ville de Tokombéré, sur le plateau et à Makilingaï) centres d'accueil pour les personnes vulnérables</li> <li>- Apport des appuis financiers à 1000 personnes vulnérables pour un montant de 50 000 000 en trois ans et matériels aux personnes vulnérables (dotation de 200 handicapés moteurs d'un tricycle chacun et 200 cannes soit un canne à chacun ; dotation 100 lunettes à 100 aveugles)</li> <li>- Organisation des</li> </ul>

			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficulté de se nourrir,</li> <li>- Les couches vulnérables très peu organisées,</li> <li>- Absence d'unité de prise en charge des cas sociaux,</li> <li>- .</li> </ul>		personnes vulnérables
<b>11.- Promotion de la femme et de la famille.</b>	Difficultés d'épanouissement de la femme et de la famille	Gazaïka, Bzazago, Tazang, Tindrimé, Dalla Zolgo, Dalamvar, Bijeskawé Doumkala, Guirziga, Mbellé Ndouba, Gadoua, Kojing, Baka wandala, Ouro krokro, Bzoukoudou, Lalawaï, Digaya, Mangavé Dalil, Makilingaï, Serawa, Mouvaraï, Ldidéné, Mada kolkoch, Moundouvaya, Mokio, Mbidimé, Mayo-plata, Dibong, Keteh, Houmpatak, Lahma, Giling, Dzandzang, Délongué et Bzagambaï	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible capacité du centre pour la prise en charge des femmes et des filles ;</li> <li>- Viols fréquents ;</li> <li>- Fréquence des grossesses non désirées ;</li> <li>- Prostitution accentuée</li> <li>- Ignorance des droits et devoirs de la femme,</li> <li>- Poids de la tradition,</li> <li>- Mariage précoce,</li> <li>- Filles source de revenu des ménages,</li> <li>- Pauvreté de la femme,</li> <li>- Manque d'encadrement,</li> <li>- L'irresponsabilité des hommes dans les</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Divorce</li> <li>- Prostitution</li> <li>- Prise des stupéfiants par les femmes ;</li> <li>- Frivolité des femmes</li> <li>- Prolifération des filles mères,</li> <li>- Instabilité conjugale,</li> <li>- Marginalisation de la femme,</li> <li>- Sous-développement,</li> <li>- Sous- scolarisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction des centres de relai dans chacun des 35 villages de la Commune ;</li> <li>- Apport des appuis financiers à 35 associations féminines d'un montant de 35 000 000 soit 1000 000 francs par association.</li> </ul>

			ménages, - Faible capacité financière des femmes.		
<b>12.- Jeunesse</b>	Difficulté d'épanouissement des jeunes dans le village	Gazaïka, Bzazago, Tazang, Tindrimé, Dalla Zolgo, Dalamvar, Bijeskawé Doumkala, Guirziga, Mbellé Ndouba, Gadoua, Kojing, Baka wandala, Ouro krokro, Bzoukoudou, Lalawaï, Digaya, Mangavé Dalil, Makilingaï, Serawa, Mouvaraï, Ldidéné, Mada kolkoch, Moundouvaya, Mokio, Mbidimé, Mayo-plata, Dibong, Keteh, Houmpatak, Lahma, Giling, Dzandzang, Délougué et Bzagambaï	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficultés d'accès aux financements des jeunes (PAJER-U, PIFMAS...)</li> <li>- Prise des stupéfiants par les jeunes ;</li> <li>- Manque de centre de promotion des jeunes</li> <li>- Le CMPJ de Tokombéré n'est pas fonctionnel ;</li> <li>- Faible niveau d'organisation des jeunes ;</li> <li>- Manque d'appuis financiers aux jeunes,</li> <li>- Absence des centres multifonctionnels des jeunes,</li> <li>- Absence des centres d'alphabétisation fonctionnelle,</li> <li>- Pas d'appui aux jeunes de manière générale,</li> <li>- Non qualification des jeunes,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sous-emploi des jeunes</li> <li>- Chômage</li> <li>- Difficultés d'insertion socio-économique</li> <li>- Analphabétisme des jeunes,</li> <li>- Activités d'animation inexistantes,</li> <li>- Forte consommation d'alcool par les jeunes,</li> <li>- Augmentation des maladies mentales,</li> <li>- Exode rural,</li> <li>- Communication entre les jeunes limitée,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation de 50 associations des jeunes sur l'ensemble de la Commune ;</li> <li>- Apport des appuis financiers aux 50 organisations des jeunes pour un montant 50 000 000 FCFA pour l'insertion socioéconomique des jeunes;</li> <li>- Construction de 10 centres multifonctionnels des jeunes à Tokombéré, Lahma, Mayo-Plata, Dibong, Makilingaï, Mokio, Gadoua, Bzejeskawé, Bzoukoudou et Mada-Kolkoch;</li> <li>- Apport des appuis pour les animations dans les villages</li> </ul>

			-		
<b>13.- Commerce</b>	Faible capacité de promouvoir un commerce de qualité	Gazaïka, Bzazago, Tazang, Tindrimé, Dalla Zolgo, Dalamvar, Bijeskawé Doumkala, Guirziga, Mbellé Ndouba, Gadoua, Kojing, Baka wandala, Ouro krokro, Bzoukoudou, Lalawaï, Digaya, Mangavé Dalil, Makilingaï, Serawa, Mouvaraï, Ldidéné, Mada kolkoch, Moundouvaya, Mokio, Mbidimé, Mayo-plata, Dibong, Keteh, Houmpatak, Lahma, Giling, Dzandzang, Délongué et Bzagambaï	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Imposition du rythme par les grossistes ;</li> <li>- Faible pouvoir d'achat des populations ;</li> <li>- Difficultés liées à l'approvisionnement en produits de première nécessité ;</li> <li>- Insuffisance des routes bitumées ;</li> <li>- Difficulté d'accès aux zones,</li> <li>- Absence des marchés développés dans la zone,</li> <li>- Absence des organisations communautaires,</li> <li>- AGR non développé,</li> <li>-</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Cherté des produits</li> <li>- Faible pouvoir d'achat,</li> <li>- Chômage et oisiveté des jeunes,</li> <li>- Faible revenu monétaire,</li> <li>- Besoins familiaux non satisfaits,</li> <li>- Mévente des produits locaux,</li> <li>- Perte énorme des productivités</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création et équipement de 35 marchés</li> <li>- Construction de 3 hangars dans le marché de Tokombéré</li> <li>- Organisation des commerçants dans les 36 villages de la commune et espace urbain;</li> <li>- Apport des appuis financiers aux organisations des commerçants</li> <li>- Réorganisation des marchés existants ;</li> <li>- Aménagement et extension de 2 marchés existants</li> <li>- Construction de 15 magasins de stockage ;</li> <li>- Construction de 21 magasins d'intrants agricoles et produits vétérinaires</li> </ul>
<b>14.- Communication</b>	Accès limité aux moyens de	Gazaïka, Bzazago, Tazang, Tindrimé, Dalla Zolgo, Dalamvar,	- Difficultés d'accès au réseau de Communication	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque d'information fiable</li> <li>- Circulation des</li> </ul>	- Construction de 02 radios communautaires (Houmpatak et Lahma)

	communication	Bijeskawé Doumkala, Guirziga, Mbellé Ndouba, Gadoua, Kojing, Baka wandala, Ouro krokro, Bzoukoudou, Lalawaï, Digaya, Mangavé Dalil, Makilingaï, Serawa, Mouvaraï, Ldidéné, Mada kolkoch, Moundouvaya, Mokio, Mbidimé, Mayo-plata, Dibong, KeteH, Houmpatak, Lahma, Giling, Dzandzang, Délougué et Bzagambaï	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque des points de vente des journaux</li> <li>- Manque d'appui financier pour les kiosques à journaux ;</li> <li>- Difficultés d'accès à la Radio,</li> <li>- Absence des antennes relais de diffusion,</li> <li>- Absence des radios communautaires,</li> <li>- Besoins généralement non programmé par les gouvernants,</li> <li>-</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- rumeurs</li> <li>- Insuffisance d'infrastructure</li> <li>- Réception tardive des informations,</li> <li>- Impossibilité d'utilisation des médias comme moyens de sensibilisation,</li> <li>- Difficulté d'accès à la communication et à la l'information par les canaux médiatiques,</li> <li>-</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création d'au moins 3 points de vente des journaux (deux à Tokombéré et un Tazang),</li> <li>-Dotation de la Commune d'une radio locale,</li> <li>- Dotation de la Commune d'un centre multimédia</li> <li>- Construction de trois centres multifonctionnels (Tokombéré, Dalla Zoulgo et Makilingaï).</li> <li>- Facilitation de la création des cybers café dans tous les villages et l'espace urbaine,</li> <li>- Installation de quatre antennes CAMTEL dans la ville de Tokombéré, Mokio, Dalla-zoulgo et Dibong</li> </ul>
<b>15.- Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat</b>	Difficultés pour la promotion des petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	Gazaïka, Bzazago, Tazang, Tindrimé, Dalla Zolgo, Dalamvar, Bijeskawé Doumkala, Guirziga, Mbellé Ndouba, Gadoua, Kojing, Baka wandala, Ouro krokro, Bzoukoudou, Lalawaï,	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible organisation des artisans ;</li> <li>- Insuffisance d'appui financier ;</li> <li>- Enclavement des villages ;</li> <li>- Difficulté d'évacuation des</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible valorisation des œuvres d'arts,</li> <li>- Activités économiques limitées,</li> <li>- Faible développement de PME,</li> <li>- Faible développement de l'artisanat,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation de 35 associations des artisans dans les 35 villages</li> <li>- Création d'un centre de promotion des initiatives des petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat dans</li> </ul>

		Digaya, Mangavé Dalil, Makilingaï, Serawa, Mouvaraï, Ldidéné, Mada kolkoch, Moundouvaya, Mokio, Mbidimé, Mayo-plata, Dibong, Keteh, Houmpatak, Lahma, Giling, Dzandzang, Délongué et Bzagambaï	produits artisanaux, - Fiscalité et procédure administrative appliquées pour les PME, - Manque d'information sur les PME, - Absence d'appui multiforme des populations, - Absence des formations.	- Non valorisation des potentialités existantes, -	la ville de Tokombéré; - Apport des appuis financiers à 10 promoteurs d'un montant de 300 000 francs chacun; - Construction de 2 centres artisanaux (Tokombéré et Tazang); - Renforcement des capacités de 10 promoteurs en techniques de marketing
<b>16.- Recherche scientifique et innovations</b>		Gazaïka, Bzazago, Tazang, Tindrimé, Dalla Zolgo, Dalamvar, Bijeskawé Doumkala, Guirziga, Mbellé Ndouba, Gadoua, Kojing, Baka wandala, Ouro krokro, Bzoukoudou, Lalawai, Digaya, Mangavé Dalil, Makilingaï, Serawa, Mouvaraï, Ldidéné, Mada kolkoch, Moundouvaya, Mokio, Mbidimé, Mayo-plata, Dibong, Keteh, Houmpatak, Lahma, Giling, Dzandzang,	- Absence d'encadrement technique dans la recherche, - Non valorisation des connaissances locales, - Absence des centres d'expérimentation des plantes médicinales - Non prise en charge par l'Etat du secteur, - Absence d'information et d'encadrement, - La non mise à disposition des population des résultats	- Absence d'innovation - Non expérimentation des savoirs locaux, - Découragement dans la recherche - Sous-développement, - Non amélioration dans les domaines de production,	- Information des populations sur les résultats de la recherche - Création d'un centre de promotion des résultats de la recherche scientifique et innovation ; - Identification et vulgarisation des produits de la pharmacopée traditionnelle de la commune ; - Encadrement des acteurs dans la recherche et l'innovation.

		Délongué et Bzagamaï	de la recherche et de l'innovation		
<b>17.- Tourisme</b>	Incapacité de promouvoir le développement du tourisme	Gazaïka, Bzazago, Tazang, Tindrimé, Dalla Zolgo, Dalamvar, Bijeskawé Doumkala, Guirziga, Mbellé Ndouba, Gadoua, Kojing, Baka wandala, Ouro krokro, Bzoukoudou, Lalawai, Digaya, Mangavé Dalil, Makilingaï, Serawa, Mouvaraï, Ldidéné, Mada kolkoch, Moundouvaya, Mokio, Mbidimé, Mayo-plata, Dibong, Keteh, Houmpatak, Lahma, Giling, Dzandzang, Délongué et Bzagamaï	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Non aménagement des sites touristiques ;</li> <li>- Insuffisance des structures d'Hébergement ;</li> <li>- Inexistence des structures de restauration ;</li> <li>- La Commune ne dispose pas d'auberge municipale ;</li> <li>- Faible valorisation des atouts touristiques</li> <li>- Les potentialités touristiques non identifiées et répertoriées,</li> <li>- Absence des structures locales d'encadrement,</li> <li>- .</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Zones faiblement visitées par les touristes ;</li> <li>- Les visiteurs sont toujours pressés d'aller passer la nuit à Maroua,</li> <li>- Les potentialités éco touristiques non valorisées,</li> <li>- Faible contact avec l'extérieur,</li> <li>- Désintéressement des touristes,</li> <li>- .</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction d'un campement municipal ;</li> <li>- Aménagement d'au moins 5 sites touristiques (canton mada, oudémé, Makilingaï, Serawa, Moyengué et Palbara);</li> <li>- Construction de 5 centres d'accueil et les équipés dans l'espace urbain.</li> </ul>
<b>18.- Culture</b>	Dévalorisation de la Culture locale	Gazaïka, Bzazago, Tazang, Tindrimé, Dalla Zolgo, Dalamvar, Bijeskawé Doumkala, Guirziga, Mbellé Ndouba, Gadoua, Kojing, Baka wandala, Ouro krokro, Bzoukoudou, Lalawai,	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Désintéressement de la population à la culture locale ;</li> <li>- Manque de structure de promotion de la culture ;</li> <li>- Envahissement de la culture occidentale ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Délinquance juvénile ;</li> <li>- Pertes des langues locales par les jeunes,</li> <li>- L'inculturation,</li> <li>- Déperdition culturelle,</li> <li>- Pas d'activités d'animation au village,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction d'un musée d'art dans la ville de Tokombéré et à Mayo-plata;</li> <li>- Construction de 10 maisons de la promotion de la culture locale (munis des bibliothèques) dans 10 villages (Dalla zoulgo,</li> </ul>

		Digaya, Mangavé Dalil, Makilingaï, Serawa, Mouvaraï, Ldidéné, Mada kolkoch, Moundouvaya, Mokio, Mbidimé, Mayo-plata, Dibong, Keteh, Houmpatak, Lahma, Giling, Dzandzang, Délongué et Bzagambaï	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de délégation de la culture</li> <li>- Ignorance de l'importance de la culture par la population,</li> <li>- Absence des infrastructures pour les soirées culturelles dans le village,</li> <li>- Manque d'appui organisationnel pour développer la culture locale,</li> <li>- Influence de la religion chrétienne,</li> <li>- Promotion de la culture étrangère,</li> <li>- Négligence de la population pour promotion de la culture locale,</li> <li>- .</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Abandon des pratiques utiles traditionnelles,</li> <li>- Désobéissance culturelle,</li> <li>-</li> </ul>	Tazang, Makilnigaï, Houmpatak, Jiling, Mokio, Dibong, Kojing, Guirziga et Mada Kolkoch); <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dotation de la commune d'une bibliothèque,</li> <li>- Développement des infrastructures culturelles.</li> </ul>
<b>19.- Mines et développement industriel</b>	Difficultés de promouvoir le développement des mines et des industries	Gazaïka, Bzazago, Tazang, Tindrimé, Dalla Zolgo, Dalamvar, Bijeskawé Doumkala, Guirziga, Mbellé Ndouba, Gadoua, Kojing, Baka wandala, Ouro krokro, Bzoukoudou, Lalawaï,	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pollution de la ville par les déchets des garages</li> <li>- La non exploitation des ressources locales (Montagnes, sable) ;</li> <li>- Manque de suivi de la</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les ressources locales (montagnes, sable) ne sont pas valorisées ;</li> <li>- Pas de diversification de revenu,</li> <li>- Exode rural,</li> <li>- Chômage,</li> <li>-</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Identification et cartographie des Ressources Naturelles de la commune.</li> <li>- Elaboration d'un plan de gestion des ressources naturelles locales (graviers et sable) qui</li> </ul>

		Digaya, Mangavé Dalil, Makilingaï, Serawa, Mouvaraï, Ldidéné, Mada kolkoch, Moundouvaya, Mokio, Mbidimé, Mayo-plata, Dibong, Keteh, Houmpatak, Lahma, Giling, Dzandzang, Délongué et Bzagambaï	<p>commune sur l'exploitation des carrières ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence des formations pour l'exploitation des ressources ;</li> <li>- Matériels d'exploitation non adapté,</li> <li>- Absence des ressources minières au niveau local,</li> <li>- .</li> </ul>		<p>tienne compte des intérêts de la commune;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction d'un garage public dans la ville de Tokombéré et d'une menuiserie...)</li> <li>- Organisation des exploitants des ressources minières pour mieux les exploiter afin de maximiser les recettes communales ;</li> </ul>
<b>20.- Enseignement supérieur</b>	Difficulté d'accès à l'enseignement supérieur	Gazaïka, Bzazago, Tazang, Tindrimé, Dalla Zolgo, Dalamvar, Bijeskawé Doumkala, Guirziga, Mbellé Ndouba, Gadoua, Kojing, Baka wandala, Ouro krokro, Bzoukoudou, Lalawaï, Digaya, Mangavé Dalil, Makilingaï, Serawa, Mouvaraï, Ldidéné, Mada kolkoch, Moundouvaya, Mokio, Mbidimé, Mayo-plata, Dibong, Keteh, Houmpatak, Lahma, Giling, Dzandzang, Délongué et Bzagambaï	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de dialogues entre les jeunes et leurs aînés ;</li> <li>- Manque des moyens financiers pour poursuivre les études supérieures,</li> <li>- Parcours des longues distances pour accéder à l'enseignement supérieur,</li> <li>- Moyens financiers insuffisant pour accéder à l'enseignement supérieur,</li> <li>- Faible organisation des parents pour la prise en charge collective des étudiants des écoles supérieures,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Chômage des jeunes ;</li> <li>- Arrêt des études après le BACC,</li> <li>- Pas des diplômés de l'enseignement supérieur,</li> <li>- Pas des élites</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Facilitation de l'accès à l'hébergement (construction d'au moins 02 minis cités) au profit des étudiants de Tokombéré à Maroua et Ngaoundéré)</li> <li>- Amélioration de la qualité de l'éducation au secondaire en affectant des enseignants qualifiés et en améliorant les infrastructures</li> <li>- Mettre en place un système de bourse scolaire aux étudiants (une moyenne de 50 étudiants par an avec un montant de 200 000 francs,</li> <li>- Rapprocher davantage</li> </ul>

			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mauvais rendement agricole pour augmenter le revenu financier,</li> <li>- Eloignement des établissements secondaire pour faciliter l'obtention du BACC</li> </ul>		<p>les établissements supérieurs,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Création de 35 associations villageoises de développement pour la prise en charge des étudiants</li> </ul>
<b>21.- Poste et télécommunication</b>	Difficultés d'accès aux services de poste et télécommunication	Gazaïka, Bzazago, Tazang, Tindrimé, Dalla Zolgo, Dalamvar, Bijeskawé Doumkala, Guirziga, Mbellé Ndouba, Gadoua, Kojing, Baka wandala, Ouro krokro, Bzoukoudou, Lalawaï, Digaya, Mangavé Dalil, Makilingaï, Serawa, Mouvaraï, Ldidéné, Mada kolkoch, Moundouvaya, Mokio, Mbidimé, Mayo-plata, Dibong, Keteh, Houmpatak, Lahma, Giling, Dzandzang, Délongué et Bzagambaï	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Perturbation du réseau téléphonique ;</li> <li>- Difficultés d'approvisionnement en crédit de communication ;</li> <li>- Manque d'un service de poste et télécommunication ;</li> <li>- Absence de poste et télécommunication dans les villages,</li> <li>- Situation géographique non favorable,</li> <li>- Bureau du poste non construit,</li> <li>- Besoin généralement pas compris par les gouvernants,</li> <li>- Couverture partielle par les</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Communication limitée ;</li> <li>- Vie en autarcie,</li> <li>- Faible développement de l'économie locale,</li> <li>- Communication difficile par téléphone,</li> <li>- Limitation des échanges,</li> <li>- Accès difficile aux opportunités</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Installation d'au moins 4 antennes de diffusion des réseaux de la téléphonie mobile et fixe</li> <li>- Construction de 17 Télé centre communautaires polyvalents (Bzazago, Bijeskawé, Tazang, Mayo-plata, Houmpatak, Makilingaï, Lalawaï, Searawa, Doumkala, Dalla-Zoulgo, Tindrimé, Mokio, Jiling, Baka-Wandala, Mada-Kolkoch, Bzoukoudou, Dibong)</li> <li>- Construction du bureau de poste de Tokombéré,</li> <li>- Installation des trois antennes radio et télé sur les montagnes stratégiques (Dalla zoulgo, Montagne de Houmpatak et à Tokombéré centre).</li> <li>-</li> </ul>

			réseaux mobiles, - Ignorance et besoins non exprimés par la population		
<b>22.- Travail et sécurité sociale</b>	Difficultés d'accès au travail et aux services de la sécurité sociale	Gazaïka, Bzazago, Tazang, Tindrimé, Dalla Zolgo, Dalamvar, Bijeskawé Doumkala, Guirziga, Mbellé Ndouba, Gadoua, Kojing, Baka wandala, Ouro krokro, Bzoukoudou, Lalawaï, Digaya, Mangavé Dalil, Makilingaï, Serawa, Mouvaraï, Ldidéné, Mada kolkoch, Moundouvaya, Mokio, Mbidimé, Mayo-plata, Dibong, Keteh, Houmpatak, Lahma, Giling, Dzandzang, Délongué et Bzagambai	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les travailleurs du secteur informel ne sont pas en syndicat,</li> <li>- Absence d'opportunité d'emploi dans le village ;</li> <li>- Insuffisance des moyens pour la formation des jeunes ;</li> <li>- Faible organisation des parents pour la formation des jeunes ;</li> <li>- Offre d'emploi pas à la portée des villages,</li> <li>- Absence des mutuels des santés dans le village,</li> <li>- Absence d'information et de sensibilisation sur l'existence du service,</li> <li>- Absence des mutuelles de santé,</li> <li>- Non qualification des ouvriers.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aucune assurance à la retraite,</li> <li>- Vulnérabilité de personnes âgées,</li> <li>- Non occupation des jeunes,</li> <li>- Limitation d'accès à l'emploi,</li> <li>- Sous-développement,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place de 35 mutuelles de santé dans chacun de 35 villages constituant la Commune ;</li> <li>- Facilitation la communication entre les populations et le service de la sécurité sociale</li> <li>- Mise en place d'un système social pour les travailleurs du secteur informel ;</li> <li>- Organisation du secteur informel ;</li> <li>- Mise en place d'un programme d'insertion des jeunes au niveau de la Commune ;</li> </ul>

<p><b>23.- Domaine et affaire foncière</b></p>	<p>Faible capacité de gestion du Domaine et affaire foncière</p>	<p>Gazaïka, Bzazago, Tazang, Tindrimé, Dalla Zolgo, Dalamvar, Bijeskawé Doumkala, Guirziga, Mbellé Ndouba, Gadoua, Kojing, Baka wandala, Ouro krokro, Bzoukoudou, Lalawaï, Digaya, Mangavé Dalil, Makilingaï, Serawa, Mouvaraï, Ldidéné, Mada kolkoch, Moundouvaya, Mokio, Mbidimé, Mayo-plata, Dibong, Keteh, Houmpatak, Lahma, Giling, Dzandzang, Délongué et Bzagambaï</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Menaces liées à l'occupation de l'espace</li> <li>- Accès difficiles aux terres</li> <li>- Fréquence des litiges fonciers</li> <li>- Difficultés d'obtention des titres fonciers,</li> <li>- Non maîtrise de procédure d'obtention des titres fonciers par la population</li> <li>- Non application des règles traditionnelles de gestion de l'espace,</li> <li>- Devoirs et droites en matière de la gestion non connues par la population,</li> <li>- Contrat de transaction foncière verbal,</li> <li>-</li> <li>-</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conflits liés à la terre fréquents ;</li> <li>- Occupation anarchique des terres</li> <li>- Insécurité foncière,</li> <li>- Mauvaise entretien des terres par les populations,</li> <li>- Parcelles privées non titrées,</li> <li>- Non valorisation rationnelle de la terre existante,</li> <li>- Bagarre et mort,</li> <li>- Dépenses liées à l'arbitrage au tribunal,</li> <li>-</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaboration d'un plan d'utilisation et de gestion durable des terres,</li> <li>- Diffusion de guide de la procédure d'obtention du titre foncier,</li> <li>- Lotissement communal (au moins 50 lots chaque année mise à la disposition de la population pour la valorisation.</li> </ul>
<p><b>24.- MINATD et maintien de l'ordre</b></p>	<p>Difficultés d'accès aux services de l'administration territoriale et au maintien de</p>	<p>Gazaïka, Bzazago, Tazang, Tindrimé, Dalla Zolgo, Dalamvar, Bijeskawé Doumkala, Guirziga, Mbellé Ndouba,</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insalubrité du marché ;</li> <li>- Menaces liées à l'occupation de l'espace ;</li> <li>- Pas de soutien aux victimes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bagarres récurrentes dans les cabarets</li> <li>- Vols</li> <li>- Prolifération des</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création de 2 nouveaux postes de sécurité à Dalla Zoulgo et makilinagaï pour lutter contre les grands banditismes et le vol,</li> </ul>

	l'ordre	Gadoua, Kojing, Baka wandala, Ouro krokro, Bzoukoudou, Lalawaï, Digaya, Mangavé Dalil, Makilingaï, Serawa, Mouvaraï, Ldidéné, Mada kolkoch, Moundouvaya, Mokio, Mbidimé, Mayo-plata, Dibong, Keteh, Houmpatak, Lahma, Giling, Dzandzang, Délongué et Bzagambaï	des inondations <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lenteur dans l'établissement des actes de naissance ;</li> <li>- Insécurité des personnes et biens ;</li> <li>- Insuffisance du personnel dans le service de maintien de l'ordre (gendarmerie) ;</li> <li>- Faible pouvoir des chefferies traditionnelles ;</li> <li>- Absence d'un poste de sécurité dans la zone,</li> <li>- Absence d'un centre d'état civil dans le village,</li> <li>- Vol du bétail,</li> <li>- Ignorance des droits et devoirs des populations,</li> </ul>	enfants de la rue <ul style="list-style-type: none"> <li>- Insécurité</li> <li>- Tracasseries des forces de maintien de l'ordre le jour du Marché,</li> <li>- Dépenses énorme pour l'obtention du service,</li> <li>- Faible développement de l'élevage,</li> <li>- Taux élevé de la population sans acte de naissance,</li> <li>- Désobéissance des populations,</li> <li>- Limite des djaoro dans les jugements de litiges,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création 2 nouveaux centres d'état civil à Mayo plata et à Dallazoulgo,</li> <li>- Mise en place d'un programme d'information des populations sur leurs droits et devoirs en matière de la sécurité ;</li> <li>- Création d'un service pour le soutien aux victimes des inondations</li> </ul>
<b>25.- Sport et éducation physique</b>	Sport et éducation physique peu développés	Gazaïka, Bzazago, Tazang, Tindrimé, Dalla Zolgo, Dalamvar, Bijeskawé Doumkala, Guirziga, Mbellé Ndouba, Gadoua, Kojing, Baka wandala, Ouro krokro, Bzoukoudou, Lalawaï,	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence d'organisation des jeunes</li> <li>- Rétrécissement de l'air de jeux</li> <li>- Extension des zones d'habitation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Chômage des jeunes ;</li> <li>- Arrêt des études après le BAC,</li> <li>- Faible développement de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dotation de la Commune d'un centre de formation sportive ;</li> <li>- Dotation de la Commune d'un complexe sportif ;</li> <li>- Amélioration des infrastructures sportives et équipements : aires de jeu à Mada Kolkoch,</li> </ul>

		Digaya, Mangavé Dalil, Makilingaï, Serawa, Mouvaraï, Ldidéné, Mada kolkoch, Moundouvaya, Mokio, Mbidimé, Mayo-plata, Dibong, Keteh, Houmpatak, Lahma, Giling, Dzandzang, Délongué et Bzagambaï	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mauvaise choix de l'espace</li> <li>- Mauvaise état de terrain</li> <li>- Rigole en plein milieu de terrain</li> <li>- Difficulté de pratiquer le jeu,</li> <li>- Absence d'équipement de sport et d'éducation physique,</li> <li>- Aucune initiative pour la promotion des activités sportives et physiques,</li> <li>- Ignorance de la pratique de sport et éducation physique,</li> <li>-</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'esprit,</li> <li>- Faible développement de l'esprit de solidarité,</li> <li>- Orientation des jeunes vers les lieux de consommation d'alcool,</li> <li>- Mauvaise santé de la population,</li> <li>-</li> </ul>	Dala-Zoulgo, Tazang, Lahma, Mayo-Plata et Mokio <ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation annuelle des populations pour les activités physiques et sportives dans tous les villages que compte la Commune,</li> <li>- Immatriculation de toutes les aires de jeux ;</li> <li>- Appui pour les organisations des activités sportives</li> </ul>
<b>26.- Travaux publics</b>	Difficultés d'accès aux services des travaux publics	Gazaïka, Bzazago, Tazang, Tindrimé, Dalla Zolgo, Dalamvar, Bijeskawé Doumkala, Guirziga, Mbellé Ndouba, Gadoua, Kojing, Baka wandala, Ouro krokro, Bzoukoudou, Lalawaï, Digaya, Mangavé Dalil, Makilingaï, Serawa, Mouvaraï, Ldidéné, Mada kolkoch, Moundouvaya,	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mauvais état des routes ;</li> <li>- Routes non entretenues,</li> <li>- Absence des routes d'accès au village,</li> <li>- Absence des barrières des pluies,</li> <li>- Routes répondant moins aux normes techniques,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dégradation de la route bitumée ;</li> <li>- Routes non praticables en saison des pluies,</li> <li>- L'enclavement de village,</li> <li>- Echanges limités,</li> <li>- Difficulté</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aménagement des axes Tokombéré-Méri-Dallazoulgo)</li> <li>- Entretien des 35 axes routiers existants qui relie tous les villages au chef-lieu de la Commune;</li> <li>- Bitumage de l'axe Tokombéré-Makilingaï ;</li> </ul>

		Mokio, Mbidimé, Mayo-plata, Dibong, Keteh, Houmpatak, Lahma, Giling, Dzandzang, Délongué et Bzagambaï	-	d'évacuation des malades au centre de santé et à l'hôpital,	
<b>27.- Transport</b>	Difficultés d'accès aux services du transport	Gazaïka, Bzazago, Tazang, Tindrimé, Dalla Zolgo, Dalamvar, Bijeskawé Doumkala, Guirziga, Mbellé Ndouba, Gadoua, Kojing, Baka wandala, Ouro krokro, Bzoukoudou, Lalawaï, Digaya, Mangavé Dalil, Makilingaï, Serawa, Mouvaraï, Ldidéné, Mada kolkoch, Moundouvaya, Mokio, Mbidimé, Mayo-plata, Dibong, Keteh, Houmpatak, Lahma, Giling, Dzandzang, Délongué et Bzagambaï	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gare routière non aménagé ;</li> <li>- Inexistence d'une agence de Voyage ;</li> <li>- Manque de centre de formation des motos taximen,</li> <li>- Absence d'entretien des réseaux routiers existants,</li> <li>- Non programmation des travaux de réhabilitation des routes dans le BIP,</li> <li>- L'entretien des routes non prise en compte dans le budget de l'Etat,</li> <li>- Matériels inadaptés pour l'entretien des routes,</li> <li>- Routes non tracées et aménagées,</li> <li>- Insuffisance de moyens financiers pour le</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficultés d'écoulement des produits ;</li> <li>- Accidents fréquents des Motos ;</li> <li>- Mauvais conditions de voyage,</li> <li>- Difficulté d'évacuation des malades dans les centres de santé et hôpitaux,</li> <li>- Faible développement des échanges et circulation des biens et personnes,</li> <li>- Pas d'opportunité d'emploi,</li> <li>-</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Financement des achats des cars pour les transports en commune</li> <li>- Construction de 2 gares routières (à Tokombéré et à Makilingaï);</li> <li>- Ouverture d'une auto-école dans la ville de Tokombéré ;</li> <li>- Organisation des transporteurs ;</li> <li>- Création des postes de contrôle météorologiques à Tokombéré et à Makilingaï</li> <li>- Organisation des transporteurs en Coopérative.</li> </ul>

			développement du secteur de transport, - Dégradation rapide des investissements routiers, -		
<b>28.- Emploi et formation professionnelle</b>	Difficultés d'accès à la formation professionnelle et à l'emploi	Gazaïka, Bzazago, Tazang, Tindrimé, Dalla Zolgo, Dalamvar, Bijeskawé Doumkala, Guirziga, Mbellé Ndouba, Gadoua, Kojing, Baka wandala, Ouro krokro, Bzoukoudou, Lalawaï, Digaya, Mangavé Dalil, Makilingaï, Serawa, Mouvaraï, Ldidéné, Mada kolkoch, Moundouvaya, Mokio, Mbidimé, Mayo-plata, Dibong, Keteh, Houmpatak, Lahma, Giling, Dzandzang, Délongué et Bzagambaï	- Manque d'un CMPJ à Tokombéré ; - Insuffisance des structures de formation professionnelle des jeunes à Tokombéré, - Faible capacité de la population financière des formations professionnelles, - Absence des opportunités d'emploi dans les villages, - Pas des centres de formation dans la zone, - Manque d'appui financier pour faciliter la formation des jeunes, -	- Chômage ; - Délinquance des jeunes ; - Consommation des stupéfiants par les jeunes, - Exode rural, - Augmentation des vols au village.	- Promotion de financement pour l'auto emploi (mise en place d'un système de micro financement des activités des jeunes formés); - Formation technique de 35 organisations des jeunes des villages de la Commune; - Equipement de deux centres de formations existantes en matériels de travail (d'un montant de 3 000 000 FCFA - Création 03 nouveaux centres de formation professionnelle à Dala-Zoulgo, Tazang et Lalawaï ;

Source : CADEPI, diagnostic

- Besoins/idées de projets identifiés et consolidé par secteur et sites concernés (Cf fiches d'identification des besoins)

**Tableau 76: Idées de projets identifiés et consolidés par secteur et sites concernés**

Secteurs	Idées de projets identifiés		Villages concernés
	Sociaux	Economiques	
Agriculture	Construire les biefs et diguettes dans les champs,		Digaya ; Tazang, Jiling, Mada-Kolkoch, Bijeskawé, Bzoukoudou, Dalla-zoulgo, Mbidimé, Gadoua, Guirziga, Makilingaï, Baka Wandal, Dzandzang, Mokio, Mangavé Dalil, Houmpatak, Lahma, Mouvaraï, Dibong, Giling, Ouro-krokro, Délongué, Moundouvaya,
	Créer un poste agricole dans le village et affecter un chef de poste		Tazang ; Mbidimé ;
Elevage, pêches et industries animales	Solliciter la création d'un centre Zootechnique et contrôle sanitaire dans le village ;		Mbéle-Ndouba ; Gadoua ; Guirziga ; Tazang ; Dallazoulgo
		Creusage d'une marre dans le village	Baka wandala ; Makalingaï ; Dzangdzang ; Mokio ;
		Construire un magasin pour l'alimentation des éleveurs en produits vétérinaires	Dallazoulgo et Tokombéré centre
		Apporter des appuis financiers aux organisation d'élevage	
Domaines et affaires foncières	Faire de lotissements		Espace urbain
Environnement, protection de la nature et développement durable	Faire de reboisement dans le village		Ouro krokro ; Bzagambai

	Distribuer les foyers améliorés et mettre en place des CVE		Les 35 villages et l'espace urbain
	Construire les bacs à ordures		Espace urbain, makolingaï, Mada Kolkoch, Bijeskawé
Forêt et faune	Appuyer à la régénération naturelle assistée et faire le reboisement des pistes rurales		Mada kolkoch
Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	Création de deux nouveaux postes agricoles Créer 2 nouveaux centres d'état civil		Dalla-zoulgo et Makilingaï Mayo-plata et Dalla-Zoulgo
Education de base	Construire 41 bâtiments de salles de classe et équipement des écoles publiques de village		Mbéle-Ndouba ; Gadoua (EP Gadoua et EP Mosroh) ; Bakawandala ; Tindrimé (Tsabatsaba) ; Bzoukoudou ; Lalawaï ; Digaya ; Mangavé Dalil ; Serawa ; Tazang ; Mada kolkoch ; Digaya (3) ; Kete ; Giling ; Damavar (dans 2 EP) ; Mayo-plata ; Moundouyaya ; Dzandzang (EP Baka) ; Moki
	Eriger l'école des parents en EP (franco-arabe à Serawa)		Serawa ;
	Créer, construire et équiper une école publique dans le village		Doumkala ; Kojing ; Tindrimé ; Krokro ; Bzazago (Madzawa) ; Bijeskawé ; Délongué ;
	Créer une école maternelle		Moki
	Affecter les enseignants à l'EP		Mbidimé ;
Enseignement secondaire	Solliciter la création d'une SAR/SM dans le village ;		Gazaïka ; Mouvaraï ;

	Créer et construire un CES dans le village		Gadoua ; Guirziga ; Kojing ; Baka wandala ; Bzoukoudou; Makilingaï ; Mouvaraï ; Houmpatak ; Lahma ; Dzandzang ; Tazang
	Eriger le CES de Mokio en lycée		Doumkala ;
Enseignement supérieur			
Santé publique	Equiper le centre de santé de village,		Gazaïka ; Mangavé Dalil ;
	Créer, construire et équiper un centre de santé		Guirziga ; Kojing ; Tindrimé ; Bzoukoudou ; Ldédiné ; Mouvaraï ; Dallazoulgo ; KeteH ; Damavar ; Mayo-plata ;
	Eriger le centre de santé intégré de MO en hôpital		Dibong ;
Eau et énergie	Construire 170 fourrages et aménager 05 anciens et formation des agents réparateurs		Mbéle-Ndouba (Kotraba, Mambeza, Mbéléché, Damberka, Hagoza, Mbélé-Nouba et Gadabak) ; Gazaïka ; Gadoua ; Doumkala ; Guirziga ; Kojing ; Bakawandala (maltaï, Dzandzang et Ldagoua); Tindrimé ; Ouro Krokro ; Bzoukoudou ; Bzazago (2 à Bzazago, Talalaki1, et 2 à talalaki 2); Lalawaï (Lalawaï, Ndjeleng, Tchoudangol, Pallam, Taguirdaï) ; Mangavé Dalil ; Bijeskawé ; Serawa ; Tazang (Taladzayam, Ngouva, Manwal, Zalang, Kourdias et Ngarbet), Mada kolkoch ; Digaya (5); Makilingaï (3 au centre, 1 à Dagadalah, 1 à Tchoudé et 1 à gadabac), Mouvaraï (3) :Mouvaraï, Plagodig et Bolgo; Dalla-zoulgo (5 au centre, 2 à delder, 1 à giréfawa, 1 à blar et 1 à baram) ; KeteH ; Giling (8); Lahma ; Délongué ; Dibong ; Mbidimé (1 à Dagal, 1 à Mokouno, 1 au centre et 1 à Molko-soubo); Mayo-plata ; Bzagambaï (1 à Guéltewe2, 1 à Bzazama et 1 golongolong); Moundouvaya ; Dzandzang (Dzandzang centre, Baka moyengué, Dagoum et

			Baka Maltaï ; Dzandzang (10 nouveaux et 2 à réhabiliter) ;
	Faire 4 puits à ciel ouvert		Bzoukoudou ; Bijeskawé ; Damavar ;
		Réhabiliter/creusage de la mare naturelle/artificielle	Makilingaï ; Houmpatak ; Giling ; Bzagambaï ; Moundouvaya ;
		Réhabiliter/creuser le bassin/barrage d'eau	Keteh ; Dibong ; Damavar ; Mada kolkoch (réhabilitation de l'ancien et construction d'un nouveau) ; Giling (sur Gozogol et Tubi) ;
		Creuser des puits pastoraux ou marres dans le village	Lahma ;
	Faire l'électrification/extension rurale dans le village		Mbéle-Ndouba ; Gazaïka ; Gadoua ; Doumkala ; Guirziga ; Kojing ; Baka wandala ; Tindrimé ; Ouro Krokro ; Bzazago ; Lalawaï ; Mangavé Dalil ; Bijeskawé ; Mada kolkoch ; Dallazoulgo ; Keteh ; Houmpatak ; Giling ; Lahma ; Délongué ; Dibong (Dangoala, Dobiko, Koudoum, Dibong, Hodogoï et Degouek) ; Mbidimé ; Damavar ; Bzagambaï ; Moundouvaya ; Dzandzang
Travaux publics	Bitumage axe Makilingaï-Tokombéré		Makilingaï ;
Affaires sociales	Créer un centre d'état civil,		Guirziga
	Apporter un appui aux personnes vulnérables (création d'un centre)		Ldédiné ; Lalawaï ; Digaya : Bijeskawé ; Digaya ;
	Construire une salle polyvalente dans le village (multifonctionnel)		Dibong ;
Promotion de la femme et de la famille	Création et construire un CPFF dans le village		Gadoua ; Makilingaï ; Dallazoulgo ; Houmpatak ; Moundouvaya ; Mokiou ;

Jeunesse et éducation civique	Aménager le mini foyer en centre de promotion multifonctionnels et aménagement des aires des jeux et équipement		Lahma et aménagement des aires de jeux dans tous les villages de la Commune
	Créer et construire un centre des jeunes		Tokombéré, Lahma, Mayo-Plata, Dibong, Makilingaï, Mokio, Gadoua, Bzejeskawé, Bzoukoudou et Mada-Kolkoch
Sport et éducation physique	Aménagement et équipement des aires de jeu		Mada kolkoch ;
Transport	Aménagement des routes et traçage des routes (bitumage axe Makilingaï-Tokombéré) plus routes secondaires		Mbélé-Ndoubá : Tronçon Meri-Mbelé-Mora et Mbélé Ndoubá- Tokombéré ; Gazaïka ; Baka wandala ; Lalawaï ; Digaya ; Makilingaï ; Serawa ; Tazang (Njamena-centre de santé et autres tronçons des routes dans le village) ; Digaya (Mbidimé-doulek 5 km et Digaya-lalawaï 7 km) ; Mouvaraï (axe Mouvaraï-Tokombéré) ; Dalla zoulgo (DZ-Tok, DZ-Méri, DZ-Mora et DZ-Koza) ; Kete (axe Warba-oudjila) ; Giling ; Délongué (Délongué-MO) ; Dibong (Dibong-Warba et Dibong-MO) ; Mbidimé (tronçon route bitumé-molkosoubo et Mbidimé- Mbidimé centre-Doulek) ; Damavar (Mayo-plata-oudjila via dalamvar) ; Mayo-plata (MP-MO et MP-Oudjila via dalamvar) ; Bzagaibaï (Moyengué-Tok) ; Moundouvaya (Moundouvaya-Tok et Moundouvaya-Makilingaï) ; Dzandzang (Talabichair-Tokombéré par Dzandzang et radier Baka mission-baka Wandala)
	Lotissement et création des routes d'accès		Doumkala ; Tindrimé ; Krokro ; Bzoukoudou ; Bzazago ; Ldedené (axe : Ldediné-Kolkoch-Dalazolgo et Tazang-Mbidimé) ; Mangavé Dalil ;
	Construction de 3 ponts dans le		Giling (wrem, giling et hardé) ;

	village		
Emploi et formation professionnelle	Création et construction d'un centre de formation professionnelle		Dala-Zoulgo, Tazang, Lalawaï
Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat		Appuyer les activités génératrices de revenu des GICS et comité de développement)	Gazaïka ; Gadoua ; Doumkala ; Kojing ; Baka wandal ; Tindrimé ; ouro krokro ; Bzoukoudou ; Bzazago ; lalawaï ; Mangavé Dalil ; Makalingaï ; Bijeskawé ; Tazang, Mada kolkoch ; Houmpatak ; Délongué ; Mbidimé ; Bzagambaï (embouche) ; Dzandzang ; Mokiö
		Appuyer pour l'achat de 16 moulins à écraser et 1 à extraction d'huile d'arachide	Tindrimé ; Gazaïka ; Ldédiné ; Digaya ; Mangavé Dalil ; Makalingaï ; Digaya (Mahamï, Tchoumah et Digaya); Mbidimé ; Bzagambaï (golongolon et bzagambaï)
		Construction d'une boutique communautaire dans le village	Délongué ;
		Construire un centre artisanal dans le village	Bzazago ; Tazang (réhabilitation de COOPARMO)
Recherche scientifique et innovations	Créer un centre de promotion des résultats de la recherche scientifique et énovation		Espace urbain
Tourisme et loisir	Construire un centre multimédia au Lycée de Kotraba		Mbéle-Ndouba ;
	Construire d'un campement, centre d'accueil et aménagement des sites touristiques		Espace urbain, (canton mada, oudémé, Makilingaï, Serawa, Moyengué et Palbara)
Art et culture		Construire d'un musée d'arts culturels et centre artisanat	Mayo-plata ;

		dans le village	
	Cosntruire les maisons de la promotion de la culture		(Dalla zoulgo, Tazang, Makilngaï, Houmpatak, Jiling, Mokio, Dibong, Kojing, Guirziga et Mada Kolkoch);
Mines industries et développement Technologique	Projet de transformation des denrées alimentaires		Makilingaï
	Construction de garage public		Espace urbain
Commerce		Créer et construire des marchés modernes (équipé des hangars, boutiques etc...) dans le village,	Mbélé-Ndouba ; Gadoua ; Doumkala ; Guirziga ; Kojing ; Bzoukoudou ; Ldédiné ; Lalawaï ; Digaya ; Makilngaï ; Bijeskawé ; Digaya ; Dallazoulgo ; Keteh ; Lahma (2); Mokio ;
		Aménager et étendre le marché	Mayo-plata ; Moundouvaya ;
		Construire un magasin de stockage des denrées alimentaires dans le village pour la commercialisation ;	Tindrimé ; Ouro krokro ; Bzazago (2) ; Lalawaï ; Digaya ; Bijeskawé ; Tazang (Tallasara carrefour, Zalang, Akabaramaet Akadangwala) ; Dallazoulgo ; Damavar ; Bzagambaï ; Dzandzang ;
		Construire un magasin de stockage des intrants et produits agricoles et vétérinaires pour vendre	Gazaïka ; Guirziga ; Kojing ; Baka wandala ; ouro krokro ; Bzoukoudou ; Ldédiné ; Mangavé Dalil ; Mada kolkoch ; Digaya ; Keteh ; Houmpatak ; Giling ; Lahma ; Délongué ; Dibong ; Mbidimé (Moukouno); Damavar ; Mayo-plata ; Moundouvaya ;
		Solliciter l'appui de la Commune pour la mise en place d'un caisse pour faciliter l'accès aux	Dibong ;

		crédits	
Poste et télécommunication			
Travail et sécurité sociale			
Développement urbain et habitat	Faire un plan d'urbanisation et de lotissement dans le village		Houmpatak ;
	Construction de logements sociaux		Espace urbain
Communication	Construire une radio communautaire et installer des antennes relais pour la couverture des réseaux téléphoniques		Houmpatak ; Lahma ;

Source : CADEPI, diagnostic

#### **4. CONCLUSION**

L'actualisation du PCD de la Commune de Tokombéré pour l'entrée effective de celle-ci dans le processus de la décentralisation est une étape très importante. Pour atteindre les objectifs escomptés l'équipe de l'accompagnement a utilisé la méthode dite participative. C'est ainsi que pour développer les trois grandes parties essentielles que constitue ce processus à savoir le diagnostic institutionnel communal, le diagnostic de l'espace urbain et le diagnostic au niveau des villages en passant par la collecte des données tous acteurs au niveau de l'aire communale sont mobilisé pour s'impliquer de bout en bout. Il faut dire en plus quand même que toute la population de cette Commune a l'amour de développement de leur localité malgré le fait qu'elle pense que ce processus permette de produire un document en plus de ce qui existe, étant donné que c'est la troisième fois qu'elle fait après le plan de développement de la commune élaboré en 2006, la relecture de ce PDC pour intégrer les OMD en 2008.

Ce document a présenté de manière synoptique la Commune de Tokombéré avec tous ses aspects, de l'institution communale à l'espace géographique de celle-ci.

**Bibliographie**

Plan communal de Tokombéré de développement basé sur les OMD ;

Plan de développement communal de Tokombéré

Inspection de l'éducation de base, Rapport d'activités ;

District de santé, rapport d'activités,

Plan de campagne communal

